

Eni *FOR*  
*une transition juste*

**2024**

RAPPORT SUR LA  
DURABILITÉ

eni 

# Notre mission

Nous sommes une entreprise du secteur de l'énergie.

- 13 15** Nous soutenons concrètement une transition énergétique juste, dans le but de préserver notre planète
- 7 12** et de promouvoir un accès efficace et durable à l'énergie pour tous. Notre travail est basé sur la passion et l'innovation,
- 9** sur nos forces et nos compétences uniques, sur l'égalité de dignité de chaque personne,
- 5 10** reconnaître la diversité comme une valeur clé pour le développement humain, sur la responsabilité, l'intégrité et la transparence de nos actions. Nous croyons en la valeur des partenariats à long terme avec les pays
- 17** et les communautés dans lesquelles nous opérons, apportant une prospérité durable pour tous.

## Objectifs mondiaux pour un développement durable

L'Agenda 2030 pour le Développement durable, présenté en septembre 2015, identifie les 17 Objectifs de développement durable (ODD) qui représentent les objectifs communs du développement durable sur les problèmes sociaux complexes actuels. Ces objectifs constituent une référence importante pour la communauté internationale et Eni dans la gestion des activités dans les pays où elle opère.



# Eni FOR

# 2024

## RAPPORT SUR LA DURABILITÉ

### Clause de non-responsabilité

Eni for 2024 est un document publié sur une base annuelle qui contient des déclarations prospectives (forwardlooking statement) relatives aux différentes thématiques qui y sont abordées. Les déclarations prospectives sont fondées sur les prévisions et les convictions de la direction d'Eni, élaborées sur une base raisonnable à la lumière des informations disponibles au moment de leur formulation. Néanmoins, les déclarations prévisionnelles comportent, de par leur nature même, un élément d'incertitude, car elles dépendent de la survenance d'événements et de développements futurs qui sont, en tout ou en partie, hors du contrôle et de la prévisibilité raisonnable d'Eni. Les résultats réels peuvent différer de ceux annoncés en raison d'une série de facteurs, y compris, à titre d'exemple mais sans s'y limiter: les tendances futures de la demande, de l'offre et des prix du pétrole, du gaz naturel et des produits pétroliers, la performance opérationnelle réelle, les conditions macroéconomiques générales, les facteurs géopolitiques et les changements dans le cadre économique et réglementaire dans de nombreux Pays où Eni opère, le succès dans le développement et l'application de nouvelles technologies, le développement de la recherche scientifique, les changements dans les attentes des parties prenantes et d'autres changements dans les conditions de business. Les lecteurs du document sont donc invités à tenir compte d'une éventuelle divergence entre certaines déclarations prospectives figurant dans le texte, qui doivent être comprises comme des estimations, et les résultats qui seront obtenus si les événements ou les facteurs indiqués ci-dessus se produisent. Eni for 2023 contient également des termes tels que, par exemple, « partenariat » ou « partenariat public-privé » utilisés à titre de simple référence et sans connotation juridique technique. Eni fait référence à Eni SpA et aux entreprises incluses dans le secteur de consolidation. Le comptereendu des émissions de GES et des objectifs correspondants ne doit pas être interprété comme une prise de responsabilité juridique pour les impacts réels et/ou potentiels de ces émissions de GES.

### Images

Toutes les photos des couvertures et des rapports Eni for 2024 proviennent des archives photographiques d'Eni.

### Traductions

Le texte original d'Eni for – sauf indication contraire – est en italien. Les traductions dans d'autres langues sont tirées du texte original. En cas de divergence, le contenu de la version italienne prévaut sur celui de la traduction dans toute autre langue. Il est à noter que les interviews des pages 36, 102 et 119 ont été données en anglais et traduites ensuite en italien.

# Summary



## LÉGENDE

[🔗](#) Liens externes   [■](#) Liens internes

Message à nos parties prenantes . . . . .	4
Pourquoi lire Eni for 2024 . . . . .	6
Eni dans le monde . . . . .	8
Les activités d'Eni : la chaîne de valeur . . . . .	10
Modèle d'entreprise . . . . .	12

---

## *Approche responsable et durable . . . . .* **16**

Gouvernance et dispositifs de durabilité . . . . .	17
Objectifs et engagements d'Eni . . . . .	19
Activités d'engagement des parties prenantes . . . . .	20
Droits de l'Homme . . . . .	22
Transparence, Lutte contre la Corruption et Stratégie Fiscale . . . . .	30
Innovation, Numérisation et Cybersécurité . . . . .	34

## *Neutralité carbone d'ici 2050 . . . . .* **40**

Le défi de la transition énergétique . . . . .	42
L'évolution des entreprises . . . . .	46

## *Protection de l'environnement . . . . .* **58**

Culture environnementale . . . . .	60
Biodiversité . . . . .	69
Économie Circulaire . . . . .	71

## *Valeur de nos personnes . . . . .* **74**

Défis liés à l'emploi . . . . .	76
Sécurité au travail et sécurité des procédés . . . . .	88
Santé et bien-être des personnes . . . . .	92

## *Partenariats pour le développement . . . . .* **96**

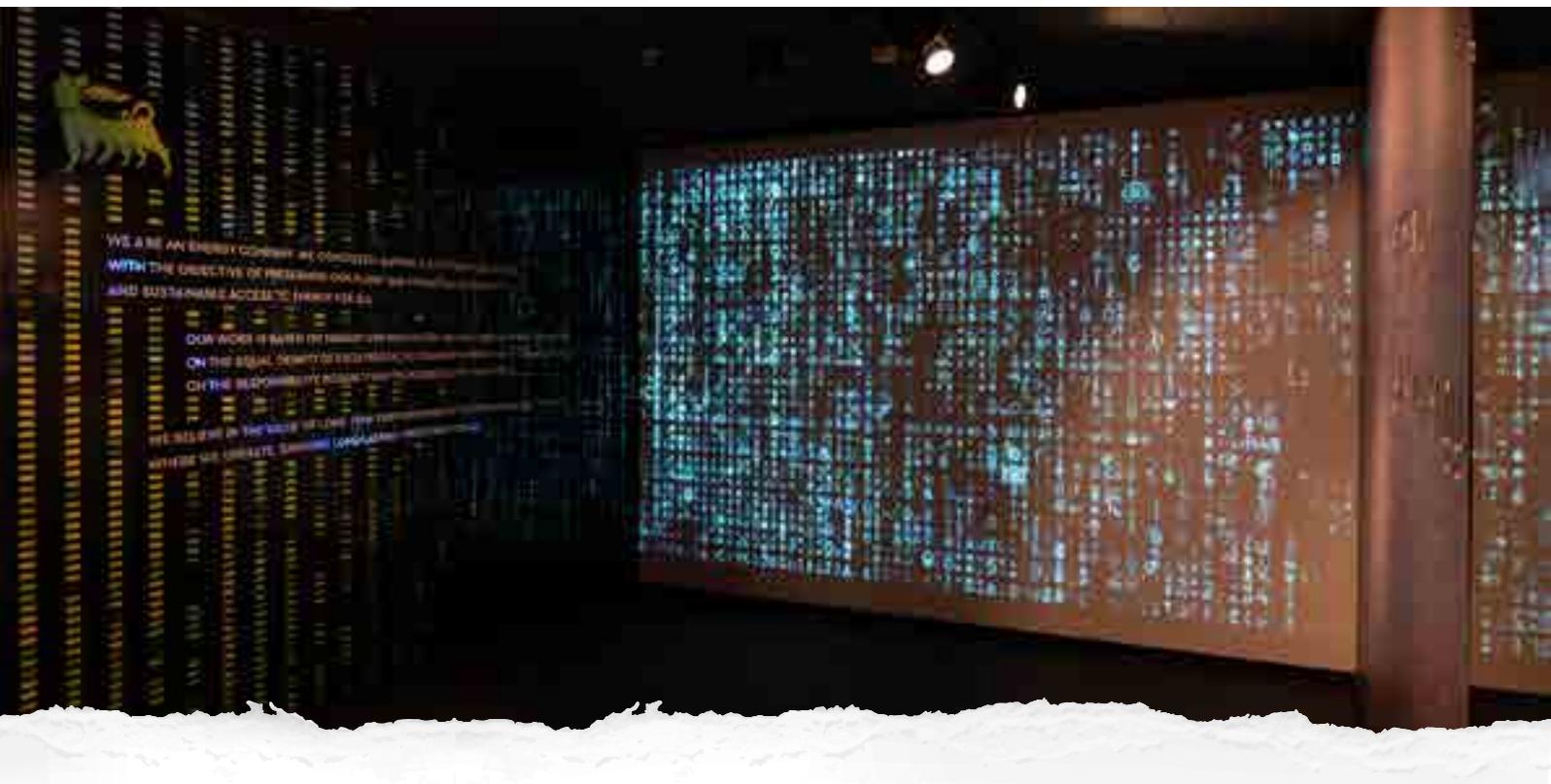
Eni en tant qu'acteur du développement local . . . . .	98
Projets de développement local dans le monde . . . . .	110

## *La durabilité dans la chaîne de valeur . . . . .* **120**

Clients et consommateurs . . . . .	122
Fournisseurs . . . . .	128

## **Annexe - Tableaux des indicateurs . . . . .** **134**

# Message à nos parties prenantes



Nous vivons une époque de changements rapides et complexes. De profondes évolutions géopolitiques, des défis environnementaux et des révolutions technologiques sont entrain de redéfinir les chemins vers la croissance mondiale et la sécurité énergétique. Cela créé un contexte de fragmentation, d'incertitude et de volatilité sans précédent, face auquel la capacité d'adaptation ne semble plus être un levier suffisant. Nous devons déployer toutes nos compétences pour mener la réponse au changement, en anticipant les nouvelles tendances grâce à des solutions innovantes, en évaluant soigneusement les risques et en saisissant courageusement les opportunités. Et c'est précisément dans cette capacité d'anticipation et de transformation que réside l'un des traits distinctifs d'Eni. 2024, une année de concrétisation de l'exécution de notre stratégie, a confirmé la nécessité d'affronter l'avenir avec responsabilité et vision : nous avons poursuivi notre transformation et obtenu des résultats concrets, fruits d'un modèle industriel qui vise à concilier la durabilité environnementale, économique et sociale.

En 2024, nous avons atteint une réduction de 55 % des émissions nettes des Scope 1 et 2 du secteur Upstream et une réduction de 37 % de celles d'Eni par rapport à 2018. Conformément à la trajectoire

engagée il y a plus de dix ans, nous avons continué à accorder une attention particulière à la réduction des émissions de méthane, l'un des leviers les plus efficaces pour contribuer dès à présent à la limitation du réchauffement climatique. En 2024 nous avons publié notre premier rapport sur le méthane, qui souligne notre engagement en matière de transparence et de communication de nos activités visant à ramener les émissions de méthane à un niveau proche de zéro d'ici à 2030, en utilisant les technologies les plus innovantes et en développant les collaborations internationales avec d'autres acteurs de l'industrie et de la chaîne d'approvisionnement. En outre, Eni a conclu des accords de coopération avec des compagnies pétrolières nationales (NOC) au fil du temps, afin de partager son expertise en matière de gestion des émissions de méthane.

Dans le cadre de l'initiative « CEO Water mandate », nous nous sommes également engagés à atteindre une positivité hydrique sur au moins 30 % des sites opérés ayant des prélèvements supérieurs à 0,5 Mm<sup>3</sup>/an d'eau douce dans des zones en situation de stress hydrique d'ici 2035.

Parallèlement, nous avons réalisé des progrès significatifs dans l'exécution de notre modèle satellite : une approche innovante et désormais établie qui implique la création d'entreprises

intégrées capables de générer de la valeur à tous les stades de la transition, en attirant des capitaux alignés et reconnaissant leur valeur marchande. Un exemple concret est l'entrée de KKR et d'EIP respectivement dans le capital d'Enilive et de Plenitude, avec une valorisation d'entreprise reconnue par le marché à des multiples très élevés de plus de 21 milliards d'euros. Ainsi, nous rentabilisons la transition énergétique en développant de nouvelles activités autonomes, en accélérant la transformation grâce à la flexibilité et à la vision industrielle, et en accompagnant nos clients dans la décarbonisation. Plenitude a atteint plus de 4 GW de capacité installée à partir de sources renouvelables et vise à atteindre 10 GW d'ici 2028, puis jusqu'à 15 GW d'ici 2030, en intégrant la production d'énergies renouvelables à la vente d'énergie et de solutions énergétiques aux ménages et aux entreprises, ainsi qu'à un vaste réseau de bornes de recharge pour les véhicules électriques. Présente sur le marché de détail de l'énergie avec plus de 10 millions de clients et sur le marché de la mobilité électrique avec plus de 21 000 bornes de recharge pour véhicules électriques, Plenitude représente l'un des piliers de la stratégie de décarbonisation d'Eni. Enilive, entreprise spécialisée dans les produits et services de mobilité, figure parmi les leaders mondiaux de la production de biocarburants à base d'huiles végétales hydrogénées (HVO, Hydrogenated Vegetable Oil), qui constituent une solution concrète pour contribuer à la décarbonisation des transports routiers, aériens, maritimes et ferroviaires. En 2024, la capacité de bioraffinage d'Enilive était de 1,65 million de tonnes. D'ici à 2030, Enilive prévoit de porter ce chiffre à plus de 5 millions de tonnes par an et d'augmenter la production optionnelle de carburant d'aviation durable (SAF, Sustainable Aviation Fuel) à plus de 2 millions de tonnes, en fonction des besoins du marché. Au cours de l'année, nous avons également annoncé la conversion de la raffinerie de Livourne en bioraffinerie : un projet important dans le parcours de transformation d'Eni, capable de donner une nouvelle vie à des actifs industriels existants tout en maximisant leur valeur. La nouvelle bioraffinerie viendra s'ajouter aux usines Enilive déjà en activité à Porto Marghera, Gela et Chalmette (aux États-Unis, dans le cadre d'une coentreprise avec PBF Energy). Par ailleurs, de nouvelles bioraffineries sont en cours de développement en Corée du Sud, en Malaisie et en Italie.

En parallèle, nous avons initié la relance de Versalis, vers une plus grande durabilité financière, avec un plan de transformation de 2 milliards d'euros pour l'investissement en Italie d'ici 2029. Ce plan de transformation se concentrera sur un portefeuille aval à forte valeur ajoutée, axé sur le compoundage et les polymères spécialisés, la biochimie et les produits de l'économie circulaire. Le plan prévoit également la construction de nouvelles installations industrielles compatibles avec la trajectoire de transition énergétique et la décarbonisation progressive des sites industriels, dans le domaine de la « chimie durable » mais aussi du bioraffinage et du stockage de l'énergie. Ce parcours de transformation entraînera une réduction des émissions d'environ 1 million de tonnes de CO<sub>2</sub>, soit environ 40 % des émissions de Versalis en Italie.

Grâce aux progrès des projets de captage et de stockage du CO<sub>2</sub> en Italie, avec le lancement de la phase 1 du projet Ravenna CSC, et au Royaume-Uni, avec la clôture financière en avril 2025 du projet

Liverpool Bay CSC, nous avons jeté les bases de la création d'un nouveau satellite dédié à la transition dans le domaine du captage et du stockage du carbone. L'innovation continue d'être notre force motrice et un atout clé dans ce processus de transition. Au cours de l'année écoulée, par exemple, nous avons mis en service HPC6, notre nouveau supercalculateur, qui occupe désormais la cinquième place au niveau mondial et la première au niveau européen dans le classement TOP500. Nous avons également créé Eniquantic, notre nouvelle société chargée du développement de la technologie de l'informatique quantique, tout en poursuivant le développement des technologies de pointe, telles que la fusion par confinement magnétique, en collaboration avec Commonwealth Fusion Systems. La Transition Juste reste un élément central de notre action, fondée sur le respect de la dignité de chaque personne, l'intégrité, la reconnaissance de la valeur du dialogue avec nos parties prenantes et la transparence. En 2024, nous avons également renforcé nos efforts de prévention et de lutte contre les violences faites aux femmes grâce à un programme spécifique impliquant Eni et ses sociétés satellites. Conformément à l'approche « Dual Flag », nous travaillons avec les pays d'accueil pour veiller à ce que la transformation génère des avantages concrets pour les communautés. En 2024, nous avons renforcé notre accord avec l'Organisation internationale du travail (OIT) et la Société financière internationale (SFI) afin de promouvoir des conditions de travail sûres et inclusives tout au long de la chaîne d'approvisionnement en matières premières agricoles (agri-feedstock), un secteur clé pour la production de biocarburants. Cela s'inscrit dans le modèle d'entreprise intégré d'Eni, qui favorise le développement durable et la création de partenariats à long terme pour générer une valeur partagée durable. Pour nous, les partenariats avec des entités locales et internationales jouent un rôle clé dans la promotion de projets qui améliorent l'accès à l'énergie, à l'eau, à la santé et à l'éducation et assurent la diversification économique. Enfin, nous ne pouvons manquer de penser à l'incident survenu au dépôt de carburant de Calenzano. Cette terrible tragédie, qui a coûté des vies humaines, nous a profondément touchés et concerne le domaine qui nous tient le plus à cœur : la sécurité. À cet égard, Eni coopère pleinement avec la justice afin que toute la lumière soit faite sur l'incident. Tout en réitérant notre soutien concret aux familles et aux personnes concernées, nous renouvelons notre engagement absolu en faveur de la sécurité, valeur fondamentale de nos activités. La trajectoire d'Eni est guidée par une vision claire, fondée sur l'intégration de l'activité et de la durabilité, de la croissance et de la responsabilité. Grâce à la contribution de nos collaborateurs et de nos parties prenantes, nous continuerons à créer de la valeur pour la société et les communautés, à transformer les défis en opportunités et à tracer de nouvelles voies vers une énergie plus sûre et plus durable pour tous.

**Claudio Descalzi**

*Président-Directeur Général*

# Pourquoi lire *Eni for* 2024



Eni for, qui en est à sa dix-neuvième édition, témoigne des engagements et des progrès d'Eni vers une Transition Juste.

Cette année a été marquée par une évolution majeure du reporting en matière de durabilité: l'entrée en vigueur de la Directive européenne sur le reporting sur la durabilité des entreprises (CSRD, Corporate Sustainability Reporting Directive), qui réglemente le reporting obligatoire sur la durabilité et introduit de nouvelles Normes européennes de reporting sur la durabilité (ESRS, European Sustainability Reporting Standard). C'est pourquoi, cette année, Eni a préparé son premier Rapport sur la durabilité, conforme à la réglementation européenne. Dans ce contexte, Eni for se présente comme un document complémentaire au rapport sur la durabilité, conçu pour rendre les informations sur la durabilité d'Eni plus accessibles aux parties prenantes, à travers un langage plus clair et plus concis, et pour les enrichir en approfondissant et en enrichissant leur contenu grâce à des analyses ciblées.

Dans le but de faire d'Eni for un document capable de communiquer efficacement la stratégie aux parties prenantes, des études de cas, des analyses approfondies et des entretiens ont été intégrés pour concrétiser les engagements et les actions d'Eni. Pour des aspects spécifiques, tels que le système de contrôle interne et le modèle de gestion intégrée des risques, il est fait référence au Rapport sur la durabilité. Dans ces cas, les références précises aux sections pertinentes du Rapport sur la durabilité sont indiquées dans le document, facilitant ainsi la consultation pour ceux qui souhaitent approfondir ces aspects.

L'analyse de matérialité 2024 mise à jour selon les normes ESRS et appliquant le principe de double matérialité, sert également de référence à Eni for pour identifier les sujets de durabilité les plus



pertinents pour l'entreprise et ses parties prenantes. Pour une description détaillée du processus et des résultats de cette analyse, veuillez vous référer au [Rapport sur la durabilité](#). Contrairement au Rapport sur la durabilité, dont la structure est liée à l'ordre de présentation des normes ESRS, le narratif d'Eni for suit les leviers du modèle d'entreprise intégré. Cette approche permet de décrire les progrès et les résultats selon cinq piliers principaux : Neutralité carbone à l'horizon 2050, protection de l'environnement, valeur de nos personnes, partenariats pour le développement et durabilité dans la chaîne de valeur. Un chapitre d'introduction consacré aux éléments transversaux de l'approche d'Eni en matière de durabilité précède les chapitres consacrés aux cinq piliers.

L'édition 2024 d'Eni for combine des informations qualitatives et des indicateurs de performance dans un seul document. La section « Tableaux d'indicateurs » comprend des références précises à des indicateurs déjà présents dans le Rapport sur la durabilité, qui fait l'objet d'une assurance limitée de la part de la société d'audit désignée. En outre, le document présente quelques indicateurs clés de performance supplémentaires comparés au Rapport sur la durabilité, afin de répondre aux besoins spécifiques de certaines parties prenantes. Les données quantitatives sont fournies sur une période de deux ans et sont conformes au champ d'application expliqué dans la section « Principes et critères de reporting » du [Rapport sur la durabilité](#).

Eni for s'inscrit dans le système plus large de rapports sur la durabilité d'Eni, dans le cadre de l'engagement de l'entreprise en faveur de la transparence et de la divulgation. Ce système comprend à la fois des documents d'information obligatoires, tels que le Rapport sur la durabilité et la déclaration sur l'esclavage et la traite des êtres humains, ainsi que des documents volontaires, tels que les rapports locaux, les rapports des filiales et les rapports thématiques (par exemple, les rapports sur les Droits de l'Homme, les émissions de méthane, la transition centrée sur l'humain).

# Eni dans le monde



2 981

personnes  
embauchées en 2024



64

Pays de  
présence



81,4 %

des dépenses de R&D  
pour la décarbonisation



-37 %

d'empreinte carbone nette Eni  
par rapport à 2018 (Scope 1+2)



90 %

Réutilisation  
de l'eau douce



€ 88,8 mln

Investissements pour  
le développement local

## PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE 2024

### MOBILITÉ DURABLE

Début de la construction de la bioraffinerie à Livourne / PETRONAS, Enilive et Euglena créent une coentreprise pour la bioraffinerie en Malaisie / Enilive et LG Chem créent une coentreprise pour la bioraffinerie en Corée du Sud / Accord avec KKR pour l'acquisition d'une participation dans Enilive / Plenitude lance « On the Road » / Partenariat entre MERKUR et Plenitude pour la mobilité électrique en Slovénie

### RENOUVELABLES

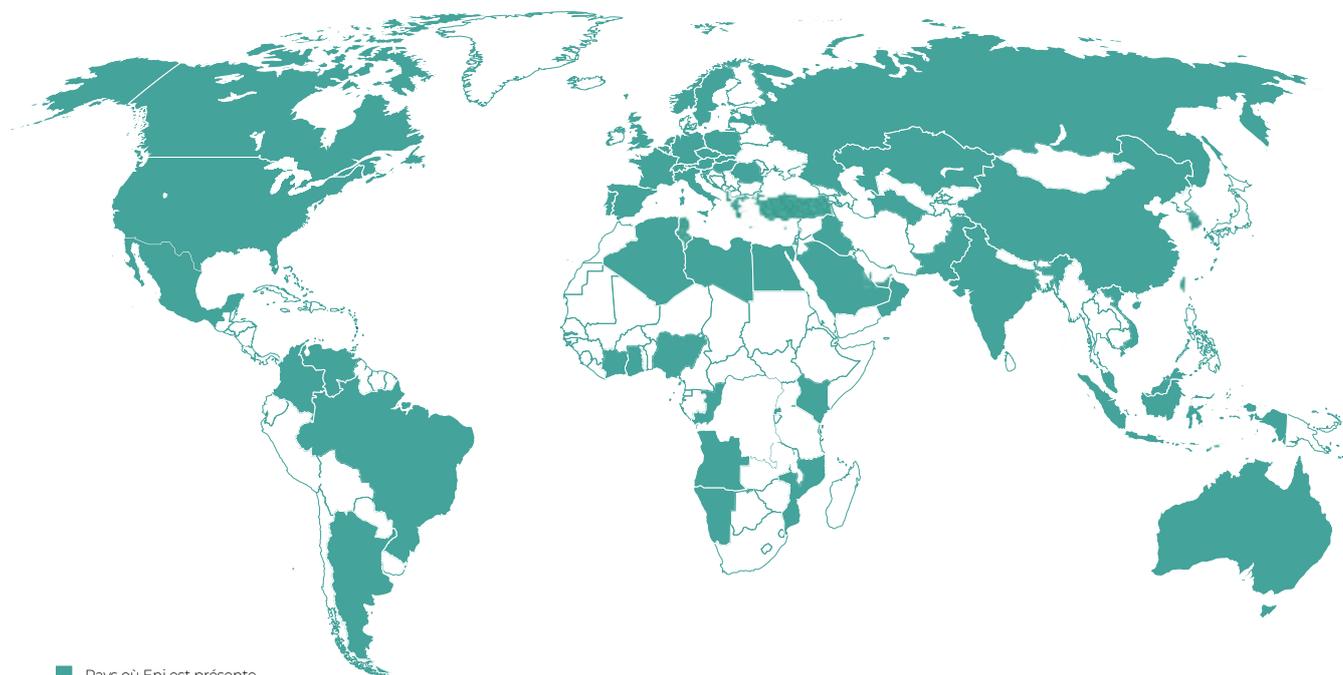
Plenitude atteint l'objectif de 4 GW de capacité installée / Accord entre GreenIT et Galileo pour le développement de huit projets photovoltaïques en Italie / Début de la construction de deux nouveaux parcs photovoltaïques en Espagne : Renopool (330 MW) et Villarino de los Aires (220 MW) / Accord avec EDP Renewables pour l'acquisition de trois parcs photovoltaïques aux États-Unis (382 MW) / Partenariat entre Plenitude et BlueFloat Energy - Sener Renewable Investments pour le développement de parcs éoliens offshore en Espagne.

### EXPLORATION ET UPSTREAM

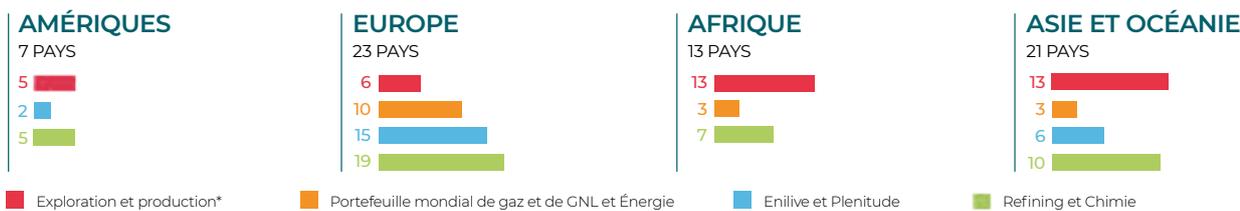
Cession de NAOC à Oando finalisée / Cession d'actifs Upstream en Alaska à Hilcorp / Acquisition de Neptune finalisée / Accord avec Ithaca Energy pour combiner les actifs de E&P au Royaume-Uni / Nouvelles découvertes dans le bloc CI-205 en Côte d'Ivoire et au large du Mexique / Première cargaison de GNL au Congo / Début de la production de gaz à partir du champ Argo Cassiopea dans le détroit de Sicile / Début de la phase 2 du projet Baleine.

### PERSONNES

Plan d'actionnariat salarié / Publication de « Cela vous concerne ! Guide pratique contre les violences de genre » en collaboration avec DonneXStrada / Approbation de la nouvelle structure organisationnelle de la Société / Construction et/ou rénovation 9 centres de santé en Côte d'Ivoire / Renouvellement de l'engagement d'Eni en faveur des systèmes de clean cooking avec l'objectif d'atteindre 10 millions de personnes dans toute l'Afrique subsaharienne d'ici 2027 / Lancement d'un cours universitaire en Égypte pour l'accès au marché du travail dans les secteurs clés de l'efficacité et de la transition énergétiques, grâce à la collaboration entre l'IEOC, l'ECU, l'Université de technologie de Sewedy et PoliMi.



■ Pays où Eni est présente



■ Exploration et production\*   ■ Portefeuille mondial de gaz et de GNL et Énergie   ■ Enilive et Plenitude   ■ Refining et Chimie

\* CCUS et agro-industrie inclus

### DÉCARBONISATION

Obtention de la certification OGMP 2.0 « Gold Standard Reporting » et publication du premier rapport sur le méthane / Adhésion à la Coalition pour la réduction des émissions de GNL vers le Net Zéro / Protocole d'accord avec SOCAR pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'efficacité énergétique dans le secteur Upstream en Azerbaïdjan / Lancement d'un projet de protection des forêts du parc transfrontalier du Grand Limpopo au Mozambique / Accord en Côte d'Ivoire pour la protection et la restauration de 14 forêts couvrant 155 000 hectares.

### CHIMIE

Définition du plan de transformation, de décarbonisation et de relance de Versalis / Acquisition de Tecnofilm et développement de Versalis dans le secteur du compoundage / Accord entre Crocco et Versalis pour des emballages alimentaires issus du recyclage chimique / REFENCE™, nouvelle gamme de polymères recyclés pour l'emballage alimentaire fabriquée par Versalis en collaboration avec Forever Plast, issue du recyclage mécanique / Accord entre Versalis, Bridgestone et le groupe BB&G pour la création d'une chaîne d'approvisionnement de recyclage des pneus.

### CAPTAGE ET STOCKAGE DU CARBONE

Lancement du premier projet de captage et de stockage du CO<sub>2</sub> en Italie (Ravenna CSC) avec Snam / Approbation et attribution de fonds par le gouvernement britannique pour le réseau de transport et de stockage du CO<sub>2</sub> du projet HyNet North West dans la baie de Liverpool.

### INNOVATION

Lancement de HPC6, le 5ème supercalculateur au monde dans le classement TOP500 / Création d'Eniquantic, la nouvelle société d'Eni pour le développement de l'informatique quantique / Signature d'un accord avec l'UKAEA (UK Atomic Energy Authority, Autorité britannique de l'énergie atomique) pour la construction de la plus grande usine au monde pour la gestion du cycle du tritium, un combustible clé pour les futures centrales à fusion / Accord entre Eni et SERI Industrial pour le développement industriel du secteur des batteries.

Suite à l'incendie du dépôt de carburant de Calenzano (Italie) en décembre 2024, Eni a exprimé sa sympathie aux familles des victimes et aux personnes impliquées dans l'accident, et s'est engagée à coopérer pleinement avec les autorités compétentes pour déterminer les circonstances de l'accident.

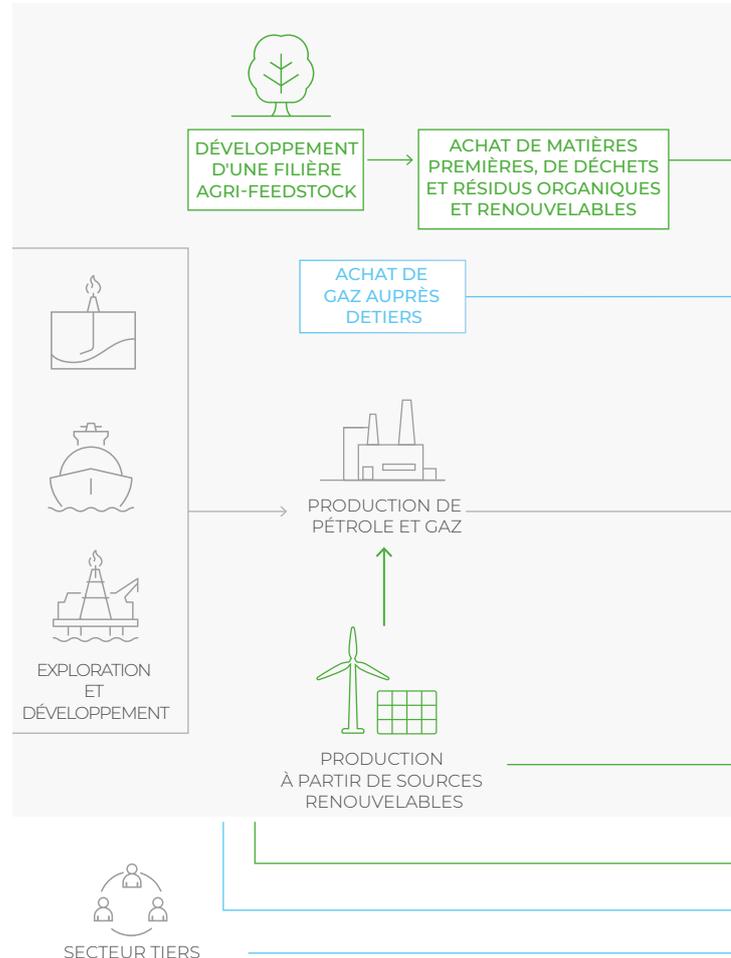
# Les activités d'Eni : la chaîne de valeur

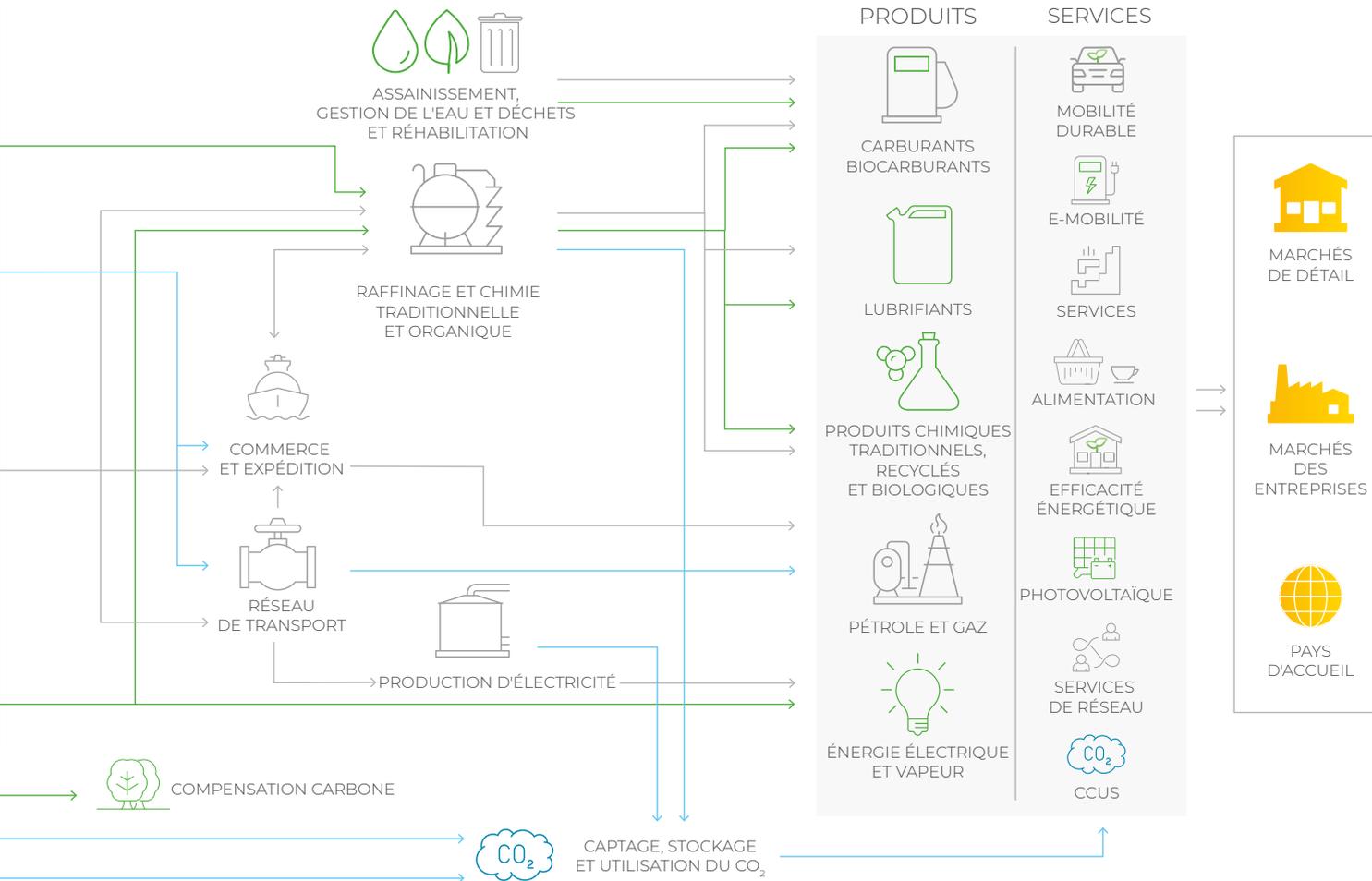
Eni est une entreprise d'énergie intégrée sur l'ensemble de la chaîne de valeur. Elle est très présente dans les activités traditionnelles d'exploration et de production de pétrole et de gaz conventionnels, ainsi que dans la commercialisation du gaz et du GNL grâce à un vaste portefeuille d'approvisionnement. Dans l'industrie pétrolière/pétrochimique en aval, un processus majeur de transformation et de reconversion est en cours. Eni s'engage, à travers des modèles d'affaires innovants, à développer de nouvelles sources d'énergies et des services de décarbonisation : énergies renouvelables (solaire/éolienne), biocarburants, biochimie, captage/séquestration géologique du CO<sub>2</sub> et lignes de recherche sur les nouveaux paradigmes énergétiques (fusion magnétique, recyclage chimique des matières plastiques). Eni dispose d'une large clientèle, tant industrielle que grand public. La stratégie distinctive du Groupe se concentre sur les avantages concurrentiels de l'entreprise, l'expertise interne et les technologies propriétaires, dans le but de croître, de créer de la valeur et de transformer l'entreprise. Dans les activités traditionnelles, la croissance et le rendement reposent sur une exploration réussie, avec une possibilité de monétisation précoce des découvertes, un développement efficace des ressources et la création d'entités indépendantes en synergie avec des partenaires qualifiés dans des zones géographiques ciblées afin de poursuivre les opportunités de développement et de rentabilité. Dans le domaine de la transition énergétique, le modèle satellite d'Eni envisage la création d'entités engagées dans le développement de produits et de solutions à faible teneur en carbone. Grâce à l'afflux de capitaux spécialisés, ces entités peuvent croître de manière autonome et financièrement indépendante, libérant ainsi de la valeur pour la société mère, comme en témoignent les succès d'Enilive et de Plenitude. L'exécution stratégique efficace, fondée sur une discipline financière en matière de coûts et d'investissements et une structure de capital robuste, soutenue par une gouvernance d'entreprise et des processus rigoureux d'identification et de gestion des risques, permet de poursuivre les investissements dans l'entreprise et d'offrir des rendements compétitifs aux actionnaires. La réalisation de l'objectif Net Zéro d'ici 2050 implique le recours aux technologies disponibles qui peuvent contribuer immédiatement à la réduction des émissions, telles que :

- l'utilisation du gaz comme source d'énergie transitoire, associée à des investissements visant à réduire les émissions de CO<sub>2</sub> et de méthane ;
- les technologies de raffinage traditionnelles appliquées à la production de biocarburants, utilisant des matières premières d'origine biologique, n'entrant pas en concurrence avec la chaîne d'approvisionnement alimentaire dans le cadre du développement de l'agro-industrie, afin de contribuer à la décarbonisation des transports sans modifier brusquement les infrastructures existantes ;
- les énergies renouvelables grâce à l'augmentation de la capacité de production installée et à l'intégration avec le business retail, en s'appuyant sur une large clientèle ;
- les technologies de captage, d'utilisation et de stockage du CO<sub>2</sub> (CCUS, Carbon Capture Utilization and Storage) capable d'apporter une contribution concrète à la réduction des émissions, en particulier celles des installations industrielles à forte intensité de carbone, grâce à la mise en place de hubs/ centres de stockage de CO<sub>2</sub> ;
- les technologies de production de bioplastiques et de recyclage mécanique des plastiques usagés.

L'utilisation de ces solutions à grande échelle, associée à la recherche et au développement de technologies innovantes, telles que la fusion par confinement magnétique, peut contribuer au changement du paradigme énergétique à long terme.

## CHAÎNE DE VALEUR





# Modèle d'entreprise

Les résultats obtenus au cours de l'année et les progrès continus de la stratégie de croissance et de création de valeur démontrent une fois encore la solidité du modèle de business d'Eni, tirant parti du portefeuille d'actifs et du modèle satellitaire, confirmant ainsi l'avantage compétitif distinctif du Groupe dans la transition énergétique

Le modèle de business d'Eni soutient l'engagement de l'entreprise en faveur d'une transition énergétique socialement équitable et vise à générer des rendements financiers solides et à créer de la valeur à long terme pour les principales parties prenantes grâce à une présence consolidée tout au long de la chaîne de valeur de l'énergie. La mission de l'entreprise intègre les Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'Agenda 2030 des Nations unies.

Eni s'efforce à contribuer à la sécurité énergétique en tirant parti d'un portefeuille mondial et d'alliances avec des pays producteurs. Parallèlement, Eni met en œuvre une stratégie de transition avec une approche technologiquement neutre et pragmatique, visant à maintenir la compétitivité du système de production et la durabilité sociale. Ces objectifs reposent sur une présence géographique diversifiée et un portefeuille de solutions technologiques qui permettront de créer un mix énergétique de plus en plus décarboné. Les partenariats et les alliances avec les parties prenantes sont essentiels pour atteindre ces objectifs et garantir une participation active à l'élaboration des activités d'Eni et à la transformation du système énergétique.

Le modèle économique d'Eni combine l'utilisation de technologies largement propriétaires, l'expertise interne et un réseau stratégique de collaborations, avec le développement d'un modèle satellitaire innovant. Cela implique la création de sociétés dédiées capables d'accéder de manière autonome au marché des capitaux pour financer leur croissance et en même temps faire ressortir la valeur réelle de chaque activité.

Eni est présent tout au long de la chaîne de valeur - de l'exploration, du développement et de l'extraction des ressources à la commercialisation de l'énergie, des produits et des services aux clients finaux, en développant des modèles d'entreprise intégrés et solides qui améliorent ses actifs industriels et sa base de clients.

À l'appui de ce modèle intégré s'insèrent le système de Gouvernance d'Entreprise, basé sur les principes de transparence et d'intégrité, et le processus de Gestion Intégrée des Risques fonctionnel pour assurer, à travers l'évaluation et l'analyse des risques et des opportunités du contexte de référence, des décisions conscientes et stratégiques et l'analyse de matérialité qui approfondit les impacts les plus significatifs générés par Eni sur l'économie, l'environnement et les personnes, y compris sur les Droits de l'homme.

Le fonctionnement du modèle de business repose sur la meilleure utilisation possible de toutes les ressources (intrants) dont dispose l'organisation et sur leur transformation en extrants, grâce à la mise en œuvre de sa stratégie. Les ressources immatérielles font partie intégrante du processus de création de valeur d'Eni et comprennent les compétences des personnes, l'innovation et les relations avec les parties prenantes, qui sont présentées dans son Rapport sur la durabilité. Eni associe également son plan d'affaires aux principes de durabilité environnementale et sociale, en articulant ses actions autour de cinq volets, chacun orienté vers des résultats spécifiques (outcomes) :



### NEUTRALITÉ CARBONE D'ICI 2050 :

Eni s'est engagée sur la voie de la décarbonisation des processus et des produits d'ici 2050, en tenant compte des émissions générées tout au long du cycle de vie des produits énergétiques. Cette voie, rendue possible grâce aux technologies existantes et en évolution, permettra à Eni de réduire son empreinte carbone, à la fois en termes d'émissions nettes et d'intensité nette de carbone. Dans ce contexte, Eni considère le gaz naturel comme une source d'énergie de transition en raison de son accessibilité, de sa fiabilité, de sa polyvalence et de sa faible teneur en carbone par rapport aux autres combustibles fossiles. Il complète également d'autres solutions technologiques et énergétiques qui gagneront progressivement en importance pour répondre à la demande énergétique.

### PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT :

Eni s'engage à protéger l'environnement en recherchant des solutions innovantes visant à réduire l'impact de ses activités, à assurer une utilisation efficace des ressources naturelles, à protéger la biodiversité et les ressources en eau, et à promouvoir des modèles de développement basés sur les principes régénératifs de l'économie circulaire, dans le but de maximiser la récupération et la valorisation des déchets et des résidus.

### VALEUR DE NOS PERSONNES :

Eni reconnaît la valeur de ses collaborateurs comme un élément fondamental du succès de l'entreprise et garantit donc un environnement de travail exempt de toute forme de discrimination, qui favorise le plein développement du potentiel de chacun, en promouvant le développement d'une culture fondée sur la diffusion des connaissances. Eni se conforme également aux normes internationales les plus strictes en matière de santé et de sécurité et adopte des mesures appropriées pour protéger les personnes et les biens.

### PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT :

Eni vise à contribuer à la réduction de la pauvreté énergétique dans les pays où elle opère en intégrant le développement de projets industriels et d'initiatives destinées aux communautés d'accueil, en transférant son savoir-faire et ses compétences à des partenaires locaux. Conformément à l'approche dite « Dual Flag », les actions d'Eni reposent sur un profond respect de l'individu, une connaissance des besoins locaux et une volonté de s'engager auprès des pays pour promouvoir le développement durable, notamment par le biais de partenariats avec des acteurs reconnus aux niveaux national et international. Dans ces pays, Eni promeut des initiatives en faveur des communautés locales pour favoriser, outre l'accès à l'énergie, la diversification économique, la formation, la santé des communautés, l'accès à l'eau et à l'assainissement et la protection du territoire, en collaboration avec des acteurs internationaux et conformément aux Plans de Développement Nationaux et à l'Agenda 2030.

### LA DURABILITÉ DANS LA CHAÎNE DE VALEUR :

Eni promeut la durabilité de sa chaîne d'approvisionnement, reconnaissant son rôle clé dans le parcours de transformation entrepris. Grâce à une approche systémique et inclusive, Eni partage ses valeurs, ses engagements et ses objectifs avec ses fournisseurs, en les soutenant et en les impliquant sur la voie de la croissance. Ensemble, Eni accompagne ses clients en leur offrant des solutions énergétiques de pointe pour les aider à jouer un rôle de premier plan dans la transition énergétique et communique avec eux de manière honnête et transparente en leur fournissant des produits et services de qualité adaptés à leurs besoins.

Le modèle d'entreprise d'Eni s'articule autour de ces cinq piliers s'appuyant sur le développement et l'application de technologies innovantes et sur le processus de numérisation. En mettant en œuvre ce modèle, Eni garantit le respect des Droits de l'Homme dans ses activités et promeut le respect entre ses partenaires et parties prenantes, tout en poursuivant ses activités fondées sur des valeurs de responsabilité, d'intégrité et de transparence.

# CRÉATION DE VALEUR POUR TOUTES LES PARTIES PRENANTES

## ENTRÉE

### RESSOURCES FINANCIÈRES

Capital net investi (milliards d'euros) **74,3**

Investissements (milliards d'euros) **8,8**

Contribution des transactions de portefeuille (milliards d'euros) **3,5** (proforma)

### ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

Permis d'exploration/ de développement pétrole et gaz (milliers de km<sup>2</sup>) **211**

Réserves prouvées (millions de bep) **6,5**

Prélèvements d'eau douce (Mm<sup>3</sup>) **127**

### ACTIFS INDUSTRIELS

Capacité de bioraffinage (millions de tonnes/an) **1,65<sup>2</sup>**

Capacité du Groupe en énergies renouvelables (GW) **4,1<sup>1</sup>**

### PERSONNES ET COMPÉTENCES

Employés **32 492<sup>3</sup>**

Femmes parmi l'effectif (%) **28,3**

★ Heures de formation (kJ) **1 027**

### RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

★ Dépenses de recherche et développement (millions d'euros) **178**

★ brevets en vigueur **10 244**

### RELATIONS ET COLLABORATIONS

★ Clients gaz et électricité (millions) **10<sup>1</sup>**

Investissements pour le développement local (en millions d'euro) **88,8**

STRATÉGIE ET OBJECTIFS  
OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



RESSOURCES NATURELLES MONDIALES



TECHNOLOGIES EXCLUSIVES ET RÉVOLUTIONNAIRES

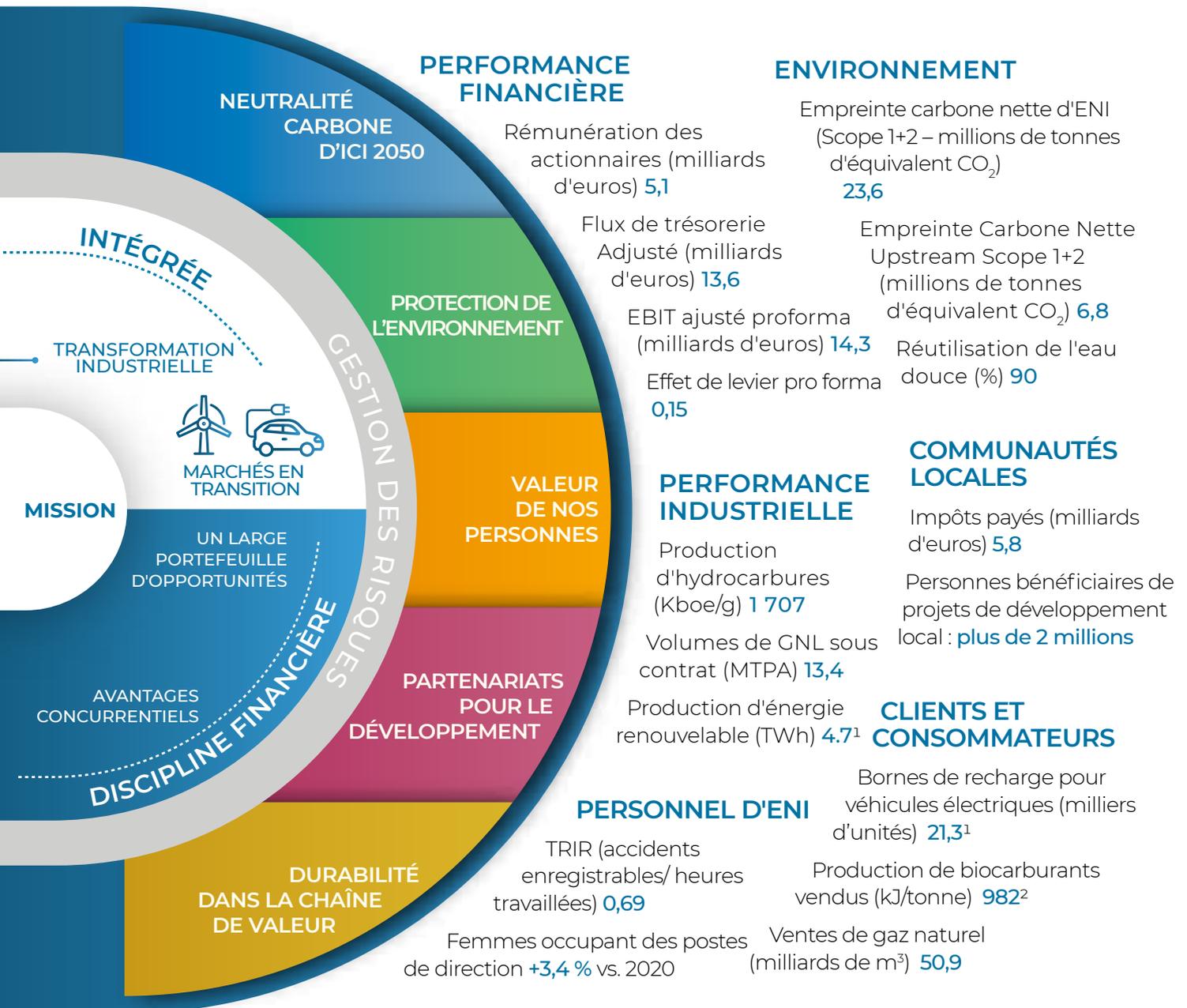
EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE

DIVERSIFICATION DES SOURCES D'ÉNERGIE



Grâce à la présence intégrée dans toute la chaîne de valeur de l'énergie

## SORTIE



★ Immobilisations incorporelles

1) 100 % Plenitude

2) 100 % Enilive

3) Les données diffèrent de celles publiées dans le Rapport sur la durabilité d'Eni for, dans la mesure où elles n'incluent pas uniquement les sociétés consolidées par intégration globale.

# Approche responsable et durable



## *Pourquoi c'est important pour Eni ?*

Dans un monde en profonde mutation, nous restons fidèles à nos valeurs et à notre approche responsable et durable de la création de valeur à long terme. Nous sommes convaincus que seule une approche pragmatique, s'appuyant sur la neutralité technologique, l'innovation et le dialogue avec toutes les parties prenantes, nous permettra de parvenir à une Transition Juste, conciliant l'accès à l'énergie, la protection de l'environnement et le développement social. Notre engagement à opérer selon des valeurs de transparence et d'intégrité va de pair avec la création d'opportunités commerciales répondant aux besoins des territoires où nous opérons, dans le respect des Droits de l'Homme et en prenant les ODD comme référence.

**GUIDO BRUSCO** DIRECTEURS DES OPÉRATIONS DES RESSOURCES NATURELLES MONDIALES ET DIRECTEUR GÉNÉRAL D'ENI

*Pour en savoir plus*

### POUR PLUS D'INFORMATIONS SUR :

• composition du Conseil d'administration ; • activités d'auto-évaluation et d'initiation du Conseil d'administration ; • rôles et responsabilités en matière de gouvernance de la durabilité chez Eni ; • système de contrôle interne et de gestion des risques

voir le [Rapport financier annuel 2024](#) et le [Rapport sur la Gouvernance et LaStructure de l'actionariat 2024](#).

# Gouvernance et dispositifs de durabilité

## CONSEIL D'ADMINISTRATION ET COMITÉS

Le système de Gouvernance d'Entreprise d'Eni, fondé sur les principes d'intégrité et de transparence, soutient l'intégration de la durabilité dans son modèle de business et sa stratégie d'entreprise. Cette approche est confirmée par l'adoption du Code de Gouvernance d'Entreprise (Code de Gouvernance), qui définit la « réussite durable » comme l'objectif qui doit guider l'action du conseil d'administration, reposant sur la création de valeur à long terme au profit des actionnaires, tout en tenant compte des intérêts des autres parties prenantes.

### RÔLES ET RESPONSABILITÉS DU CDA, DU PDG, DU PRÉSIDENT DU CDA ET DES COMITÉS SUR LES THÉMATIQUES DE DURABILITÉ

<p><b>CONSEIL D'ADMINISTRATION</b></p> 	<p><b>Il définit :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le système de gouvernance d'entreprise ;</li> <li>• les grandes lignes de la structure organisationnelle, administrative et comptable et les lignes directrices du système de contrôle interne et de gestion des risques ;</li> <li>• les lignes et objectifs stratégiques, la poursuite de leur succès durable et le contrôle de leur mise en oeuvre, sur proposition du PDG ;</li> <li>• dans l'optique d'un succès durable, conformément au Code de Gouvernance, favorise le dialogue avec les actionnaires et les autres parties prenantes pertinentes pour la Société.</li> </ul>	<p><b>Il examine ou approuve :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les bases du système normatif interne et les principaux instruments normatifs de l'entreprise ;</li> <li>• le plan stratégique (plan quadriennal et plan à moyen-long terme), qui comprend les objectifs industriels de business, les résultats économiques financiers et les objectifs de durabilité, y compris les objectifs d'émission à moyen et long terme ;</li> <li>• les principaux risques et impacts, y compris ceux de nature socio-environnementale ;</li> <li>• la politique de Rémunération des Directeurs et des dirigeants ayant des responsabilités stratégiques ;</li> <li>• Reporting financier et de durabilité.</li> </ul>		
<p><b>PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL</b></p> 	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Principal responsable de la gestion de la Société, sans préjudice des tâches réservées au Conseil ;</li> <li>• il met en oeuvre les résolutions du CdA, informe et soumet des propositions à ce dernier et aux comités ;</li> <li>• il est chargé de l'établissement et du maintien du Système de Contrôle Interne et de Gestion des Risques.</li> </ul>	<p><b>PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</b></p>  <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rôle central dans le système des contrôles internes ;</li> <li>• il guide les activités du CdA et s'occupe de la formation des membres du CdA également sur les questions de durabilité.</li> </ul>		
<p><b>COMITÉS</b></p> 	<p><b>Comité durabilité et scénarios</b></p> <p>Il exerce des fonctions d'enquête, de consultation et de proposition auprès du CdA en matière de scénarios et de durabilité, c'est-à-dire des processus, des initiatives et des activités visant à surveiller l'engagement de la Société pour le développement durable tout au long de la chaîne de valeur, en particulier sur les thèmes de la transition climatique et de l'innovation technologique, de l'environnement et de l'efficacité énergétique, du développement local, des Droits de l'Homme, de l'intégrité et de la transparence, ainsi que de la D&amp;I.</p>	<p><b>Comité contrôle et risques</b></p> <p>Il soutient le CdA dans les évaluations et les décisions relatives au Système de Contrôle Interne et de Gestion des Risques, et en particulier dans l'examen trimestriel des principaux risques, y compris les risques ESG, et l'approbation des rapports financiers et de durabilité périodiques.</p>	<p><b>Comité rémunération</b></p> <p>Il exerce des fonctions préliminaires, de proposition et de conseil auprès du CdA sur les questions de rémunération et, dans ce domaine, il propose les systèmes d'incitation annuels et à long terme, en définissant leurs objectifs, également à l'appui des orientations adoptées sur les questions de durabilité.</p>	<p><b>Comité des nominations</b></p> <p>Il soutient le CdA dans les nominations, dans l'évaluation périodique des exigences des administrateurs et dans le processus d'auto-évaluation en fournissant des avis au CdA sur sa composition et celle de ses comités, y compris sur les compétences nécessaires.</p>

## COMPÉTENCES ET CONNAISSANCES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

En 2024, le Conseil d'administration a procédé à son auto-évaluation annuelle (« Board Review ») avec le soutien d'un consultant externe. Cette évaluation a porté sur la composition et le fonctionnement du Conseil d'administration et de ses comités, notamment sur les questions ESG. Le processus a confirmé une évaluation positive des compétences des membres du conseil. Ces compétences ont également été renforcées en 2024 grâce au programme de formation initiale / intégration destiné aux administrateurs et aux auditeurs.

### AUTO-ÉVALUATION DES CONNAISSANCES, DES COMPÉTENCES ET DE L'EXPÉRIENCE GLOBALES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION (VALEUR EN %)



### Focus on

## La nouvelle structure de l'entreprise Eni

En septembre 2024, le Conseil d'administration a redéfini la structure organisationnelle d'Eni, réorganisant les activités en trois entités placées sous la responsabilité de trois Directeurs Généraux Délégués (COO, Chief Operating Officer) sous la direction du Président-Directeur Général. Cette structure est conforme à la mission de l'entreprise et contribue à la réalisation des objectifs stratégiques de décarbonisation, de maximisation de la création de valeur et de transformation industrielle. Les directeurs généraux des entités « Directeur de la Transition et des Finances » et « Ressources naturelles mondiales » ont également été nommés directeurs généraux par le Conseil d'administration d'Eni. Cette nouvelle structure permettra de révéler pleinement la valeur des sociétés satellites, de renforcer l'excellence opérationnelle des activités nouvelles et traditionnelles, et d'accélérer la transformation industrielle des secteurs chimique et traditionnel en aval. Plus précisément, Eni exerce ses activités à travers les structures suivantes :

### RESSOURCES NATURELLES MONDIALES

Cette structure dispose de tous les leviers techniques, opérationnels et d'ingénierie nécessaires à la réalisation des projets de la société ; elle a été intégrée à l'activité de production d'électricité & marketing et à l'activité de négoce de pétrole afin de développer une offre toujours plus compétitive et synergique, en capturant plus efficacement les marges en aval de la chaîne de valeur ; elle gère également le développement opérationnel des nouvelles activités de CSC et de matières premières agricoles, ainsi que le développement organique de l'activité Upstream avec un faible seuil de rentabilité, une faible émissivité, une stratégie multi-locale et de nouvelles combinaisons d'activités pour maximiser les opportunités de croissance.

### DIRECTEUR DE LA TRANSITION ET DES FINANCES

Cette structure est chargée du développement et de la mise en œuvre de la stratégie économique et financière d'Eni, Plenitude et Enilive, deux sociétés liées à la transition énergétique sont rattachées à cette direction, avec pour objectif de maximiser leur valeur économique et financière sur le marché et de renforcer leur excellence opérationnelle et industrielle.

### TRANSFORMATION INDUSTRIELLE

Cette structure se concentre principalement sur l'accélération de la restructuration et de la transformation industrielle de la chimie (Versalis) dans une logique d'innovation, de spécialisation, de biochimie et de circularité, et poursuivra la transformation de l'aval traditionnel (raffinage) et l'évolution des activités de dépollution environnementale (Eni Rewind).

# Objectifs et engagements d'Eni

La Mission exprime clairement l'engagement d'Eni à soutenir une transition énergétique socialement équitable, dans le but de préserver la planète et de promouvoir l'accès aux ressources énergétiques de manière efficace et durable pour tous, en contribuant à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD). L'objectif d'Eni est de parvenir à zéro émission nette d'ici 2050 en vue de partager les bénéfices sociaux et économiques avec les travailleurs, la chaîne de valeur, les communautés et les clients d'une manière inclusive, transparente et socialement équitable. En outre, afin de contribuer à la réalisation des ODD et à la croissance des Pays dans lesquels elle opère, Eni s'engage à mettre en oeuvre des projets de développement local également par le biais d'alliances avec des acteurs nationaux et internationaux de la coopération au développement. Les objectifs et les engagements d'Eni, articulés autour des cinq piliers du modèle d'entreprise, sont alignés avec le plan quadriennal et reflètent les enjeux de durabilité les plus pertinents pour l'entreprise et ses parties prenantes, tels qu'identifiés par le processus d'analyse de matérialité<sup>1</sup>.

## NEUTRALITÉ CARBONE D'ICI 2050

- Scope 1+2 empreinte carbone nette :
  - Upstream Net Zéro à l'horizon 2030
  - Eni Net Zéro d'ici 2035
- Scope 1+2+3 : dans le cycle de vie des GES, les émissions en carbone nette seront nulles d'ici 2050
- Zéro torchage de routine Upstream en 2026

- -55 % de l'empreinte carbone nette UPS par rapport à 2018
- -37 % de l'empreinte carbone nette d'Eni par rapport à 2018
- -22 % d'émissions nettes de GES sur le cycle de vie par rapport à 2018
- -4 % intensité en carbone nette

Résultats principaux 2024

SDG – 7 9 12 13 15 17

## PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

- Positivité hydrique sur au moins 30 % de ses sites avec des prélèvements de plus de 0,5 Mm<sup>3</sup>/an d'eau douce de haute qualité dans les zones soumises à un stress hydrique (en 2023) d'ici 2035
- Positivité hydrique sur ses sites opérés d'ici 2050

- 90 % de réutilisation de l'eau douce
- - 78 % des volumes de déversements d'hydrocarbures par rapport à 2023
- Réduction des émissions de NOx et de SOx (-4 % et -21 %) vs. 2023

Résultats principaux 2024

SDG – 3 6 9 11 12 14 15

## PARTENARIATS POUR LE DÉVELOPPEMENT

- Plus de 20 millions de personnes touchées d'ici 2030 grâce à des initiatives soutenant les communautés locales dans les domaines de l'accès à l'énergie (y compris les initiatives de clean cooking), de l'éducation, de l'eau, de la diversification économique, de la santé et de la protection des terres

- ~ 2 millions de personnes bénéficiaires (dont 1,2 million avec des projets de clean cooking)

Résultats principaux 2024

SDG – 1 2 3 4 5 7 8 9 10 13 15 17

## VALEUR DE NOS PERSONNES

- +4 p.p. de la population féminine à l'horizon 2030 (par rapport à 2020)
- +3,8 p.p. de femmes occupant des postes à responsabilité (managers et cadres) d'ici 2030 (par rapport à 2020)
- +6,5 p.p. population de moins de 30 ans en 2030 (par rapport à 2020)
- +2 p.p. de salariés non italiens occupant des postes à responsabilité d'ici 2030 (par rapport à 2020)
- +15 % d'heures de formation d'ici 2028 (par rapport à 2024)
- Maintien du taux total d'accidents du travail enregistrables (TRIR) ≤ 0,40 pour la période quadriennale 2025-2028
- 85 % des employés ayant accès à un service de soutien psychologique d'ici 2028
- 150 capteurs testés sur des sites offshore en Italie et à l'étranger, pour des initiatives de supervision numérique de suivi de la salubrité des environnements de travail intérieurs à l'horizon 2028

- +3,4 p.p. de femmes à des postes à responsabilité
- +3,5 p.p. de population de moins de 30 ans
- 74 % des employés ont accès à un service de soutien psychologique

Résultats principaux 2024

SDG – 2 3 4 5 6 7 8 9 10 13 15 17

## LA DURABILITÉ DANS LA CHAÎNE DE VALEUR

- 33 000 bornes de recharge pour véhicules électriques installés d'ici 2028
- Maintien des évaluations ESG dans les procédures pour plus de 90 % des achats réalisés en Italie d'ici 2025
- Procédures avec évaluations ESG pour 90 % des achats à l'international d'ici 2026
- 100 % des fournisseurs stratégiques mondiaux évalués sur la voie du développement durable d'ici 2025
- 90 % des contrats actifs attribués aux fournisseurs enregistrés sur Open-es d'ici 2027
- 3 000 fournisseurs locaux étrangers impliqués dans Open es d'ici 2026

- Plus de 21 000 bornes de recharge propriétaires pour véhicules électriques installées
- 80 % des fournisseurs stratégiques mondiaux évalués sur la voie du développement durable
- 2 600 fournisseurs locaux étrangers impliqués dans Open es

Résultats principaux 2024

SDG – 3 5 7 8 9 10 12 13 16 17

<sup>1</sup> Mise à jour conformément aux Normes européennes de rapports sur la durabilité afin d'inclure les deux perspectives de la double matérialité : la matérialité d'impact et la matérialité financière. Pour plus de détails sur les questions matérielles qui sont ressorties de l'analyse, veuillez consulter le chapitre [Processus et résultats de l'analyse de double matérialité du rapport sur la durabilité](#).

# Activités d'engagement des parties prenantes

L'engagement des parties prenantes est une question centrale pour Eni, comme le souligne également le Code d'éthique en ce qui concerne la valeur de la transparence. Eni s'engage à un dialogue continu avec ses parties prenantes, en leur fournissant des informations claires, complètes et véridiques afin de favoriser une transition juste. Une telle participation contribue à maximiser la création de valeur à long terme tout en réduisant les risques pour l'entreprise. Cet engagement s'étend à toutes les fonctions et tous les rôles de la Société.

En 2024, Eni a poursuivi des initiatives spécifiques de dialogue et de discussion, notamment avec :

- Quelques ONG, par exemple sur la vente de NAOC à Oando ; les matières premières agricoles (feedstocks) utilisées pour les bioraffineries ; les impacts environnementaux potentiels dans les opérations au Congo ; le respect des Droits de l'Homme dans le secteur des matières premières agricoles (agri-feedstock) ;
- avec les syndicats, par exemple en ce qui concerne le plan de transformation industrielle de Versalis ;
- avec les investisseurs ESG sur toutes les questions ESG, notamment en participant à des tournées d'information spécifiques.

Pour une vue d'ensemble des activités d'engagement des parties prenantes, voir également le Rapport sur la durabilité sous la rubrique [Activités d'engagement des parties prenantes](#).

L'engagement d'Eni en faveur d'un dialogue constructif avec les parties prenantes sur les questions de durabilité se heurte parfois aux fortes tensions sociales, médiatiques et juridiques qui règnent sur certains sujets. Cela concerne en particulier les poursuites judiciaires et les campagnes médiatiques menées par certaines ONG concernant les responsabilités présumées, voire pénales, d'Eni dans le cadre du changement climatique. Ces actions ont contraint l'entreprise à protéger sa réputation, celle de ses employés et de ses parties prenantes, même devant les tribunaux, avec toutefois aucune intention d'intimidation et sans demander aucune compensation.



Collaborateurs d'Eni et syndicats nationaux et internationaux



Communautés locales, organisations communautaires et organismes de coopération au développement



Clients et Consommateurs



Universités et instituts, centres de recherche et pôles d'innovation



Communauté financière



Agents sous contrat, fournisseurs et partenaires commerciaux



Institutions nationales, européennes et internationales



Organisations de défense et associations d'entreprises

## Focus on

### La vente de NAOC à Ondo PLC

En 2024, Eni a conclu la vente de la société nigériane Agip Oil Company Ltd (NAOC) à Oando PLC, leader du secteur énergétique au Nigéria (dont les actions sont cotées à Lagos et à Johannesburg). Cette transaction a été soutenue par le gouvernement nigérien dans le cadre d'une politique visant à accroître la participation des entreprises locales à la gestion des actifs onshore, en tirant parti de l'expertise locale acquise au fil du temps et, en occurrence, du rôle d'Oando en tant que partenaire de la coentreprise NAOC depuis 2014. La vente a été précédée d'une évaluation approfondie des capacités financières et opérationnelles d'Oando, menée par Eni et, plus récemment, vérifiée par la Nigerian Upstream Petroleum Regulatory Commission (NUPRC). Cette dernière a reconnu Oando comme un opérateur responsable sur le marché local, capable de remplir son rôle dans le respect des réglementations en vigueur, tant en termes de sécurité que de respect de l'environnement. La transaction a été structurée de manière à faciliter la continuité des activités, en conservant le même personnel, les mêmes fournisseurs et les mêmes outils d'exploitation. La vente de la NAOC a été réalisée conformément à la loi sur l'industrie pétrolière (PIA), introduite en 2021 par le gouvernement nigérien pour réglementer les rôles et les responsabilités en matière de démantèlement et d'abandon des sites du secteur pétrolier et gazier, en mettant l'accent sur la durabilité environnementale et l'engagement des communautés locales. Conformément à la PIA, avant la cession, un plan de démantèlement et d'abandon a été préparé, examiné et approuvé par la NUPRC avec le soutien d'experts indépendants. À la date de la vente, Eni a réparé et remis en état 100 % des déversements attribués à la NAOC (à l'exception des sites temporairement inaccessibles pour des raisons de sécurité), comme cela a été vérifié et certifié par des inspections conjointes avec les autorités compétentes (les inspections après nettoyage (PCI, Post Clean-up Inspection) visant à confirmer la remise en état des sites sont effectuées conjointement par des représentants de la NOSDRA - National Oil Spill Detection and Response Agency, de la communauté locale, de la NUPRC et de l'opérateur).

## Focus on

## Le plan de transformation, de décarbonisation et de relance de Versalis

Le plan de transformation, de décarbonisation et de relance de Versalis, annoncé en 2024, illustre l'approche d'Eni en matière de transition juste, axée sur l'innovation, la durabilité et la sauvegarde du capital humain. Afin de faire face à un scénario négatif pour les produits chimiques européens, principalement dû à la crise des produits chimiques de base, nous avons élaboré un plan de transformation majeur pour Versalis. Ce plan comprend, d'une part, **la restructuration du secteur de la chimie de base en crise** et, d'autre part, le **développement de nouvelles plateformes de chimie** de spécialité, plus durables, circulaires et organiques, cohérentes avec la stratégie européenne de décarbonisation. Cette transformation est nécessaire à l'évolution du marché et s'accompagne d'investissements visant à poursuivre le développement de technologies innovantes dans les domaines du recyclage chimique et mécanique, un positionnement sur les marchés aval en vue d'une spécialisation avec Finproject et Tecnofilm, et un positionnement dans les produits chimiques issus de matières premières renouvelables avec Novamont.

**LES MOTIVATIONS DERRIÈRE LA TRANSFORMATION.** L'industrie chimique européenne ne cesse de perdre en compétitivité et en parts de marché par rapport à toutes les régions du monde, qui continuent d'investir dans de grandes capacités de produits à faible coût. La raison principale en est la crise de la chimie de base, représentée par les matières premières mondiales comme l'éthylène (craquage), une crise depuis longtemps structurelle et irréversible. L'industrie européenne des produits chimiques de base est mise à rude épreuve, d'une part, par des coûts de production élevés, jusqu'à 3 à 4 fois supérieurs à ceux d'autres pays (principalement en raison du coût élevé des matières premières) et, d'autre part, par une demande en baisse (marché mature et substitution continue des produits fossiles par des produits organiques et circulaires) et la disponibilité simultanée de produits importés à des coûts bien plus compétitifs.

**LE PLAN.** Le plan prévoit, d'une part, **la restructuration des produits chimiques de base en crise**, avec la fermeture des usines de craquage (à Priolo et Brindisi) et la réduction significative de la production de polymères, et, d'autre part, l'investissement dans la **croissance de nouvelles plateformes chimiques circulaires, bio et spécialisées**.

En particulier, la construction d'une bioraffinerie et d'une usine de recyclage chimique est prévue à Priolo, ainsi que des initiatives de stockage d'énergie à Brindisi, en collaboration avec Seri Industrial. Les trois piliers du plan sont (i) des investissements de 2 milliards d'euros sur une période de quatre ans, (ii) une réduction de 40 % des émissions de CO<sub>2</sub> de Versalis en Italie (1 Mt/an), et (iii) le maintien de l'intensité industrielle et de l'emploi, sans recours à des amortisseurs sociaux. Les chaînes d'approvisionnement en aval des produits chimiques de base ne seront pas affectées par la fermeture des usines concernées, car des charges d'éthylène moins chères sont disponibles en grandes quantités et dans différentes zones géographiques.

**L'IMPACT SOCIAL DU PLAN : PRÉSERVER L'EMPLOI.** La transformation, et les nouveaux projets qui l'accompagnent, visent à assurer la continuité et, à la fin du processus, devraient avoir un impact positif sur l'emploi, en atténuant les effets négatifs que la crise structurelle et consolidée du secteur au niveau européen aurait dans ce domaine. Cet objectif sera atteint grâce à plusieurs mesures, telles que (i) le maintien de l'intensité industrielle, (ii) la reconversion et le repositionnement du personnel, et (iii) l'implication maximale du personnel à la fois dans les activités de transformation et dans le fonctionnement ultérieur des nouvelles activités.

**LE RÔLE DU DIALOGUE SOCIAL.** Pour Eni, le dialogue continu avec les syndicats et les institutions nationales et locales est fondamental pour la réussite du plan de transformation. L'entreprise s'est engagée à garantir une transparence maximale et à impliquer activement les partenaires sociaux dans le processus de changement. En particulier, une table ronde a été ouverte au Ministère de l'Entreprise et du Made in Italy qui a abouti à la signature du « Protocole d'accord pour le plan de transformation Eni-Versalis : Brindisi et Priolo Ragusa », définissant une trajectoire commune à la majorité des parties prenantes pour garantir la protection des travailleurs.

# Droits de l'Homme



## *Pourquoi c'est important pour Eni ?*

Chez Eni, nous considérons qu'il est de notre responsabilité de contribuer au bien-être des personnes dans les pays où nous opérons, en plaçant la dignité de chaque individu au cœur de notre démarche en faveur d'une transition juste et inclusive. Les termes de cet engagement sont clairement exprimés dans le Code d'éthique, la Politique de respect des Droits de l'Homme et le Code de conduite des fournisseurs, qui définissent les principes directeurs guidant les actions du personnel d'Eni ainsi que les attentes envers toutes les parties avec lesquelles nous travaillons.

**LUIGI SAMPAOLO** DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DES CADRES STRATÉGIQUES ET DES PARTIES PRENANTES CHEZ ENI

### **GOUVERNANCE DES DROITS DE L'HOMME**

L'approche d'Eni en matière de Droits de l'Homme est intégrée à la mission et approfondie dans la [Politique ECG de respect des Droits de l'Homme](#), approuvée par le CdA. Cette Politique définit ses domaines d'engagement prioritaires, conformément aux Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux Droits de l'Homme (UNGP) et aux Lignes Directrices de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Cet engagement est également réaffirmé dans le [Code Éthique](#) et soutenu par les engagements requis dans le [code de conduite des fournisseurs](#). La dignité de chaque être humain est au cœur des activités d'Eni, qui opère toujours en faisant du bien-être des détenteurs de droits directement et indirectement affectés par les activités de l'entreprise une priorité. Des attentes similaires s'appliquent aux partenaires commerciaux opérant pour le compte d'Eni ou auxquels sont confiées certaines étapes des activités industrielles.

Le Comité Durabilité et Scénarios (CSS) d'Eni, composé d'un certain nombre de membres du Conseil d'administration, exerce des fonctions d'investigation, de conseil et de proposition vis-à-vis du CdA sur les processus, les initiatives et les activités visant à superviser l'engagement d'Eni en faveur du développement durable tout au long de la chaîne de valeur, y compris le respect des Droits de l'Homme. Chaque année, les principales mises à jour du système de gestion des Droits de l'Homme, les principaux domaines d'intervention et les activités menées sont présentés au CSS. En 2024, la réunion annuelle avec le CSS a été étendue à tous les membres du CdA pour une « initiation du conseil » à l'évolution du cadre réglementaire en matière de Droits de l'Homme et pour partager les résultats de la mise à jour de la cartographie des « Questions Saillantes en matière de Droits de l'Homme » et de l'évaluation des risques de conformité réalisée au cours de l'année. Enfin, le CdA approuve chaque année la déclaration d'Eni sur l'esclavage et la traite des êtres humains, rédigée conformément aux législations britannique et australienne sur les formes modernes d'esclavage (Modern Slavery Act).

### L'APPROCHE D'ENI EN MATIÈRE DE DROITS DE L'HOMME

#### GOUVERNANCE ET ENGAGEMENT

Les Droits de l'homme sont intégrés dans les politiques et les processus de gouvernance, notamment par la mise en place de cadres de formation appropriés.

#### DUE DILIGENCE

Eni a adopté un système de gestion qui comprend un ensemble de processus et d'outils permettant d'évaluer les problèmes, les risques<sup>2</sup> et les impacts les plus pertinents en matière de droits de l'homme.

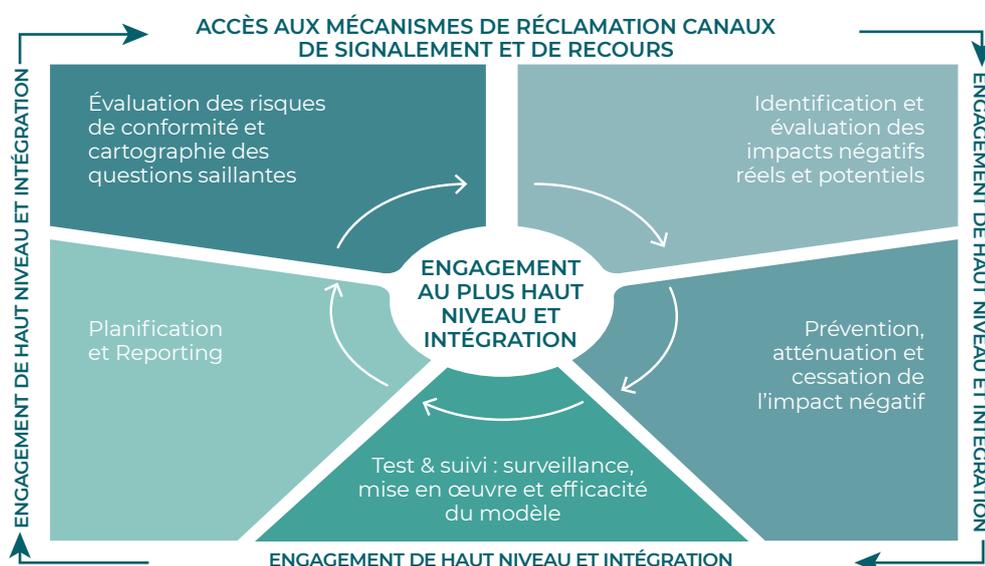
#### ACCESS AUX RECOURS

Eni assure une gestion adéquate des réclamations par le biais du « Mécanisme de réclamation » et du processus de signalement et à la gestion des plaintes déposées auprès du Point de contact national, conformément aux Lignes Directrices de l'OCDE.

Le chemin parcouru ces dernières années pour diffuser et consolider une culture de respect des Droits de l'Homme a permis le renforcement de la Due Diligence en matière de Droits de l'Homme, comme le souligne la Politique susmentionnée. L'approche adoptée prévoit notamment un partage des responsabilités entre plusieurs fonctions pour la gestion des processus les plus pertinents en matière de risques pour les Droits de l'Homme. Dans cette optique, la direction bénéficie d'incitations annuelles liées à la performance en matière de Droits de l'Homme, en assignant des objectifs spécifiques à tous les niveaux de gestion, y compris aux subordonnés directs du PDG.

### Due diligence sur les droits de l'homme

La Due Diligence est un processus continu et axé sur l'ensemble du spectre des implications que les activités d'Eni pourraient avoir sur les Droits de l'homme. Ce modèle pluridisciplinaire, à plusieurs niveaux, intégré au processus d'entreprise est basé sur le risque et connu sous le nom de « modèle de gestion des Droits de l'Homme », se caractérise par une approche fondée sur les risques visant à identifier, prévenir, atténuer et rendre compte des impacts négatifs sur les Droits de l'Homme.<sup>2</sup>



2 Voir la note à la page 24.

Le modèle s'appuie sur la cartographie des « Questions Saillantes en matière de Droits de l'Homme » et sur l'évaluation des risques de conformité. Ces éléments permettent d'identifier et d'évaluer les risques potentiels ou les impacts négatifs<sup>3</sup> que les activités, produits, services et relations commerciales d'Eni peuvent causer ou engendrer, en élaborant des mesures de soutien appropriées<sup>4</sup>. Ces garanties se traduisent par la définition et la mise en œuvre de mesures de prévention, d'atténuation ou de gestion des risques et des impacts, ainsi que par la mise en place de mesures correctives lorsque l'impact négatif s'est néanmoins produit. L'efficacité du modèle est assurée par un suivi régulier ou spécifique d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs. Enfin, les activités de planification et d'établissement de rapports visent à définir des lignes directrices et à fournir une synthèse des activités et des performances en matière de Droits de l'Homme.

À tous les stades de mise en œuvre du modèle, le processus d'engagement des parties prenantes joue un rôle central, dans le but de recueillir leurs avis et d'élaborer des mesures de prévention et de gestion appropriées. Un accès constant et adéquat aux mécanismes de réclamation et aux canaux de signalement, ainsi que la gestion des instances associées, facilitent la recherche de solutions en cas d'impact avéré et, de manière plus générale, l'amélioration continue du système.



3 Les risques liés à la violation potentielle des Droits de l'Homme sont évalués dans une double perspective : (i) le risque de causer (ou de contribuer à causer) des impacts négatifs réels ou potentiels en référence aux principes directeurs des Nations unies et aux Lignes Directrices de l'OCDE ; (ii) le risque d'encourir des sanctions, des pertes financières importantes ou une atteinte à la réputation (risque dit de conformité).

4 Ces évaluations peuvent également être réalisées par le biais d'études spécifiques, telles que l'Évaluation de l'impact sur les Droits de l'Homme ou l'analyse des risques en matière de Droits de l'Homme (voir le chapitre sur les partenariats pour le développement).

## Questions saillantes en matière de Droits de l'Homme

Les Questions Saillantes en matière de Droits de l'Homme pour une entreprise sont celles qui se distinguent en raison du risque d'avoir un impact négatif plus grave en raison des activités ou des relations commerciales de l'entreprise. Pour identifier ces droits, le point de départ est le risque pour les individus, et non pour l'entreprise, tout en reconnaissant que lorsque les risques pour les Droits de l'Homme des individus sont plus importants, il y a une forte convergence avec le risque pour l'entreprise.

Les Questions Saillantes en matière de Droits de l'Homme, identifiées pour la première fois en 2017, ont fait l'objet d'une mise à jour en 2024 afin de tenir compte de l'évolution de activités et des contextes géographiques. Les Questions Saillantes en matière de Droits de l'Homme, tels qu'ils résultent de ce processus de mise à jour, ont été regroupées selon les principales catégories de détenteurs de droits : les travailleurs, directs et ceux de la chaîne de valeur, les communautés et, pour la première fois, les consommateurs. La nouvelle cartographie a révélé, outre les enjeux significatifs, des questions « émergentes », concernant des secteurs d'activité spécifiques, de nouvelles activités ou des contextes géographiques particuliers, qui feront l'objet d'un suivi approprié.

### QUESTIONS DE ENI RELATIVES AUX DROITS HUMAINS LES PLUS IMPORTANTES



Bien que la Transition Juste, ne figure pas parmi les principaux enjeux, elle a néanmoins été identifiée comme une question liée au respect des Droits de l'Homme, compte tenu des impacts négatifs potentiels sur les droits des travailleurs, des communautés et des consommateurs liés aux activités de « transition vers l'extérieur », c'est-à-dire la fermeture ou la conversion de certains secteurs d'activité, et de « transition vers l'intérieur », c'est-à-dire le développement de nouvelles activités, infrastructures et produits.

Cette liste est le fruit d'un processus de discussion interne structuré, qui a impliqué un certain nombre de parties prenantes compétentes<sup>5</sup>, et qui a permis d'identifier les enjeux présentant le risque le plus élevé en termes de probabilité et de gravité. Cela a été possible grâce à l'organisation d'une série d'ateliers spécialisés, animés avec le soutien d'une société spécialisée, au cours desquels plus de 100 personnes issues de différentes fonctions de l'entreprise Eni et des sociétés du groupe ont eu l'occasion de discuter des Questions Saillantes en matière de Droits de l'Homme émergents, en partageant leurs idées sur la manière de les gérer correctement dans le cadre du modèle global adopté par Eni. Les résultats de cette cartographie ont été partagés avec tous les niveaux hiérarchiques et la haute direction.

<sup>5</sup> Il s'agit notamment d'institutions, de groupes de réflexion spécialisés, d'organisations sectorielles, d'organisations de la société civile et d'organisations non gouvernementales.

## Focus on

## Les Droits de l'Homme dans le cadre d'activités commerciales spécifiques

Toujours en tenant compte des éléments issus du processus de mise à jour des enjeux majeurs d'Eni en matière de Droits de l'Homme, des analyses spécifiques ont été menées en 2024 pour les activités de commerce et d'expédition, en particulier pour l'achat de biomasse, et pour les initiatives en matière de matières premières agricoles visant à produire des huiles végétales destinées à la fabrication de biocarburants. Ces deux activités, basées sur la production agricole de biomasse, bien qu'offrant des opportunités significatives pour le développement agricole, sont en même temps exposées à des impacts négatifs potentiels liés aux conditions de travail auxquelles sont soumis les agriculteurs de la chaîne d'approvisionnement (par exemple, l'informalité et les heures de travail, les salaires, les formes de travail forcé et de travail des enfants, la violence et le harcèlement, la santé et la sécurité) et aux impacts sur les communautés liés à l'utilisation appropriée des terres. Afin de gérer de manière appropriée ces impacts potentiels, dans le cas d'ETB – la société de commerce et de transport maritime d'Eni – et suite à la cartographie des contrôles existants, les principes d'approvisionnement responsable et les critères d'évaluation des opérateurs ont été renforcés, avec un accent particulier sur les acteurs jugés à plus grand risque. En outre, compte tenu des spécificités du transport maritime, les contrôles sur les conditions de travail des équipages seront étendus. En ce qui concerne les activités de production de matières premières agricoles, un cadre spécifique a été mis en place pour superviser cette nouvelle activité commerciale, pour laquelle vous pouvez vous référer au chapitre **Partenariats pour le développement**.

## Focus on

## Formation aux Droits de l'Homme

La formation aux Droits de l'Homme s'articule autour de quatre axes : (i) cours généraux sur les affaires et les Droits de l'Homme pour l'ensemble du personnel d'Eni ; (ii) cours spécifiques sur des sujets et des domaines particulièrement exposés à des risques d'impacts négatifs ; (iii) initiatives de formation sur des sujets étroitement liés aux Droits de l'Homme (par exemple, code éthique, HSE, etc.) ; (iv) ateliers pratiques pour les fournisseurs sur la sécurité et les Droits de l'Homme. Au cours des deux dernières années, des modules de formation sur les Droits de l'Homme ont été mis à la disposition de tous les employés, concluant ainsi le programme de formation triennal 2020-2022, qui a permis de dispenser plus de 68 000 heures aux cadres et managers seniors (en Italie et à l'étranger).

Formation aux Droits de l'Homme		2024	2023
Heures consacrées à la formation aux Droits de l'Homme <sup>(a)</sup>	heures	955	1 182
Employés ayant suivi une formation sur les Droits de l'Homme <sup>(b)</sup>	(%)	78	77

(a) Les données présentées dans le tableau concernent les heures de formation suivies par les employés.

(b) Ce pourcentage est calculé en rapportant le nombre de salariés inscrits ayant suivi un cours de formation au nombre total d'employés inscrits.

Par ailleurs, afin d'augmenter le nombre de membres des forces de sécurité bénéficiant d'une formation spécifique aux Droits de l'Homme, en complément de la formation dispensée chaque année par un prestataire spécialisé dans un ou plusieurs pays, un projet a été lancé en 2024 pour organiser des ateliers de formation supplémentaires aux Droits de l'Homme destinés aux forces de sécurité locales. Le projet a été lancé dans les dix pays présentant le risque le plus élevé de violations des Droits de l'Homme (selon les résultats d'un modèle basé sur le risque) : Congo, Tunisie, Mexique, Côte d'Ivoire, Kenya, Irak, Nigéria, Libye, Algérie, Égypte. Cette première édition a impliqué 716 forces de sécurité publiques et privées.

Outre les formations développées par Eni, une formation en ligne, structurée en 12 modules et développée avec l'IPIECA, a également été promue. Cette formation vise à sensibiliser aux conditions de travail, à faciliter la compréhension des droits des travailleurs et à guider l'identification, la gestion et l'atténuation des risques liés au non-respect de ces droits. Ce cours a également été promu auprès des fournisseurs et des prestataires d'Eni.

### Accès aux mesures de recours et mécanismes de signalement et de réclamation

Eni s'engage à adopter, également en collaboration avec des tiers, des mesures correctives pour tout impact négatif causé (ou qu'elle a contribué à causer), ainsi qu'à faire le maximum d'efforts pour promouvoir une réparation lorsque l'impact est directement lié à ses activités, ses produits ou ses services. À cette fin, Eni s'engage à exercer son influence sur les tiers afin de remédier à tout impact négatif sur les Droits de l'Homme directement lié à ses activités.

Eni interdit et s'engage à prévenir les représailles contre les travailleurs et autres parties prenantes qui attirent l'attention sur les questions relatives aux Droits de l'Homme et ne tolère pas les menaces, l'intimidation, les représailles ou les attaques et n'y contribue pas. En outre, Eni n'empêche en aucune façon l'accès aux recours judiciaires ou extrajudiciaires et coopère de bonne foi avec ces mécanismes. En particulier, deux outils spécifiques sont à la disposition des parties prenantes en cas de violation présumée des Droits de l'Homme : (i) le mécanisme de réclamation, processus de soumission, de gestion et de résolution des demandes ou des plaintes, dans lequel les réclamations relatives aux Droits de l'Homme classées comme « pertinentes » font l'objet d'une analyse et d'un processus de réponse spécifiques ; (ii) le processus de gestion des « Signalements », qui permet à toute personne, employée ou tierce partie, de signaler, de manière confidentielle ou anonyme, des problèmes concernant le système de contrôle interne ou d'autres questions en violation du [code d'éthique](#).

### Litiges et mécanismes extrajudiciaires

Eni coopère avec d'autres mécanismes extrajudiciaires, tels que ceux établis et réglementés par les Lignes Directrices de l'OCDE et mis en place par les points de contact nationaux de l'OCDE dans les différents pays.

#### *Pour en savoir plus*

Pour une analyse détaillée de l'application du modèle et des initiatives spécifiques à chaque catégorie de titulaires de droits, consultez les chapitres suivants :

■ Valeur de nos personnes ■ Partenariats pour le développement ■ La durabilité dans la chaîne de valeur



## Études de cas

### Stratégie d'Eni contre la violence à l'égard des femmes

Eni s'engage à lutter contre les violences faites aux femmes, conformément à son engagement à contribuer à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'**Agenda 2030** des Nations unies (ODD 5, « Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles », cible 5.2). Depuis 2020, l'entreprise participe chaque année à la campagne des Nations Unies « **16 jours d'activisme** » (**Orange the World**) à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles. En 2021, Eni a publié la Politique ECG de **Tolérance Zéro contre le harcèlement et la violence sur le lieu de travail**, conformément aux normes internationales, à la mission et au Code d'éthique de l'entreprise, et a signé les **Principes d'autonomisation des femmes (WEP)** d'ONU Femmes et le Pacte mondial des Nations Unies. En 2024, Eni a défini une **stratégie globale de prévention et de lutte contre les violences** sexistes, et a lancé un **groupe de travail** interfonctionnel qui comprend plus de 30 initiatives visant à prévenir et à combattre les différentes formes de violence à l'égard des femmes, tant sur le lieu de travail qu'en dehors. Par conséquent, de nouvelles actions ont été identifiées et mises en œuvre, s'ajoutant à celles déjà en place (notamment : le canal de signalement et la ligne d'assistance téléphonique sur le harcèlement et la violence au travail, le service de soutien psychologique, la formation spécialisée pour les enquêteurs, le suivi du harcèlement, l'intégration du sujet dans les évaluations d'impact, les consultations et la formation pour les forces de sécurité).

Quelques exemples des nouvelles initiatives mises en œuvre:

#### CONCERNANT LE RISQUE DE VIOLENCE SUBIE PAR LES EMPLOYÉS D'ENI SUR LE LIEU DE TRAVAIL OU LORS DE LEURS ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

De nouvelles initiatives ont été mises en œuvre :

- Campagne de communication interne visant à réitérer l'engagement d'Eni à traiter de manière adéquate les signalements adressés au canal de la Policy de Tolérance Zéro et à prendre les mesures nécessaires ;
- sensibilisation des dispositifs de déplacement aux mesures de prévention des violences sexistes et enquêtes post-transfert.

#### POUR RÉDUIRE LE RISQUE DE VIOLENCE SUBIE PAR LES EMPLOYÉS D'ENI EN DEHORS DU TRAVAIL

De nouvelles initiatives ont été mises en œuvre :

- Mise à disposition d'un ensemble de mesures de soutien, par le biais d'outils de gestion, économiques et logistiques ;
- webinaire de sensibilisation destiné aux professionnels des ressources humaines et à tous les employés d'Eni en Italie sur la manière de reconnaître les signes de violence et sur l'ensemble des mesures qui peuvent être mises en œuvre (en coopération avec la Fondazione Libellula).

#### POUR RÉDUIRE LE RISQUE DE VIOLENCE SUBI PAR LES FEMMES DANS LES COMMUNAUTÉS DANS LESQUELLES ENI OPÈRE

Nouvelles initiatives mises en œuvre :

- projet en coopération avec le Centre anti-violence de Ravenne (CAV), qui a permis à 20 enfants de femmes accueillies par le CAV, d'accéder à des centres de loisirs pendant la période estivale, et qui comprenait un événement de sensibilisation auquel ont participé environ 200 employés d'Eni (en partenariat avec l'association Linea Rosa) ;
- guide pratique « Ça vous concerne » sur les violences faites aux femmes et sensibilisation de 2 700 responsables de stations-service à l'information et à l'accompagnement adéquat des femmes victimes de violences (partenariat avec DonneXStrada) ;
- parrainage de l'initiative de dépistage gratuit de la Fondation Onda pour les femmes victimes de violences ;
- campagne de sensibilisation sur les formes de violence à l'égard des femmes, en mettant l'accent sur la violence économique (partenariat de Plenitude avec Olimpia Milano).

Ces initiatives ont été renforcées dans le cadre de « Free to be », le programme de communication interne à long terme qui promeut une culture d'entreprise fondée sur le respect, l'égalité des sexes et la non-violence, avec des campagnes mondiales et la participation active des employés et des cadres.

**LA VIOLENZA CONTRO LE DONNE. SE LA CONOSCI, LA RICONOSCI.**

Scarica qui la guida  
Ti riguarda! Leggi e capirai.

DONNEXSTRADA enilive

**TI RIGUARDA!**

Una guida pratica  
contro la violenza di genere  
a cura di DonneXStrada  
in collaborazione con Enilive



## Entretien avec Alessandra Bagnara

### Pourquoi les partenariats entre les entreprises et les centres de lutte contre les violences sont-ils importants ?

Les partenariats entre les entreprises et les centres anti-violence sont extrêmement importants, car les entreprises font partie du tissu social des communautés où vivent les femmes et emploient souvent des femmes et des hommes qu'il est utile de connaître pour un service tel que le centre anti-violence : à la fois pour qu'ils puissent éventuellement en bénéficier et pour qu'ils puissent à leur tour informer et orienter les personnes qui pourraient en avoir besoin. Un deuxième aspect important concerne la promotion de l'indépendance économique des femmes : la capacité des entreprises à reconnaître ce phénomène et à être sensibles et engagées sur la question des violences faites aux femmes et de l'égalité des sexes améliore les perspectives des femmes et leur capacité à trouver un emploi. Ceci est très important car la possibilité de trouver des solutions alternatives aux situations violentes augmente grâce à l'intérêt et à la mobilisation de tous et de chacun.

### Quel était l'objectif du partenariat avec Eni ?

Ce partenariat est un exemple concret de la manière dont les entreprises et la communauté peuvent s'unir pour prévenir les violences sexistes et soutenir les victimes directes et indirectes. Grâce à cette coopération, les femmes accueillies par le centre anti-violence géré par Linea Rosa à Ravenne ont eu la possibilité d'inscrire leurs filles et leurs fils dans des centres de loisirs pendant les vacances scolaires. L'accès à des services de haute qualité pendant les vacances scolaires coïncide pour les mères avec une augmentation des opportunités d'emploi dans une ville à vocation touristique comme Ravenne, ce qui a également un effet d'autonomisation économique et sociale. Le partenariat a également porté sur l'organisation de l'événement « Ça nous concerne », auquel ont participé les équipes d'Eni à Ravenne, afin de sensibiliser à l'importance de la vigilance face aux violences et de rapprocher

les victimes des services d'aide locaux, tels que le centre anti-violence, essentiels pour bénéficier du soutien et de la protection de professionnels qualifiés.

### Quelle contribution les citoyens peuvent-ils apporter à leur niveau individuel pour contrer ce phénomène ?

Chacun d'entre nous peut faire quelque chose pour améliorer la situation des femmes victimes de violences et de mauvais traitements et activer le changement culturel nécessaire à l'éradication de cette forme de violence. Tout ce que les citoyens doivent faire, c'est ne pas fermer les yeux, ne pas détourner le regard, ne pas craindre les conséquences de la prise de conscience des situations de violence et de maltraitance qui existent autour d'eux. On peut être tenté de penser que cela ne nous concerne pas, car les abus se produisent souvent au sein du foyer et de la famille immédiate. On craint souvent que s'engager dans ces situations soit une violation du domicile, et donc de l'intimité, des femmes ou des couples, mais en réalité, cela ne fait qu'isoler davantage les femmes, en leur donnant le sentiment d'être seules et de ne pas être comprises. Alors, que peut-on faire différemment ? Dire aux femmes « je suis là », parfois avec un témoignage, parfois avec une aide matérielle, d'autres encore avec un soutien pour la garde des enfants, etc. Il y a tant de possibilités si le réseau familial, le réseau amical, le réseau social s'implique dans ce sujet.

## Entretien



### ALESSANDRA BAGNARA PRÉSIDENTE DE LINEA ROSA

Alessandra Bagnara est membre fondatrice et, depuis 1995, présidente de Linea Rosa, une association qui s'occupe de la prévention et de la lutte contre la violence à l'égard des femmes depuis 1991 et gère des centres anti-violence à Ravenne, Cervia et Russi. De 2008 à 2011, elle a été présidente de D.i.Re Donne in Rete contro la violenza (Femmes en réseau contre la violence), un réseau national qui rassemble plus de 100 centres anti-violence et foyers pour femmes en Italie.



# Transparence, Lutte contre la Corruption et Stratégie Fiscale



## *Pourquoi c'est important pour Eni ?*

L'engagement à agir selon une culture éthique est une caractéristique d'Eni. Notre Code d'éthique, fortement empreint de valeurs, ainsi que l'ensemble de la législation, sont l'expression d'une gouvernance axée sur la légalité. Conformément au principe de « tolérance zéro » exprimé dans le Code d'éthique, Eni interdit et s'oppose à toute forme de corruption. En fait, l'un des facteurs clés de la réputation d'Eni réside dans sa capacité à mener ses activités avec loyauté, équité, transparence et intégrité, notamment par l'application et la mise en œuvre d'un Programme de Conformité Anti-corruption visant à intercepter et à gérer les nouveaux risques de corruption susceptibles d'avoir un impact sur la transition vers la neutralité carbone.

**GENNARO MALLARDO** DIRECTEUR DE LA CONFORMITÉ EN MATIÈRE D'INTÉGRITÉ DES AFFAIRES CHEZ ENI

### **LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

#### **Programme de conformité Anti-Corruption**

Le Programme de Conformité Anti-corruption, adopté par Eni en 2009, est un système organique de règles, de contrôles et de garanties organisationnelles visant à prévenir la corruption et le blanchiment d'argent. Le Programme de Conformité Anti-corruption a évolué au fil du temps dans une optique d'amélioration continue. Depuis janvier 2017, le programme est certifié ISO 37001:2016 « Systèmes de Gestion de la Lutte Anti-corruption » (Eni SpA a été la première société italienne à l'obtenir) et depuis 2024, l'ensemble du système de gestion de la conformité d'Eni SpA est certifié ISO 37301:2021. Les filiales, en Italie et à l'étranger, doivent adopter les outils réglementaires anti-corruption publiés par Eni, tandis que les filiales non contrôlées sont encouragées à se conformer aux normes anti-corruption en établissant et en maintenant un système de contrôle interne conforme aux exigences légales. Les activités pertinentes dans le cadre du Programme de Conformité Anti-corruption et du RAPPORT DE DURABILITÉ et la planification de ces

activités pour les périodes suivantes font l'objet d'un rapport annuel qui constitue une partie intégrante du Rapport de conformité intégré destiné aux organes de gestion et de contrôle d'Eni SpA<sup>6</sup>.

Eni adopte également des initiatives anti-corruption tout au long de sa chaîne de valeur par le biais de clauses contractuelles spécifiques et de déclarations de conformité prévoyant le respect des principes du Code d'éthique d'Eni et des principales réglementations internes anti-corruption (voir la section Initiatives [🔗 anti-corruption tout au long de la chaîne](#) de valeur d'Eni du Rapport sur la durabilité).

En ce qui concerne les questions de lutte contre la corruption, Eni participe à des événements internationaux et à des groupes de travail, notamment le Partenariat contre la corruption (PACI, Partnering Against Corruption Initiative) du Forum économique mondial, l'O&G ABC Compliance Attorney Group (un groupe de discussion sur les questions de lutte contre la corruption dans le secteur du pétrole & Gas) et de la Chambre de Commerce Internationale (CCI), dans le but de contribuer à la diffusion d'une culture de la légalité et de la transparence, notamment par l'élaboration et/ou la mise à jour de règles visant à prévenir la corruption et le blanchiment d'argent.

## Focus on

### Évaluation et Supervision des Risques de Conformité

Eni a mis en place un processus structuré d'Évaluation et Supervision des Risques de Conformité visant à identifier, évaluer et suivre les risques de corruption dans le domaine de ses activités des entreprises, et à analyser périodiquement la performance des risques identifiés, grâce à des contrôles spécifiques de deuxième niveau et à l'évaluation d'indicateurs de risque. L'objectif est de garantir le respect des exigences réglementaires et l'efficacité des modèles, des instruments normatifs et des systèmes de contrôle, et de guider leur mise à jour par l'identification des mesures de traitement potentielles basées sur les risques.

Pour plus de détails, voir le chapitre « [🔗 Programme de Conformité Anti-corruption](#) » du Rapport sur la durabilité.

### LA FORMATION ANTI-CORRUPTION

Eni croit fermement en la nécessité de diffuser, à tous les niveaux de l'entreprise, une culture axée sur la légalité et le respect des réglementations, les valeurs d'intégrité et les principes de conduite et de contrôle. À cette fin, des initiatives de formation sur la prévention de la corruption sont mises en œuvre, différenciées selon le niveau de risque de corruption auquel sont confrontés les employés. Les niveaux de risque sont déterminés sur la base de facteurs spécifiques tels que le pays, le rôle, la qualification et la famille professionnelle. En particulier, une formation de base est dispensée pour couvrir 100 % des ressources à risque et une formation ultra-spécialisée est dispensée pour les ressources à haut risque.

Le programme de formation comprend des cours en ligne et en présentiel, y compris des ateliers généraux et des formations spécifiques destinées aux domaines professionnels les plus exposés aux risques de corruption, auxquels ont participé respectivement 1 503 et 937 ressources. Lors de ces cours, les participants reçoivent une vue d'ensemble des réglementations anti-corruption et anti-blanchiment d'argent applicables à Eni, des outils permettant d'identifier les zones de risque de corruption et de blanchiment d'argent, ainsi que des mesures de contrôle d'Eni associées. Ils reçoivent également une description de la procédure de signalement des violations des lois anti-corruption et anti-blanchiment d'argent, ainsi que du Programme de Conformité Anti-corruption. Conformément au principe de l'engagement au plus haut niveau, les membres du top management d'Eni SpA, les chefs d'entreprise et les directeurs généraux (ou leur équivalent) des filiales participent également aux activités de formation. En 2024, le cours en ligne « Code d'éthique, anti-corruption et responsabilité administrative de l'entreprise » destiné au personnel d'Eni, en Italie et à l'étranger, s'est poursuivi, ainsi que le nouveau cours en ligne sur le Programme de Conformité Anti-corruption, destiné au personnel à risque moyen et élevé, qui a impliqué 9 332 participants au cours de l'année de référence. En outre, en 2024 (i) un atelier général de lutte contre la corruption a été organisé pour la fonction M&A d'Eni, auquel ont également participé certains membres du Conseil d'administration et du Collège des Commissaires aux Comptes d'Eni SpA ; (ii) un séminaire compétitif en présentiel a été conçu et une session pilote a été dispensée pour rendre l'expérience de l'atelier plus interactive et engageante ; (iii) un jeu vidéo de lutte contre la corruption a été diffusé, consistant en 16 dilemmes de lutte contre la corruption. Enfin, dans le cadre des initiatives

<sup>6</sup> Pour plus de détails sur le rôle du CdA en matière de SCIGR et de conduite des affaires, voir la section Gouvernance du rapport de gestion.

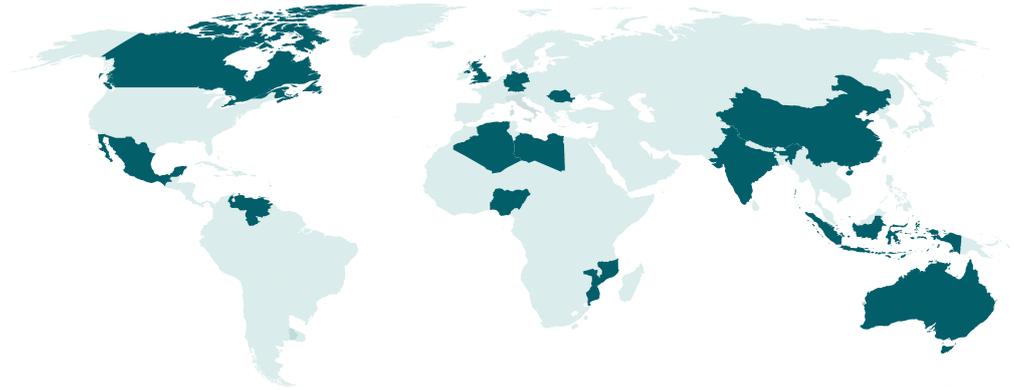
de formation pour les tiers, Eni a organisé en 2024 un certain nombre de sessions pour des types spécifiques de contreparties d'Enilive (agents, distributeurs de GPL et distributeurs de lubrifiants italiens) et a poursuivi la fourniture d'un cours en ligne pour les fournisseurs à haut risque.

**16 Pays\***  
impliqués dans des activités de formation à la lutte anti-corruption

**1 503**  
Participants aux ateliers généraux

**937**  
Participants aux formations spécifiques au poste

#### PAYS DANS LESQUELS ENI A ORGANISÉ UNE FORMATION ANTI-CORRUPTION



\* Le Mexique, la Chine, la Roumanie, le Canada et l'Inde ont participé à la formation Finproject, tandis que le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Australie et l'Indonésie ont participé à la formation consacrée aux coentreprises de Neptune.

### MÉCANISMES DE SIGNALEMENT ET DE VÉRIFICATION DES VIOLATIONS DU CODE D'ÉTHIQUE, DES RÈGLES ANTI-CORRUPTION ET D'AUTRES RÉGLEMENTATIONS

Depuis 2006, Eni dispose d'une politique interne de lancement du signalement<sup>7</sup> (whistleblowing), mise à jour en mars 2024, qui permet aux employés ou aux tiers de signaler des informations sur des violations présumées constatées dans le cadre du travail. Les signalements sont traités par une équipe spécialisée qui travaille conformément aux principes d'objectivité, de compétence et de diligence professionnelle, tout en assurant une réponse appropriée à la personne ayant procédé au signalement.



Afin de faciliter la réception des signalements, tant écrits qu'oraux, par le biais de méthodes informatisées garantissant la confidentialité de l'identité du lanceur d'alerte et du contenu du signalement (y compris l'identité de la personne faisant l'objet du signalement), une plateforme spéciale est en place, publiée sur les sites web des entreprises et accessible à l'adresse suivante <https://whistleblowing.eni.com>. Afin de garantir une proximité avec le lanceur d'alerte, la plateforme garantit la gestion de canaux indépendants pour Eni SpA et ses filiales européennes de plus de 249 salariés, ou dans les cas où cela est nécessaire pour se conformer aux obligations de la législation locale transposant la Directive (UE) 2019/1937. Certaines filiales ont également mis en place d'autres moyens de collecte des signalements, tels que des boîtes aux lettres papier dédiées ou des boîtes vocales exploitées par le biais de fonctionnalités de la plateforme. Ces méthodes sont adoptées lorsque cela est nécessaire, par exemple en cas de difficultés d'accès à Internet. L'identité du lanceur d'alerte et toute autre information permettant de l'identifier, directement ou indirectement, ne peuvent être divulguées sans son consentement exprès, sauf dans les cas prévus par la loi. Le lanceur d'alerte est protégé contre tout acte de représailles ou de discrimination, direct ou indirect, pour des raisons liées à son signalement. Toute violation de l'interdiction des représailles et des comportements discriminatoires peut entraîner l'ouverture d'une procédure disciplinaire à l'encontre de

<sup>7</sup> Un signalement désigne toute communication reçue par Eni concernant un comportement – imputable au personnel d'Eni ou à toute personne opérant ou ayant opéré en Italie et à l'étranger au nom, pour le compte ou dans l'intérêt d'Eni – survenu ou très susceptible de se produire – y compris, par conséquent, les soupçons fondés et concrets, ainsi que les tentatives de dissimulation de tels comportements – qui enfreint les lois et règlements, les dispositions réglementaires, le Code d'éthique, le Modèle 231 ou les Modèles de conformité des filiales étrangères, et les règlements internes (tels que le MSG anticorruption, etc.).

la personne responsable et l'adoption de mesures disciplinaires/de soutien appropriées à l'encontre de toutes les parties impliquées. Cette disposition est sans préjudice du droit du dénonciateur d'informer les autorités, organismes ou institutions locaux compétents des représailles qu'il estime avoir subies.

## STRATÉGIE FISCALE ET TRANSPARENCE DES PAIEMENTS

La stratégie fiscale d'Eni, approuvée par le CdA et disponible sur le [site web de l'entreprise](#), est basée sur les principes de transparence, d'équité et de bonne foi prévus par son Code Éthique et par les « Lignes Directrices de l'OCDE pour les Entreprises Multinationales » et a pour objectif l'exécution ponctuelle et correcte des obligations fiscales dans les différents pays où Eni opère, dans la conscience de contribuer de manière significative aux recettes fiscales des États, sachant qu'elle contribue de manière significative aux recettes fiscales des pays où elle crée de la valeur. La stratégie fiscale de l'entreprise comprend la gestion des risques fiscaux, la coopération avec les autorités fiscales locales et le rejet des choix de politique fiscale agressive, y compris l'implantation d'entités juridiques dans ce que l'on appelle les paradis fiscaux. Dans le cadre du système de contrôle interne, Eni a mis en place un cadre de contrôle fiscal dont le directeur financier est responsable, structuré comme un processus d'entreprise en plusieurs étapes conçu pour réduire à un niveau relativement faible le risque de violations ayant un impact financier ou réputationnel significatif (risque fiscal). En 2024, aucune société du Groupe n'a été impliquée dans un contentieux fiscal pour infraction à la réglementation ou pour fraude fiscale ayant donné lieu à une condamnation définitive. Pour plus d'informations sur l'état des litiges fiscaux du Groupe, veuillez vous référer à l'annexe aux comptes consolidés ; ces litiges portent sur l'interprétation technique des réglementations fiscales locales, souvent très complexes, et sont gérés en vue d'une conciliation. Dans le domaine de ses activités de gestion du risque fiscal et de contentieux, Eni adopte un dialogue préalable avec les autorités fiscales et entretient des relations caractérisées par la transparence, le dialogue et la coopération en participant, le cas échéant, à des projets de coopération (Co-operative Compliance) tels que le régime de conformité collaboratif renforcé en Italie. Depuis 2005, Eni est membre de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (EITI, Extractive Industries Transparency Initiative), une initiative mondiale qui promeut une gouvernance responsable et transparente des ressources financières générées par le secteur extractif, ce qui est fondamental pour encourager l'utilisation des ressources afin de soutenir le développement local et de prévenir les phénomènes de corruption. Depuis son adhésion, Eni joue un rôle actif dans le soutien de l'initiative et est membre des groupes multipartites locaux, au sein desquels le gouvernement, les entreprises extractives et la société civile travaillent ensemble à la mise en œuvre efficace de l'initiative. Depuis 2023, Eni siège également au Conseil d'administration en tant que membre suppléant dans la circonscription du pétrole et du gaz. Conformément à la loi italienne n° 208/2015, Eni prépare et publie volontairement, malgré l'absence d'obligations réglementaires, le « Rapport pays par pays » dont l'objectif est d'assurer la transparence sur la corrélation entre les bénéfices déclarés par les entreprises multinationales dans leurs juridictions d'opération et la substance des activités économiques menées localement, proportionnellement à la valeur générée. La publication de ce rapport a été reconnue comme une meilleure pratique par l'ITIE elle-même. Dans le courant de l'année 2024, la Directive européenne n° 2021/2101 a été transposée en Italie, imposant la publication obligatoire de certains éléments du rapport pays par pays à compter de l'exercice fiscal 2025.

### Focus on

## Pourquoi certaines sociétés d'Eni sont-elles domiciliées dans des pays différents de ceux où elles opèrent : raisons et principes fiscaux

Eni agit avec intégrité et transparence, menant ses activités avec responsabilité, équité, correction et bonne foi, dans le respect des réglementations locales. En particulier, les activités d'exploration et de production, qui représentent la principale source d'impôts sur le revenu pour Eni, sont organisées de manière à garantir que ces impôts sont payés dans les pays d'exploitation, conformément aux réglementations locales. Le recours à des sociétés résidant dans des pays autres que ceux où elles opèrent par l'intermédiaire d'établissements stables locaux, principalement aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, s'explique uniquement par des raisons administratives, telles que la possibilité d'établir des états financiers en dollars (monnaie de référence de l'industrie pétrolière) et de rapatrier efficacement les bénéfices vers la société mère. Les succursales locales sont imposées et paient la charge fiscale liée aux activités Upstream aux juridictions ayant la souveraineté sur les ressources, conformément aux réglementations locales et aux accords contractuels de partage de production. Leur utilisation n'interfère pas avec le paiement des impôts dus dans les pays où l'activité a effectivement lieu. Dans ce contexte, le rapport pays par pays élaboré par l'OCDE et rendu public par Eni répond à l'objectif de rendre transparente et intelligible pour ses différentes parties prenantes la contribution en termes d'impôt sur le revenu payé dans les juridictions dans lesquelles le groupe opère, en fournissant des informations concises sur sa présence.

# Innovation, Numérisation et Cybersécurité



*Pourquoi c'est important pour Eni ?*

L'innovation technologique est au cœur de notre entreprise car elle nous permet de créer une valeur durable et d'offrir des solutions, des services et des produits de plus en plus décarbonés. Grâce à la création de nouveaux modèles d'entreprise, nous renforçons les compétences pluridisciplinaires de notre personnel, en dialogue permanent avec des acteurs externes de premier plan et des écosystèmes d'innovation.

**LORENZO FIORILLO** DIRECTEUR TECHNOLOGIE, R&D & NUMÉRIQUE CHEZ ENI

## **INNOVATION**

L'innovation technologique est l'un des principaux outils permettant de relever la complexité des défis posés par la transition énergétique. La croissance et l'intégration des énergies renouvelables dans les systèmes énergétiques, la recherche d'alternatives plus durables aux combustibles conventionnels, l'utilisation plus efficace de l'énergie et le développement de nouvelles solutions, même potentiellement perturbatrices comme la fusion par confinement magnétique, sont autant de domaines qui requièrent une innovation continue. Cependant, l'innovation n'est pas seulement une technologie pure, mais aussi une approche profondément ancrée dans l'histoire d'Eni, qui favorise le dialogue entre différentes disciplines et compétences, renforce le travail collaboratif et conduit à des objectifs d'avant-garde. Eni contribue ainsi à assurer une transition énergétique efficace et juste qui n'exclut aucune solution possible, conformément au principe de neutralité technologique.

L'un des domaines les plus intéressants est le CCUS (captage, utilisation et stockage du carbone), qui vise à couvrir l'ensemble de la chaîne de réduction des émissions de carbone dans l'atmosphère : du captage au stockage et à l'utilisation, en passant par le transport. En août 2024, la phase 1 du projet Ravenna CSC, développé conjointement avec Snam dans le cadre d'une coentreprise à parts égales, a été lancée. À l'échelle industrielle, il figure parmi les projets les plus performants au monde en termes de système de captage. Dans le domaine du bioraffinage, les protocoles et les capacités ont été optimisés pour identifier et valider de nouvelles matières premières biologiques adaptées aux bioraffineries afin d'optimiser l'intégration verticale tout au long de la chaîne de valeur. Dans ce contexte, environ 7 000 analyses ont été effectuées en 2024 sur plus de 100 bio-huiles provenant de diverses régions du monde. En outre, des processus de certification ont été lancés pour l'utilisation et la valorisation des tourteaux, sous-produits de la production de bio-huile, en tant qu'engrais, aliments pour animaux et amendements agricoles. Afin d'avoir un impact efficace sur le processus de décarbonisation, Eni a adopté une norme interne qui promeut l'approche sur le cycle de vie complet, Life Cycle Thinking, dans le processus d'évaluation des initiatives de développement dans toutes les entreprises. Par exemple, en 2024, le projet DEMO (faisabilité et FEED) pour la régénération des terres de blanchiment et le traitement des eaux caoutchouteuses de la raffinerie de Gela a été lancé. Selon les estimations de faisabilité, la construction de l'usine entraînera une réduction des gaz à effet de serre liés au processus de prétraitement de la matière première avant son utilisation dans la section d'éco-raffinage.

## Focus on

### La fusion par confinement magnétique

Dans le domaine des technologies de pointe, en 2024, Eni et l'Autorité britannique de l'énergie atomique (UKAEA, United Kingdom Atomic Energy Authority), l'organisation nationale britannique responsable de la recherche et du développement en matière d'énergie de fusion durable, ont conclu un accord de collaboration pour mener conjointement des activités de recherche et de développement dans le domaine de l'énergie de fusion. Cette collaboration permettra tout d'abord de lancer la réalisation de l'installation de boucle de tritium H3AT de l'UKAEA-Eni. H3AT est conçu pour devenir un centre d'excellence mondial qui offrira à l'industrie et au monde universitaire la possibilité d'étudier des solutions innovantes pour le traitement, le stockage et le recyclage du tritium. L'installation vise à démontrer la faisabilité du cycle du combustible au tritium à l'échelle industrielle, contribuant à renforcer le fonctionnement des futures centrales à fusion. Également en 2024, Eni et le CERN ont signé un accord de collaboration pour accélérer le développement industriel de la fusion par confinement magnétique et des accélérateurs avancés. Cette collaboration va au-delà d'un simple échange de savoir-faire : elle repose sur le partage d'une vision et d'un engagement pour créer des solutions innovantes, de la physique des particules aux énergies durables comme la fusion.



## Entretien



**JENNIFER GANTEN**  
DIRECTRICE DES  
AFFAIRES MONDIALES  
CHEZ COMMONWEALTH  
FUSION SYSTEMS



## Entretien avec Jennifer Ganten

### Que fait Commonwealth Fusion Systems (CFS) et qu'est-ce que SPARC ?

Basé dans le Massachusetts, CFS a été fondée en 2018 en tant que spin-off du MIT afin d'accélérer la commercialisation de l'énergie de fusion. CFS est la plus grande entreprise privée de fusion au monde, avec plus de capitaux levés que toute autre entreprise du secteur et les meilleurs talents pour concevoir et construire des centrales à fusion à usage commercial. SPARC est une machine basée sur un concept de « tokamak », qui utilise de puissants aimants pour contenir et contrôler un gaz très chaud, composé d'ions et d'électrons, appelé plasma. L'objectif est que ce plasma subisse une réaction de fusion, similaire à celle qui se produit dans le soleil, qui produira d'énormes quantités d'énergie. SPARC est conçu pour démontrer qu'il est possible de produire plus d'énergie à partir de la fusion magnétique qu'il n'en faut pour initier et maintenir le processus (l'objectif appelé  $Q > 1$ ) et constituer la base de notre centrale de fusion commerciale appelée ARC. SPARC a ouvert la voie à l'ARC, une centrale électrique qui injectera de l'énergie de fusion dans le réseau électrique au début des années 2030.

### Quelles ont été les principales réalisations du CFS en 2024 et quelles sont les prochaines étapes pour le CFS ?

2024 a été une année très importante pour nous. Notre équipe a dépassé les 1 000 personnes, nous avons atteint la pleine capacité de production et réalisé des progrès considérables dans la fabrication des aimants SPARC dans notre usine de Devens, dans le Massachusetts. La construction de l'usine SPARC est achevée à environ 60 %, et l'installation des systèmes de soutien, tels que le refroidissement et

l'alimentation électrique, progresse. En 2025, le CFS a commencé l'assemblage du tokamak lui-même. Nous avons installé le premier composant du tokamak, la base du cryostat, et nous intégrerons ensuite les aimants et la chambre à vide. Le projet progresse et l'objectif est de commencer les essais des sous-systèmes en 2025, en préparation des phases opérationnelles. Après le SPARC, l'objectif est de construire une machine capable de fournir de l'électricité au réseau à partir de la fusion. C'est l'objectif de l'ARC, la centrale de fusion CFS. Il s'agira d'un moment catalytique dans la marche vers la commercialisation de l'énergie de fusion. En outre, en décembre 2024, nous avons annoncé que nous allons construire le premier ARC dans le comté de Chesterfield, en Virginie.

### Quel est le rôle d'Eni dans le CFS comment le partenariat évolue-t-il ?

Eni soutient le développement de CFS de plusieurs manières, en l'accompagnant dans la mise en œuvre et l'extension du déploiement des centrales électriques à fusion dans le monde entier. Eni a réalisé des investissements importants dans CFS depuis sa création et a partagé son expérience en matière de gestion de projet et d'ingénierie en tant qu'entreprise énergétique centrée sur le client final. Nous consolidons également notre collaboration technologique : Eni partage sa vaste expérience mondiale dans le secteur de l'énergie, tandis que CFS apporte son expertise spécifique en matière de fusion à des projets de développement technologique qui auront un impact significatif lorsque l'énergie de fusion deviendra une partie intégrante de l'approvisionnement énergétique mondial.



## NUMÉRISATION

Chez Eni, la numérisation est un moteur essentiel d'innovation et de durabilité, omniprésent dans l'entreprise. Les technologies et les solutions adoptées visent à optimiser l'efficacité des processus et des opérations, à accélérer la transition vers un avenir énergétique plus durable et à réduire l'impact environnemental. En 2024, Eni a poursuivi son parcours de numérisation avec des initiatives dans les domaines suivants :

	<p><b>SUPERCALCULATEURS ET EXTENSION DU GREEN DATA CENTER</b></p> <p>En 2024, le nouveau HPC6 (High Performance Computing - HPC), cinquième supercalculateur au monde en termes de capacité de calcul (classement Top500, novembre 2024) et premier supercalculateur au monde à usage industriel, a été achevé et mis en service. HPC6 représente un outil fondamental pour renforcer le leadership d'Eni dans le domaine des géosciences, accélérant l'application des supercalculateurs dans les domaines d'activité liés à la transition énergétique. La création simultanée d'un nouveau centre de compétence dédié vise à permettre une adoption généralisée du HPC, par le biais de collaborations avec différentes directions, satellites et pôles de recherche externes, dans des domaines stratégiques tels que l'optimisation des processus, la science des matériaux et la dynamique des fluides numérique, en expérimentant également des approches basées sur l'informatique quantique. Le Green Data Centre, l'un des centres informatiques les plus économes en énergie d'Europe, a été adapté pour accueillir le supercalculateur qui, grâce à un système de refroidissement liquide capable de dissiper 96 % de la chaleur produite, a obtenu des résultats significatifs en matière d'efficacité énergétique, se classant au 21e rang du classement « Green500 ». Cette réussite est d'autant plus significative que, traditionnellement, les supercalculateurs en tête de ce classement sont largement plus petits et moins puissants que ceux de la catégorie HPC6.</p>
	<p><b>DONNÉES ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE</b></p> <p>L'adoption progressive d'une approche fondée sur les données et l'intelligence artificielle contribue à l'amélioration de l'intégrité et de l'efficacité énergétique des actifs, à l'élargissement de la clientèle, à l'accélération de la recherche technologique, ainsi qu'à l'optimisation et la diffusion des connaissances internes, en exploitant le potentiel offert par l'IA générative. En 2024, Eni a lancé un projet interne multidisciplinaire dans le but de définir un cadre d'IA responsable pour garantir le développement et l'adoption de solutions d'IA de manière sûre, fiable, transparente, éthique et centrée sur l'humain, conformément aux principes de l'Acte européen sur l'IA.</p>
	<p><b>RÉSILIENCE DES INFRASTRUCTURES ET MODERNISATION DES APPLICATIONS</b></p> <p>L'évolution du paysage technologique dans divers domaines d'activité soutient le développement et l'émergence de nouveaux modèles d'entreprise, tels que la chaîne d'approvisionnement en matières premières agricoles (agri-feedstock), et la transformation vers une configuration basée sur les satellites, avec un accent continu sur la résilience de l'infrastructure et la cybersécurité.</p>
	<p><b>NOUVELLE MÉTHODE DE TRAVAIL ET NOUVELLES COMPÉTENCES</b></p> <p>L'évolution des méthodes de travail repose sur la numérisation des processus internes et l'évolution des outils et services numériques pour soutenir la centralité de l'employé (Mobile4All). La promotion de l'état d'esprit et des compétences numériques est soutenue par des programmes transversaux de perfectionnement et des centres d'excellence axés sur les technologies de pointe (supercalculateurs, données, IA, Agile). De plus, la sensibilisation à l'importance de l'intelligence artificielle et de la cybersécurité est également diffusée en externe grâce à des ateliers dans les écoles.</p>

Une attention croissante est accordée à la durabilité numérique, entendue comme l'ensemble des pratiques, processus et outils qui permettent de concevoir, développer et utiliser des produits et services numériques afin de réduire progressivement l'empreinte carbone et d'améliorer l'impact positif sur nos méthodes de travail. L'objectif est de mettre l'innovation numérique au service des personnes pour générer de la valeur tout au long de la chaîne, en soutenant la transition énergétique.

## CYBERSÉCURITÉ

Le risque de cybersécurité chez Eni est considéré comme élevé en raison à la fois du contexte géopolitique dans lequel Eni opère et de la tendance à la hausse des cyberattaques. C'est pourquoi Eni a mis en place, en adoptant une approche fondée sur les risques, diverses initiatives et mesures de défense pour prévenir les incidents et contenir leurs impacts. En 2024 s'est poursuivi, avec plus de 130 initiatives, le programme de Culture de Cybersécurité, visant à promouvoir une culture de la sécurité informatique à travers des actions visant à diffuser des comportements « cyber-conscients » à toute la population Eni. Les collaborations avec des organismes, des universités et des institutions, se sont également poursuivies, telles que la Fondation SERICS (Security and Rights in CyberSpace) dans le cadre du PNRR. Parmi les initiatives visant l'écosystème numérique national, Eni a organisé des ateliers de sensibilisation dans le cadre de l'initiative « Cyber Security For », une formation de base en cybersécurité destinée aux enseignants, aux parents et aux élèves des écoles primaires, collèges et lycées, qui comprend 11 initiatives abordant également des sujets liés à l'intelligence artificielle générative. En 2024, Eni a enregistré environ 494 millions d'attaques (également automatiques) envers des applications exposées sur Internet.

~4 700  
campagnes de phishing

~19 millions  
de courriels malveillants

### INNOVATION OUVERTE

L'approche d'Eni en matière d'innovation ouverte est pilotée non seulement au niveau central par une unité dédiée, mais aussi par les activités de trois entités : Joule, l'école d'entreprise d'Eni pour la croissance de start-ups innovantes et durables afin de créer un écosystème entrepreneurial dans la chaîne d'approvisionnement énergétique zéro émission, Eni Next, le Corporate Venture Capital qui investit dans des start-ups à fort potentiel pour la création de technologies révolutionnaires, et Eniverse, le Corporate Venture Builder qui exploite des technologies innovantes à partir des technologies propriétaires d'Eni pour créer de nouvelles entreprises afin de soutenir la Transition Juste. Ces réalités agissent en synergie par leur présence sur le marché des technologies, l'accélération du processus d'innovation et la valorisation des actifs technologiques, des compétences et des talents. Dans le domaine de l'innovation ouverte, Enivibes, la première entreprise d'Eniverse spécialisée dans les solutions avancées de surveillance de l'intégrité des pipelines, a réalisé des installations pilotes sur des aqueducs et des réseaux de distribution d'eau et de chauffage urbain en Italie en 2024, afin de tester la technologie e-vpms® dans divers scénarios opérationnels. En particulier, des essais ont été réalisés sur des canalisations d'approvisionnement en eau, des réseaux de distribution d'eau et de chauffage urbain, tant en milieu urbain que suburbain, afin d'évaluer le déploiement à moyenne et grande échelle. Les performances de détection et de localisation des fuites dans ces différents scénarios ont permis de détecter en temps réel des fuites de l'ordre d'une fraction de litre, avec une précision de localisation de quelques mètres.

	MISSION	MATURITÉ TECHNOLOGIQUE	
	<b>Accélérer les start-up innovantes et durables</b> et diffuser la culture de l'entrepreneuriat à l'intérieur et à l'extérieur d'Eni.	■ □ □	FAIBLE IDÉE
	Développer des écosystèmes d'innovation et <b>rechercher des solutions innovantes pour l'entreprise.</b>	□ ■ □	MOYEN PROTOTYPE
	<b>Valoriser les actifs technologiques d'Eni</b> en créant de nouvelles entreprises sur de nouveaux marchés.	□ □ ■	MOYEN PRODUIT
	<b>Investir dans la croissance des start-ups</b> à fort potentiel technologique en établissant des relations à long terme.	■ ■ ■	ÉLEVÉ BUSINESS SCALE-UP

#### Focus on

### La technologie e-vpms®

La technologie e-vpms® (Eni vibroacoustic pipeline monitoring system, en français système vibroacoustique de surveillance des canalisations) est capable de surveiller des milliers de kilomètres de canalisations, assurant la détection des fuites dues aux vols ou à l'intervention de tiers (impacts et excavations). L'utilisation du système e-vpms® sur les sites de distribution de pétrole et de gaz en Italie a contribué à la réduction drastique des prélèvements illégaux. Ces dernières années, l'utilisation du système dans le secteur de l'eau a été évaluée afin de protéger les systèmes de distribution contre le gaspillage et de garantir une efficacité énergétique maximale dans les réseaux de chauffage urbain.

## Étude de cas

## Joule : programmes d'incubation et d'accélération de start-up

Joule représente l'un des piliers du modèle d'innovation ouverte d'Eni. Ce modèle a été créé pour générer de la valeur pour Eni en contrôlant le marché des technologies, en accélérant le processus d'innovation et en valorisant ses actifs technologiques, ses compétences et ses talents. En 2024, Joule a continué de soutenir la croissance des start-ups engagées dans la transition énergétique, en promouvant un écosystème entrepreneurial plus durable et la diffusion de la culture entrepreneuriale à l'intérieur et à l'extérieur d'Eni. Joule soutient le développement entrepreneurial par le biais de programmes de validation d'idées, d'incubation et d'accélération de start-ups early stage, dans le but d'identifier des solutions innovantes capables de répondre aux besoins commerciaux d'Eni. Plus précisément, en 2024, les actions suivantes ont été menées :

- 4 programmes de génération d'idées (Joule Discovery Lab), impliquant R&D et les entreprises Enilive et Versalis ;
- 8 programmes d'incubation et d'accélération en Italie. En particulier, la quatrième édition de l'accélérateur cleantech ZERO à Rome et la première édition de l'accélérateur infratech CrossConnect à Catane, dont Eni est partenaire par l'intermédiaire de Joule, ont été lancées.

## RÉSULTATS 2024

152

start-ups dans le portefeuille (+17 %)

12

preuves de concept réalisées avec des entreprises

3

accords de développement conjoint signés entre des start-ups et R&amp;D

3

start-ups deviennent fournisseurs d'Eni

150+

collaborateurs d'Eni impliqués dans les programmes de génération d'idées

15 000+

heures de formation à l'entrepreneuriat dispensées

## L'ENGAGEMENT D'ENI DANS LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT

La recherche et l'innovation technologique sont des éléments clés pour Eni dans ses efforts pour garantir un accès aux ressources énergétiques plus efficace et efficient, dans le but de réduire l'empreinte carbone. Cette stratégie repose également sur la synergie et la flexibilité des compétences internes et sur un vaste réseau de collaborations avec des universités, des entreprises et des écosystèmes d'innovation.

Pour 2024, l'engagement financier d'Eni en faveur de la recherche scientifique et du développement technologique s'élevait à 178 millions d'euros, dont environ 145 millions d'euros consacrés à la réduction de l'empreinte carbone des procédés, à l'économie circulaire, aux énergies renouvelables et à la fusion par confinement magnétique.

Au cours de l'année, 39 nouvelles demandes de premier dépôt de brevet ont été déposées, résultant de la protection des résultats générés par les activités internes de R&D d'Eni et de ses filiales, également avec l'aide du réseau de collaborateurs externes. Parmi celles-ci, 23 demandes de brevets concernent le développement de technologies à partir de sources renouvelables (biocarburants, solaire et chimie « bio » et circulaire). Outre les demandes de brevet, cinq autres droits de propriété intellectuelle ont été générés, concernant la protection des droits d'auteur d'un logiciel destiné à soutenir les opérations dans le domaine de l'intégrité des actifs et le dépôt de motifs ornementaux dans le domaine du compoundage. Le nombre total de droits de propriété intellectuelle (10 244) a augmenté de près de 4 % par rapport à l'année précédente (9 893). Au cours de l'année, la mise en œuvre de technologies innovantes, la réception de technologies et les activités d'innovation ouverte et de capital-risque ont continué à générer des bénéfices significatifs (1 254 millions d'euros) en termes d'efficacité opérationnelle, de durabilité et d'optimisation des coûts. L'adoption d'outils d'analyse et de modélisation avancés a encore amélioré la précision de la caractérisation du sous-sol, accélérant les processus de prise de décision et optimisant la gestion des ressources. Sur le plan opérationnel, l'intégration de systèmes numériques et de solutions d'intelligence artificielle a permis une gestion plus efficace des actifs, réduisant les temps d'arrêt et augmentant la productivité. Dans le secteur en aval, les bioraffineries ont bénéficié d'améliorations dans les processus de prétraitement et de conversion, avec des rendements accrus et une meilleure valorisation des matières premières renouvelables.

39

nouvelles demande de premier dépôt de brevet

145 millions destinés à la décarbonisation

# Neutralité carbone d'ici 2050

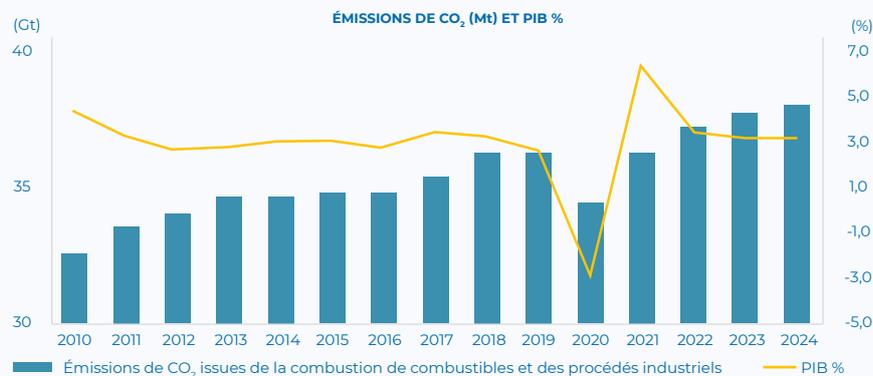
Le défi de la transition énergétique. . . . .	42
L'évolution des entreprises. . . . .	46



# CONTEXTE DE RÉFÉRENCE

## CROISSANCE ÉCONOMIQUE ET ÉMISSIONS

Les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> dues au secteur de l'énergie ont augmenté de 0,8 % en 2024 (par rapport à 2023), atteignant un nouveau record de plus de 38 Gt (dont plus de 90 % proviennent de la combustion de carburants). Le lien entre la croissance économique et les émissions, qui s'est affaibli au cours des trois dernières années, a bénéficié de facteurs structurels et cycliques qui ont influencé cette tendance. Plus précisément, en 2024, la croissance des émissions a été proche de +0,8 %, contre une croissance du PIB mondial d'environ 3 %.

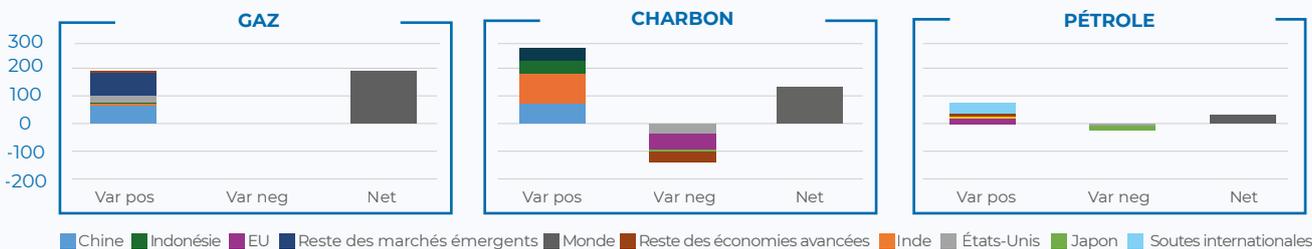


Source : Élaboration des données de l'AIE par Eni.

## DYNAMIQUES RÉGIONALES

La dynamique mondiale de l'évolution du PIB et des émissions a été dictée par différentes tendances géographiques en 2024 : dans les économies avancées, la croissance du PIB de 1,7 % s'est accompagnée d'une contraction des émissions de 1,1 %, tandis que dans le reste du monde, les émissions ont continué d'augmenter, compensant le déclin des économies avancées. L'Union européenne a représenté plus de 45 % de la baisse des économies avancées (-55 MtCO<sub>2</sub>), grâce à l'augmentation des installations d'énergies renouvelables, mais aussi à la faiblesse de l'environnement économique, qui a limité la croissance de la consommation d'énergie. Les émissions des économies émergentes et en développement ont augmenté de 1,5 % (~+375 MtCO<sub>2</sub>) contre une croissance du PIB de 4 %. L'Inde (~+140 MtCO<sub>2</sub>) et la Chine (~+120 MtCO<sub>2</sub>) ont mené cette augmentation, en raison d'une croissance plus soutenue de la consommation d'énergie et de la présence importante de sources à plus fort impact sur les émissions, ce qui a limité les effets des nouvelles installations de sources renouvelables.

### VARIATION DES ÉMISSIONS DE CO<sub>2</sub> 2024 VS. 2023 PAR COMBUSTIBLE ET RÉGION (MtCO<sub>2</sub>)

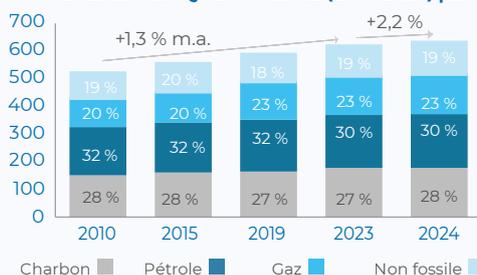


Source : Élaboration des données de l'AIE par Eni.

## ÉVOLUTION DU MIX ÉNERGÉTIQUE

L'évolution des trajectoires d'émissions futures dépendra de la vitesse de changement des systèmes énergétiques à l'échelle mondiale, en tenant compte des particularités géographiques, des policy de soutien à la transition, de l'évolution technologique et des habitudes de consommation. Même en supposant un objectif commun, tel que la limitation de l'augmentation de la température à 1,5 °C d'ici la fin du siècle, il existe de nombreuses trajectoires énergétiques possibles et de nombreux leviers de transition. À cet égard, en partant de l'hypothèse que la demande énergétique a continué à croître au fil des ans et que les sources fossiles ont jusqu'à présent joué un rôle clé (couvrant en moyenne environ 80 % de la consommation), l'évolution prévue pour ces sources jusqu'en 2030 et 2050 est présentée dans les scénarios NZE de l'IEA8 et d'autres scénarios Net Zéro illustrés par l'IPCC9. S'il existe un consensus quant à la nécessité de réduire considérablement l'utilisation du charbon d'ici à 2030, l'incertitude est plus grande en ce qui concerne le pétrole et le gaz, aussi bien à moyen qu'à long terme.

### MIX ÉNERGÉTIQUE MONDIAL (2010-2024) | EJ



### VARIATION EN % DE LA DEMANDE EN ÉNERGIES FOSSILES (2019-2050) NET ZÉRO DU GIEC VS. NZE DE L'IEA SCENARIOS



Sources : International Energy Agency - Global Energy Review March 2025 e World Energy Outlook 2024 - IPCC Intergovernmental Panel on Climate Change - Working Group III contribution to the Sixth Assessment Report - Table TS.2 - IPCC C1 Net Zero Scenarios.

8 L'Agence internationale de l'énergie (AIE) publie dans le World Energy Outlook 2024 le scénario NZE - Net Zero Emission, qui préconise le zéro émissions nettes d'ici 2050 tout en limitant l'augmentation de la température à 1,5 °C avec un dépassement limité (probabilité de 50 %).

9 Contribution du groupe de travail III au Sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) - la comparaison considère les scénarios Net Zéro appartenant à la catégorie C1 (97 scénarios) compatibles avec une limitation de l'augmentation de la température à 1,5 °C avec un dépassement nul ou limité (probabilité de 50 %).

# Le défi de la transition énergétique



## *Pourquoi c'est important pour Eni ?*

Dans un contexte mondial complexe, la transition énergétique reste un défi crucial. Chez Eni, nous y faisons face avec détermination et pragmatisme, en fournissant l'énergie dont le système a besoin aujourd'hui tout en gardant un œil sur l'avenir pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Conscients des variables externes qui influencent le rythme de la décarbonisation, nous accompagnons la transition énergétique avec une approche progressive et méthodique, en tirant parti des mesures d'efficacité énergétique et des projets inspirés par les principes de l'économie circulaire, en développant les technologies de captage et de stockage du CO<sub>2</sub>, et des énergies renouvelables, en élargissant l'offre de produits et de services à faibles émissions, et en favorisant l'utilisation du gaz comme combustible clé dans la transition énergétique.

**CRISTIANA ARGENTINO** RESPONSABLE DES SCÉNARIOS, DES OPTIONS STRATÉGIQUES ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE CHEZ ENI

*Pour en savoir plus*

### POUR PLUS D'INFORMATIONS SUR :

• La Due Diligence climatique • Les impacts, les risques et les opportunités • La résilience stratégique aux scénarios bas carbone

Voir le chapitre sur le [changement climatique](#) dans le Rapport sur la durabilité.

## ÉMISSIONS DE GES ENI 2024

En 2024, Eni a abordé la première année d'application de la Directive CSRD qui, dans le but d'harmoniser les Rapports sur la durabilité des entreprises européennes, a introduit un périmètre de compte-rendu des émissions de GES basé sur une combinaison de perspectives financières et opérationnelles. Selon le périmètre défini par le CSRD, les émissions brutes de GES déclarées par Eni en 2024 s'élèvent à 213 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>. (Scope 1, 2 et 3) - voir le [Rapport sur la durabilité](#) pour plus de détails.

### ÉMISSIONS DE GES ENI 2024



**Scope 1** : Émissions associées à la production d'électricité nécessaire aux opérations, au traitement et à la compression du gaz, et au traitement des produits pétroliers.

**Scope 2** : Émissions de GES provenant de la production d'électricité, de vapeur, de chauffage et de refroidissement achetés à des tiers et consommés par Eni.

**Scope 3** : CAT. 11 (la seule catégorie considérée comme significative pour Eni, représentant ~93 % du total des émissions du Scope 3) utilisation des produits énergétiques vendus. Estimations basées sur la production Upstream vendue conformément aux méthodologies de l'IPIECA.

Émissions Scope 1 - Scope 2 - Scope 3 calculées sur la base du périmètre CSRD établi par les normes ESRS.

Opérant dans un environnement réglementaire nouveau et en constante évolution, Eni a choisi de représenter son chemin vers la neutralité carbone en confirmant ses objectifs de réduction des émissions de GES sur un périmètre d'équité, avec une approche de cycle de vie, conformément aux engagements déjà annoncés en 2020.

## PLAN ET OBJECTIFS DE DÉCARBONISATION D'ENI

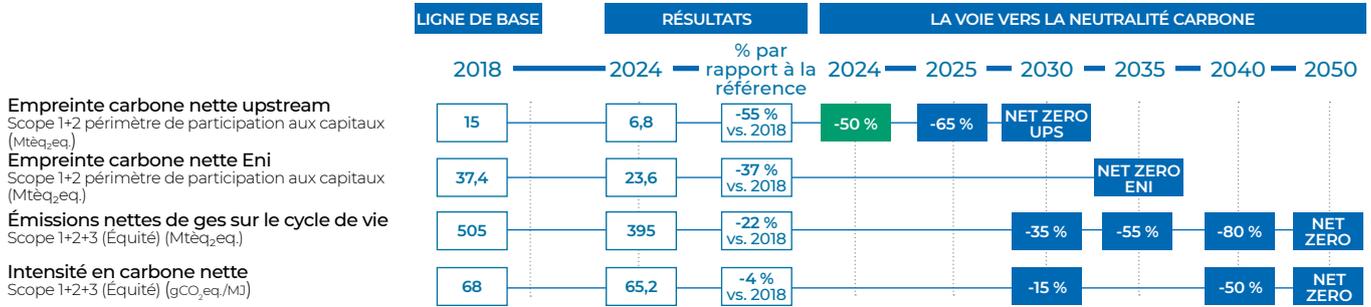
Eni relève les défis posés par un contexte énergétique de plus en plus complexe et en constante évolution grâce à une stratégie qui vise à réduire progressivement l'impact des émissions directement et indirectement associées à ses activités commerciales, tout en offrant les produits énergétiques dont ses clients ont besoin. Cette approche combine trois exigences mondiales (i) durabilité environnementale; (ii) sécurité d'approvisionnement, c'est-à-dire la capacité de contribuer à assurer la disponibilité ininterrompue de ressources énergétiques suffisantes pour alimenter les activités humaines et garantir la satisfaction des besoins essentiels ; et (iii) équité énergétique, c'est-à-dire la capacité des citoyens d'avoir un accès équitable et non discriminatoire à une énergie adéquate, fiable et abordable. En réponse à ces défis, Eni s'est depuis longtemps engagée à réduire ses émissions directes de GES et a été l'une des premières entreprises du secteur à définir, dès 2016, une série d'objectifs visant à améliorer la performance en matière d'émissions de GES des actifs qu'elle exploite. De plus, depuis 2020, Eni a défini une voie vers la neutralité carbone qui s'exprime par une série d'objectifs avec des étapes intermédiaires qui conduiront progressivement à zéro émission nette (Net Zéro) d'ici 2050, des émissions de GES des Scope 1, 2 et 3 (tant en termes absolus qu'en termes d'intensité) associées au cycle de vie des produits énergétiques vendus. Les étapes de ce parcours ont été identifiées sur la base d'un exercice de hiérarchisation des différentes actions fondé à la fois sur des analyses internes et sur ce que proposent les principaux scénarios internationaux visant à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 pour contenir l'augmentation de la température mondiale à 1,5 °C d'ici 2100. Pour plus de détails, voir la section [Scénarios des principales organisations](#) internationales du Rapport sur la durabilité. Pour réduire les émissions de GES des Scope 1 et 2, Eni a décidé de se concentrer principalement sur le secteur Upstream, pour lequel des solutions technologiquement consolidées et économiquement viables sont déjà disponibles ; les émissions qui ne peuvent actuellement être réduites sont compensées volontairement par des crédits carbone de haute qualité<sup>10</sup>. Eni s'est fixé pour objectif de réduire à zéro émissions nettes de GES des Scope 1 et 2 pour le seul secteur Upstream d'ici à 2030 (Net Zero Carbon Footprint Upstream) et pour Eni dans son ensemble d'ici à 2035 (Net Zero Carbon Footprint Eni). Eni s'est également fixé pour objectif de réduire à zéro émissions nettes de GES des Scope 1, 2 et 3 associées au cycle de vie des produits énergétiques vendus, tant en termes absolus (Net Zéro Émissions nettes de GES sur le cycle) qu'en termes d'intensité (Net Zero Carbon Intensity) d'ici à 2050. La stratégie de décarbonisation d'Eni vers la neutralité carbone comprend également un engagement à réduire les émissions indirectes, principalement liées à l'utilisation des produits vendus, contribuant ainsi à promouvoir la décarbonisation progressive de la chaîne de valeur (réduction des émissions du scope 3). Eni vise à développer de nouvelles activités à fort potentiel liées à la transition énergétique par la création de sociétés indépendantes capables d'accéder au marché des capitaux de manière autonome, afin qu'elles puissent financer leur propre croissance en s'adressant à des investisseurs spécialisés.

Depuis 2020, Eni a défini une trajectoire vers la Neutralité Carbone pour atteindre le zéro émission nette des GES (Scope 1, 2 et 3) d'ici 2050

Eni a défini un objectif de zéro émission nette de GES (Scope 1 et 2) pour son secteur Upstream d'ici 2030, et pour l'ensemble du groupe Eni d'ici 2035

<sup>10</sup> Certifié selon les normes volontaires du marché reconnues au niveau international et accompagné de certifications supplémentaires attestant des bénéfices socio-environnementaux des activités du projet. Voir la section « Compensations et suppressions des émissions de GES » dans le Rapport sur la durabilité.

### PRINCIPAUX OBJECTIFS DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DE GES



**EMPREINTE CARBONE NETTE UPSTREAM, Scope 1+2 (Équité)** : en 2024, l'indicateur diminue d'environ 25 % par rapport à 2023, en raison de l'optimisation de la gestion opérationnelle et du développement de projets visant à générer des crédits carbone. L'objectif de réduction de -50 % en 2024 par rapport à la référence de 2018 a donc été dépassé, avec une réduction globale d'environ 55 %. Cette trajectoire est en ligne avec la réalisation de l'objectif Net Zéro en 2030.

**EMPREINTE CARBONE NETTE, Scope 1+2 (Équité)** : en 2024, l'indicateur diminue d'environ 10 % par rapport à 2023, en raison de l'optimisation de la gestion opérationnelle et des projets visant à générer des crédits carbone. Par rapport à 2018, l'indicateur diminue d'environ 37 %, en ligne avec la réalisation de l'objectif Net Zéro en 2035.

**ÉMISSIONS NETTES DE GES SUR LE CYCLE DE VIE, Scope 1+2+3 (Équité)** : en 2024, l'indicateur est en légère baisse (-0,8 %) par rapport à 2023, principalement en raison du secteur du raffinage. Par rapport à 2018, les émissions ont été réduites d'environ 22 %.

**INTENSITÉ EN CARBONE NETTE, Scope 1+2+3 (Équité)** : en 2024, l'indicateur diminue légèrement (environ 0,5 %) en raison de l'impact des émissions plus faible de la composition du portefeuille sur les émissions. Par rapport à la valeur de référence, l'indice a diminué d'environ 4 %.

#### Focus on

### Rapport sur les émissions d'Eni : comparaison entre le périmètre CSRD et l'approche du cycle de vie (équité)

En 2024, les émissions brutes de GES déclarées selon le périmètre défini par le CSRD s'élevaient à 213 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> (Scope 1, 2 et 3). Face à la nouvelle limite du périmètre du CSRD, Eni maintient sa trajectoire de réduction des émissions de GES sur la base des capitaux, en ligne avec ses objectifs fixés en 2020. Les indicateurs basés sur les capitaux ont un périmètre différent de celui défini par le reporting requis par les normes ESRS du CSRD. Plus précisément, l'indicateur « Émissions nettes de GES sur le cycle de vie (Scope 1+2+3), contrairement aux indicateurs du CSRD, est construit selon une approche basée sur les capitaux propres et prend en compte un périmètre plus large pour les émissions du Scope 3, qui inclut également les produits énergétiques achetés à des tiers (par exemple, le gaz naturel produit par des tiers et vendu par Eni). Lorsque l'on passe d'une vue CSRD à une vue cycle de vie basée sur le périmètre d'équité, les changements suivants sont pris en compte :

- pour les émissions des Scope 1-2, la contribution des entreprises communes/associées non exploitées et non consolidées est incluse, calculée en pourcentage, et la part des tiers dans les sociétés exploitées consolidées ainsi que la contribution du secteur chimique sont soustraites ;
- pour le Scope 3, les éléments d'émission des activités intermédiaires (nettes des échanges internes) sont ajoutés.

L'approche du cycle de vie prend également en compte les crédits carbone utilisés pour compenser les émissions.

#### RAPPROCHEMENT DES INDICATEURS DE CYCLE DE VIE ET CSRD 2024

NET GHG LIFECYCLE EMISSION SCOPE 1+2+3  
Périmètre en en quote-part avec l'approche du cycle de vie

Scope 1+2+3  
Périmètre du CSRD avec l'approche GES Protocole

213 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>

- (-) Scope 1+2:
  - Part des tiers des entreprises consolidées opérées
  - Secteur chimique
- (+) Scope 1+2: Sociétés non consolidées et non opérées (comptabilisées en quote-part)
- (+) Scope 3: autres activités de la chaîne d'approvisionnement (midstream et downstream)\*
- (+) Offset

395 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>

\* Net des échanges internes.

## LEVIERS DE DÉCARBONISATION

Les leviers et technologies de décarbonisation identifiés par Eni dans son Plan de décarbonisation couvrent les différentes activités d'Eni et sont adoptés et modulés de manière ciblée et à des horizons temporels qui tiennent compte de la maturité technologique et commerciale de chaque solution. Entre 2018 et 2024, Eni a mis en œuvre des actions qui, d'une part, ont permis de réduire les émissions de Scope 1+2 liées à ses activités, en agissant principalement sur le torchage et le méthane et sur les mesures d'efficacité énergétique qui permettent de réduire la consommation de combustibles fossiles, et d'autre part, ont contribué à la réduction des émissions tout au long de la chaîne de valeur (Scope 3), en exploitant notamment les synergies entre les activités traditionnelles avec les activités liées à la transition, les actions de portefeuille et en bénéficiant d'une réduction des volumes de gaz acheminés par pipeline. Dans une perspective d'avenir, outre la poursuite des actions mises en œuvre jusqu'à présent, les initiatives prévues par Eni pour réduire les émissions nettes de GES sur le cycle de vie (Scope 1+2+3) sur la voie de la neutralité carbone sont les suivantes :

Dans le secteur **Upstream**, l'amélioration des performances en termes d'efficacité et la croissance progressive de la composante gazière, y compris les condensats, dans la production totale contribuent à contenir l'augmentation des émissions dues à la production d'hydrocarbures. En outre, l'engagement à atteindre l'objectif ultime d'émissions de méthane proches de zéro en 2030 est confirmé.

Dans le secteur **Downstream**, le développement des biocarburants d'Enilive offre la possibilité de convertir et de réduire la capacité de raffinage traditionnelle actuelle d'Eni, contribuant ainsi de manière significative à la décarbonisation des transports hard-to-abate, notamment l'aviation, le transport maritime et le transport lourd.

L'expansion des activités de **Plenitude** dans le domaine de la production d'électricité à partir de sources renouvelables, associée au développement des biocarburants par Enilive, élargit l'offre de solutions à faible teneur de carbone. L'intégration de ces options énergétiques, associée à la réduction progressive des émissions absolues, favorise la diminution de l'intensité des émissions du portefeuille d'Eni.

Les projets de **CSC**, qui impliquent le captage et le stockage permanent du CO<sub>2</sub> dans les gisements de gaz naturel épuisés exploités par Eni, offrent une solution complémentaire pour réduire les émissions résiduelles provenant de ses activités, qui sont difficiles à réduire avec les technologies existantes. Le CSC représente également une opportunité de soutenir la décarbonisation d'activités industrielles tierces.

La compensation des émissions résiduelles est réalisée par le biais de compensations, principalement issues de **Solutions Fondées sur la Nature** (NCS), axées sur la protection, la conservation et la gestion plus durable des forêts.

La vitesse d'évolution de cette transformation et la contribution relative de chaque levier dépendront d'un certain nombre de variables, notamment l'évolution du marché, les avancées scientifiques et technologiques, ainsi que le cadre réglementaire. En même temps, Eni reconnaît la nécessité d'assurer une transition ordonnée du système énergétique en remplaçant progressivement les combustibles fossiles par des énergies à plus faible teneur de carbone. L'évolution vers un portefeuille de produits décarbonés sera soutenue par une augmentation progressive de la part des investissements dans le développement de nouvelles solutions énergétiques et de services pour soutenir la transition. En 2024, les dépenses consacrées aux projets à faible teneur de carbone s'élevaient à 2,6 milliards d'euros (plus de 20 % des dépenses) et, au cours de la prochaine période de quatre ans (2025-2028), Eni prévoit de consacrer plus de 30 % de ses dépenses à des projets à faible teneur de carbone, soit environ 13 milliards d'euros. Pour plus de détails sur les ressources prévues pour les différentes actions de décarbonisation, voir la section [« Allocation du capital »](#) du Rapport sur la durabilité.

**COMPOSANTE GAZIÈRE > 60 % D'ICI 2030 ET > 90 % APRÈS 2040, SUR LA PRODUCTION TOTALE ÉMISSIONS DE MÉTHANE PROCHES DE ZÉRO D'ICI À 2030**

**> 5 MILLIONS DE TONNES DE CAPACITÉ DE PRODUCTION DE BIOCARBURANTS À PARTIR DE 2030**

**15 GW EN 2030 ET 60 GW EN 2050 DE CAPACITÉ INSTALLÉE À PARTIR DE SOURCES RENOUVELABLES, 40 000 BORNES DE RECHARGE POUR LES VÉHICULES ÉLECTRIQUES D'ICI À 2030 ET ~160 000 D'ICI À 2050**

**>15 MILLIONS DE TONNES DE CO<sub>2</sub> PAR AN CAPACITÉ DE TRANSPORT ET DE STOCKAGE EN 2030 POUR ATTEINDRE ~60 MILLIONS DE TONNES DE CO<sub>2</sub> PAR AN EN 2050**

**~15 MILLIONS DE TONNES DE CO<sub>2</sub>/AN PROVENANT DE LA COMPENSATION EN CARBONE EN 2030 <25 MILLIONS DE TONNES DE CO<sub>2</sub>/AN EN 2050**

# L'évolution des entreprises

composante gazière

> 60 %

d'ici 2030 et

> 90 %

après 2040, sur la  
production totale

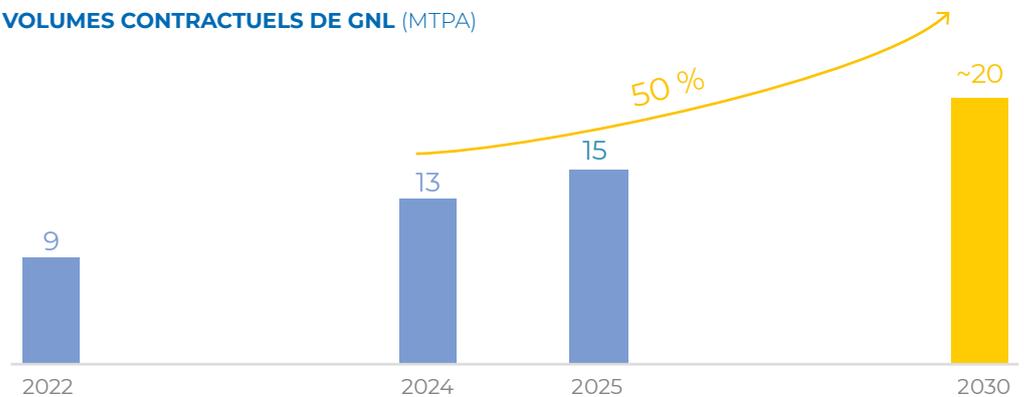
## DÉCARBONISER L'ÉNERGIE D'AUJOUR'HUI

### Portefeuille Upstream (gaz)

Eni estime que le gaz naturel a un rôle à jouer dans la transition énergétique grâce à son accessibilité, sa fiabilité, sa polyvalence et sa faible teneur en carbone par rapport aux autres combustibles fossiles. Il complète également d'autres solutions technologiques et énergétiques qui prendront progressivement de l'importance pour répondre à la demande énergétique. En particulier, avec le développement de l'électricité issue de sources renouvelables, caractérisée par une production intermittente et saisonnière, le gaz naturel assurera la stabilité et la continuité de la fourniture d'électricité, en compensant à la fois l'imprévisibilité des conditions météorologiques affectant les énergies renouvelables et les fluctuations de la demande. En outre, le gaz naturel contribue à réduire les émissions dans le secteur de l'électricité, en offrant une alternative au charbon avec une empreinte carbone nettement plus faible. Dans ce contexte, Eni a choisi d'augmenter sa part de production de gaz naturel, en acquérant un portefeuille d'actifs avec de faibles volumes d'émissions et des coûts compétitifs afin de soutenir la stratégie de croissance du Groupe.

Parmi les faits marquants de l'année, on peut citer les opérations en Indonésie, où les ressources d'exploration gazière ont augmenté de manière significative, et au large de Chypre, avec l'évaluation de la découverte de gaz de Cronos dans le bloc<sup>11</sup> 6. En termes de développements de production, Eni a obtenu d'importants résultats au cours de l'année. Au Congo, un an après la décision finale d'investissement, le projet Congo FLNG a commencé à livrer du GNL aux marchés internationaux, faisant de la République du Congo un nouvel exportateur dans le paysage mondial de ce combustible. Le projet progresse rapidement vers son achèvement, prévu pour fin 2025, avec le lancement du navire flottant de production de GNL Nguya, qui portera la capacité de liquéfaction du projet à 3 millions de tonnes par an, contre 0,6 million actuellement. En Italie, en revanche, la production a démarré sur le champ Argo Cassiopea, le projet gazier le plus important du pays de ces dernières années.

### VOLUMES CONTRACTUELS DE GNL (MTPA)



Le GNL représente l'un des leviers de la sécurité énergétique et de la diversification du portefeuille d'Eni. En 2024, afin d'assurer une plus grande flexibilité et de diversifier davantage ses approvisionnements en GNL, Eni a conclu un certain nombre d'accords importants, tels que l'affrètement du navire de soutage de GNL Avenir Aspiration avec Avenir LNG Limited. Cet accord renforcera la présence d'Eni sur le marché méditerranéen du soutage, conformément à la stratégie du Groupe visant à commercialiser son portefeuille croissant de GNL. Les ventes de GNL (9,8 milliards de mètres cubes) ont augmenté de 2,1 % par rapport à 2023 et concernent principalement le GNL provenant du Qatar, du Nigeria et de l'Indonésie et commercialisé en Europe et en Asie.

### Réduction des émissions de méthane et torchage de gaz

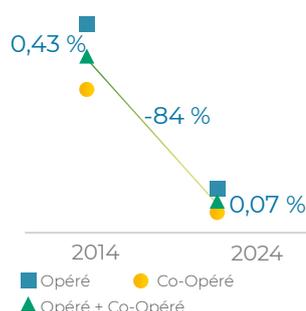
Les actions visant à réduire les émissions de méthane et le torchage de routine sont un élément clé de la stratégie de décarbonisation d'Eni et contribuent de manière significative à la réduction des émissions directes du Scope 1. Eni s'est engagée à réduire les émissions de méthane dans ses activités depuis plus de dix ans. Avec une approche privilégiant le secteur Upstream, Eni s'est fixé pour objectif de maintenir l'intensité des émissions de méthane en deçà du seuil de 0,2 % d'ici à 2025, ce qui est considéré par l'industrie comme

11 Eni 50 %, opérateur.

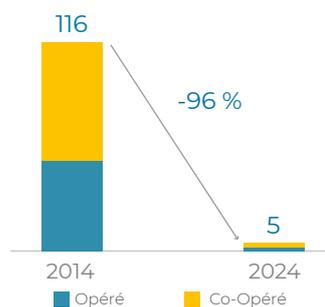
l'indication d'une opération à émissions de méthane proches de zéro<sup>12</sup>, et a rejoint l'initiative « Aiming For Zero » lancée par l'OGCI pour éliminer les émissions de méthane provenant de ses actifs d'ici à 2030. Eni s'est fixé pour objectif de réduire les émissions fugitives de méthane de 80 % (par rapport à 2014, année de référence) d'ici à 2025. Cet objectif a déjà été atteint en 2019 grâce à la mise en œuvre des campagnes LDAR (Leak Detection And Repair, Détection et réparation des fuites) menées chaque année sur les actifs gérés par Eni. Les campagnes LDAR impliquent l'utilisation d'instruments optiques tels que les caméras OGI (Optical Gas Imaging, Imagerie optique des gaz) pour identifier les fuites de méthane et déclencher rapidement des mesures correctives. Outre les campagnes LDAR, Eni adopte diverses méthodologies et solutions technologiques pour identifier et quantifier les émissions de méthane, conformément aux lignes directrices internationales OGMP, dans le but de les réduire. Ces dernières années, Eni a consacré davantage d'efforts à l'identification et à la mise en œuvre d'initiatives visant à réduire le torchage de gaz. À ce jour, on trouve des exemples de projets de ce type au Congo, en Libye et en Égypte, où d'importants obstacles logistiques, opérationnels et commerciaux ont jusqu'à présent limité l'exploitation du gaz associé. À cet égard, Eni se rapproche de l'objectif de zéro torchage de routine prévu pour 2025 pour les actifs opérés. Pour les actifs en coopération, la réalisation de l'objectif est liée à l'achèvement des projets en Libye, actuellement prévu pour 2026. Enfin, un élément clé de la stratégie méthane d'Eni est la collaboration avec d'autres acteurs de l'industrie et des organisations internationales (voir la section ■ « Partenariats pour la décarbonisation » de ce chapitre).

émissions de méthane  
proches de zéro  
d'ici à 2030

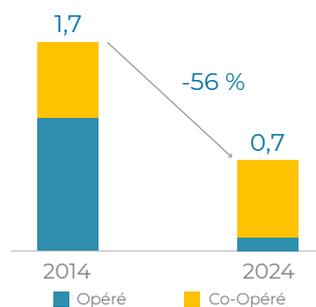
#### INTENSITÉ DES ÉMISSIONS DE MÉTHANE (%)



#### ÉMISSIONS FUGITIVES DE MÉTHANE (kt CH<sub>4</sub>)



#### TORCHAGE DE ROUTINE (BSm<sup>3</sup>)



## Eni reçoit le « Gold Standard Reporting » du PNUE<sup>13</sup> pour son engagement de reporting des émissions de méthane

Étude de cas

En 2024, Eni a reçu le « Gold Standard Reporting » du Oil and Gas Methane Partnership 2.0 (OGMP 2.0) pour son engagement de reporting de ses émissions selon les normes de qualité les plus strictes en matière de données. L'OGMP 2.0 est une initiative de l'Observatoire international des émissions de méthane (IMEO) du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), qui établit la norme mondiale pour une déclaration fiable et transparente des émissions de méthane dans le secteur pétrolier et gazier, étape nécessaire pour suivre et cibler efficacement les mesures d'atténuation sur la base de données réelles. Eni a rejoint l'OGMP 2.0 en 2020 et s'est engagé à fixer des objectifs de réduction des émissions et à améliorer progressivement la transparence et la précision de ses rapports, conditions préalables pour mesurer l'efficacité des mesures d'atténuation prises. Dès 2023, l'engagement d'Eni a été reconnu par la « filière Gold Standard » pour l'amélioration significative des plans de mise en œuvre de la déclaration des émissions de méthane, conformément aux recommandations de l'OGMP 2.0. Cette année, l'atteinte des plus hauts niveaux de qualité des données a été officiellement confirmée par le « Gold Standard Reporting ».

En 2024, Eni a publié son premier [rapport sur le méthane](#), un document décrivant l'engagement de l'entreprise en faveur de la transparence et de la réduction des émissions mondiales de méthane. Ce rapport décrit les mesures prises par Eni pour réduire les émissions de méthane dans toutes ses activités et la manière dont l'entreprise partage son expertise avec d'autres acteurs du secteur.

<sup>12</sup> L'engagement « Near-Zero Methane » de l'OGDC (Charte de décarbonisation du pétrole et du gaz - COP 28, Émirats arabes unis) est défini comme une intensité des émissions de méthane inférieure à 0,2 %.

<sup>13</sup> Programme des Nations unies pour l'environnement.

## Étude de cas

Campagnes de mesure du méthane dans des installations opérées et coopérées.  
Exemples de réussite en Libye, en Italie et en Égypte

## ACTIVITÉS

## RÉSULTATS

## Libye



En 2024, Eni a mené avec succès des campagnes de mesure des émissions de méthane en Libye dans quatre installations opérées par la société partenaire Mellitah Oil & Gas BV.

La campagne de mesure et les relevés par drone ont permis d'améliorer considérablement la qualité des rapports sur les émissions. Malgré les difficultés logistiques, les études ont été menées avec succès grâce à la collaboration entre la National Oil Corporation (NOC), Mellitah Oil & Gas BV et Eni North Africa B.V., en s'appuyant sur le contenu local et en maximisant le recours à des fournisseurs locaux. La campagne a révélé plusieurs aspects importants, notamment un rendement élevé de la combustion à la torche, d'environ 99 %, et un faible taux de détection des émissions fugitives. La réalisation de la campagne a été le résultat de quatre mois de travail préparatoire intensif et de plus de trois semaines de mesures intensives sur le terrain. Ceci témoigne à nouveau de l'engagement d'Eni à améliorer la précision des rapports, conformément aux exigences internationales de l'OGMP 2.0.

## Italie



La campagne OGMP 2024 en Italie a couvert à la fois les usines de gaz onshore et les plateformes offshore, en se concentrant sur les émissions fugitives, les évacuations et les gaz non brûlés issus de la combustion stationnaire, ainsi que sur les relevés par drone.

La campagne 2024 a confirmé l'intérêt de la mise en œuvre de campagnes LDAR annuelles pour les sources fugitives, et l'utilisation de drones a fourni une vue des émissions de méthane au niveau du site, ce qui a par conséquent permis d'identifier les zones nécessitant une attention particulière qui ont été facilement analysées par le personnel d'exploitation et de maintenance. Le succès de la campagne 2024 en Italie a marqué une étape cruciale dans la mise en conformité avec le nouveau règlement européen sur le méthane, entré en vigueur en août 2024.

## Égypte



Après les campagnes de 2023, qui ont couvert cinq sites, les campagnes 2024 ont été marquées par un recours intensif aux survols par drones combinés à des mesures à la source.

Depuis 2017, Eni encourage un changement culturel en Égypte dans la gestion des émissions de méthane. L'aventure a commencé par une transition progressive d'une approche d'estimation des émissions fugitives basée sur des facteurs à une quantification au niveau des composants et à une surveillance combinée sur le terrain, avec le soutien et la collaboration d'EniProgetti. Les campagnes OGMP 2023 ont permis de quantifier, par des mesures directes, les émissions de méthane provenant de toutes les sources d'émission potentielles. En 2024, parallèlement à une campagne de mesures réalisée principalement à l'aide de drones, des mesures d'atténuation spécifiques ont été initiées et leur mise en œuvre a débuté immédiatement (par exemple, pompes à injection de produits chimiques).

## Technologies used for OGMP Campaign

LDAR, Dégazage, Détection et Réparation (Leak Detection And Repair) des émissions de méthane, est une approche systématique utilisée par les industries pour identifier, surveiller et réduire les fuites de méthane provenant des installations industrielles à l'aide d'équipements spécifiques tels que : une caméra OGI (Optical Gas Imaging); des dispositifs de surveillance des torchères pour mesurer l'efficacité de la combustion des cheminées de torchage; des échantillonneurs à haut débit pour mesurer les débits d'émission de méthane; des drones.

## Programmes d'efficacité énergétique

Les mesures d'efficacité énergétique mises en œuvre au cours de l'année ont permis de réaliser des économies d'énergie primaire par rapport à la consommation de référence de plus de 308 ktep/an, principalement grâce à des projets Upstream (plus de 82 %), avec un bénéfice en termes de réduction des émissions d'environ 778 000 tonnes de CO<sub>2</sub>eq. Si l'on prend également en compte les émissions de Scope 2, c'est-à-dire celles provenant de l'électricité et de l'énergie thermique achetées, les économies nettes de CO<sub>2</sub> réalisées grâce aux projets d'économie d'énergie s'élèvent à environ 816 000 tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>. Les mesures les plus significatives ont porté sur la modernisation des procédés structurels, tels que la modernisation des unités de compression de gaz pour l'exportation ou la réinjection de gaz, la mise à niveau des équipements aux nouvelles conditions d'exploitation, l'intégration thermique entre usines voisines, ainsi que des interventions de gestion et d'exploitation telles que l'optimisation des réseaux de production, l'optimisation de la gestion du système de production d'électricité et l'électrification avec des importations depuis le réseau national. Les mesures d'efficacité énergétique comprennent également d'autres interventions visant à réduire les émissions de GES de Scope 1 issues de la combustion stationnaire, telles que la substitution de combustibles (par exemple, diesel remplacé par du gaz combustible) et les énergies renouvelables.

## Projets CSC

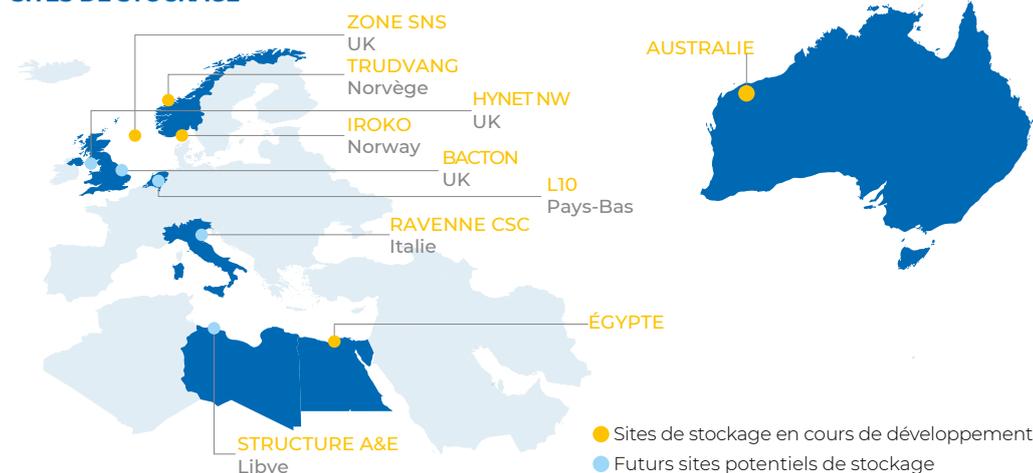
Le captage et le stockage du carbone (CSC) est une solution mature, sûre et très efficace pour réduire les émissions des secteurs industriels énergivores ou « difficiles à réduire » et de la production d'électricité au gaz, dans un contexte de demande énergétique croissante, en partie stimulée par le développement de centres de données dédiés à l'intelligence artificielle et aux services numériques. Pour Eni, le CSC est un levier de décarbonisation essentiel sur la voie de la neutralité carbone et représente une opportunité à la fois pour réduire les émissions de ses activités et en tant que service pour soutenir la décarbonisation des activités industrielles de tiers, garantissant ainsi une plus grande compétitivité de ses activités industrielles. Eni vise à atteindre une capacité brute de réinjection de CO<sub>2</sub> de plus de 15 millions de tonnes/an avant 2030 et de plus de 40 millions de tonnes/an après 2030, pour dépasser 60 millions de tonnes/an après 2050. En Italie, la phase 1 du projet Ravenna CSC, développé conjointement avec Snam dans le cadre d'une coentreprise à parts égales, a démarré en août 2024. Il s'agit de stocker environ 20 000 tonnes/an de CO<sub>2</sub> capturé par l'usine de traitement de gaz naturel d'Eni à Casalborgorsetti, près de Ravenne. Le projet prévoit une phase 2 à plus grande échelle industrielle avec un volume de CO<sub>2</sub> injecté dans le réservoir égal à 4 millions de tonnes/an d'ici 2030. Ce volume pourrait ensuite augmenter en fonction de la demande du marché jusqu'à 16 millions de tonnes/an, un objectif compatible avec la capacité totale de stockage des gisements de gaz épuisés de l'Adriatique, actuellement estimée à plus de 500 millions de tonnes. Au Royaume-Uni, Eni a acquis une position de leader avec le projet de CSC de la baie de Liverpool en cours de développement, dans le cadre du HyNet North West Cluster, sélectionné par le gouvernement britannique comme l'un des deux projets de CSC prioritaires pour le pays. Le projet vise à décarboniser les zones industrielles du nord-ouest de l'Angleterre et du nord du Pays de Galles en capturant, transportant et stockant le CO<sub>2</sub> émis par les activités industrielles locales existantes hard-to-abate, ainsi que par la future production d'hydrogène. Eni est opérateur à 100 % pour le transport et le stockage du CO<sub>2</sub> et convertira et réutilisera à cette fin ses gisements de gaz offshore épuisés et une partie de l'infrastructure existante dans la baie de Liverpool. Début 2025, le projet a reçu la licence économique des autorités britanniques et est entré dans la phase de mise en œuvre. Le volume de CO<sub>2</sub> stocké dans le réservoir atteindra 4,5 millions de tonnes par an avant 2030 et augmentera les années suivantes pour atteindre 10 millions de tonnes par an. En octobre 2024, le gouvernement britannique a annoncé l'allocation de fonds d'environ 22 milliards de livres sterling sur 25 ans pour soutenir le développement de l'ensemble des activités de la chaîne d'approvisionnement CSC des deux projets prioritaires d'HyNet NW et d'East Coast Cluster. Toujours au Royaume-Uni, Eni réalise la phase d'ingénierie pour le développement du projet de CSC de Bacton, qui envisage la réutilisation du champ de gaz offshore épuisé de Hewett pour contribuer à la décarbonisation du sud-est du pays et de la zone industrielle de Londres. Aux Pays-Bas, Eni développe le projet CSC L10, qui prévoit le stockage de CO<sub>2</sub> dans les champs de gaz offshore épuisés de la mer du Nord pour la décarbonisation des émetteurs industriels de la région de Rotterdam. Comme d'autres activités liées à la transition, le CSC se prête également au développement selon le Modèle satellitaire d'Eni. À cette fin, Eni lancera en 2025 une nouvelle société de capture et de stockage de carbone selon le modèle satellitaire afin de consolider ses projets CSC en une seule entité.

Capacité de transport et de stockage

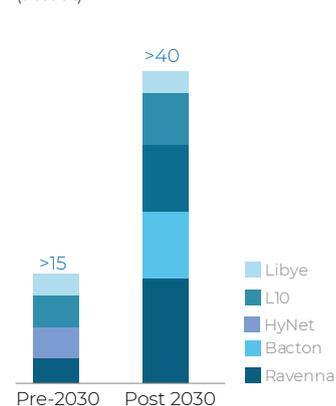
>15 Mt CO<sub>2</sub>/an en 2030 pour atteindre environ

~60 Mt CO<sub>2</sub>/an en 2050

## SITES DE STOCKAGE



CAPACITÉ D'INJECTION BRUTE DE CO<sub>2</sub> (MTPA)



~15 millions  
de tonnes  
de CO<sub>2</sub>/an provenant  
de la compensation en  
carbone en 2030

<25 millions  
de tonnes  
de CO<sub>2</sub>/an en 2050

### Solution de compensation carbone

Eni soutient le développement de projets visant à générer des crédits carbone sur le marché volontaire pour la compensation des émissions de GES résiduelles qui n'ont pas été réduites. Conformément aux principes européens de Rapports sur la durabilité, Eni a l'intention d'utiliser des crédits carbone certifiés selon les normes internationales les plus élevées<sup>14</sup>, afin d'atteindre l'objectif Net Zéro 2050 pour les émissions nettes de GES sur le cycle de vie et l'intensité en carbone nette (Scope 1+2+3), après avoir réduit de 90 à 95 % les émissions de GES de sa chaîne de valeur. Actuellement, la plupart des crédits carbone utilisés par Eni proviennent de projets visant à prévenir le rejet de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère (par exemple, des projets de conservation des écosystèmes naturels). La stratégie d'Eni consiste à augmenter progressivement la part des crédits issus des projets dits CDR (Carbon Dioxide Removal, en français retrait du dioxyde de carbone), c'est-à-dire d'activités qui capturent le CO<sub>2</sub> directement de l'atmosphère (par exemple, la restauration des écosystèmes ou l'augmentation des stocks de CO<sub>2</sub> dans le sol grâce à des pratiques agricoles appropriées). En 2019, Eni a lancé les premières activités **Natural Climate Solutions** (NCS, Solutions Climatiques Naturelles)<sup>15</sup>. Il s'agit de projets de protection, de gestion plus durable des terres et de restauration progressive des écosystèmes naturels. Dans le même temps, ces initiatives préservent les habitats où vivent les plantes et les animaux, augmentent la résilience et la capacité d'adaptation des systèmes environnementaux au changement climatique et favorisent le développement durable local. Les premiers projets s'inscrivaient dans le cadre du programme de réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD+), défini et promu par les Nations unies. L'application de solutions technologiques constitue un levier supplémentaire pour la compensation des émissions résiduelles. Depuis 2018, la société a lancé le programme « Eni for Clean Cooking » afin de développer des projets favorisant l'introduction de systèmes de cuisson améliorés réduisant la consommation de biomasse ligneuse, dans le but d'améliorer la santé des populations et de préserver les forêts. Au cours de l'année, des études de faisabilité ont été lancées pour l'utilisation de systèmes de clean cooking « avancés » qui prévoient le déploiement de cuisinières à induction dans les zones urbaines et de cuisinières à pyrolyse dans les zones rurales. Ces systèmes favorisent l'utilisation des déchets agricoles, notamment des sous-produits issus de la chaîne d'approvisionnement en matières premières agricoles (agri-feedstock) d'Eni, dans une perspective d'économie circulaire. Le programme de clean cooking offre des avantages environnementaux et sociaux, s'alignant sur plusieurs Objectifs de développement durable (ODD) et alliant la réduction des émissions avec un développement local équitable et durable. L'un des objectifs du programme est de stimuler la production locale de cuisinières, afin de soutenir l'emploi et la chaîne d'approvisionnement dans le pays d'accueil et d'améliorer le savoir-faire technologique et la capacité de production de la main-d'œuvre locale. Pour en savoir plus sur les impacts sociaux du programme « Eni for Clean Cooking », voir le chapitre **Partenariats pour le développement**.

### Focus on

## Solutions Fondées sur la Nature (Natural Climate Solutions NCS)

Les principales initiatives de protection et de conservation des forêts soutenues par Eni sont le Projet de forêt communautaire de Luangwa (LCFP), le Projet REDD+ du Bas-Zambèze (LZRP) et Kafue en **Zambie**, les monts Ntakata et Makame en **Tanzanie**, le Mai Ndombe en **République démocratique du Congo**, le Projet REDD+ du Grand Limpopo (GLRP) au **Mozambique** et Amigos de Calakmul au **Mexique**. En novembre 2024, Eni a signé un accord avec le ministère ivoirien des Eaux et Forêts pour lancer un projet de conservation et de restauration des forêts dans le pays. Cet accord, défini en collaboration avec les autorités ivoiriennes, s'inscrit dans le cadre des Plans de Développement Nationaux du pays et de la stratégie de réduction de la déforestation et des émissions associées, contribuant ainsi à l'atteinte de l'objectif zéro émission dans le cadre du développement du projet Baleine. L'initiative comprend deux axes d'intervention : (i) la conservation des forêts et de la biodiversité par le renforcement des activités de surveillance et des programmes de sensibilisation et de formation pour les communautés et les institutions concernées ; et (ii) la restauration des zones forestières, accompagnée d'initiatives agricoles durables au profit des communautés locales. Ces initiatives sont complétées par celles visant à promouvoir la Gestion Durable des Terres Agricoles (Sustainable Agriculture Land Management - SALM), notamment l'adoption de pratiques agricoles qui augmentent la teneur en carbone organique du sol et l'intégration d'espèces d'arbres dans les cultures agricoles. Dans ce contexte, Eni a lancé un premier projet au Kenya, le Projet de carbone agroforestier de Makueni (MACP, Makueni Agroforestry Carbon Project), qui couvrira une zone cible de 40 000 hectares. Le projet générera des bénéfices socio-économiques tels que la stabilisation des revenus pour environ 100 000 agriculteurs locaux et contribuera à la réduction de l'érosion des sols et à l'amélioration de la productivité et de la fertilité des terres agricoles. Tout au long de l'année, les évaluations se sont poursuivies pour d'autres initiatives du NCS, tant pour la restauration et la gestion durable des écosystèmes que pour la gestion durable des terres agricoles en Afrique, en Amérique latine et en Asie. En 2024, le portefeuille de crédits d'Eni a enregistré un apport d'environ 5,3 millions de tonnes de CO<sub>2</sub><sup>16</sup>.

<sup>14</sup> Verified Carbon Standard (VCS) de Verra ou le Gold Standard (GS), et toutes les certifications supplémentaires, telles que le Climate Community & Biodiversity Standards (CCBS) ou le Sustainable Development Verified Impact Standard (SD VISta), qui attestent des bénéfices socio-environnementaux (par exemple, préservation de la biodiversité, développement économique et amélioration des conditions de vie des communautés locales).

<sup>15</sup> Les solutions climatiques naturelles sont des solutions au changement climatique basées sur la nature. Elles sont basées sur la capacité de la nature à éliminer et à stocker le carbone de l'atmosphère (Source : Natural Climate Solutions Alliance, NCSA, 2022).

<sup>16</sup> 5,3 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> représentent les crédits générés par le portefeuille de projets d'Eni. 5,9 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> ont été retirées (contribuant à la réduction des émissions nettes). La différence entre les retraits et les crédits entrants est couverte par le stock de crédits disponibles.

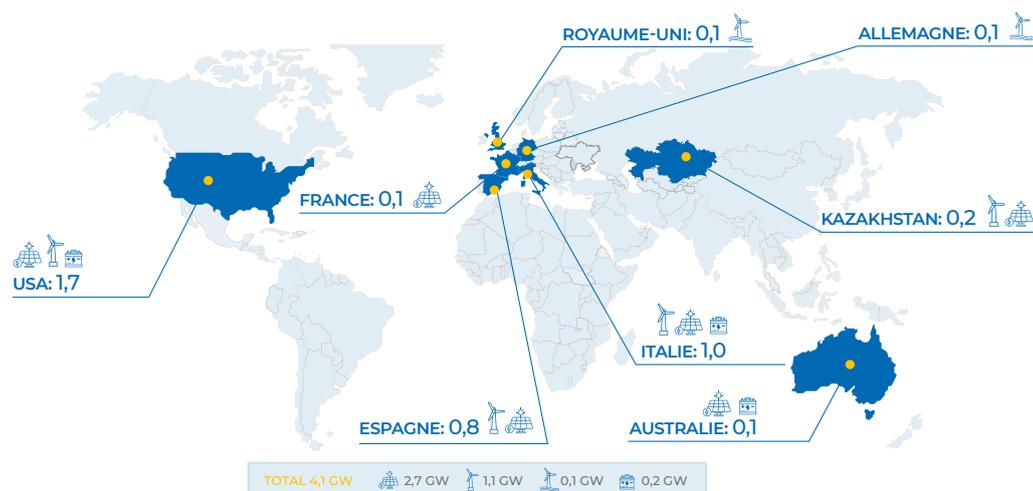
## INVESTIR DANS LES NOUVELLES ÉNERGIES

Eni élargit son offre de services et de produits à faible émission de carbone grâce à une approche intégrée qui combine différentes solutions et technologies tout au long de la chaîne de valeur, en développant de nouveaux services énergétiques et en dynamisant les activités de transition. Dans ce contexte, Plenitude et Enilive jouent un rôle clé dans la croissance des capacités de production à partir de sources renouvelables et dans la production de biocarburants, tandis que Versalis investit dans le développement de plateformes chimiques à partir de matières premières renouvelables, l'économie circulaire et la décarbonisation progressive des sites industriels.

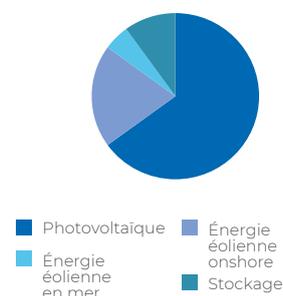
### PLENITUDE Renouvelables

En 2024, Plenitude poursuit la croissance entamée les années précédentes, atteignant une capacité installée de 4,1 GW, soit une hausse de 37 % par rapport aux 3 GW de 2023. La part de la capacité installée à l'étranger est passée de 68 % à 74 %, notamment grâce à l'expansion en Espagne (+507 MW ; +107 %) et aux États-Unis<sup>17</sup> (+399 MW ; +32 %). Ces résultats sont en ligne avec l'objectif d'atteindre 10 GW en 2028, et 15 GW en 2030, pour arriver à 60 GW en 2050.

#### CAPACITÉ INSTALLÉE DES CENTRALES DE PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ À PARTIR DE SOURCES RENOUVELABLES PAR PAYS ET PAR TECHNOLOGIE AU 31 DÉCEMBRE 2024 (GW)



#### CAPACITÉ INSTALLÉE À L'HORIZON 2030 PAR TECHNOLOGIE



Le développement des secteurs éolien et photovoltaïque est un élément central de la stratégie de croissance de Plenitude. En 2024, de nouvelles installations de production ont été construites et mises en service, et d'importants accords ont été signés pour renforcer la présence de Plenitude en Italie et à l'international. Dans le secteur de l'énergie éolienne, les nouveaux développements en 2024 sont concentrés en Italie, en Espagne et au Royaume-Uni. En Italie, l'exploitation d'un nouveau parc d'énergie éolienne terrestre de 39 MW en Calabre a débuté. Ce parc se compose de neuf éoliennes de dernière génération et devrait produire 84 GWh/an d'électricité. En Espagne, un parc éolien a été mis en service à Soria, avec une capacité installée d'environ 13 MW et une production estimée à 31 GWh/an. Enfin, au Royaume-Uni, l'installation de 28 turbines supplémentaires dans le parc éolien offshore de Dogger Bank a été achevée. Le développement du photovoltaïque a connu des avancées significatives, notamment en Espagne avec l'achèvement de la centrale de Caparacena (150 MW) et l'achèvement partiel des centrales de Guillena (166 MW sur 230 MW) et de Badajoz (86 MW sur 330 MW). Les centrales Grijota 1 et 2 (105 MW au total), déjà opérationnelles dans la région de Castilla y Leon, ont également été acquises. La centrale de Villanueva II (50 MW), développée sur une surface d'environ 100 hectares et composée de plus de 76 000 modules photovoltaïques, a été connectée au réseau de transmission national et produira plus de 100 GWh/an. La construction de la centrale de Renopool (330 MW), la plus grande unité photovoltaïque jamais construite par Plenitude, a également débuté. Elle compte sept installations photovoltaïques et une sous-station électrique, pour une production estimée à 660 GWh/an. Enfin, la construction d'une centrale à Villarino de los Aires (220 MW) dont l'achèvement est prévu en 2025.

**15 GW**  
en 2030 et  
**60 GW**  
en 2050 de capacité  
installée à partir de  
sources renouvelables

<sup>17</sup> Ce chiffre comprend 199 MW liés à l'acquisition de deux installations photovoltaïques aux États-Unis (accord signé en décembre 2024 et clôture de la transaction prévue pour le premier trimestre 2025).

**40 000**  
bornes de recharge  
pour les véhicules  
électriques d'ici à  
2030 et  
**~160 000**  
d'ici à 2050

### Mobilité électrique

En 2024, Plenitude s'impose de plus en plus comme la référence en matière de services de recharge de véhicules électriques. Au 31 décembre, plus de 21 000 bornes de recharge étaient installées en Italie et en Europe, soit une augmentation de 12 % par rapport aux 19 000 points installés en 2023, conformément au plan de modernisation de l'infrastructure du réseau. Le développement du secteur de la mobilité électrique prévoit d'atteindre plus de 24 000 bornes de recharge installées d'ici fin 2025, 40 000 d'ici 2030 et environ 160 000 d'ici 2050. Pour plus d'informations sur les produits et services proposés par Plenitude pour accompagner la transition énergétique de ses clients, voir le chapitre **La durabilité dans la chaîne de valeur** de ce document. Pour un aperçu approfondi des activités de Plenitude, veuillez vous référer au [rapport de durabilité et au rapport d'impact 2024](#) de Plenitude.

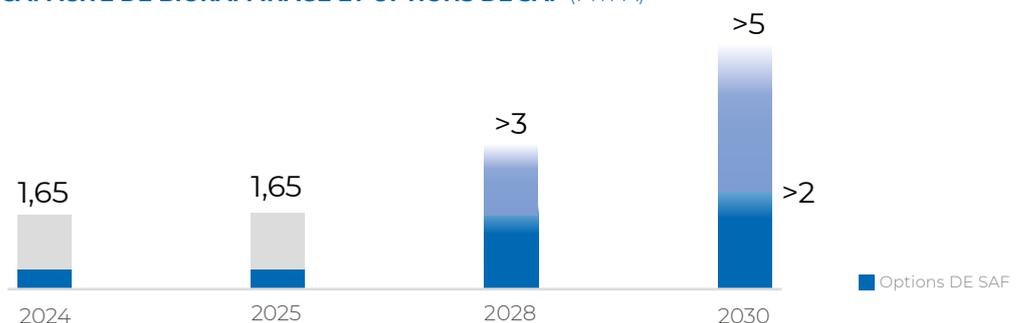


### ENILIVE Biocarburants

Enilive est une entreprise leader dans le domaine du bioraffinage, avec plus de dix ans d'expérience opérationnelle, notamment grâce à sa technologie propriétaire Ecofining™ qui transforme des matières premières biogéniques, telles que les déchets, les ordures ménagères et les huiles, en biocarburants de haute qualité. Cette technologie permet également de valoriser les actifs stratégiques existants pour la production d'énergie. En 2024, la capacité de bioraffinage d'Enilive était de 1,65 million de tonnes et devrait atteindre une capacité de plus de 3 millions de tonnes/an en 2028 et de plus de 5 millions de tonnes/an en 2030. En ce qui concerne le Sustainable Aviation Fuel (SAF), la société vise une capacité de production de plus de 2 millions de tonnes par an d'ici à 2030. Pour réaliser ce plan de développement, un programme a été approuvé en septembre 2024 pour convertir la raffinerie de Livourne en bioraffinerie d'ici 2026, sur le modèle de ce qui a déjà été réalisé à Venise en 2014 et à Gela en 2019. La bioraffinerie de Livourne aura une capacité prévue de 500 000 tonnes/an de diesel HVO, de naphta VVO et de bioGPL. Une bioraffinerie est également en cours d'évaluation sur le site de Versalis à Priolo, tandis qu'un cinquième projet est actuellement à l'étude en Italie.

En 2024, la capacité de  
bioraffinage d'Enilive  
sera de **1,65**  
million de tonnes

#### CAPACITÉ DE BIORAFFINAGE ET OPTIONS DE SAF (MTPA)



Dans le cadre de son expansion internationale, Enilive détient une participation dans la bioraffinerie de Chalmette en Louisiane (USA) et développe deux nouvelles usines de bioraffinage, l'une en Corée du Sud et l'autre en Malaisie, toutes deux basées sur la technologie Ecofining™. En Malaisie, Enilive, en collaboration avec Petronas et Euglena Co. Ltd, construira une usine d'une capacité de 650 000 tonnes/an, dont l'achèvement est prévu pour 2028, tandis qu'en Corée du Sud, une bioraffinerie d'une capacité de 400 000 tonnes/an sera développée en coopération avec LG Chem.



Italie	Livorno	Décision d'investissement finale janvier 2024	Démarrage en 2026	>	~500 Kton Capacité totale
	Venise (extension)	La décision d'investissement finale attendue pour 2025	Démarrage en 2027	>	jusqu'à 600 Kton Capacité totale
	Sannazzaro	La décision d'investissement finale attendue pour 2025	Démarrage en décembre 2027	>	550 Kton Capacité totale
	Priolo	La décision d'investissement finale attendue pour 2025	Démarrage en décembre 2028	>	500 Kton Capacité totale
Malaisie	Pengerang	Décision d'investissement finale juillet 2024 et attribution EPC	Démarrage en 2028	>	650 Kton Capacité totale
Corée du Sud	Daesan/Seosan	Décision d'investissement finale juillet 2024 et attribution EPC	Démarrage en 2027	>	400 Kton Capacité totale

*Focus on*

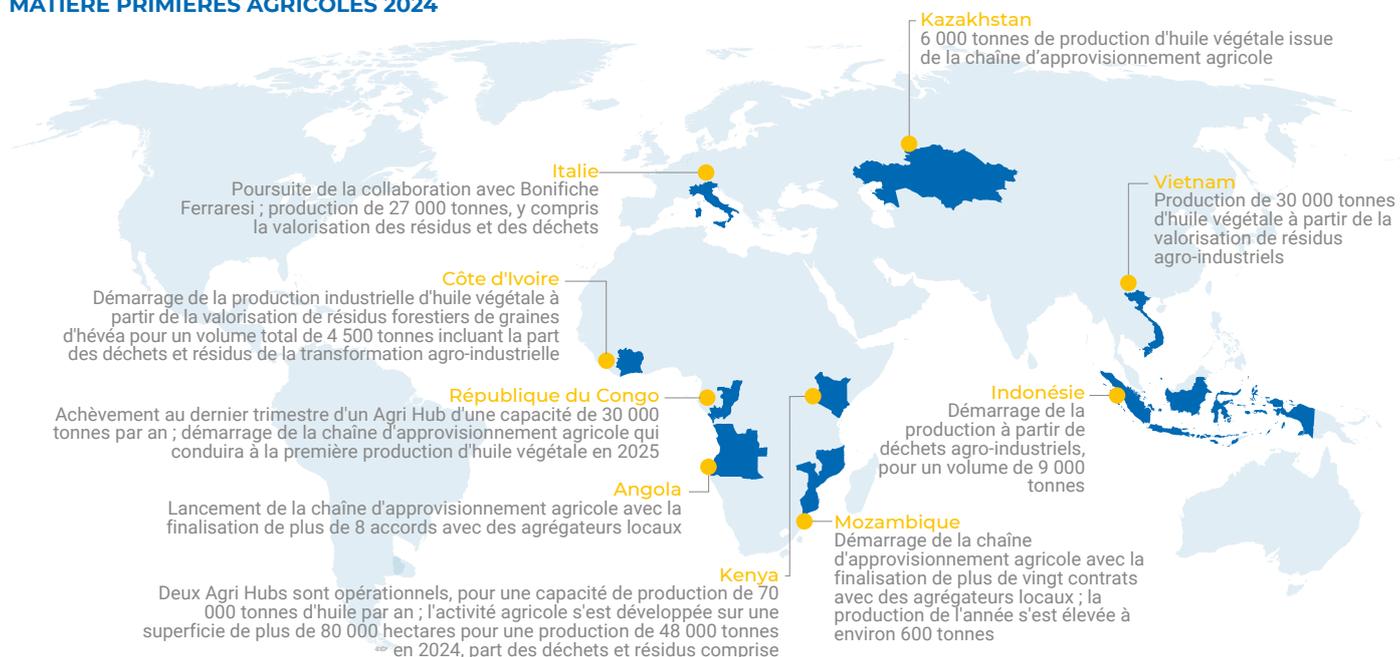
## Le rôle du SAF dans la décarbonisation du secteur de l'aviation

Le carburant aviation durable (SAF, Sustainable Aviation Fuel) est une solution concrète pour la décarbonisation du secteur de l'aviation dans les décennies à venir, permettant de remplacer les carburants fossiles par des carburants plus durables. En 2023, l'aviation représentait environ 2,5 % des émissions mondiales de CO<sub>2</sub>, soit près de 950 millions de tonnes. La reprise des voyages internationaux après la pandémie a encore accru l'urgence de la lutte contre les émissions du secteur de l'aviation, un secteur dans lequel les émissions de CO<sub>2</sub> sont « hard-to-abate ». Le SAF est un biocarburant produit entièrement à partir de matières premières renouvelables, principalement des déchets et des résidus tels que les huiles alimentaires usagées, les graisses animales et les sous-produits de la transformation des huiles végétales, au moyen de la technologie HEFA (Hydroprocessed Esters and Fatty Acids, en français esters et acides gras hydrotraités). Au cours de la production, les matières premières sont soumises à des processus physiques et chimiques. Les déchets, résidus et huiles végétales sont acheminés vers les bioraffineries par bateaux et camions-citernes et sont stockés dans des réservoirs avant d'être traités : d'abord par un procédé physique, pour éliminer les impuretés, puis par un traitement chimique qui permet de les transformer en biocarburants. Le SAF peut être mélangé jusqu'à 50 % avec du carburant d'aviation traditionnel. Au niveau européen, le règlement (UE) 2023/2405 (connu sous le nom de ReFuelEU Aviation) fixe des quotas minimaux de SAF dans le carburéacteur distribué dans les aéroports de l'UE, avec une croissance progressive de 2 % en 2025 à 70 % en 2050 (6 % à partir de 2030, 20 % à partir de 2035, 34 % à partir de 2040, 42 % à partir de 2045). Dans ce contexte, Enilive a initié d'importants investissements pour augmenter la capacité de production de SAF. En janvier 2025, la bioraffinerie de Gela a commencé à produire du SAF en utilisant sa technologie propriétaire Ecofining™, avec une capacité annuelle de 400 000 tonnes. Cette quantité représente près d'un tiers de la demande européenne prévue d'ici 2025, ce qui place Enilive parmi les premières entreprises au monde à produire des volumes importants de SAF. La production de SAF à Gela a été rendue possible grâce à des interventions spécifiques sur l'usine, en particulier la modernisation de l'unité d'isomérisation à laquelle ont été ajoutés un réacteur et une section de séparation des produits, ainsi que des modifications du parc de stockage et des installations logistiques. Eni encourage les initiatives visant à soutenir la décarbonisation du secteur de l'aviation en collaborant avec des institutions, des universités et des partenaires industriels. Un exemple est le pacte de décarbonisation du transport aérien, présenté lors de la COP28 à Dubaï, qui rassemble des acteurs stratégiques afin de définir une feuille de route pour la décarbonisation du secteur. Pour plus d'informations sur les accords d'approvisionnement en SAF conclus par Enilive en 2024, voir le chapitre **Durabilité de la chaîne de valeur**.

### Initiatives en matière de matières premières agricoles (Agri-feedstock)

Le modèle d'Eni pour le développement d'initiatives en matière de matières premières agricoles (agri-feedstock) vise à fournir de l'huile végétale pour alimenter les chaînes d'approvisionnement de transformation d'Eni, également à partir de matières premières issues de la culture de terres dégradées, de cultures en rotation et de la valorisation de déchets et de résidus de la chaîne d'approvisionnement agro-industrielle et sylvicole. Grâce à une approche globale, ce modèle vise à promouvoir l'approvisionnement en volumes d'huile végétale à un coût compétitif, soutenant ainsi l'expansion des activités de bioraffinage d'Eni tout en contribuant à l'emploi et au développement local. Les chaînes d'approvisionnement en matières premières agricoles d'Eni sont certifiées conformément au système de durabilité ISCC-EU (International Sustainability and Carbon Certification), l'une des principales normes volontaires reconnues par la Commission européenne pour la certification de la durabilité des biocarburants (EU RED II). En 2024, la production d'huile végétale s'est élevée à 130 000 tonnes, soit trois fois plus que l'année précédente. L'objectif est d'atteindre plus d'un million de tonnes d'ici à 2030, avec la participation d'environ 700 000 agriculteurs sur une superficie d'un million d'hectares. Outre l'Italie, les activités d'Eni dans le domaine des matières premières agricoles en 2024 couvraient l'Afrique (Côte d'Ivoire, République du Congo, Angola, Kenya, Mozambique) et l'Asie (Indonésie, Vietnam et Kazakhstan). En outre, une série d'évaluations a été entreprise en Europe, en Amérique du Sud (Brésil) et dans d'autres pays d'Afrique et d'Asie, afin d'identifier de nouvelles opportunités pour le développement des activités liées aux matières premières agricoles Agri-Feedstock. Au Rwanda, la production de semences de qualité destinée aux agriculteurs d'autres pays africains a également progressé.

## MATIÈRE PREMIÈRES AGRICOLES 2024



## VERSALIS ET LA TRANSFORMATION DES PRODUITS CHIMIQUES

Versalis s'engage à promouvoir l'utilisation de matières premières d'origine renouvelable, à identifier des matières premières agricoles alternatives et à développer de solutions de circularité. En 2024, Eni a défini le plan de transformation et de relance de Versalis, également en vue de la décarbonisation. Le plan prévoit de nouvelles installations industrielles compatibles avec la transition énergétique et une réduction des émissions d'environ 1 million de tonnes de CO<sub>2</sub>, soit environ 40 % des émissions de Versalis en Italie. Le plan vise à investir dans le développement de nouvelles plateformes pour les produits chimiques issus de matières premières renouvelables, la circularité et les produits spécialisés, des secteurs en expansion dans lesquels Versalis a établi une position de leader.

## PARTENARIAT POUR LA DÉCARBONISATION

Eni s'engage depuis longtemps dans la collaboration et le dialogue avec le monde universitaire, la société civile, les institutions et les entreprises pour favoriser la transition énergétique en générant de nouvelles connaissances, en partageant les meilleures pratiques et en valorisant les initiatives qui peuvent simultanément créer de la valeur pour l'entreprise et ses parties prenantes. Eni a signé des accords de collaboration avec des compagnies pétrolières nationales (NOC) et des partenaires de coentreprise, notamment EGAS, Sonatrach et SOCAR, afin de partager son expertise en matière de gestion et de réduction des émissions de méthane. Eni a également conclu des partenariats avec des entreprises à forte consommation d'énergie pour le développement et le déploiement de solutions à faible teneur de carbone. Dans ce contexte, Eni a participé au « Pacte pour la Décarbonisation du Transport Aérien » (PACTA), une initiative promue conjointement avec Aéroports de Rome dans le but de définir une feuille de route pour la décarbonisation du secteur du transport aérien à l'horizon 2050. Eni travaille également sur des solutions innovantes en collaboration avec des universités et des start-ups, comme dans le cas de la fusion par confinement magnétique. Enfin, la collaboration avec des organisations internationales et la participation à des initiatives mondiales visent à développer les meilleures pratiques en matière de surveillance, de déclaration et de réduction des émissions et à promouvoir l'adoption de nouvelles technologies dans l'ensemble du secteur.

## Organisations et initiatives mondiales

### Oil & Gas Methane Partnership (OGMP)

Eni est membre fondateur du Partenariat sur le méthane et le pétrole 2.0 (OGMP 2.0), programme phare du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) visant à déclarer et à atténuer les émissions de méthane dans le secteur pétrolier et gazier.

### Oil and Gas Climate Initiative (OGCI)

Eni est membre fondateur de l'Oil Gas Climate Initiative (OGCI), une organisation qui rassemble 12 des plus grandes compagnies pétrolières et gazières du monde pour mener la réponse de l'industrie au changement climatique. Les membres de l'OGCI ont fondé Climate Investment (CI), un investisseur spécialisé dans la décarbonisation, dans le but de réduire les émissions de gaz à effet de serre à court terme grâce à des innovations en matière d'investissements et de l'adoption sur le marché, portées par les sociétés du portefeuille et soutenues par un réseau d'investisseurs et de partenariats mondiaux.

### Methane Guiding Principles (MGP)

Eni est membre fondateur des Principes directeurs sur le méthane (MGP), une initiative qui compte aujourd'hui 46 membres et dont l'objectif est de réduire les émissions de méthane tout au long de la chaîne d'approvisionnement pétrolière et gazière en impliquant les principaux acteurs de l'industrie.

### IPIECA e IOGP (International Association of Oil & Gas Producers)

Eni participe activement à des groupes d'experts, tels que l'IPIECA (Global Oil and Gas Association for Advancing Environmental and Social Performance across the Energy Transition, en français Association mondiale du pétrole et du gaz pour l'avancement des performances environnementales et sociales dans la transition énergétique), la première association professionnelle sur les questions environnementales et sociales pour l'industrie du pétrole et du gaz, et l'IOGP, un forum visant à partager les connaissances et les meilleures pratiques dans les domaines de la sécurité, de la santé, de l'environnement, de l'ingénierie et, à présent, des transitions industrielles et énergétiques.

### Oil & Gas Decarbonization Charter (OGDC)

Eni est signataire de la Charte de décarbonisation du pétrole et du gaz (OGDC), une collaboration unique visant à accélérer la décarbonisation du secteur mondial du pétrole et du gaz en promouvant une coopération industrielle inclusive et le partage des connaissances. Déjà approuvée par des entreprises représentant 43 % de la production mondiale de pétrole et de gaz, la charte définit une série d'objectifs pour parvenir à une exploitation nette zéro d'ici 2050 ou avant.

### Global Flaring and Methane Reduction (GFMR)

Dans le cadre de la COP28, Eni a annoncé son adhésion en tant que donateur au Fonds fiduciaire Global Flaring and Methane Reduction (GFMR), une initiative lancée par la Banque mondiale pour aider les gouvernements et les opérateurs des pays en développement à éliminer le torchage des activités courantes (torchage de routine) et à réduire les émissions de méthane du secteur pétrolier et gazier à un niveau proche de zéro d'ici à 2030. Le fonds vise à fournir une assistance technique, à permettre des réformes politiques et réglementaires, à renforcer les institutions et à mobiliser des financements pour soutenir l'action des gouvernements et des opérateurs.

Dans le cadre de ses **activités de plaidoyer**, Eni exprime sa position sur le changement climatique et les questions connexes de stratégie climatique par le biais d'un dialogue direct avec les décideurs politiques et, indirectement, par l'intermédiaire d'associations industrielles. Pour plus de détails, veuillez consulter le chapitre [« Activités de lobbying d'Eni »](#) de son Rapport sur la durabilité.

## Étude de cas

### Collaboration entre Eni et Sonatrach en matière d'efficacité énergétique

En 2024, Eni et Sonatrach ont achevé un projet commun d'évaluation énergétique sur le site de ZCINA, une usine opérée par Sonatrach en Algérie. Ce projet est le résultat d'une collaboration intense et fructueuse entre les deux entreprises sur les questions d'efficacité énergétique. L'initiative a été lancée dans le cadre du protocole d'intention signé entre les deux entreprises. Avec cet accord, les deux entreprises ont formalisé leur engagement commun à identifier les initiatives potentielles pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> et à mettre en œuvre les meilleures technologies disponibles pour atteindre cet objectif. Cet accord constitue la base de futures collaborations stratégiques et innovantes dans le secteur. La formation du personnel de Sonatrach à la méthodologie de l'évaluation énergétique, dispensée à la fois sur le terrain et au siège d'Eni, a constitué un élément clé du projet. Les compétences acquises permettront à Sonatrach de mener de manière indépendante des évaluations énergétiques sur ses sites à l'avenir.

Cette initiative représente une étape importante dans le parcours commun d'Eni et de Sonatrach vers la décarbonisation, en contribuant à la diffusion de pratiques innovantes et durables dans le secteur de l'énergie.

*Focus on*

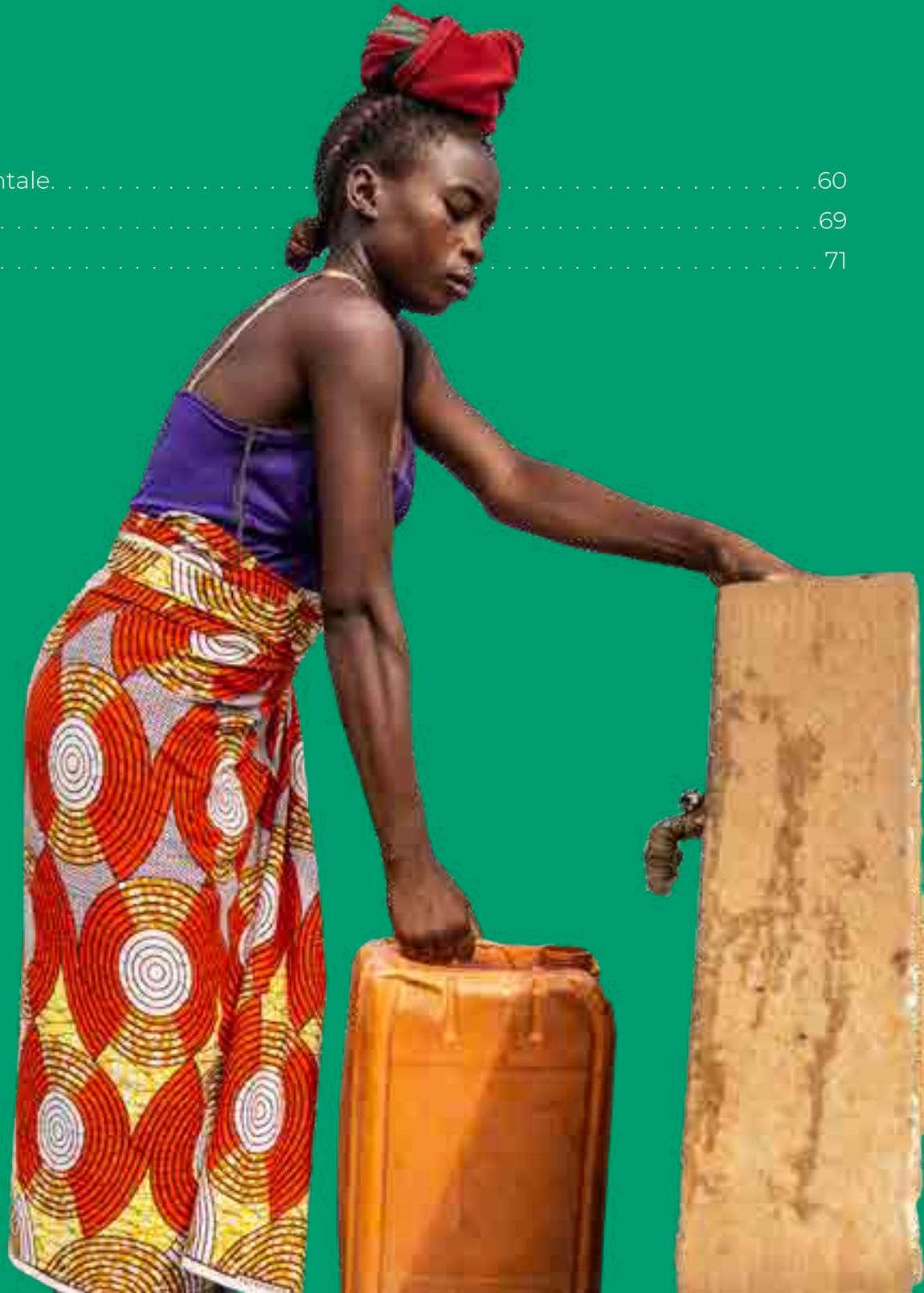
## Collaborations clés pour la décarbonisation du secteur des transports

Dans le cadre de ses initiatives en faveur de la transition énergétique, Eni a signé en 2024 des accords avec des entreprises majeures du secteur – Fincantieri, FS Italiane et MSC – dans le but d'accélérer la décarbonisation des transports. L'accord entre Eni, Fincantieri et RINA, avec le soutien de Bain&Company, établit un engagement à développer des initiatives conjointes pour des solutions de décarbonisation du secteur maritime à moyen et long terme, en mettant également l'accent sur le développement de solutions complémentaires aux carburants déjà disponibles pour d'autres secteurs dans lesquels il est difficile de réduire les émissions. En outre, la création d'un observatoire permanent à l'échelle mondiale pour suivre l'évolution des technologies, des réglementations et des marchés est envisagée. Le groupe FS Italiane et Eni ont signé une lettre d'intention de trois ans dans laquelle ils s'engagent à travailler ensemble pour identifier et développer des opportunités, telles que l'utilisation de carburants alternatifs pour le transport, les solutions logistiques intermodales et les meilleures pratiques en matière d'efficacité énergétique. L'accord prévoit également la définition de réglementations, de méthodologies et de normes techniques, ainsi que l'expérimentation de nouvelles technologies liées à la durabilité et à l'économie circulaire. Le protocole d'accord entre Eni et MSC prévoit l'utilisation potentielle de GNL et de vecteurs énergétiques à faible émission de carbone, tels que les biocarburants HVO et le bioGNL, ainsi que de lubrifiants fabriqués à partir de matières premières renouvelables, sur les flottes de cargos et de croisières de MSC. L'accord vise à créer des synergies entre les deux entreprises dans le domaine des services de logistique et de transport pour la gestion des matières premières et des matières premières agricoles destinés au bioraffinage, ainsi que pour le stockage et le transport des biocarburants HVO, en utilisant des solutions de transport intermodal entre la mer, le rail et la route. L'accord prévoit également des pratiques d'économie circulaire, telles que l'utilisation de plastiques issus de matières premières renouvelables et recyclées à bord des flottes MSC.



# Protection de l'environnement

Culture environnementale. . . . .	.60
Biodiversité. . . . .	.69
Économie Circulaire . . . . .	.71



## CONTEXTE DE RÉFÉRENCE

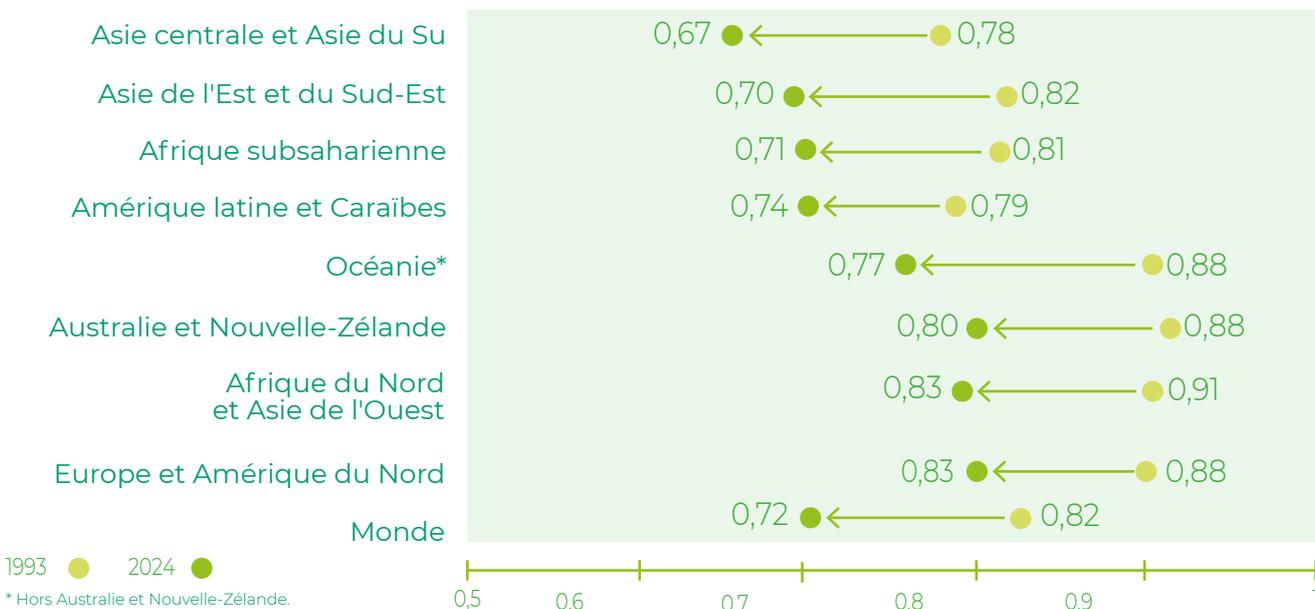
### INDICE DE LA LISTE ROUGE DE L'UICN 1993 ET 2024

#### BIODIVERSITÉ MONDIALE

L'indice de la liste rouge a diminué de 12 % entre 1993 et 2024. Plus de 44 000 espèces, soit 28 % des quelque 160 000 espèces évaluées, sont actuellement menacées. Nombre d'entre elles sont gravement affectées par le changement climatique et la transformation de leurs habitats. Au niveau régional, le déclin marqué de la biodiversité, tous groupes d'espèces confondus, est évident en Asie centrale et du Sud, ainsi qu'en Asie de l'Est et du Sud-Est.

Source : © 2024 Nations unies, Rapport sur les Objectifs de développement durable 2024, New York.

#### Liste rouge de survie des espèces, 1993 et 1994

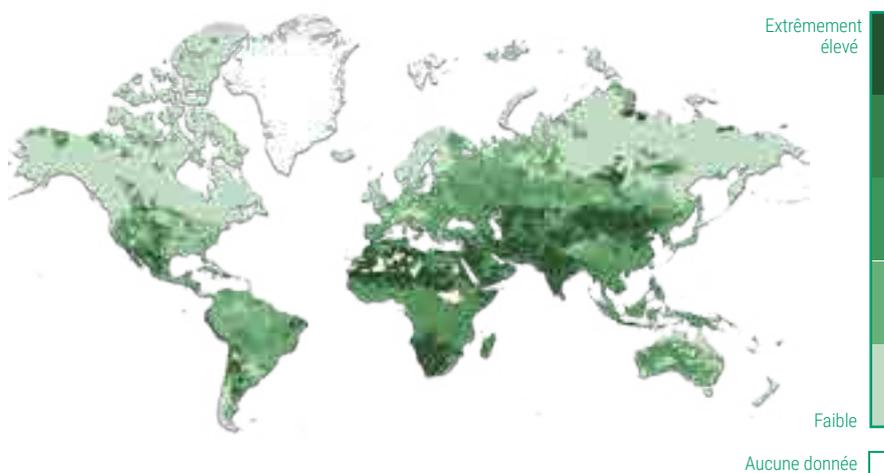


Note : Une valeur de l'Indice de la Liste Rouge de 1,0 signifie que toutes les espèces sont classées comme de « Préoccupation Mineure » (Least Concern) ; par conséquent, aucune ne devrait s'éteindre dans un avenir proche. Une valeur de zéro indique que toutes les espèces ont disparu.

### ZONES DU MONDE SOUMISES À UN STRESS HYDRIQUE

#### RISQUES LIÉS À L'EAU

Seulement 0,5 % de l'eau de la planète est de l'eau douce utilisable et disponible. À l'échelle mondiale, 72 % des prélèvements d'eau douce sont utilisés par l'agriculture, 16 % par l'industrie et 12 % pour le logement et les services. Le stress hydrique se produit lorsque la demande totale en eau dépasse de manière significative les réserves d'eau de surface et d'eau souterraine disponibles. Au moins 50 % de la population mondiale, soit quelque 4 milliards de personnes, vivent dans des conditions de stress hydrique élevé pendant au moins un mois par an. Toutefois, la disponibilité de l'eau, mais aussi les risques d'inondation et de sécheresse, la qualité de l'eau (traitement des eaux usées, eutrophisation) et les questions réglementaires et sociales (disponibilité de l'eau potable et de l'assainissement) sont essentiels pour déterminer les risques globaux liés à l'eau qui affectent la santé, la sécurité et la prospérité de la population.



Source : UN Water, Water Facts, janvier 2025. © 2025 World Resources Institute (WRI), Aqueduct Water Risks Atlas.

# Culture environnementale



## *Pourquoi c'est important pour Eni ?*

La protection de l'environnement est essentielle pour assurer la durabilité de notre planète et l'avenir des générations futures. Pour Eni, il s'agit d'une valeur indispensable qui se traduit par des stratégies de prévention de la pollution, de conservation du capital naturel et d'utilisation circulaire des ressources. Nous encourageons le développement d'une culture environnementale partagée, tant en interne qu'à l'égard des communautés qui accueillent nos installations, en impliquant toutes les parties prenantes. Ces principes se reflètent également dans notre objectif de neutralité carbone et notre ambition d'atteindre une positivité hydrique dans les zones soumises à un stress hydrique d'ici 2050.

**GIOVANNI MILANI** RESPONSABLE HSEQ D'ENI

*Pour en savoir plus*

### FOR MORE ON:

- Impacts, risques et opportunités

voir section [Environnement et système de gestion d'Eni](#) dans le Rapport sur la Durabilité.

Eni accorde une attention particulière à l'utilisation efficace des ressources naturelles, telles que l'eau, au confinement des émissions polluantes, à la gestion des déchets et à la protection de la biodiversité et des services écosystémiques. Les questions environnementales, ainsi que les sujets de santé et de sécurité, abordées dans les chapitres suivants, sont gérées au sein d'un système de gestion HSE intégré unique, qui définit les rôles, les responsabilités et les méthodes de gestion des activités de tous les secteurs en ce qui concerne les aspects environnementaux. Toutes les entités présentant un risque HSE important disposent de systèmes de gestion environnementale certifiés ISO 14001 ou prévoient d'y parvenir (fin 2024, 84 % d'entre elles avaient obtenu la certification ISO 14001), de même que toutes les entreprises présentant un risque limité ont mis en place un système de gestion HSE ou prévoient d'en élaborer un. En outre, pour former les employés et la chaîne d'approvisionnement sur les enjeux environnementaux, Eni poursuit un programme de sensibilisation lancé en 2019 (mis en œuvre sur 9 sites italiens et 2 à l'étranger) à tous les niveaux de l'entreprise, incluant la signature de pactes environnementaux et de sécurité, qui implique les fournisseurs dans des actions d'amélioration tangibles et mesurables. En outre, en 2024, Eni a continué à promouvoir les Règles d'Or Environnementales afin de soutenir l'adoption d'un comportement vertueux par les employés et les fournisseurs, en accord avec ses valeurs, à son engagement et à ses normes.

## PRÉVENTION ET RÉDUCTION DE LA POLLUTION

Eni s'engage constamment à mettre en œuvre des actions visant à préserver les ressources en eau, la qualité de l'air et les sols par le biais d'une approche visant à prévenir et à minimiser les risques et les impacts sur ces matrices environnementales, à travers un suivi semestriel des actions entreprises. Dans les différents contextes géographiques où elle opère, Eni s'engage à réduire et à minimiser les impacts de ses activités en adoptant les bonnes pratiques internationales et les meilleures technologies disponibles (BAT, Best Available Technology)<sup>18</sup>, tant sur le plan technique que sur celui de la gestion. Sur les différents sites opérationnels, l'accent est mis sur l'utilisation efficace des ressources naturelles ainsi que sur la prévention, la réduction et le contrôle des émissions de polluants dans l'eau, la minimisation des émissions de polluants dans l'atmosphère, la réduction des déversements d'hydrocarbures et le contrôle continu de l'efficacité des actions entreprises.

### Étude de cas

## Assainissement du site de Cengio

À Cengio, sur l'ancien site historique d'ACNA<sup>19</sup>, qui a été transféré à Eni par décret-loi dans le cadre des opérations de sauvetage industriel ordonnées par le gouvernement italien dans les années 1980 et 1990, alors qu'Eni était encore une entité publique, Eni Rewind a achevé en grande partie les projets approuvés d'assainissement des sols, pour un coût total, interventions sur les eaux souterraines comprises, de près de 500 millions d'euros. Les interventions ont d'abord consisté à vider les bassins imperméables (lagunes) de la zone A1, utilisés pendant les activités de production de l'usine comme réservoirs de stockage des eaux usées salines des opérations industrielles, puis à retirer environ 1,5 million de mètres cubes de matériaux contaminés des trois autres zones du site (A2 - ancienne zone de l'usine, A3 - zone inondable adjacente à l'ancien site industriel, et A4 - zone de Pian Rocchetta à un kilomètre du site). Les matériaux enlevés ont ensuite été affectés à la zone A1, qui a fait l'objet d'une intervention de sécurité permanente avec un recouvrement de surface. Le périmètre a été délimité par un mur de séparation avec les zones adjacentes ainsi que par les travaux d'endigement des inondations de la rivière Bormida. Compte tenu de la proximité du site de Cengio avec le bassin de la rivière Bormida, un système complexe de confinement physique des eaux souterraines a été construit. Il s'étend sur 2 500 mètres et se compose d'une paroi moulée en plastique en ciment bentonitique, noyée sur plusieurs mètres dans une couche de roche imperméable (appelée marne), couplée à un mur en béton armé aérien de même longueur, s'élevant en moyenne à environ 5 mètres au-dessus du niveau du sol. La structure, l'un des exemples les plus remarquables de cette technologie pour les applications environnementales, a été conçue pour garantir des coefficients de sécurité adéquats pour les crues centennales (500 ans) de la rivière, avec des débits de 1 750 mètres cubes d'eau par seconde. Les interventions environnementales (réalisées pour la matrice pédologique et actuellement en cours de suivi post-construction pour la matrice aquifère) ont rendu les zones du site, totalisant environ 60 hectares, immédiatement disponibles pour de nouvelles initiatives de production. À cette fin, Eni Rewind a signé début 2025 le contrat préliminaire (portant sur un total d'environ 40 hectares) pour le transfert du droit de superficie de la zone A1, pour laquelle la province de Savone est en train de certifier l'assainissement, et la propriété de la zone A4, déjà certifiée, à la société Idroenergia d'Asti, qui prévoit la construction d'une installation photovoltaïque d'environ 10 MWc. L'accord avec une entreprise opérant dans la région et ayant des activités synergiques permet de réaliser de nouveaux projets dans les zones réhabilitées, malgré une situation peu idéale en termes de rayonnement et d'éloignement par rapport au réseau électrique. La zone A2, déjà certifiée et destinée à un usage industriel, pourrait permettre le développement d'un pôle logistique et de production dans un avenir proche, compte tenu également de sa proximité avec la liaison ferroviaire. Dans l'immédiat, dans la zone A2, des hypothèses de conception sont également étudiées pour un reprofilage morphologique qui permettrait de combler le fossé avec la voie ferrée en retirant les terres et les roches excavées des grands projets d'infrastructure prévus dans la région.

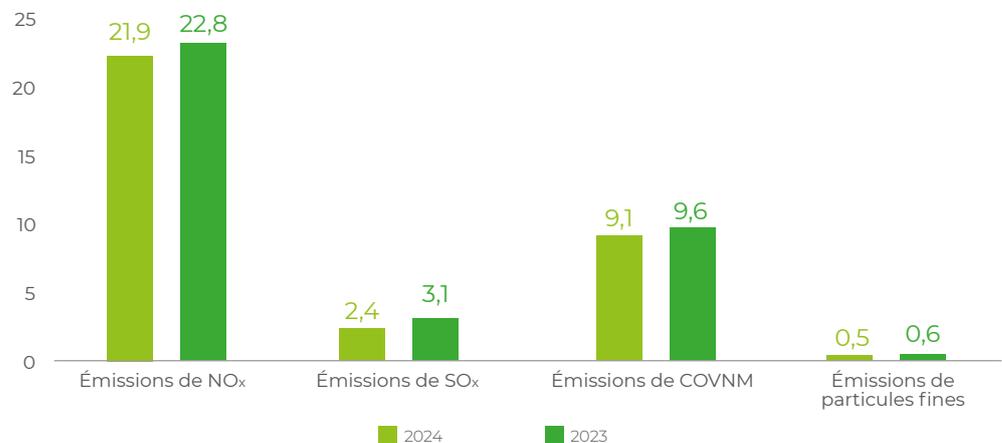
<sup>18</sup> Les documents émis par la Commission européenne (document de référence BREF-BAT) sont pris en compte à titre de référence.

<sup>19</sup> Société nationale de colorants et produits apparentés.

## PROTECTION DE L'AIR

Eni a adopté un modèle opérationnel qui garantit, outre la conformité réglementaire, une approche visant à prévenir et à réduire les risques liés à la pollution atmosphérique causée par les émissions et leurs effets potentiels sur la qualité de l'air local. À cette fin, Eni définit et met en œuvre un plan de surveillance et de contrôle systématique et continu sur ses sites d'exploitation, en tenant compte du contexte local et environnemental et de toute contrainte découlant des lois locales et/ou des autorisations d'émission spécifiques, afin de garantir les meilleures performances en termes de limitation des rejets dans l'atmosphère. De plus, l'application des meilleures technologies, tant sur le plan technique qu'au niveau des installations, de l'exploitation et de la gestion, est encouragée tout au long du cycle de vie de l'installation, dès sa conception, dans le but de renforcer la protection de l'environnement. Dans toutes ses activités industrielles, Eni accorde une attention particulière aux effets potentiels sur l'atmosphère et à l'impact des odeurs. Afin de promouvoir une amélioration constante des performances environnementales, ces aspects font l'objet d'un suivi permanent par le biais d'une surveillance et d'un contrôle directs des sources d'émission individuelles. Les installations industrielles fonctionnent conformément aux normes et aux exigences des autorisations environnementales et aux principes fondamentaux de prévention, de protection et d'atténuation des impacts environnementaux, orientant leurs actions vers une amélioration continue des performances environnementales. En particulier, au sein de l'UE, les activités soumises à la Directive sur les émissions industrielles (IED) sont également exploitées de manière à garantir la conformité avec les dispositions expresses du Plan de surveillance et de contrôle et en cohérence avec l'application des MTD spécifiques en matière d'émissions atmosphériques en ce qui concerne les différents types d'émissions canalisées, diffuses, fugitives et olfactives.

### ÉMISSIONS DE POLLUANTS DANS L'ATMOSPHÈRE (milliers de tonnes)



Les émissions de polluants affichent une tendance à la baisse. La diminution des émissions de SO<sub>x</sub> (-21 % par rapport à 2023) est principalement liée à la réduction de la contribution des raffineries de Sannazzaro et de Livourne en raison de fermetures d'usines au cours de la période, et à celle de la bioraffinerie de Venise où, à la fin de 2023, une usine de récupération du soufre a été mise en service, caractérisée par une efficacité d'abattement plus élevée que la précédente. La réduction des émissions de NO<sub>x</sub> (-4 % par rapport à 2023) et de particules fines (-14 % par rapport à 2023) a été influencée non seulement par les fermetures des raffineries de Sannazzaro et de Livourne, mais aussi par la sortie du portefeuille Upstream du Nigérian Agip Oil Co Ltd et des opérations en Alaska d'Eni US Operating Co Inc, cessions auxquelles la diminution des émissions de COVNM (-6 % par rapport à 2023) est également principalement imputable.

## Focus on

## La gestion des émissions olfactives

Eni s'est depuis longtemps engagée à prévenir et à minimiser les émissions d'odeurs, en adoptant un système de gestion basé sur une approche intégrée qui combine une surveillance avancée, une analyse spécialisée et des actions ciblées pour promouvoir l'adoption des meilleures pratiques dans le secteur. À partir d'un inventaire systématique des sources d'odeurs, étayé par des campagnes d'échantillonnage et des analyses d'olfactométrie dynamique, des modèles de dispersion atmosphérique sont élaborés. Suite à l'évaluation de l'impact sur les odeurs, des mesures de gestion et des mesures technologiques visant à prévenir et à réduire les émissions d'odeurs sont identifiées et mises en œuvre, et des plans de surveillance et de contrôle sont élaborés. Parmi les principales mesures préventives adoptées dans les usines d'Eni figurent des interventions structurelles telles que la construction de couvercles de réservoirs dans les stations d'épuration et de systèmes de nébulisation ou d'odorisation à des endroits spécifiques, l'adoption de systèmes de confinement (par exemple, des « chaussettes » installées sur les tuyaux de guidage des réservoirs à toit flottant), l'installation de filtres photocatalytiques dans des réservoirs spécifiques et la mise en œuvre de systèmes de récupération des vapeurs à partir de réservoirs à toit fixe.

Dans le secteur du **Raffinage**, un projet interdisciplinaire a été entrepris pour analyser, évaluer et proposer des solutions innovantes et durables pour contrôler et atténuer les émissions d'odeurs. Dans le cadre d'une approche d'innovation ouverte, une étude de marché mondiale a été menée pour identifier les technologies disponibles, sélectionnant les deux solutions de surveillance les plus prometteuses, qui seront testées sur un site pilote en 2025.

Dans le secteur du **Chimie**, un intérêt particulier a été porté au développement d'une méthodologie visant à évaluer l'impact olfactif des activités de production dans des complexes industriels multi-entreprises, ce qui a permis d'évaluer et de quantifier de manière sélective chaque flux d'odeurs. La phase de modélisation qui a suivi a permis d'évaluer son impact sur les récepteurs sensibles et d'identifier d'éventuelles mesures de confinement efficaces et opportunes.

Dans le secteur de l'**Exploration et de la Production**, le Centre Pétrolier de Val d'Agri est un exemple de gestion efficace des odeurs. Il exploite un réseau de nez électroniques entraînés à reconnaître les « hydrocarbures » et les « composés soufrés », substances odorantes de référence associées aux activités de l'usine. Ces appareils sont équipés de capteurs chimiques et d'un système de reconnaissance des formes capable d'identifier et de classer des odeurs simples ou complexes, sans effectuer d'analyse chimique directe, en détectant la présence d'une odeur, en classant l'odeur en fonction de la formation reçue et en quantifiant son intensité.

## QUALITÉ DE L'EAU

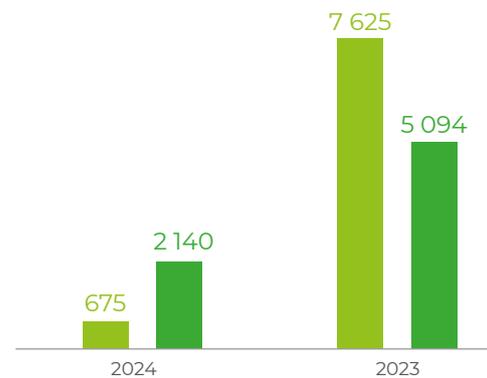
Des mesures de prévention, de contrôle et de suivi sont adoptées dans le cadre de la gestion des émissions issues des rejets d'eau, afin de préserver non seulement l'utilisation des ressources, mais aussi la qualité de l'environnement aquatique. Les phases opérationnelle et de mise en œuvre du projet sont menées dans le respect des réglementations applicables et des exigences locales en matière d'autorisation, ce qui peut nécessiter l'implication des parties prenantes locales. Eni a adopté des normes internes spécifiques à utiliser lorsque les réglementations locales obligatoires sont moins strictes, voire inexistantes. Ces normes s'appuient sur les normes internationales applicables et tiennent compte de l'évaluation des impacts sur la qualité de l'eau. Eni surveille ses rejets d'eau après tout traitement ainsi que la teneur totale en hydrocarbures des eaux de production rejetées. Des seuils internes d'alerte précoce sont également adoptés pour des polluants spécifiques dans l'eau rejetée par chaque activité de production afin de déclencher rapidement toute action corrective nécessaire.

## GESTION DES DÉVERSEMENTS D'HYDROCARBURES

L'exploitation des actifs d'Eni ne génère pas d'émissions au sol de nature opérationnelle, de sorte qu'une contamination potentielle ne peut résulter que de rejets accidentels de nature accidentelle, tels que des déversements opérationnels et des déversements d'hydrocarbures ou de produits chimiques. Eni s'engage constamment dans la gestion des risques et des urgences liés à ces événements, à travers des activités de prévention, de préparation, d'atténuation, d'intervention et de rétablissement. Dans le cadre de la prévention, le système e-vpms® (Eni Vibroacoustic Pipeline Monitoring System) est installé sur tous les oléoducs en service en Italie et fait l'objet de mises à jour technologiques, notamment pour détecter les interférences avec des tiers et prévenir les effractions.

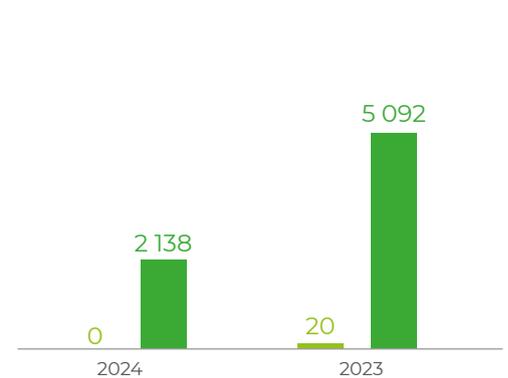
Pour la détection de déversements potentiels, Eni a continué d'investir dans sa technologie propriétaire e-siam® (Eni Structural Integrity Acoustic Monitoring) pour détecter et localiser les phénomènes de corrosion et les fuites dans les réservoirs et les conduites, et a mené des essais pour développer davantage cette technologie. Concernant l'atténuation, au cours de l'année, la méthodologie d'évaluation des risques liés aux événements naturels susceptibles d'affecter les pipelines a été standardisée et les filiales ont été accompagnées dans l'évaluation préventive des meilleures mesures d'intervention en cas de déversements potentiels en mer, conformément aux normes du secteur et aux réglementations locales. Eni maintient son engagement en matière d'inspection, de surveillance et de remplacement des pipelines terrestres et offshore afin de garantir l'intégrité des actifs et de prévenir les déversements potentiels de pétrole. Des campagnes sont en cours pour remplacer les sections les plus critiques. En particulier, en ce qui concerne les actifs onshore au Nigeria qui ont fait l'objet d'activités de sabotage ces dernières années, affectant divers aspects de l'activité, Eni a développé et intensifié au fil du temps une stratégie visant à éviter les incidents et à atténuer leurs effets potentiels. Cette stratégie s'est poursuivie jusqu'à la vente de l'entreprise, finalisée en 2024. Cette approche était basée sur la détection précoce des pertes, des dommages et des activités illégales le long des lignes de transport, dans le but de prendre des mesures anticipées pour les réduire ou les éviter. Enfin, afin de renforcer la capacité de réaction à la pollution marine à la suite de marées noires, Eni continue de participer aux initiatives sectorielles en se joignant à des initiatives régionales, notamment en collaboration avec l'Organisation maritime internationale.

#### VOLUMES DE DÉVERSEMENTS DE PÉTROLE (>1 baril)



■ Déversements opérationnels d'hydrocarbures ■ Déversements d'hydrocarbures liés au sabotage (volumes exprimés en barils)

#### VOLUMES DE DÉVERSEMENTS DE PÉTROLE (>1 baril) AU NIGÉRIA



En 2024, les volumes déversés à la suite de fuites opérationnelles d'hydrocarbures (675 barils) ont diminué de manière significative par rapport à 2023 (année où, à la suite d'un seul événement à la raffinerie de Sannazzaro, un déversement de fioul lourd de plus de 7 547 barils s'était produit, a été entièrement récupéré). Cette baisse est notamment liée à des réductions significatives Upstream dues à la fois à la cession de la société au Nigeria et à la meilleure performance enregistrée au Congo. L'incident le plus significatif s'est produit en Italie (440 barils à la raffinerie de Tarente, entièrement récupérés). Les incidents enregistrés à l'étranger représentent 5 % des quantités totales déversées, confirmant une tendance à la baisse (-5 % par rapport à 2023), seuls deux pays étant concernés (le Royaume-Uni et l'Allemagne). Dans l'ensemble, 92 % des volumes de déversements opérationnels d'hydrocarbures en 2024 ont été récupérés. Les déversements d'hydrocarbures par sabotage, s'élevant à 2 140 barils, enregistrent une réduction de 58 % par rapport à 2023, avec une baisse substantielle du nombre d'événements (95 contre 373 en 2023). Tous les événements (à l'exception d'un événement survenu le long de la section de l'oléoduc Sannazzaro-Rho pour un total de 2 barils) se sont produits au Nigeria. Le déversement le plus important s'est élevé à 258 barils, dont 252 ont été récupérés. Dans l'ensemble, 86 % des volumes de pétrole déversés lors de sabotages ont été récupérés. Les volumes déversés à la suite d'un déversement de produits chimiques (70 barils au total) ont diminué par rapport à 2023 et sont principalement attribuables à un événement unique au Royaume-Uni (69 barils de méthanol déversés pendant les opérations de chargement/déchargement des réservoirs de stockage en raison d'une panne de courant).

## LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU CHEZ ENI

L'engagement d'Eni en matière de gestion des ressources en eau est exprimé dans son [Code d'éthique](#) et précisé dans [la position d'Eni sur l'eau](#). Conformément à ses engagements, Eni s'efforce de préserver les ressources en eau dans tous les pays où elle opère et à tous les stades de ses opérations, en recherchant des solutions allant au-delà du périmètre de l'entreprise et de ses opérations. Eni évalue aussi périodiquement les prélèvements effectués sur ses sites afin d'identifier les mesures à prendre pour préserver les ressources en eau, en particulier pour réduire les prélèvements d'eau douce de haute qualité<sup>20</sup> dans les zones de stress hydrique<sup>21</sup>. Les actions sont définies en tenant compte des critères d'atténuation des risques liés à l'eau<sup>22</sup> : éviter, remplacer, réduire, recycler, restaurer. À cette fin, des projets sont encouragés pour accroître l'efficacité de l'utilisation de l'eau, l'utilisation d'eau recyclée ou d'eau de production comme substitut à l'eau douce de haute qualité, et les systèmes de recyclage des eaux usées civiles et industrielles. L'utilisation d'eau dessalée constitue une autre opportunité importante. Les partenariats et la participation active des parties prenantes sont encouragés afin de garantir une gestion de l'eau adaptée aux besoins locaux, de favoriser le développement social et de protéger les écosystèmes. Ces outils visent à identifier les prélèvements et la consommation dans tous les secteurs d'activité afin d'évaluer et de minimiser les impacts potentiels sur les écosystèmes et les communautés. Le traitement, l'élimination ou la réinjection de l'eau de production sont soumis aux meilleures pratiques spécifiques au secteur. En outre, des procédures sont définies pour informer et impliquer les parties prenantes en promouvant une consultation préalable, libre et éclairée afin de prendre en compte leurs avis sur les activités, les nouveaux projets et les initiatives de développement d'Eni.

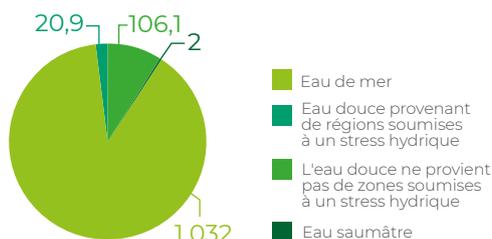
### Focus on

## Positivité hydrique à l'horizon 2050

Poursuivant son chemin vers la sauvegarde des ressources en eau, qui l'a vu au fil des ans adhérer au CEO Water Mandate et publier son propre positionnement sur l'eau, Eni a déclaré en 2024 son ambition d'atteindre la positivité hydrique d'ici 2050 sur ses sites opérés, en adoptant une approche qui prend également en compte les actions au niveau du bassin hydrographique, inspirée par les principes de l'impact positif net sur l'eau proposés par le CEO Water Mandate. En tant qu'étape intermédiaire sur la voie de son ambition 2050, Eni s'engage à atteindre la positivité hydrique sur au moins 30 % de ses sites dont les prélèvements sont supérieurs à 0,5 Mm<sup>3</sup>/an d'eau douce dans les zones de stress hydrique d'ici 2035 (référence 2023). Cet engagement en faveur de la positivité hydrique prévoit l'identification d'actions de sauvegarde de l'eau axées sur les aspects les plus critiques pour le territoire, notamment en matière de disponibilité, de qualité et d'accessibilité de l'eau douce. Les interventions d'Eni seront donc liées aux besoins identifiés et tiendront compte de l'importance des sites opérationnels, en donnant la priorité à ceux qui sont situés dans des bassins où le stress hydrique est élevé.

Eni procède à une analyse annuelle des risques liés à l'eau (en particulier l'eau douce, l'une des ressources les plus précieuses de la chaîne de valeur) dans le but d'évaluer le degré d'exposition au risque hydrique pour toutes ses activités et d'identifier des propositions d'amélioration potentielle de la gestion de l'eau. Les résultats de cette analyse constituent une contribution à la planification des unités opérationnelles dans le cadre du processus d'identification et de priorisation des interventions.

### TOTAL DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU PAR SOURCE (MILLIONS DE M<sup>3</sup>)



### PRÉLÈVEMENTS D'EAU DOUCE PAR SECTEUR (MILLIONS DE M<sup>3</sup>)



20 L'eau douce de haute qualité est définie comme l'eau provenant des nappes phréatiques, des eaux de surface et des aqueducs.

21 Les zones de stress hydrique sont identifiées à l'aide d'Aqueduct, un outil développé par le World Resources Institute, et font l'objet d'un suivi annuel par le biais d'une analyse interne effectuée jusqu'au détail du site opérationnel individuel.

22 Les principes d'atténuation des risques liés à l'eau sont énoncés dans le document IPIECA 2021, Water management framework, 2e éd.

## Entretien


**GIUSEPPE MASCOLO**  
**CNR IRSA**

Directeur de l'Institut de recherche sur l'eau du Conseil national de la recherche, un institut qui compte plus de 120 chercheurs répartis sur cinq sites. Son expertise réside dans le traitement de l'eau visant à éliminer les polluants prioritaires et émergents.



## Entretien avec Giuseppe Mascolo

**Une gouvernance efficace des ressources en eau nécessite des bases de connaissances solides et des données fiables et complètes.**

**Quelle est la situation actuelle et quels éléments novateurs devraient être pris en compte dans la prochaine stratégie européenne pour la résilience de l'eau ?**

Une gestion adéquate des ressources en eau doit garantir la satisfaction des besoins des différents usages tout en préservant l'environnement et la qualité des masses d'eau. Il s'agit d'un domaine extrêmement complexe de l'aménagement territorial et des infrastructures qui nécessite à la fois la collaboration interinstitutionnelle des organismes de gestion des ressources avec la participation d'experts techniques et le suivi et le partage systématiques des données d'observation sur le cycle hydrologique, l'état des systèmes de stockage et de dérivation, et les prélèvements et la consommation d'eau.

**Les crises hydriques sont de plus en plus fréquentes et intenses, mettant en évidence les lacunes en matière de gestion et d'infrastructures. Quelles pratiques et stratégies peuvent être adoptées pour assurer une gestion durable des ressources en eau ?**

En Italie, contrairement aux événements hydrogéologiques, les crises hydriques n'endommagent pas les infrastructures, mais entraînent des limitations importantes de l'approvisionnement en eau, réduisant drastiquement la productivité agricole, industrielle et énergétique. La prévention des crises hydriques nécessite une approche multidisciplinaire à tous les niveaux, du scientifique à l'institutionnel, sans négliger le rôle des utilisateurs finaux de la ressource.

**À long terme, quel rôle la recherche scientifique peut-elle jouer pour soutenir la gestion territoriale des ressources en eau, promouvoir**

**une utilisation efficace, réduire le gaspillage et favoriser une approche circulaire de la gestion de l'eau ?**

La vulnérabilité de l'approvisionnement en eau en Italie est aggravée par la complexité des phénomènes naturels liés à l'évolution des conditions climatiques, (i) des modèles de production agricole fortement dépendants de la disponibilité régulière de l'eau, (ii) du vieillissement des infrastructures hydrauliques, (iii) de la fragmentation et le nombre élevé d'entités institutionnelles, publiques et privées chargées de la gestion des infrastructures de collecte, de transport et de distribution de l'eau. Il est nécessaire d'agir sur tous ces fronts en améliorant la connaissance des processus qui déterminent la disponibilité de l'eau dans les bassins versants, tant au niveau socio-économique qu'en ce qui concerne les utilisations de l'eau, tout en favorisant de plus en plus une approche circulaire de l'utilisation des ressources.

**Dans le domaine de la recherche et de l'innovation technologique, quelle est la valeur ajoutée de la coopération entre une grande entreprise comme Eni et le CNR, l'organisme de recherche le plus important d'Italie ?**

La valorisation des résultats de la recherche est l'un des outils les plus importants pour améliorer le bien-être de la société. Le transfert de technologie est l'un des principaux processus d'exploitation des résultats de la recherche qui contribue à la croissance et à la compétitivité des entreprises. Dans le domaine de la recherche et de l'innovation technologique, le CNR, principal organisme de recherche du pays, peut se prévaloir d'une grande expertise acquise en développant ses propres technologies et en s'inspirant des exigences de durabilité du « concept 3R » (réduction des impacts, récupération et réutilisation de l'énergie et des ressources), exigences qui sont également celles d'une grande entreprise comme Eni.



La réduction des prélèvements d'eau douce s'appuie sur plusieurs leviers : l'augmentation de l'efficacité, l'utilisation du recyclage interne de l'eau douce et le remplacement des sources d'eau douce de haute qualité (eau souterraine, eau de surface, eau municipale ou eau provenant de tiers) par de l'eau de moindre qualité, en particulier dans les zones soumises à un stress hydrique. Voici quelques exemples d'actions menées dans les zones de tension, en fonction des différents axes d'intervention :

DESCRIPTION	PRINCIPALES ACTIONS D'ENI
<p><b>Eaux résiduelles</b></p> <p>Les eaux usées sont la combinaison des effluents domestiques et industriels et des eaux de pluie collectées et évacuées par les réseaux d'assainissement ou de drainage.</p>	<p>Eni promeut des interventions visant à réduire les prélèvements d'eau grâce à la réutilisation des eaux usées, telles que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Raffinerie de Livourne, où une station de réutilisation des eaux usées industrielles est en service depuis 2023 ;</li> <li>• Pôle pétrochimique de Ravenna, avec une station de réutilisation des eaux usées, prévue pour 2025 ;</li> <li>• Complexe pétrochimique de Brindisi, avec une station de réutilisation d'environ 0,4 Mm<sup>3</sup> par année d'eaux usées, qui sera opérationnelle d'ici 2026 ;</li> <li>• Bioraffinerie de Gela, qui a augmenté la réutilisation des eaux usées urbaines à des fins industrielles depuis août 2024.</li> </ul>
<p><b>Eaux d'assainissement</b></p> <p>Les eaux d'assainissement sont des eaux souterraines contaminées provenant de sites faisant l'objet d'un assainissement, qui nécessitent un traitement pour éliminer les polluants avant qu'elles puissent être restituées à l'environnement ou réutilisées en toute sécurité.</p>	<p>Eni s'est engagée à améliorer la valeur de l'eau d'assainissement grâce à des processus de réutilisation, réduisant ainsi la nécessité de puiser de l'eau de haute qualité. Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Eni Rewind traite les eaux souterraines contaminées sur différents sites, notamment Porto Torres, Priolo, Manfredonia et Gela, afin de permettre leur utilisation à des fins industrielles et environnementales.</li> </ul>
<p><b>Eaux de production</b></p> <p>L'eau de production désigne l'eau associée à l'extraction des hydrocarbures naturellement présentes dans le réservoir, qui peut contenir des contaminants (huiles, métaux lourds ou autres composés nocifs).</p>	<p>Eni s'engage à traiter et à réutiliser l'eau de production, en limitant les activités d'élimination et en favorisant sa valorisation par réinjection dans le réservoir afin d'augmenter la récupération du pétrole :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Projet, à Val d'Agri en Basilicate, de traitement et de récupération de l'eau de production (avec une installation de 72 m<sup>3</sup>/heure) à des fins industrielles, en remplacement de volumes équivalents d'eau douce de haute qualité, sera lancé en 2027 ;</li> <li>• des projets de gestion optimale de l'eau de production sur le site de Meleiha (Agiba, Égypte), où l'ancienne station de réinjection a été modernisée en 2023 et où une nouvelle station a été construite, permettant une réinjection totale à des fins de production en 2025 ; au Turkménistan, sur le site de Burun, une initiative a été finalisée qui a conduit à la suppression de la réinjection en vue de son élimination dès octobre 2024.</li> </ul>
<p><b>Eau dessalée</b></p> <p>L'eau dessalée est de l'eau douce obtenue par le procédé de dessalement, qui consiste à éliminer le sel et les impuretés de l'eau de mer ou d'autres sources à forte salinité.</p>	<p>Eni accorde la priorité à la réduction des prélèvements d'eau douce de haute qualité, en les remplaçant par de l'eau dessalée et en améliorant l'efficacité du réseau de distribution d'eau. Par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'utilisation de dessalinisateurs en Égypte a permis d'éliminer les prélèvements d'eau douce sur le site de Zohr dès le début de l'année 2022 et de minimiser les prélèvements d'eau douce sur le site d'Abu Rudeis depuis novembre 2022.</li> </ul>

Eni procède régulièrement à l'évaluation de ses fournisseurs et assure un suivi continu de leurs performances en matière de positionnement global ESG, par conséquent, leur gestion de l'eau, en encourageant l'adoption par ses sous-traitants de systèmes de gestion conformes aux principales normes internationales (ISO 14001).

Dans le cadre de l'PIECA, Eni s'est engagée à promouvoir les meilleures pratiques en matière de gestion des ressources en eau à travers un programme de formation et le partage d'expériences sectorielles. L'entreprise a contribué à la rédaction d'un guide sur la gestion responsable de l'eau pour le secteur pétrolier et gazier et des énergies alternatives, notamment le solaire, l'éolien, le CSC, l'hydrogène et les biocarburants. Elle participe également activement à la définition des implications de la transition énergétique pour les ressources en eau.

*Étude de cas*

## Valorisation de l'eau dans la bioraffinerie de Gela

Une nouvelle usine de réutilisation de l'eau a été mise en service à la bioraffinerie de Gela. Son objectif est de maximiser la réutilisation de l'eau issue du traitement des eaux usées urbaines pour produire de l'eau déminéralisée, minimisant ainsi les prélèvements des ressources en eau du barrage de Dirillo. L'usine, installée par Enilive, a été conçue par Eni Rewind comme une installation mobile et modulable pour permettre une plus grande flexibilité et adaptabilité aux besoins de réutilisation et de régénération de l'eau au sein de la bioraffinerie. Ce procédé permet d'augmenter la production d'eau nécessaire aux utilisations industrielles de la bioraffinerie à partir des eaux usées urbaines, avec un approvisionnement constant et durable de 200 m<sup>3</sup>/h, garantissant un cycle continu de réutilisation des ressources en eau et évitant ainsi le prélèvement d'un volume équivalent depuis les sources naturelles.



# Biodiversité

La biodiversité joue un rôle fondamental dans le bien-être humain. Elle fournit des ressources vitales telles que la nourriture, les médicaments, l'énergie, l'air pur et l'eau, contribue à la protection contre les catastrophes naturelles et offre une valeur culturelle et récréative. Chaque écosystème possède des caractéristiques uniques qui varient profondément en fonction des zones géographiques, des conditions environnementales et des interactions écologiques. Opérant à l'échelle mondiale et dans des contextes aux sensibilités écologiques différentes, Eni reconnaît l'importance d'évaluer, de prévenir et d'atténuer les impacts potentiels de ses activités, en tenant compte du type et de la complexité des projets, des caractéristiques de la biodiversité des sites et du contexte social. Les incidences peuvent être plus importantes lorsque les activités se déroulent à l'intérieur ou à proximité de zones sensibles du point de vue de la biodiversité, par exemple les habitats essentiels, les zones protégées et les zones clés pour la biodiversité (KBA, Key Biodiversity Areas). Pour gérer au mieux ces aspects, Eni a adopté depuis des années un modèle de gestion de la biodiversité et des services écosystémiques (BES) appliqué aux sites exploités par l'entreprise et développé grâce à des collaborations à long terme avec des organisations internationales de premier plan dans le domaine de la conservation de la biodiversité.

Le modèle de gestion BES repose sur l'évaluation du risque de perte de biodiversité et comprend : (i) la cartographie des sites par rapport aux zones protégées et aux KBA afin d'identifier ceux qui présentent le plus grand risque d'impact significatif ; (ii) des études approfondies (évaluation BES) afin de caractériser le contexte environnemental et opérationnel, d'identifier et d'évaluer les dépendances et les impacts directs et indirects ; (iii) la confirmation des sites prioritaires parmi ceux qui, à la suite d'études approfondies, s'avèrent avoir des impacts résiduels significatifs ; (iv) la conception et la mise en œuvre, pour les sites prioritaires, de plans d'action en faveur de la biodiversité (PAB) afin d'atténuer les impacts négatifs et, dans la mesure du possible, de renforcer les avantages positifs. Les impacts sont gérés par l'application systématique de la hiérarchie d'atténuation, qui privilégie les mesures préventives sur les mesures correctives, afin d'éviter toute perte nette de la biodiversité et, si possible, de générer un gain net. En outre, les PAB définissent les objectifs, le suivi, les délais, les responsabilités et les indicateurs de performance, et sont mis à jour périodiquement tout au long du cycle de vie du projet, ce qui garantit une gestion efficace des risques. Ce modèle permet de répondre efficacement aux spécificités de chaque contexte environnemental, en garantissant des actions concrètes et mesurables pour la protection de la biodiversité locale. Pour plus de détails sur les résultats de la cartographie des sites en 2024 et sur les PAB mis en œuvre, voir le [Rapport sur la durabilité](#) et le [eni.com](https://www.eni.com).



## POSITIONNEMENT

### ► Politique « NO GO »

Eni ne mène pas d'activités d'exploration et d'exploitation de pétrole dans les limites des sites naturels inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO.

### ► Politique BES

Eni reconnaît l'importance de la biodiversité pour le bien-être humain et les affaires en promouvant une approche active et intégrée de la gestion de la biodiversité dans toutes les opérations, dans des contextes présentant des sensibilités écologiques et normatifs différentes.

### ► Positionnement concernant l'eau

Eni promeut une gestion responsable et efficace des ressources en eau, en protégeant les écosystèmes marins et d'eau douce.

### ► Positionnement concernant la biomasse

Eni garantit un approvisionnement en biomasse certifié et traçable, excluant les matières premières provenant d'écosystèmes importants pour la capture du carbone ou ayant une grande valeur en termes de biodiversité.



## MODÈLE DE GESTION DES BES

### ► Évaluation de l'exposition aux risques

Analyse à l'aide d'instruments et de processus internes afin d'identifier et hiérarchiser les sites présentant un risque potentiel d'impact sur les BES.

### ► Mise en œuvre des PAB

Des plans qui définissent des actions visant à atténuer les impacts et à conserver ou améliorer la biodiversité, garantissant ainsi une gestion efficace de l'exposition aux risques.

### ► Hiérarchie d'atténuation

Outil central du modèle de gestion des BES, il s'agit d'une séquence privilégiée d'actions pour prévenir et à éviter les impacts. Lorsque cela n'est pas possible, il convient de minimiser et, en cas d'impact, de restaurer. Lorsque des impacts résiduels significatifs subsistent, compenser les risques et les impacts associés.

## Étude de cas

### Préservation de la biodiversité dans le cadre du développement des énergies renouvelables - Centrale solaire de Bonete

Intégrer la préservation de la biodiversité et des services écosystémiques aux stratégies de développement des énergies renouvelables est essentiel pour assurer une transition énergétique durable. Si le développement des énergies renouvelables est essentiel pour réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre, leur développement à grande échelle peut menacer la biodiversité, altérer les habitats naturels et compromettre les espèces locales s'il n'est pas correctement planifié et géré. Pour relever ces défis, Eni et Plenitude ont rejoint le « Projet Énergies Renouvelables-REN2 » de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), aux côtés de quatre autres entreprises du secteur de l'énergie. Le projet a duré deux ans et s'est achevé en 2024 avec la publication de quatre lignes directrices destinées principalement aux promoteurs de projets solaires et éoliens, aux organismes de réglementation et aux décideurs en matière d'aménagement territorial. Ces lignes directrices fournissent des outils pour évaluer les impacts cumulatifs, sélectionner les emplacements les plus optimaux pour le développement de centrales solaires et éoliennes, et s'approvisionner en matériaux de manière responsable. Elles encouragent également les pratiques de gestion des plantes qui vont au-delà de l'atténuation des impacts, en contribuant de manière positive à la biodiversité locale. L'étude de cas menée sur les actions d'amélioration du parc solaire de Bonete de Plenitude illustre concrètement ces pratiques. La centrale solaire de Bonete, située dans la province espagnole de Castilla La Mancha (Albacete), est entrée en service en mai 2020.

Composée de deux centrales photovoltaïques adjacentes (Bonete II et Bonete III) couvrant une superficie totale de 177 hectares, la centrale est située à environ 1 km d'une zone de protection spéciale (ZPS) du réseau Natura 2000, appelée Área Esteparia del Este de Albacete, une zone d'une importance particulière pour la conservation des oiseaux des steppes. Conformément aux réglementations environnementales en vigueur, diverses mesures environnementales ont été mises en œuvre dans le cadre du projet, en mettant l'accent sur la conservation de la biodiversité. L'approche de gestion adoptée suit la hiérarchie des mesures d'atténuation, dans le but de contribuer à l'amélioration de la biodiversité dans la zone du projet. La mise en œuvre d'installations photovoltaïques peut en effet offrir des avantages significatifs pour la biodiversité grâce à des pratiques stratégiques ciblées. Le plan de gestion de la végétation est l'une des initiatives les plus pertinentes mises en œuvre à l'usine de Bonete. La zone est principalement caractérisée par des arbustes et des herbes annuelles, qui offrent un abri aux oiseaux et aux petits mammifères et contribuent à un habitat sain pour diverses espèces. Initialement, il était prévu de cultiver de l'orge dans l'usine, une culture nécessitant un usage intensif de produits chimiques agricoles et une gestion rigoureuse des sols. Le plan de végétation a donc prévu le remplacement de l'orge par des prairies et évite délibérément l'utilisation d'herbicides et de produits agrochimiques. Cette approche favorise une communauté d'arthropodes plus saine et plus diversifiée, ce qui profite particulièrement aux pollinisateurs et augmente la disponibilité de nourriture pour les oiseaux, avec des effets positifs sur l'équilibre général de l'écosystème. Un résultat tangible de cette amélioration est la présence, ces dernières années, d'un mâle Outarde canepetière (*Tetrax tetrax*) qui a choisi une parcelle de la centrale de Bonete comme lieu de parade nuptiale et de reproduction (« lek »). Ces aires sont des indicateurs d'habitats de haute qualité, offrant des ressources adéquates pour les femelles et les poussins. Outre la gestion interne de la végétation, un reboisement avec des espèces indigènes a été réalisé dans les zones environnantes et le long d'une barrière végétale entourant l'ensemble de l'installation, avec un suivi régulier des plantations. D'autres actions visant à améliorer la biodiversité comprennent des mesures de soutien à la faune et à la flore. Ces mesures comprennent l'installation de nichoirs pour oiseaux et chauves-souris, qui offrent des sites de nidification souvent limités par l'intensification agricole et la perte d'habitats propices qui en résulte. L'augmentation de la disponibilité de sites de nidification sûrs favorise l'expansion des populations d'oiseaux et de chauves-souris à proximité des installations photovoltaïques, contribuant ainsi à la lutte naturelle contre les insectes et au maintien de l'équilibre écologique. Des abreuvoirs ont également été installés, indispensables à la survie des oiseaux, notamment des jeunes, dans une zone caractérisée par un climat particulièrement aride. Des travaux ciblés ont ensuite été effectués sur les clôtures de l'usine afin de permettre le passage de la faune et d'améliorer la visibilité des câbles, évitant ainsi les collisions avec les oiseaux. Enfin, un accord a été signé avec une ferme voisine pour adopter des mesures agro-environnementales visant à soutenir la grande outarde (*Otis tarda*) et d'autres espèces d'oiseaux des steppes, vulnérables en raison de la perte d'habitat et des pratiques agricoles intensives. Ces mesures comprennent la restauration de l'habitat, la création de zones propices à la nidification et à l'alimentation, contribuant ainsi à la conservation de ces espèces.



FIGURE 1. Emplacement de la centrale photovoltaïque de Bonete



FIGURE 2. Mâle Outarde canepetière à l'intérieur de la centrale

# Économie Circulaire

L'engagement d'Eni en faveur de l'économie circulaire s'exprime à la fois dans son [Code d'éthique](#) et dans son règlement intérieur, qui promeut des modèles de production et de consommation fondés sur les principes régénératifs de l'économie circulaire, dans le but de réduire l'utilisation de ressources vierges et épuisables. Ces principes sont appliqués aux activités d'Eni par le biais d'actions visant à améliorer l'efficacité, à réduire les déchets, à maximiser la récupération et la valorisation des déchets et sous-produits à utiliser des matières premières secondaires ou des sources renouvelables, à prolonger la durée de vie utile de ses actifs et à innover en matière de procédés et de produits, afin de réduire l'impact sur l'environnement et de générer de la valeur pour la société.

<b>DOWNSTREAM</b>	<p>En aval, Eni se concentre sur l'étude de solutions de valorisation des déchets pour la production de nouveaux vecteurs énergétiques et sur la transformation de raffineries traditionnelles en bioraffineries.</p>	<p>Les projets circulaires d'Enilive comprennent la production de biocarburants avancés issus principalement de déchets tels que les huiles de cuisson usagées – ainsi qu'une part résiduelle d'huiles végétales – et la production de biométhane à partir de résidus organiques (déchets agricoles et agro-industriels, fumier de bétail et déchets organiques). Sur le site de Sannazzaro, Eni évalue actuellement la transformation de déchets non recyclables en méthanol et en hydrogène circulaire grâce à la technologie Waste to Chemicals. Parallèlement la conversion de la raffinerie de Livourne pour la production de HVO, qui viendra s'ajouter aux bioraffineries d'Enilive à Venise et à Gela, a été engagée en 2024.</p>
<b>VERSALIS</b>	<p>Versalis développe diverses initiatives en matière de circularité et de durabilité. Dans le domaine de la biochimie, et grâce à l'acquisition récente de Novamont, Versalis a renforcé son engagement en faveur de la diversification des matières premières en utilisant des matières premières provenant de sources renouvelables, telles que la biomasse, pour la production de produits chimiques, de plastiques et d'autres matériaux. Versalis s'engage à développer des produits contenant des matériaux recyclés et des technologies de recyclage complémentaires, à la fois mécaniques et chimiques, pour les plastiques et les caoutchoucs. Cela se fait par le biais de recherches internes et de collaborations avec des associations, des consortiums et d'autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement.</p>	<p>En 2024, REFENCE™<sup>23</sup> est né, une gamme de polymères recyclés pour emballages alimentaires destinés à des applications en polystyrène telles que les pots de yaourt, les barquettes de viande et de poisson et d'autres emballages rigides et expansés. La même année, la construction de la première usine de traitement de polymères recyclés de l'entreprise a été achevée sur le site de Porto Marghera, avec une mise en service prévue pour le début de l'année 2025. Les activités de développement de la nouvelle technologie propriétaire se sont également poursuivies avec la construction et le démarrage des activités liées à la pré-mise en service et au démarrage de l'usine de démonstration Hoop® sur le site industriel de Versalis à Mantoue. La technologie propriétaire Hoop® permet de transformer les plastiques mixtes – qui ne peuvent pas être recyclés selon les technologies de recyclage mécanique traditionnelles – en une matière première secondaire (huile recyclée) pouvant être utilisée, avec les matières premières traditionnelles, pour produire des polymères aux mêmes caractéristiques que ceux d'origine vierge.</p>
<b>ENI REWIND</b>	<p>Elle valorise le sol, l'eau et les déchets industriels et d'assainissement grâce à des projets de réhabilitation et de reconversion des sites abandonnés, en appliquant des solutions de pointe et des technologies propriétaires.</p>	<p>Eni Rewind a prévu, au cours des trois prochaines années, la mise en place d'une installation à Viggiano (PZ) pour le traitement et la récupération des eaux de production liées à l'extraction d'hydrocarbures, évitant ainsi la gestion par camions-citernes des déchets liquides qui seront au contraire récupérés, traités et réutilisés dans les processus industriels.</p> <p>En outre, en 2026, l'usine de bio-remédiation de Ponticelle (RA) est prévue. Cette installation sera dédiée à la valorisation des et comprendra la construction d'une plateforme environnementale pour la sélection et la préparation des déchets industriels afin de maximiser et d'optimiser le processus de récupération ultérieur.</p>
<b>UPSTREAM</b>	<p>Les principales initiatives en cours visent à réutiliser les actifs matures qui ont atteint la fin de leur phase de production, notamment par la réutilisation de composants individuels et le recyclage des matériaux.</p>	<p>Des activités de sélection ont été menées pour identifier les futures options de conversion des actifs pétroliers &amp; gaziers (onshore et offshore) en 2024. Les opportunités les plus prometteuses à l'heure actuelle concernent notamment la réutilisation de plateformes pour l'installation de centres de données offshore (avec des études de faisabilité prévues en 2025 pour des installations en mer Adriatique) et la réutilisation de sites terrestres pour des centrales éoliennes et photovoltaïques (en 2024, le potentiel de reconversion de certaines zones industrielles italiennes a été étudié).</p>
<b>PLENITUDE</b>	<p>Plenitude mène des études de rénovation et de remotorisation pour prolonger la durée de vie utile de ses actifs et, par l'intermédiaire de la R&amp;D d'Eni, analyse des scénarios de démantèlement des centrales de production d'électricité à partir de sources renouvelables.</p>	<p>En 2024, les activités du projet européen MSCA<sup>24</sup> FiberLoop ont démarré, avec pour objectif de promouvoir l'utilisation de stratégies d'économie circulaire pour les matériaux composites, d'améliorer leur recyclabilité et d'élargir leurs applications.</p>

23 La technologie NEWER™ permet de purifier les polymères recyclés, garantissant ainsi la conformité avec le règlement européen 1616/2022 sur le recyclage.

24 Les projets MSCA (Marie Skłodowska-Curie Actions) sont des programmes de financement qui soutiennent la formation et le développement de carrière des chercheurs. Ces projets sont orientés vers la recherche internationale, intersectorielle et interdisciplinaire, dans le but d'accroître les compétences et la capacité d'innovation des chercheurs en Europe et dans le monde.

## Étude de cas

### Évaluations de la circularité sur Gela et sur les onctions de support

Le chemin vers la mesure de la circularité chez Eni a commencé en 2020 avec la consolidation d'un modèle de mesure, qui a ensuite évolué vers une collaboration avec l'organisme de normalisation italien UNI. Ce travail synergique a conduit à la publication de la norme UNI TS 11820 en 2022 et à sa révision en 2024. L'approche adoptée par la norme est systémique et prend en compte de multiples aspects, conformément aux principes de circularité que les deux modèles partagent. En particulier, en partant du principe fondamental de la pensée systémique, c'est-à-dire le développement de modèles d'entreprise circulaires, la norme se concentre sur des domaines tels que la création de valeur, l'optimisation et la préservation. En termes opérationnels, cela se traduit par une gestion efficace des ressources, avec une attention particulière aux ressources « circulaires » telles que les matières secondaires renouvelables, ainsi que la valorisation des résidus de production et la réutilisation des ressources. L'innovation technologique, la prise en compte des impacts et la traçabilité des informations, la collaboration et l'inclusion de tous les acteurs de la chaîne de valeur et des parties prenantes sont tout aussi importantes. La norme structure l'évaluation en fonction d'un grand nombre d'indicateurs et prévoit deux systèmes distincts pour les organisations « produit » et « service ». Selon le schéma des organisations de « produits », une évaluation a été menée sur la bioraffinerie de Gela pour mesurer la circularité sur le périmètre des activités de la bioraffinerie, à savoir la transformation des matières premières biogènes en biocarburants, en particulier les produits HVO (huile végétale hydrotraitée - diesel HVO, naphta HVO, GPL HVO, Biojet).

L'évaluation préliminaire, réalisée par un tiers sur les performances de 2023, a donné un résultat positif avec un niveau de circularité (LC) de plus de 61 %, calculé sur les 42 indicateurs clés de performance (KPI) applicables dans ce domaine. Le résultat a fourni un retour d'information précieux, mettant en évidence les domaines susceptibles d'être améliorés à l'avenir. La prochaine étape consistera à mettre à jour l'évaluation des performances de 2024 et, éventuellement, à procéder à une vérification par un organisme tiers de l'affirmation de circularité. Parallèlement, dans le domaine de l'organisation des « services », des travaux ont été menés sur les Fonctions de Support. En décembre 2024, pour la première fois en Italie, l'audit de Certiquality a eu lieu conjointement avec Accredia pour la vérification de l'affirmation de circularité des Fonctions de Support d'Eni en utilisant le modèle conforme à la norme UNI TS 11820:2024. L'évaluation a porté sur les processus de support au business et les services fournis dans les bureaux en Italie. Cette mesure, basée sur 42 indicateurs, a permis d'atteindre un résultat final de 45,83 % LC pour les activités concernées, un chiffre qui souligne l'engagement des fonctions de l'entreprise impliquées vers une gestion de plus en plus durable.



*Focus on*

## Produits chimiques issus de matières premières renouvelables et initiatives d'économie circulaire

Dans le cadre de l'économie circulaire, qui est un levier stratégique clé pour l'activité chimique d'Eni, Versalis a entamé une collaboration avec Crocco (SpA SB), une entreprise innovante dans le secteur de l'emballage flexible. L'objectif est de produire des films d'emballage alimentaire à partir de matériaux de la gamme Balance®, issus du recyclage chimique de plastiques post-consommation. Le projet vise une production de masse pour le marché de la grande distribution. En outre, REFENCE™, une gamme innovante de polymères recyclés pour les emballages en contact avec les aliments, a été lancée en coopération avec Forever Plast. Les nouveaux produits, développés avec la technologie NEWER™, viendront enrichir la gamme Versalis Revive® du recyclage mécanique. PFUVersalis a également signé un accord avec Bridgestone et le groupe BB&G pour transformer les pneus en fin de vie en pneus neufs. Enfin, Versalis a lancé ReUp, une nouvelle marque dans le secteur de l'ameublement et de la décoration intérieure, qui utilise du plastique obtenu, en tout ou en partie, à partir de matières premières renouvelables ou recyclées. Conformément à sa stratégie de renforcement de ses parts de marché sur les segments à forte valeur ajoutée, Versalis a finalisé l'acquisition de 100 % de Tecnofilm SpA, société spécialisée dans le secteur du compoundage. En janvier 2025, Versalis a conclu un partenariat stratégique pour la licence de technologies dans la chaîne du phénol avec Lummus Technology, société spécialisée dans les procédés technologiques et les solutions énergétiques innovantes. Avec ce nouveau partenariat, Lummus et Versalis visent à développer des solutions technologiques plus durables et à maximiser l'efficacité, contribuant ainsi à répondre aux besoins évolutifs des clients en matière de productivité, d'efficacité énergétique et d'objectifs de durabilité.

### DÉCHETS

En matière de gestion des déchets, Eni accorde une attention particulière à la traçabilité de l'ensemble du processus et à la vérification des acteurs impliqués dans la chaîne d'élimination/récupération, en recherchant toutes les solutions pratiques visant à prévenir les déchets. La quasi-totalité des déchets en Italie est gérée par Eni Rewind, qui a poursuivi le projet de numérisation lancé en 2020 pour rationaliser et contrôler son processus de gestion des déchets. Afin de limiter les impacts négatifs liés aux déchets, seules des entités autorisées sont utilisées, en privilégiant les solutions de valorisation par rapport aux solutions d'élimination, conformément aux critères de priorité établis par la législation européenne et nationale. Sur la base des caractéristiques de chaque déchet, Eni Rewind sélectionne des solutions de récupération et d'élimination techniquement réalisables, en privilégiant dans l'ordre la récupération, les opérations de traitement qui réduisent les quantités à envoyer à l'élimination finale, et les installations appropriées situées à proximité des sites de production des déchets.

En outre, des audits périodiques sont réalisés auprès des fournisseurs environnementaux afin d'évaluer leur gestion opérationnelle des déchets. Le traitement des déchets est principalement effectué dans des usines tierces hors site qui disposent d'une licence appropriée conformément aux réglementations locales en vigueur. Dans toutes les zones où elle opère, Eni s'engage à respecter la législation en vigueur en matière de déchets et à réduire les impacts environnementaux liés aux différentes phases du processus de gestion. C'est pourquoi Eni suit l'évolution des réglementations industrielles et adopte des outils et des procédures pour soutenir la gestion des déchets. Ces outils incluent l'implication des unités HSE dans l'évaluation des fournisseurs et l'utilisation d'applications informatiques pour soutenir la gestion des déchets.

# Valeur de nos personnes

Défis liés à l'emploi. . . . .	.76
Sécurité au travail et sécurité des procédés. . . . .	.88
Santé et bien-être des personnes. . . . .	.92

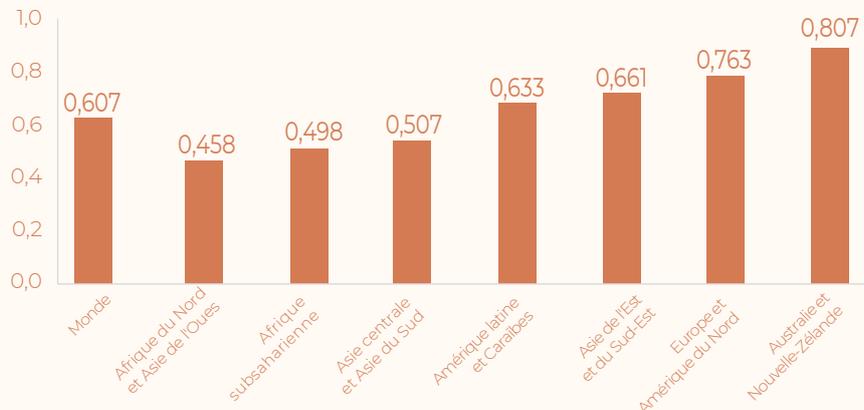


# CONTEXTE DE RÉFÉRENCE

## L'AUTONOMISATION DES FEMMES

L'indice d'autonomisation des femmes (WEI) évalue les performances des femmes et des filles dans le développement de leurs capacités à faire des choix et à saisir les opportunités de la vie : vie et santé ; éducation, développement des compétences et des connaissances ; travail et inclusion financière ; participation à la prise de décision ; et absence de violence. Les scores les plus faibles du WEI sont enregistrés en Afrique du Nord et en Asie de l'Ouest, l'Afrique subsaharienne, l'Asie centrale et l'Asie du Sud affichant des résultats légèrement supérieurs. L'Australie et la Nouvelle-Zélande affichent les meilleurs résultats, suivies de l'Europe du Nord et de l'Amérique du Nord.

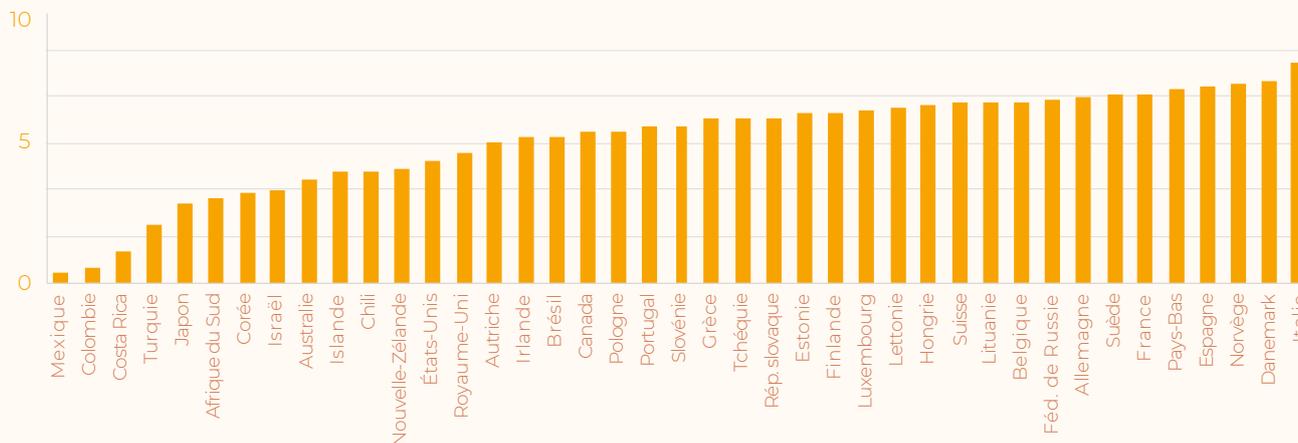
### L'AUTONOMISATION DES FEMMES



Source : © 2024 United Nations Development Programme (UNDP) and the United Nations Entity for Gender Equality and the Empowerment of Women (UN Women). The path to equal. Twin indices on women's empowerment and gender equality, New York, 2023.

## ÉQUILIBRE TRAVAIL-VIE PERSONNELLE

Trouver un équilibre entre vie professionnelle et vie privée est un défi pour tous les travailleurs. La capacité à concilier avec succès le travail, les engagements familiaux et la vie personnelle est essentielle au bien-être de tous les membres d'une famille. Un aspect important de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée est le temps qu'une personne passe au travail. Il est prouvé que les longues heures de travail peuvent compromettre la santé personnelle, réduire la sécurité et augmenter le stress. En outre, plus les gens travaillent longtemps, moins ils peuvent consacrer de temps à d'autres activités, telles que le temps pour soi ou les loisirs. La quantité et la qualité du temps libre sont essentielles au bien-être général et peuvent apporter des bienfaits supplémentaires à la santé physique et mentale.



Source : © 2025 OECD, Better Life Index, vu en mars 2025.

## SANTÉ MENTALE

Selon une enquête de Deloitte, 48 % des membres de la génération Z et 47 % des Millennials déclarent que le soutien et les politiques en matière de santé mentale sont très importants pour eux lorsqu'ils évaluent un employeur potentiel : c'est l'un des premiers facteurs qu'ils prennent en compte, avec les personnes au sein de l'organisation, les efforts en matière d'égalité des sexes et les pratiques en matière de diversité, d'équité et d'inclusion.

Source : Mental health deep dive based on the 2024 gen z and millennial survey, Deloitte

En ce qui concerne la santé mentale, j'ai constaté des changements positifs dans mon lieu de travail au cours des 12 derniers mois.

Gen Z



Millennials



# Défis liés à l'emploi



## *Pourquoi c'est important pour Eni ?*

Les personnes d'Eni jouent un rôle clé dans la transition énergétique, principalement portée par la transformation technologique. Nos collaborateurs ont toujours été une composante essentielle de notre culture d'entreprise et représentent un levier essentiel de création de valeur. Le développement du capital humain, basé sur une approche équitable, inclusive et transparente, se fait en assurant un développement effectif des compétences et des comportements, en promouvant un état d'esprit innovant et un leadership inspirant - ainsi que par le soutien à la consolidation du nouveau modèle d'affaires satellitaire. Nous nous engageons continuellement à renforcer l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée grâce à l'attention constante portée à l'offre de bien-être (Welfare) et d'assistance aux personnes (People Care).

**LUCA DE SANTIS** RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES ET DE L'ORGANISATION D'ENI

*Pour en savoir plus*

**POUR PLUS D'INFORMATIONS :**

- Impacts, risques et opportunités.

Consultez le chapitre « Effectifs Eni » du [Rapport sur la durabilité](#)

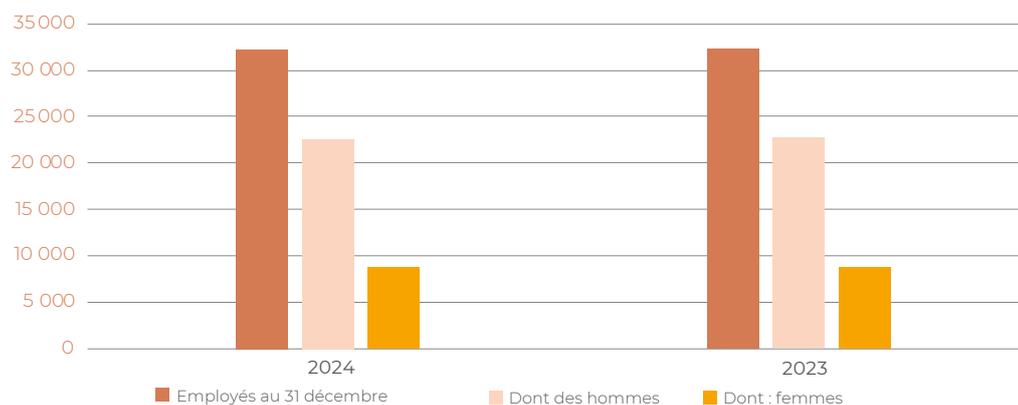
Le capital humain<sup>25</sup> est au cœur de la stratégie d'Eni, qui promeut le bien-être pour les travailleurs par le biais d'initiatives sociales et investit dans le développement des compétences des employés pour favoriser leur croissance professionnelle. L'évolution des entreprises et du marché du travail, les nouvelles orientations stratégiques et les transformations technologiques requièrent un engagement permanent en faveur de programmes de perfectionnement et de reconversion, de mise à jour et de recentrage des compétences, d'attraction des talents et de développement de technologies et d'activités émergentes en exploitant les opportunités du marché. Conformément au principe de la Transition Juste, Eni encourage le redéploiement des travailleurs dans des activités nouvelles ou transformées.

En 2024, les efforts se sont poursuivis pour actualiser les modèles et les compétences professionnelles, et pour inclure à la fois les « soft skills » et les « hard skills ». Cette approche a été adoptée pour assurer une gestion efficace de la transition et pour gérer la conversion industrielle, notamment par le biais d'initiatives visant à améliorer les compétences internes grâce à des programmes de formation et à la mobilité interne. Cela comprend des initiatives de formation sur des sujets tels que l'économie circulaire, la décarbonisation et les énergies renouvelables. Eni a également introduit un nouveau modèle de gestion des ressources, avec des parcours de développement personnalisés conformes au nouveau modèle d'entreprise. Ce modèle vise à valoriser la diversité des compétences professionnelles, favorisant l'inclusion, la motivation, le sentiment d'appartenance et la proactivité. Attirer les talents reste une priorité, avec des initiatives visant à répondre aux besoins des différents secteurs d'activité et assurant l'adaptation continue des compétences professionnelles. À cette fin, l'entreprise met en œuvre des programmes d'orientation structurés pour guider les nouvelles générations vers un choix plus conscient du programme de formation et professionnelle à suivre, ainsi que des plans d'attraction des talents pour les profils experts et juniors. Parallèlement, des initiatives sont mises en place pour préparer des groupes de personnes à représenter au mieux la stratégie de marque et les activités d'Eni (programme d'ambassadeurs mondiaux). Enfin, les activités de promotion de l'image de marque de l'employeur mises en œuvre par le biais de campagnes de recrutement dans les principaux médias et sur les canaux numériques et traditionnels restent essentielles.

2 616

ressources engagées à durée indéterminée

## EMPLOYÉS\*



31 669

Personnes chez Eni

\* Les chiffres diffèrent de ceux publiés dans le rapport financier annuel, Eni dans le monde et dans le Business Model du présent document, car ils ne prennent en compte que les sociétés entièrement consolidées.

## EMPLOYÉS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



110

nationalités

25 Représenté par tous les employés directs opérant en Italie et à l'étranger.

**53 %**  
des embauches  
permanentes  
concernent des salariés  
âgés de moins de  
30 ans

La baisse de l'emploi global est attribuable aux opérations de fusions et acquisitions (cessions au sein d'Enilive et upstream, partiellement compensées par les acquisitions des groupes Aten Oil et Neptune) et aux gains d'efficacité de la gestion. Au total, 2 981 embauches ont été réalisées en 2024 (+ 13,3 % par rapport à 2023) dont 2 616 en CDI (+34,2 % par rapport à 2023). Environ 53 % des embauches en CDI concernent des salariés âgés de moins de 30 ans. Il y a eu 3 183 licenciements (902 en Italie et 2 281 à l'étranger), dont 2 813 concernaient des employés sous contrat à durée indéterminée, les femmes représentant environ 36 %. La présence moyenne de personnel local à l'étranger est restée essentiellement constante, se situant en moyenne autour de 86 % au cours des trois dernières années. L'âge moyen du personnel d'Eni dans le monde est de 44,9 ans (45,6 en Italie et 43,4 à l'étranger), un chiffre globalement stable par rapport à 2023 (44,7), grâce à l'importante rotation du personnel et au programme de recrutement de professionnels novateurs et de jeunes cadres.

### DROITS DE L'HOMME SUR LE LIEU DE TRAVAIL

Dans ce domaine, depuis 2020, un modèle d'évaluation de la protection des Droits de l'Homme sur le lieu de travail basé sur les risques a été introduit, visant à segmenter les sociétés d'Eni sur la base de paramètres quantitatifs et qualitatifs qui reflètent les caractéristiques et les risques spécifiques du pays/contexte opérationnel et liés au processus de gestion des ressources humaines (y compris la lutte contre toutes les formes de discrimination, l'égalité des sexes, les conditions de travail, la liberté d'association et la négociation collective). Cette approche permet d'identifier les éventuelles zones de risque ou les domaines à améliorer, pour lesquels des actions spécifiques doivent être définies et suivies dans le temps. Le modèle a été progressivement étendu aux entreprises du groupe, en commençant par celles du secteur upstream, qui seront concernées par son application en 2021. Un ensemble de mesures d'atténuation standard résultant de l'application de ce modèle basé sur le risque pour évaluer la protection des Droits de l'Homme sur le lieu de travail a également été diffusé à toutes les entreprises d'Eni.

### RELATIONS INDUSTRIELLES

Un rôle central dans la construction de la relation avec les travailleurs et la protection de leurs droits est également joué par le modèle de relations industrielles d'Eni. En Italie, Eni mobilise ses travailleurs à travers les réunions prévues par le protocole INSIEME, telles que le comité stratégique, qui traite de questions telles que les cessions d'unités d'affaires, la rationalisation du personnel et le renouvellement des générations, la reconversion des sites de production et les révisions organisationnelles importantes (tous les six mois ou lorsque cela est nécessaire) ou par le biais d'autres instruments tels que la Commission bilatérale sur le travail agile, qui vérifie l'application de l'accord sur le travail agile, gère les problèmes critiques locaux et rend compte périodiquement de ses conclusions aux parties signataires. Au niveau européen, Eni dispose depuis 1995 de son propre comité d'entreprise européen<sup>26</sup> (CEE), qui se concentre dans l'Espace économique européen principalement sur les questions liées aux plans d'entreprise/investissements/acquisitions ou désinvestissements, aux perspectives d'emploi, à la santé et à la sécurité au travail, aux politiques environnementales et à la durabilité. Ses membres comprennent des représentants des travailleurs italiens et européens d'Eni, des représentants des syndicats italiens et un représentant du syndicat européen IndustriAll. Un autre outil au niveau européen est l'Observatoire européen pour la santé, la sécurité et l'environnement des travailleurs, où sont partagés des données et des outils d'analyse et de gestion sur les accidents, les incidents et les maladies professionnelles, les évolutions réglementaires, les aspects environnementaux et sanitaires, le suivi des questions climatiques et l'efficacité énergétique. En 2024, la réunion annuelle du CEE et de l'Observatoire européen pour la santé, la sécurité et l'environnement des travailleurs a eu lieu, ainsi que les trois réunions annuelles du comité restreint du CEE avec les fonctions concernées d'Eni, dont une à la bioraffinerie de Gela. Enfin, au niveau mondial, il convient de souligner l'Accord-cadre mondial sur les relations professionnelles internationales et la responsabilité sociale des entreprises (ACI). Cet accord doit être renouvelé en 2025, et la réunion mondiale habituelle s'est tenue en décembre 2024. En Italie, 100 % des salariés sont couverts par des négociations collectives conformément à la législation en vigueur. À l'étranger, en fonction des réglementations spécifiques en vigueur dans les différents pays de présence, ce pourcentage s'élève à 40,1 %. Dans les pays où les salariés ne sont pas couverts par des négociations collectives, Eni veille en tout état de cause au respect total de la législation internationale et locale applicable aux relations de travail, ainsi qu'à certaines normes de protection plus élevées garanties par Eni dans l'ensemble du groupe par l'application de ses Politiques d'entreprise au niveau mondial.

<sup>26</sup> Organisme de représentation des travailleurs prévu par la Directive européenne 94/45/CE qui promeut l'information et la consultation transnationale des travailleurs dans les entreprises et les groupes de dimension communautaire, refondue dans la Directive 2009/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 mai 2009.

L'INITIATIVE	CONTENU	SIGNATAIRES
NOI - Initiatives et services protocolaires pour le bien-être des personnes Eni	Initiatives et services pour le bien-être par le renforcement des interventions dans les domaines sanitaires, de la sécurité sociale, de l'aide au revenu, du logement et de la gestion familiale afin de rechercher un équilibre entre les activités professionnelles et une approche plus personnelle et sociale. L'objectif du protocole est de faire évoluer l'offre de bien-être d'Eni en fonction du changement du contexte externe et des nouveaux besoins de la population de l'entreprise, en mettant à jour et en améliorant le panier de services, d'initiatives et d'instruments destinés à améliorer la qualité du travail et de la vie des employés et de leurs familles, en rendant l'accès plus facile et l'offre plus équitable sur tout le territoire. Le plan d'amélioration du bien-être comprend des interventions dans les domaines sanitaires, de la sécurité sociale, de l'aide au revenu, du logement et de l'aide à la gestion familiale.	Eni et les syndicats
Protocole INSIEME	Parmi les outils visant à engager les employés sur les questions de transition durable. L'accord marque la naissance d'un nouveau modèle de relations industrielles, pour soutenir efficacement les processus de transformation et partager un Pacte Générationnel qui permettra le renouvellement et la mise à jour des compétences professionnelles et la construction, avec les parties prenantes, d'un cadre réglementaire clair, favorable à l'investissement et capable de combiner la durabilité économique et financière avec la durabilité environnementale et sociale.	Eni et les syndicats
Accord-cadre mondial sur les relations professionnelles internationales et la responsabilité sociale des entreprises (GFA)	L'Accord représente un engagement concret de la part d'Eni à orienter les lignes directrices en matière de durabilité, à définir des stratégies fondées sur les principes d'intégrité et de transparence, à promouvoir la lutte anti-corruption, le respect des Droits de l'homme, le travail, la santé et la sécurité des personnes, et à protéger l'Environnement et le développement durable. La réunion annuelle a rassemblé des délégués des travailleurs européens et non européens d'Eni, des représentants des organisations syndicales italiennes et un représentant d'IndustriALL Global Union. Chaque réunion fait l'objet d'une documentation détaillée et d'un procès-verbal signé par les deux parties, dans lequel sont consignés les points convenus et discutés.	Eni, IndustriALL Global Union et les syndicats Ficltem Cgil, Femca Cisl, Uiltec Uil



## Focus on

## Salaires minimums

Dans les différents pays où elle opère, Eni garantit à son personnel l'application de politiques de rémunération équitables et compétitives en adéquation avec leurs fonctions et compétences professionnelles, et visant également à assurer un niveau de vie décent, supérieur aux simples niveaux de subsistance, aux minima légaux/contractuels et aux niveaux de rémunération minimaux constatés sur le marché local. Eni applique, dans chaque pays où elle opère, une politique salariale de référence bien supérieure aux minima légaux/contractuels, ainsi qu'au premier décile du marché salarial local. Eni applique, dans chaque pays où elle est présente, des politiques de référence salariale largement supérieures aux minimums légaux ou contractuels, ainsi qu'au premier décile du marché local des salaires, et vérifie chaque année le positionnement salarial de son personnel, en prenant des mesures correctives si nécessaire. Les points de référence utilisés par Eni pour la comparaison sont les minima établis par la loi ou par contrat dans chaque pays et les minima du marché des moyennes/grandes entreprises locales, qui sont bien supérieurs aux seuils de pauvreté établis par Eurostat pour l'Union européenne et par Wage Indicator pour d'autres pays.

## RATIO DE RÉMUNÉRATION AVEC LES SALAIRES MINIMUMS LÉGAUX ET DU MARCHÉ

Pays	Ratio entre le 1er décile d'Eni et le minimum légal <sup>(b)</sup>			
	Ratio entre le 1er décile d'Eni et le 1er décile du marché <sup>(a)</sup>	Femmes	Hommes	Total
Italie	●	●	●	●
Algérie	●	●	●	●
Autriche	●	●	●	●
Chine	●	●	●	●
Égypte	●	●	●	●
France	●	●	●	●
Allemagne	●	●	●	●
Ghana	●	●	●	●
Indonésie	●	●	●	●
Nigéria	●	●	●	●
Tunisie	●	●	●	●
Hongrie	●	●	●	●
Royaume-Uni	●	●	●	●
États-Unis	●	●	●	●
United States	●	●	●	●

## Légende

- Minimum Eni > 250 % du minimum de référence.
- Minimum Eni compris entre 201 % et 250 % du minimum de référence.
- Minimum Eni compris entre 151 % et 200 % du minimum de référence.
- Minimum Eni compris entre 111 % et 200 % du minimum de référence.
- Minimum Eni compris entre 90 % et 110 % du minimum de référence.
- Minimum Eni < 90 % du minimum de référence.

a) Le ratio a été calculé par rapport à la rémunération fixe et variable des ouvriers ou, pour les pays où Eni n'a pas d'ouvriers, des employés (pour les données de marché, source : Korn Ferry).

b) Salaires minimums définis par la loi dans les différents pays ou, à défaut, par les conventions collectives nationales.

## DIVERSITÉ ET INCLUSION : LA VALEUR DE LA SINGULARITÉ

Conformément à sa Mission, Eni reconnaît que l'intégration des principes de diversité et d'inclusion dans ses processus d'entreprise améliore le bien-être de tous ses collaborateurs, tant individuellement qu'au sein de l'entreprise. Elle génère également une dynamique accrue en faveur de l'innovation et du développement durable, et stimule les contributions individuelles au sein d'une organisation de plus en plus inclusive. L'approche d'Eni en matière de Diversité & Inclusion (D&I) repose sur des principes de référence spécifiques et des engagements pris par Eni, tels que la valorisation de la diversité, par laquelle Eni s'engage à reconnaître et à respecter les caractéristiques individuelles ; l'équité, qui garantit l'égalité des chances et l'accès aux ressources et aux opportunités de l'entreprise ; l'unicité, qui valorise les particularités de chaque personne par l'écoute et l'inclusion ; et l'inclusion, qui favorise un environnement de travail ouvert et collaboratif fondé sur les valeurs de transparence, de durabilité et d'écoute.

En 2024, un plan de communication a été mis en œuvre pour diffuser la [Politique D&I](#) parmi les employés, y compris dans les contextes opérationnels en Italie et à l'étranger. La Politique D&I a également été adoptée dans les sociétés affiliées et les filiales à l'étranger, comme l'exige le système réglementaire d'Eni.

### DOMAINES D'INTERVENTION DE D&I

#### Genre

L'égalité des genres est reconnue comme une valeur fondamentale pour le développement mondial et une transition juste, conformément à l'approche d'Eni en matière de diversité et inclusion, basée sur les principes fondamentaux de non-discrimination et d'égalité des chances. En 2024, les activités en faveur de l'autonomisation des femmes se sont poursuivies en mettant l'accent sur la parentalité et la mise en œuvre du système de gestion de l'égalité des genres.

#### Interculturalité

Eni, avec une forte présence internationale, considère l'interculturalité comme une valeur clé de la diversité. Les actions de formation et de sensibilisation se sont également poursuivies en 2024 dans les réalités locales par le biais d'ateliers spécifiques sur la Politique D&I et son application dans le contexte local.

#### Intergénérationnalité

Eni veille à ce que son personnel soit conscient de l'importance d'éviter les stéréotypes liés aux différences d'âge. En 2024, une initiative d'écoute s'est concentrée sur la réalité de l'entreprise et un événement a été organisé pour passer en revue les valeurs et les moteurs de travail qui unissent et distinguent les personnes de différentes générations et la manière dont elles se comportent les unes avec les autres au sein de l'entreprise.

#### Handicap

Eni prend en compte toutes les formes de fragilité physique, cognitive et sensorielle et prend des mesures de sensibilisation et d'identification des actions d'amélioration. En 2024, une initiative d'écoute pour les personnes en situation de handicap a été lancée et les activités visant à améliorer l'accessibilité des bâtiments et des outils informatiques se sont poursuivies. En outre, Eni a poursuivi sa collaboration avec Auticon et a entamé un partenariat avec l'Association italienne de dyslexie, preuve de son engagement croissant en faveur de la neurodivergence.

#### Orientation sexuelle et identité de genre

Une attention particulière est accordée à la promotion d'une mentalité inclusive sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre par le biais d'actions d'engagement, d'écoute, de sensibilisation et de communication adressées à tous les employés en Italie et à l'étranger, dans le respect des cultures locales. En 2024, un événement interne a été organisé pour permettre d'entendre des témoignages inspirants sur le coming out et les défis associés dans les domaines du sport, du travail et de la famille.

## Focus on

### Actions pour la D&I

#### FORMATION

- La formation « D&I Matters », ouverte à tous les collaborateurs d'Eni, a été enrichie. Elle propose une formation modulaire et interactive axée sur le langage inclusif, les préjugés autolimitants, les biais et l'intelligence artificielle.
- Une formation en ligne utilisant la réalité virtuelle a été mise à la disposition des collaborateurs d'Eni. L'objectif est de doter les équipes de recrutement et de sélection des compétences nécessaires pour gérer les biais inconscients potentiels liés aux questions de diversité et d'inclusion lors des processus de sélection et, plus généralement, lors des entretiens de management.

Environ **9 000** participants ont suivi la formation « D&I Matters ».

#### COMMUNICATION

- Le programme #EniForInclusion a été mis en œuvre au cours de l'année 2024 avec des événements dédiés à la D&I, tant dans les bureaux de Milan et de Rome que sur les sites opérationnels en Italie et à l'étranger, permettant une plus grande diffusion de la culture de l'inclusion, même dans les unités d'affaires caractérisées par des opérations fortes.
- Lors des événements de communication 2024, une attention particulière a été accordée à la Politique D&I d'Eni, qui a été partagée avec les collègues afin d'assurer sa mise en œuvre à tous les niveaux.

**9** événements organisés en Italie ; **3** événements à l'étranger ; **3** webinaires ; **4** podcasts.

#### ÉCOUTE

- Le projet « Design Our Inclusion », lancé en 2023, a permis de générer de nouvelles idées et initiatives visant à éliminer les obstacles à l'inclusion, grâce à la contribution active des collaborateurs. En 2024, un événement en présentiel dédié à la D&I a été organisé pour restituer les résultats du travail réalisé à l'ensemble du personnel d'Eni, et les activités d'écoute se sont poursuivies en mettant l'accent sur les thèmes du Handicap et de la fragilité, ainsi que sur le dialogue intergénérationnel.
- Le processus d'engagement et d'écoute directe avec les entreprises étrangères, lancé en 2022, continue d'évaluer le niveau de sensibilisation aux questions de D&I et d'identifier les besoins spécifiques et les axes d'amélioration dans chaque contexte.

À ce jour, **26** pays au total (dont 5 en 2024) et **290** ressources des domaines d'activité Ressources naturelles mondiales et Transformation industrielle ont été impliqués.

#### COMMUNAUTÉ D&I

- Poursuite de l'engagement du personnel d'Eni en Italie et dans le monde grâce à un outil d'engagement interne impliquant le partage d'événements organisés en interne et par des associations dont Eni est membre, et la célébration de journées internationales sur des thèmes D&I.
- Un aspect important est l'appel à l'action, qui vise à impliquer les collègues, partisans des valeurs de D&I, désireux de partager leurs propres expériences d'inclusion.

La communauté D&I compte environ **2 000** membres en Italie et à l'étranger, et environ **400** publications ont été publiées.

## AUTONOMISATION DES FEMMES

Les actions visant à attirer les talents féminins se poursuivent, grâce à l'organisation et à la promotion d'initiatives pour les étudiantes orientés vers les matières STIM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques). L'accent est mis sur l'égalité des sexes et sur la présence croissante de modèles et d'Ambassadrices internes dans le secteur de l'énergie, qui défendent l'égalité des chances au travail. En 2024, Eni a poursuivi sa collaboration avec Valore D et, dans le domaine des achats, avec Open-ES pour la diffusion des stratégies D&I dans la chaîne d'approvisionnement, en particulier auprès des PME.

La conception d'une initiative appelée WIP (Women in Power) a été achevée en 2024 et sera pleinement mise en œuvre au cours du premier semestre 2025. Cette initiative comprend un programme de formation spécifique visant à promouvoir le développement professionnel et fait partie des actions visant **à promouvoir et à renforcer la présence féminine au sein de l'entreprise**. Eni a renouvelé son partenariat avec Woman X Impact, le sommet annuel consacré aux questions de parité hommes-femmes, au leadership des femmes et à l'image de soi par le biais de réseaux de femmes. Entre autres activités, des événements en personne ont été organisés aux bureaux de direction de Rome et de Milan, où le rôle des femmes dans le monde des STIM, les styles de leadership féminin et l'importance de la mise en réseau ont été discutés. Le pourcentage de femmes n'occupant pas de postes à responsabilité en 2024 s'élève à 27,5 %, contre 26,5 % l'année précédente. En 2024, le pourcentage de femmes rapportant au PDG est de 51 % du total. Eni suit les données relatives à la présence féminine dans les différentes fonctions de l'entreprise. Les domaines professionnels où la présence féminine est la plus élevée sont les suivants : Corporate affairs et gouvernance (69 %), Communication externe et gestion de l'identité (66 %), Ressources humaines (65 %), Juridique (60 %) et Transversal (Secrétariat/Back Office/Gestion générale, etc.) (60 %). En outre, en Italie, en 2024, les pourcentages de femmes dans les domaines professionnels du DIT et de l'ingénierie sont respectivement de 32 % (25,4 % en 2023) et de 19,8 % (19,6 % en 2023).

**+1 point de  
pourcentage**  
de femmes sur la  
population totale  
par rapport à 2023

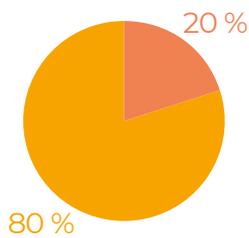


## Focus on

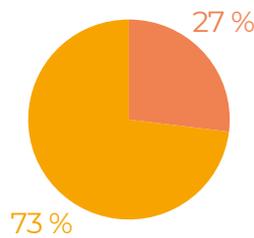
## L'écart de rémunération entre les hommes et les femmes

L'écart de rémunération entre les hommes et les femmes chez Eni, ou l'écart de rémunération mondial entre les hommes et les femmes, s'élève à +6,8 %. Cette augmentation par rapport à 2023 est due à l'acquisition/cession d'entreprises étrangères et peut être influencée par des facteurs objectifs et non discriminatoires non pris en compte dans l'indicateur, tels que : le niveau de la catégorie professionnelle et le rôle occupé, l'ancienneté dans le rôle, les horaires et conditions de travail (par exemple, les quarts de travail et les indemnités correspondantes), la performance individuelle, ainsi que le nombre et la répartition de la population féminine dans les différents pays et catégories professionnelles par rapport à la population masculine. C'est pourquoi Eni effectue des analyses complémentaires, à facteurs objectifs égaux, afin de mettre en évidence toute lacune inexplicite et de prendre les mesures correctives qui s'imposent. En particulier, en 2024, l'analyse au même niveau de rôle/ancienneté a montré un écart de rémunération moyen mondial de 2,1 %. L'engagement d'Eni à combler l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes se traduit par une approche intégrée basée à la fois sur des actions spécifiques en matière de rémunération et sur des initiatives plus larges visant à aider les femmes à accéder à des opportunités d'emploi et à des parcours de carrière. Par exemple, Eni promeut des initiatives visant à inciter les étudiantes à s'orienter vers les filières STIM et à sensibiliser aux stéréotypes de genre et à la diversité. Les graphiques suivants analysent la présence mondiale des femmes selon des niveaux de rémunération décroissants, représentés par les pratiques statistiques<sup>27</sup> du neuvième décile, du troisième quartile, de la médiane et du premier quartile. En particulier, par rapport à une présence féminine globale de 28,3 % au sein d'Eni, une présence plus faible est observée aux niveaux de rémunération les plus bas (inférieurs au premier décile, soit 22 %) et les plus élevés (supérieurs au neuvième décile, soit 20 %).

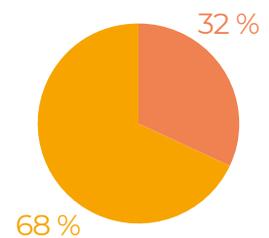
Salaires supérieurs au 9e décile



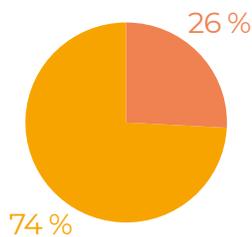
Salaires supérieurs au 3ème quartile



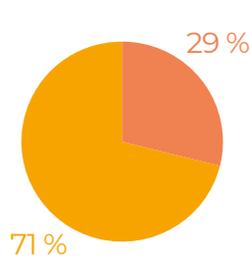
Salaires entre la médiane et le 3e quartile



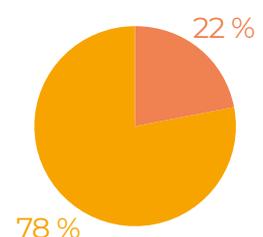
Salaires entre le 1er quartile et la médiane



Salaires inférieurs au 1er quartile



Salaires inférieurs au 1er décile



■ Femmes ■ Hommes

<sup>27</sup> Les pratiques salariales de référence statistique sont les suivantes : neuvième décile : 90 % des salaires sont inférieurs à l'indice de référence ; troisième quartile : 75 % des salaires sont inférieurs à l'indice de référence ; médiane : 50 % des salaires sont inférieurs à l'indice de référence ; premier quartile : 25 % des salaires sont inférieurs à l'indice de référence ; premier décile : 10 % des salaires sont inférieurs à l'indice de référence.



## Entretien avec Barbara Falcomer

### Quels outils et stratégies Valore D utilise-t-elle pour accompagner les entreprises vers une culture plus inclusive et libérée des stéréotypes de genre ?

Depuis 2009, Valore D accompagne les entreprises désireuses de créer des environnements de travail inclusifs, innovants et durables. Valoriser le caractère unique des personnes est en effet devenu un véritable défi pour les organisations, non seulement d'un point de vue éthique, mais aussi d'un point de vue commercial : les politiques d'équité et de bien-être génèrent des niveaux de productivité plus élevés, des performances financières supérieures, une capacité accrue à attirer les talents et une meilleure capacité à répondre aux besoins des parties prenantes. Notre association soutient les entreprises sur la voie de la maturité organisationnelle, en mettant à la disposition du réseau des produits de formation et de sensibilisation, des outils de mesure, des parcours de mentorat, des recherches et des bonnes pratiques d'entreprise, ainsi que la possibilité de développer des projets sur mesure pour répondre aux besoins spécifiques de chaque organisation. Nous avons toujours pensé que le changement de culture n'est possible que si nous travaillons ensemble : c'est pourquoi nous visons également à renforcer le dialogue public-privé, en portant l'engagement des entreprises et leurs pratiques les plus innovantes à l'attention des institutions, dans le but d'alimenter un cercle vertueux bénéfique pour la communauté.

### Comment transformer l'autonomisation des femmes d'un objectif déclaré en un changement structurel au sein des organisations ?

Les entreprises qui souhaitent renforcer l'émancipation des femmes doivent aborder la question comme un véritable business case, c'est-à-dire être en mesure de créer une véritable stratégie avec des actions, des objectifs, des indicateurs clés de performance et des outils de mesure qui permettent de suivre les résultats obtenus. En particulier, il est très important de construire un parcours qui envisage le renforcement non seulement des « hard skills » mais aussi de celles considérées comme plus « soft », qui ont trait au leadership des personnes, par exemple l'écoute, la résolution de problèmes, la gestion de la complexité, par le biais d'une formation adéquate

allant du niveau junior jusqu'au niveau de direction (C-level), ainsi que de programmes de mentorat et de parrainage, qui favorisent également le développement de réseaux professionnels. Au-delà de cela, il est essentiel de s'efforcer de faire tomber tous les obstacles, notamment ceux liés à la maternité et à la prise en charge des enfants, qui freinent souvent l'épanouissement des femmes, en créant des environnements de travail favorisant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et une parentalité partagée et équitable. Toutefois, rien de tout cela ne serait possible sans un engagement fort de la part du top management et de l'ensemble de l'organisation, et sans des principes et des valeurs partagés guidant les actions de l'ensemble du contexte.

### Comment la collaboration avec Valore D soutient-elle Eni dans sa démarche vers un environnement de travail plus équitable et plus inclusif ?

Eni n'est pas seulement un associé historique, qui nous accompagne depuis de nombreuses années, c'est aussi un compagnon de route, qui au fil du temps a contribué à la gouvernance au sein du Conseil d'administration, a pris part aux décisions stratégiques de l'Association, et a soutenu nos projets les plus ambitieux. Le soutien d'Eni au programme d'innovation sociale Inspiring Girls, qui a été introduit en Italie en 2017 précisément par Valore D, est fondamental. Avec Inspiring Girls, nous cibons les filles et les garçons de l'école secondaire, pour les encourager à suivre leurs aspirations sans stéréotypes, en les confrontant à des modèles qui travaillent dans des domaines particulièrement exigeants, comme les STIM. Le dialogue en classe avec des expertes qui ont su transcender les idées reçues est le meilleur exemple pour démontrer qu'il n'existe pas de professions réservées aux hommes ou aux femmes, mais seulement des carrières qui répondent aux passions de chacun. Grâce à Eni, Valore D a signé un accord de coopération avec Open-es, ce qui lui permet d'apporter son savoir-faire et sa contribution concrète au développement et à la croissance de la durabilité sociale à ce vaste réseau d'entreprises, de personnes et d'organisations. En participant aux activités Open-es, Inspiring Girls et Valore D, Eni démontre chaque jour son engagement en faveur du changement culturel et social et incarne un engagement constant pour la construction d'un monde plus équitable et durable.

Entretien



### BARBARA FALCOMER DIRECTRICE GÉNÉRALE DE VALORE D

une association à but non lucratif d'entreprises promouvant la mixité, la diversité et la culture inclusive au sein des organisations



## BIEN-ÊTRE

Eni dispose d'un système d'avantages et bénéfices sociaux qui comprend un ensemble de services, d'initiatives et d'instruments visant à améliorer le bien-être des employés. Le modèle Smart Working (SW) d'Eni, introduit par un accord signé en octobre 2021, offre à tous les employés en Italie un mode de travail flexible permettant jusqu'à 8 jours par mois pour les sites de bureaux et 4 jours par mois pour les sites opérationnels. Ce modèle comprend également de nombreuses options d'avantages sociaux pour soutenir non seulement la parentalité et le handicap, mais aussi la santé des individus ou des membres de leur famille vivant sous le même toit. Le modèle a été enrichi d'une option permettant de traiter les problèmes de santé temporaires, soudains et imprévisibles d'un membre de la famille. Le modèle Smart Working a également été progressivement adopté dans les pays où Eni est présent, conformément aux réglementations locales. En ce qui concerne les questions relatives à la parentalité, dans tous les pays où elle est présente, Eni a continué d'offrir : 10 jours de travail rémunérés à 100 % pour les deux parents, 14 semaines de congé minimum pour la personne qui s'occupe principalement de l'enfant, conformément à la convention de l'OIT, et versement d'une allocation d'au moins deux tiers du salaire perçu au cours de la période précédente. En outre, au moins 80 % des effectifs locaux d'Eni sont basés dans des pays où le cadre juridique prévoit un congé de maternité entièrement rémunéré d'au moins 12 semaines. En ce qui concerne les avantages sociaux, Eni propose un plan d'initiatives visant à répondre aux besoins des familles, avec des services allant de l'assistance éducative et récréative pour les enfants à l'assistance pour les membres de la famille à charge. En outre, des initiatives de promotion de la santé et du bien-être psychophysique sont prévues, notamment des initiatives de prévention spécifiques, un service de conseil psychologique et la mise à disposition d'installations sportives affiliées. Eni propose également des mesures d'aide au revenu telles que des prêts subventionnés, des pensions complémentaires et des soins de santé complémentaires. L'année 2024 a été marquée par la consolidation de nouveaux services à la parentalité, activés suite à leur définition dans le protocole NOI signé avec les syndicats, et par le lancement d'une phase d'étude et d'analyse de l'offre existante, notamment par le biais d'une analyse comparative afin d'identifier des actions pour redéfinir et améliorer les mesures en vigueur.

### Étude de cas

#### Plan d'actionnariat généralisé

Eni reconnaît le rôle fondamental du capital humain dans son parcours de transformation et d'évolution. Dans ce contexte, le Conseil d'administration, lors de sa réunion du 4 avril 2024, sur proposition du Comité Rémunérations, a approuvé l'adoption d'un plan d'actionnariat pour tous les employés. L'objectif est de renforcer le sentiment d'appartenance à l'entreprise, la participation à la croissance de la valeur de l'entreprise et de soutenir le pouvoir d'achat des salariés. Le plan, initialement mis en œuvre pour les employés en Italie et étendu par la suite aux entreprises étrangères, sous réserve de la législation nationale, prévoit deux attributions annuelles d'actions gratuites d'une valeur individuelle annuelle de 2 000 euros. La première allocation a été effectuée en 2024, tandis que la seconde le sera en 2025. En 2026, une option de co-investissement sera introduite : les salariés qui achèteront des actions recevront des actions gratuites à hauteur de 50 % du nombre d'actions achetées, jusqu'à un montant maximal de € 1 000. L'initiative a enregistré un taux d'adhésion de plus de 95 % parmi les plus de 22 000 employés concernés, plaçant Eni parmi les premières entreprises italiennes à mettre en œuvre un plan de cette envergure, dans un contexte italien où l'actionnariat généralisé est encore une pratique peu répandue.

## FORMATION

Eni continue de considérer la formation comme un levier fondamental pour accompagner l'entreprise dans le processus de changement, conformément aux stratégies définies dans le cadre de la transition énergétique et de la transformation numérique. Les interventions de formation ciblées qui couvrent tous les aspects de la croissance technique, professionnelle, transversale et personnelle, par le biais d'un perfectionnement et d'un recyclage appropriés et d'une combinaison optimale d'apprentissage en personne et à distance, restent la clé de la construction des compétences de demain. L'année 2024 est comparable à l'année précédente, bien qu'il y ait également eu une réduction dans le cadre d'une rationalisation des plans de formation. Sur plus d'un million d'heures de formation au cours de l'année, 76 % ont été suivies par des hommes et 24 % par des femmes, soit une répartition conforme à celle du personnel d'Eni, avec une augmentation de la participation des femmes de 20 % en 2023 à 24 % en 2024, reflétant l'engagement de l'entreprise à soutenir et à développer la présence et le développement des femmes professionnelles.

**ENVIRONNEMENT, SANTÉ, QUALITÉ ET COMPORTEMENT HSEQ**

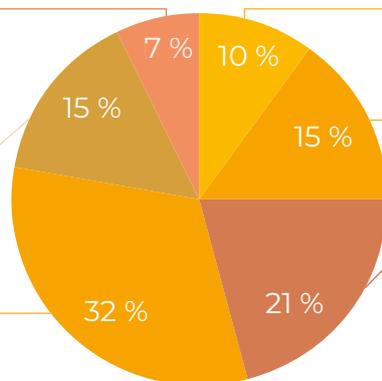
Renforcement du professionnalisme dans le domaine de la réglementation environnementale, de la santé et des parcours comportementaux dans le domaine HSE

**COMPORTEMENT/COMMUNICATION IDENTITÉ DE L'ENTREPRISE**

Formation comportementale à l'identité de l'entreprise et parcours pour tous ceux qui sont impliqués dans le leadership au quotidien à travers des outils pour mieux gérer et développer leur rôle.

**SÉCURITÉ**

Une formation obligatoire, en ligne et en présentiel, est requise pour toutes les personnes concernées, et une formation opérationnelle est dispensée en présentiel dans des centres de formation agréés.

**LANGUE ET INFORMATIQUE**

Nouvelles compétences et mises à jour en matière d'informatique et de langues.

**PROFESSIONNEL TRANSVERSAL**

Formations transversales : conformité, parcours professionnels requis par les entreprises et programmes sur les nouvelles approches du travail et le monde numérique.

**PROFESSIONNEL TECHNICO-COMMERCIAL**

Programmes de formation pour le développement et le maintien des compétences clés des différentes familles professionnelles du domaine technique, notamment sur les questions liées à la transition énergétique, au changement climatique et à l'économie circulaire.

*Focus on***e-KMS : la valeur du partage des connaissances techniques au sein de l'entreprise**

La gestion des connaissances, c'est-à-dire la gestion avancée et structurée des actifs de connaissances internes, valorise le savoir-faire acquis et les compétences techniques, en encourageant leur partage. Elle contribue au développement de solutions innovantes, soutient la croissance professionnelle et le réseautage des collaborateurs, et enfin permet l'amélioration continue des processus, la diffusion des bonnes pratiques et la transmission des expériences au fil des ans. Tout cela contribue à l'efficacité opérationnelle et à l'innovation pour la décarbonisation. En 2024, la stratégie de gestion des connaissances s'est principalement concentrée sur l'optimisation de la qualité du contenu partagé au sein du système de gestion des connaissances d'Eni (e-KMS) et sur la génération de valeur grâce à l'enrichissement de la base de données, en premier lieu la création du lien au sein d'e-KMS avec le référentiel des normes d'ingénierie et l'inclusion de l'outil de gestion du flux d'approbation des publications techniques et scientifiques destinées à des publics externes. Fin 2024, la richesse des connaissances partagées comprenait plus de 160 exemples de réussite, plus de 4 000 webinaires, environ 600 leçons apprises et 1 100 publications technico-scientifiques. Il s'agit de connaissances de qualité, validées par les détenteurs de connaissances et facilement accessibles grâce à l'algorithme d'intelligence artificielle générative, dont l'introduction dans le système a amélioré la convivialité du contenu, faisant de l'e-KMS un outil de plus en plus efficace pour favoriser le développement des compétences des entreprises.

**Communication interne et durabilité : le premier événement sur la durabilité dédié au personnel d'Eni**

En juillet 2024, Eni a organisé son premier événement interne dédié à son personnel sur les questions de durabilité, afin de réfléchir à l'évolution de la durabilité et à la manière dont elle est désormais intrinsèquement liée à la stratégie d'Eni. L'événement a permis d'approfondir et de faire connaître le contenu du Rapport sur la durabilité d'Eni : Eni for. La décision d'organiser un événement pour les collaborateurs est née de la volonté de transformer les histoires et les actions d'Eni en un patrimoine commun, inspirant chacun à devenir acteur et défenseur de la durabilité en entreprise. Au cours de cette journée, les collaborateurs directement impliqués dans les nombreux projets et initiatives lancés par Eni pour contribuer à la création d'un avenir plus durable ont pris la parole. En outre, pour assurer une diffusion optimale du contenu et des messages partagés lors de l'événement, diverses initiatives de communication ont été mises en œuvre : publications sur Workplace, contenu dédié sur l'intranet de l'entreprise et implication de la direction auprès des collaborateurs de tous les pays où Eni est implantée. Cet événement s'inscrit dans un processus plus large de sensibilisation aux questions de développement durable. Ce programme comprend des cours en ligne, des campagnes sur les réseaux sociaux de l'entreprise et l'intranet constamment mis à jour avec toutes les initiatives liées à la durabilité afin d'impliquer et d'informer l'ensemble des employés.

**Initiatives universitaires pour la transition énergétique**

À partir de 2024, Eni Corporate University (ECU) et Arm Wind ont entamé une coopération avec l'Université nationale eurasienne dans le cadre du Master en technologies de l'énergie verte, le premier Master au Kazakhstan consacré aux énergies renouvelables. Afin de soutenir le processus de transition énergétique dans le pays, Eni Corporate University a mis à disposition son réseau académique d'excellence, impliquant des professeurs de l'École polytechnique de Turin et de l'Université de Pavie pour donner des « conférences » en face-à-face à Astana. Toujours en 2024, l'ECU a signé un accord de partenariat avec l'Université de Strathclyde (Glasgow) pour le lancement d'un programme de formation dédiée aux ressources de Plenitude et EniProgetti expertes dans les secteurs de l'énergie traditionnels afin de soutenir la transition des compétences professionnelles vers le secteur des énergies renouvelables et de l'éolien offshore. Cette mesure a été prise afin de combler le déficit de connaissances et de compétences identifié les années précédentes dans le cadre d'un projet mené avec la même université.

# Sécurité au travail et sécurité des procédés



## *Pourquoi c'est important pour Eni ?*

La sécurité de nos collaborateurs a toujours été au cœur de notre culture d'entreprise. Cette année, malgré nos efforts et nos projets continus dans le domaine de la sécurité, nous avons connu un incident grave. Notre peine est immense pour les travailleurs impliqués et leurs familles. Chacun d'entre nous doit donc s'engager à promouvoir une culture de la sécurité, à respecter personnellement les principes et les règles de sécurité d'Eni et, plus encore, à intervenir avec sa propre Autorité de Cessation du Travail dès que nous détectons un comportement ou une situation dangereuse.

**CHIARA CERRUTI** RESPONSABLE SÉCURITÉ, HYGIÈNE INDUSTRIELLE ET URGENCES HSE D'ENI

## SÉCURITÉ AU TRAVAIL ET SÉCURITÉ DES PROCÉDÉS

Eni investit constamment dans la mise en œuvre de toutes les actions nécessaires pour assurer la sécurité sur le lieu de travail, notamment en développant des modèles et des outils d'évaluation et de gestion des risques, ainsi qu'en promouvant une culture de la sécurité, afin de poursuivre son engagement à éliminer les accidents et à préserver l'intégrité de ses actifs. Pour prévenir les accidents, outre la mise à jour continue de la documentation et du système réglementaire HSE, des initiatives ont été lancées pour renforcer les compétences et l'implication des employés et des agents sous contrat dans le domaine HSE (formation sur le leadership en matière de sécurité, programmes de coaching HSE technique et comportemental, promotion des principes de sécurité et des règles d'or, application de l'Autorité de Cessation du Travail<sup>28</sup>), ainsi que de nouvelles applications informatiques et technologies numériques pour soutenir les processus HSE et la sécurité opérationnelle. Pour atténuer et gérer les risques, un système de gestion de la sécurité fondé sur les risques a été mis en place afin de prévenir les accidents et les incidents majeurs. Tous les incidents, y compris les quasi-accidents et les situations/actes dangereux, sont signalés, analysés, contrôlés et suivis avec les actions correctives et préventives nécessaires. Ce système est amélioré en permanence, en tenant compte des événements survenus dans les opérations d'Eni et dans l'industrie. Toutes les entreprises présentant un risque important sont certifiées ISO 45001 et 14001 ou ont prévu de le faire. Cela confirme le fait que la sécurité des travailleurs est une valeur fondamentale pour Eni et qu'il est donc essentiel de maintenir des conditions de travail sûres pour tous les individus, sous la plus haute surveillance, afin d'atteindre un objectif de 100 % d'opérations sûres. En ce qui concerne la gestion HSE des agents sous contrat, le Centre de compétence en matière de sécurité (CCS) a continué à contrôler et à soutenir de manière proactive le processus d'amélioration des entreprises, en promouvant des modèles de gestion caractérisés par une culture de la sécurité de plus en plus préventive, en contrôlant plus de 3 000 fournisseurs en Italie et à l'étranger, en gérant ponctuellement les situations détectées comme non conformes aux normes et en promouvant les bonnes pratiques innovantes identifiées, en veillant à leur diffusion auprès des agents sous contrat. En 2024, des pactes pour la sécurité et l'environnement (accords volontaires avec des entreprises tierces) sont en vigueur sur 92 sites en Italie et 20 à l'étranger.

Toutes les réalités à risques importants sont couvertes par la certification **ISO 45001**

### PRINCIPAUX PROJETS DE SÉCURITÉ

- **Safety Presense** : un outil d'IA capable de prédire des situations dangereuses récurrentes à partir de signaux faibles enregistrés dans les bases de données HSE
- **Application HSEni** - 237 sites couverts et 11 000 utilisateurs habilités
- **Évaluation numérique des risques HSE** : un outil d'aide à l'analyse, à l'évaluation et au reporting des risques
- **Permis de travail électronique (e-WP)** - 139 sites couverts
- **Smart Safety** - 6 sites équipés de système numérique impliquant des dispositifs portables pour alerter les travailleurs en cas de conditions dangereuses ou d'urgence

#### SÉCURITÉ NUMÉRIQUE

#### HYGIÈNE INDUSTRIELLE

- Application **ISPPE** pour la gestion numérique des EPI - 33 sites couverts en Italie
- **Outil d'évaluation des risques chimiques pour la sécurité**
- Cours « **Éléments sur l'hygiène industrielle** »
- Projet de formation « **Former les formateurs enhygiène industrielle** »

#### SÉCURITÉ DES PRODUITS

- Modèle d'évaluation des capacités d'innovation circulaire le long de la chaîne de valeur du produit
- L'application **ATHOS Cloud Platform** pour gérer durablement les produits chimiques destinés à l'achat et à la vente, ainsi que les informations et documents associés

- Campagne sur les **Principes fondamentaux de la Sécurité des Procédés**
- **3D leçons apprises** sur les incidents majeurs
- Cours d'apprentissage en ligne sur la sécurité des **procédés chez Eni**

#### SÉCURITÉ DES PROCÉDES

- Méthodologie **THEME** (The Human Error Model for Eni, en français Modèle d'erreur humaine pour Eni) - 22 sites couverts
- Formation à la **méthodologie RC Eni** pour les enquêtes sur les accidents
- Campagne sur les **Règles et Principes d'Or Ligne de Mire & Autorité de Cessation du Travail** (Line of Fire & Stop Work Authority)
- **Formation en ligne sur la gestion de la sécurité opérationnelle**
- Formation comportementale : **Agir en toute sécurité et Leader en HSE**
- Coaching en sécurité comportementale
- Application **IRIDE** pour le signalement, l'analyse et le suivi des événements HSE

- **My GIS Crisis Management Log Keeper application** : pour la gestion et la visualisation des informations d'urgence, intégrée à MyGIS
- Outil de **gestion des exercices d'urgence HSE**
- Formation à la **gestion des urgences HSE**
- Coopération avec le département de la protection civile pour la gestion des événements NatRisk

#### URGENCES MAJEURES

#### SÉCURITÉ AU TRAVAIL

28 Grâce à l'Autorité de Cessation du Travail, chaque travailleur d'un site d'Eni est habilité à interrompre une activité lorsqu'il détecte un comportement ou une situation dangereuse.

En 2024, le taux de fréquence des accidents enregistrables (Total Recordable Injury Frequency Rate - TRIR) a augmenté par rapport à 2023, tant pour les agents sous contrat que pour les employés, car la diminution du nombre d'heures travaillées au cours de la période n'a pas été compensée par une réduction du nombre total d'accidents enregistrables, qui a atteint 67 pour les agents sous contrat (54 en 2023) et est resté stable à 39 pour les employés. En particulier, cinq accidents mortels ont été enregistrés parmi les agents sous contrat en Italie, liés à l'accident survenu le 9 décembre 2024 au dépôt de carburant de Calenzano (Florence). Les autorités judiciaires enquêtent toujours sur la dynamique et les causes de l'événement ; Eni apporte sa pleine coopération à tous les besoins de l'enquête. L'indice de mortalité (Fatality Index) des agents sous contrat est passé à 4,96, tandis que celui des employés est resté nul. Dans le domaine de la Sécurité des Procédés, afin de minimiser les accidents dus à des fuites de confinement et d'améliorer encore les performances en matière de sécurité des Procédés, Eni a mené une vaste campagne sur les Principes fondamentaux de la Sécurité des Procédés à suivre lors des activités en usine, par le biais de sessions de formation destinées à soutenir les 591 promoteurs et d'actions de sensibilisation sur 60 sites avec la participation de plus de 5 000 travailleurs. Les questions de sécurité des Procédés dans la gestion des fluides pour les nouvelles chaînes d'approvisionnement énergétiques ont également été étudiées, et les normes internes ont été révisées pour inclure des exigences de conception spécifiques pour l'hydrogène, le CO<sub>2</sub> et d'autres substances provenant de nouvelles chaînes d'approvisionnement.

## Étude de cas

### Innovation technologique et numérisation dans le domaine de la sécurité

L'innovation technologique est essentielle à l'amélioration des performances HSE de l'entreprise. Les technologies numériques sont au cœur de l'innovation grâce à laquelle Eni a atteint et continuera d'atteindre de nouveaux objectifs ambitieux en matière de HSE.

Le processus d'innovation technologique soutenant l'HSE suit une approche méthodique et structurée qui permet non seulement de se conformer aux réglementations internationales et locales, mais aussi de promouvoir une culture d'entreprise orientée vers la prévention des risques et la protection de l'environnement, en veillant à ce que les nouvelles technologies introduites soient efficaces, sûres et durables.

Le traitement des questions de sécurité, un élément fondamental du plan stratégique d'Eni, par l'utilisation des technologies numériques, combinée avec les analyses liées au facteur humain, a donc orienté les efforts de l'entreprise vers la mise en œuvre de technologies numériques qui rendent la gestion des risques et de la sécurité sur le lieu de travail plus simple, plus efficace et mieux organisée.

Ces dernières années, Eni a développé et mis à disposition diverses solutions numériques pour couvrir les principaux besoins opérationnels dans le domaine de la sécurité, de l'adoption des EPI intelligents aux applications de sécurité, en passant par l'analyse de données, l'apprentissage automatique et l'intelligence artificielle.

Aujourd'hui, les solutions numériques améliorent la capacité d'analyse des données et informations HSE afin de prédire les situations dangereuses et de prévenir les accidents, d'identifier les situations dangereuses et de diffuser les meilleures pratiques, et d'assurer le contrôle et la gestion des opérations en toute sécurité.

L'objectif de la sécurité numérique est donc le suivant :

- fournir aux opérateurs des outils qui rendent les risques sur site « visibles », permettant ainsi des conditions de travail toujours plus sûres ;
- mettre à disposition des fonctions permettant d'interpréter les données de sécurité et de prévoir les situations dangereuses à venir ;
- déployer des solutions pour l'usine afin de réduire l'exposition des opérateurs aux risques et d'améliorer les aspects HSE.

Parallèlement aux principales initiatives numériques déjà disponibles chez Eni, de nombreuses expériences sont en cours afin d'identifier les meilleures technologies disponibles sur le marché pour une utilisation sur nos sites opérationnels.

## PRÉPARATION ET RÉPONSE AUX URGENCES

Le processus d'Eni de Préparation et de Réponse aux situations d'urgence, à la fois efficace et efficient permet de protéger le « système » dans son intégralité, préservant ainsi la valeur globale de l'entreprise et l'environnement dans lequel elle opère. La préparation aux situations d'urgence est régulièrement testée à travers plus de 5 000 exercices effectués chaque année sur les sites, afin de vérifier la capacité à répondre aux plans prévus, y compris l'alerte en temps utile de la chaîne de commandement et les moyens et ressources nécessaires pour gérer l'événement. Les activités se concentrent également sur la planification et la gestion des scénarios d'urgence induits par les risques naturels, en soutenant à la fois les activités d'Eni et la communauté grâce à la collaboration consolidée avec la protection civile nationale.

## INITIATIVES DE SÉCURITÉ NUMÉRIQUE

	SÉCURITÉ AU TRAVAIL	SÉCURITÉ DES PROCESSUS	URGENCE
<b>Smart Safety</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Entretien des EPI</li> <li>• Chutes de hauteur</li> <li>• Accès aux zones réglementées</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Gestion des urgences dans les usines</li> <li>• Envoi de SOS</li> </ul>
<b>APP HSEni</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Signalement des situations dangereuses</li> <li>• Consultation des Règles d'or Sécurité et Environnement et documents associés</li> <li>• Élaboration de listes de contrôle opérationnelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Signalement des situations dangereuses</li> <li>• Consultation sur la sécurité des procédés Principes fondamentaux et documents associés</li> </ul>	
<b>e-WP Permis de travail électronique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Compilation et archivage des permis de travail</li> <li>• Vérification des listes de contrôle liées à l'activité</li> <li>• Vérification des certifications et des interférences</li> <li>• Recommandation d'EPI spécifique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Compilation et archivage des permis de travail</li> <li>• Prise en charge du PSF</li> </ul>	
<b>DHSERA Évaluation numérique des risques HSE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyse, compilation et rapport des risques HSE sur les sites opérationnels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyse, compilation et rapport des risques HSE sur les sites opérationnels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Analyse, compilation et rapport des risques HSE sur les sites opérationnels</li> </ul>
<b>Safety Presence</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Alertes prévisionnelles basées sur des phénomènes d'accidents antérieurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Alertes prévisionnelles basées sur les phénomènes passés de pertes de confinement</li> </ul>	
<b>Digital Leak Detection</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Localisation et quantification des fuites de gaz</li> </ul>	
<b>Travailleur isolé</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Surveillance de la sécurité des travailleurs isolés au moyen d'une application</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Envoi de SOS</li> </ul>

# Santé et bien-être des personnes



## *Pourquoi c'est important pour Eni ?*

Pour Eni, protéger la santé signifie promouvoir une culture de la santé et du bien-être de son personnel. Il s'agit d'un engagement envers les conditions physiques, mentales et sociales de chacun. Notre action consiste à prévenir et à protéger la santé, et à rendre tous les outils et services de soins médicaux et de promotion de la santé aussi accessibles que possible. Nous nous adressons à nos travailleurs et à leurs familles, ainsi qu'aux communautés directement ou indirectement affectées par nos activités, en collaboration avec les institutions des pays où nous opérons.

**FILIPPO UBERTI** RESPONSABLE SANTÉ CHEZ ENI

Le système de gestion de la santé d'Eni est mis en œuvre dans toutes les unités opérationnelles et couvre l'ensemble de la population d'Eni. Il englobe la médecine du travail, l'hygiène du travail, la médecine des voyageurs, l'assistance médicale et les urgences, la promotion de la santé, ainsi que la protection et la promotion de la santé communautaire. Il repose sur les principes de précaution, de prévention et de promotion, et est mis en œuvre dans une perspective d'amélioration continue. La gestion efficace des risques est assurée par la mise à jour constante des évaluations du profil sanitaire des pays où l'entreprise opère, notamment l'évaluation des risques épidémiques potentiels, l'évaluation des risques sanitaires liés au travail et les impacts potentiels des procédés industriels sur la santé, en tenant compte des attentes des parties prenantes et des communautés. Eni exerce ses activités conformément aux normes internationales et veille à ce que la formation et les compétences de son personnel soient constamment mises à jour. En 2024, en ce qui concerne les activités visant à protéger la santé des employés, la collaboration avec les centres de recherche et les universités s'est poursuivie afin d'évaluer les impacts des nouveaux procédés de production, avec un accent particulier sur les bioraffineries et l'agro-industrie. De nouvelles technologies ont été testées pour surveiller la salubrité des environnements de travail intérieurs (99 capteurs ont été testés sur des sites d'exploitation onshore Italie et à l'étranger). En 2024, le Comité Santé FEEM, un organe de veille scientifique composé d'experts médicaux, épidémiologiques et économique-sanitaires lancé en 2021, a poursuivi ses activités de recherche dans le but de soutenir Eni dans la protection et la promotion de la santé de tous ceux qui opèrent au sein de sa chaîne de valeur, tenant compte de la complexité des nouveaux modèles, des technologies et des approches pour une transition énergétique juste. En 2024, les services **sociaux de santé en entreprise** ont été améliorés et renforcés. Il s'agit d'un ensemble d'initiatives et d'outils visant à améliorer le bien-être des travailleurs et, le cas échéant, des membres de leur famille, en mettant l'accent sur la prévention, le diagnostic, le traitement et la gestion des maladies aiguës et chroniques.

- **Più Salute** : un ensemble de services d'assistance sanitaire gratuits pour les employés d'Eni et leurs familles, qui prévoit une prise en charge 24 heures sur 24 (télémédecine, services médicaux à domicile, réservations et consultations d'antécédents médicaux). En 2024, l'outil a été enrichi avec des fonctionnalités visant à une plus grande inclusion, telles que la langue des signes et la commande vocale intégrée à l'application pour les personnes malvoyantes ou aveugles. **93 %** des utilisateurs se sont déclarés **satisfaits du service**.
- **Prévenir avec Eni** : un service de bilan de santé bisannuel gratuit pour la prévention du cancer et des maladies cardiovasculaires a été étendu à de nouvelles régions italiennes, touchant ainsi 44 % du personnel d'Eni.
- Activités de **promotion de la santé** visant à diffuser une culture de la santé auprès des employés et de leurs familles, comme en 2024 : (i) sensibilisation aux maladies endémiques, telles que la tuberculose et le paludisme, aux maladies sexuellement transmissibles et aux maladies non transmissibles, telles que le diabète et l'hypertension ; (ii) promotion de modes de vie sains ; (iii) diffusion de principes ergonomiques.
- Dispensation de la **campagne de vaccination** contre la grippe en Italie.

Le nombre de participants aux initiatives de promotion de la santé en 2024 a été de 140 046, dont 107 003 employés, 29 845 agents sous contrat et 3 198 membres de la famille. Il s'agit de programmes, d'activités et d'interventions bénévoles dont l'objectif prioritaire est de maximiser le bien-être moral et physique des travailleurs, l'inclusion et l'égalité.

Amélioration et renforcement des services sociaux de santé en entreprise

Plus de **140 000** participants aux initiatives de promotion de la santé

### Focus on

En 2024, Eni a soutenu l'**Open Week** promue par la **Fondazione Onda**, une initiative visant à garantir aux victimes de violence un accès gratuit aux services de santé et d'information offerts par les hôpitaux et les centres anti-violence du réseau Onda, présents dans tout **le pays**. L'Open Week s'est déroulée du **22 au 27 novembre**, à l'occasion de la **Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes** du 25 novembre, afin de réaffirmer l'importance de la sensibilisation et de l'apport d'un soutien concret dans ce domaine.

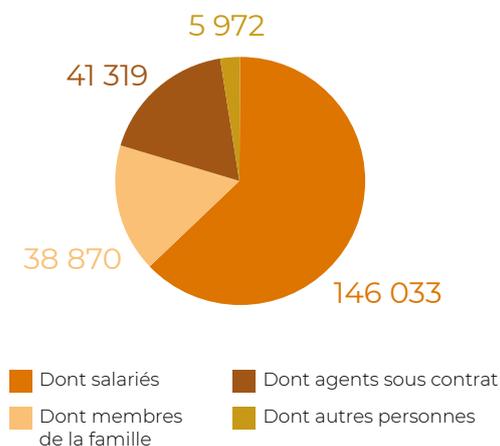
232 194

Services de santé fournis

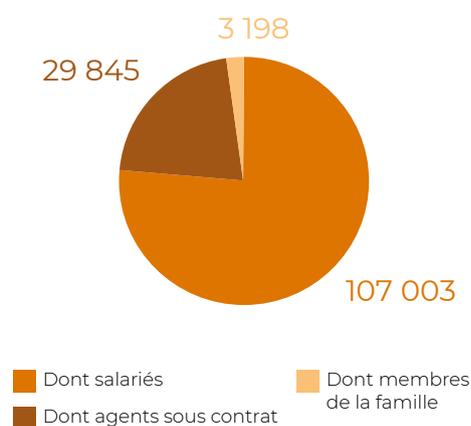
140 046

accès aux initiatives de promotion de la santé

NOMBRE DE SERVICES DE SANTÉ FOURNIS EN 2024



NOMBRE D'ACCÈS AUX INITIATIVES DE PROMOTION DE LA SANTÉ



Au cours de cette année, la collaboration avec des organisations internationales a été renforcée : la contribution d'Eni aux travaux du Comité de la santé de l'IOGP - l'Association internationale des producteurs de pétrole et de gaz et l'IPIECA, l'association sectorielle sur les questions de durabilité mondiale a conduit à la publication du document d'information IOGP-IPIECA [« La santé dans le cadre de la transition énergétique »](#). Ce document explore les connaissances actuelles sur les risques sanitaires associés aux technologies de transition énergétique. L'objectif de ce rapport est de sensibiliser les entreprises à l'importance de l'évaluation des risques sanitaires, ainsi que des opportunités, dans le contexte de la transition.

## Focus on

### Les services d'Eni pour le bien-être psychologique, émotionnel et social

Pour Eni, la santé mentale et cérébrale est une composante indispensable du bien-être. C'est pourquoi elle met en œuvre des initiatives destinées à son propre personnel et consacrées à la prévention cognitive et à l'amélioration des compétences émotionnelles, psychologiques et sociales.

- **Service de soutien psychologique en ligne** à la disposition des employés en Italie et à l'étranger, 24h/24 de manière anonyme et gratuite. 74 % des employés ont accès au service, et il est prévu de l'étendre à 85 % d'ici 2028.
- **Service de gestion du stress en cas d'incident critique** : intervention directe sur site par des experts qualifiés en urgence, en cas d'événements catastrophiques et inattendus, accessible à tous les employés en Italie et à l'étranger.
- **Premiers secours psychologiques (PFA)** : intervention volontaire réalisée par des employés d'Eni formés par l'entreprise pour soutenir les personnes impliquées dans un événement traumatisant en attendant l'arrivée d'experts qualifiés en matière d'urgence. La participation à la formation est volontaire et indépendante du niveau d'études.
- **Services spécifiques en matière de santé et d'assistance liée au genre** : en Italie, une ligne d'assistance téléphonique est disponible 24h/24 et 7j/7 pour les victimes de harcèlement et de violences sexistes, offrant un soutien psychologique et juridique ainsi qu'une orientation locale.
- **Cours NutriMente** : un cours ouvert à tous les employés pour améliorer leur attitude mentale à l'égard de l'alimentation.
- **Réunion en ligne consacrée à la santé mentale** : un aperçu de la signification de ce sujet, des ressources pour le bien-être et la lutte contre la stigmatisation.
- **Projets de psycho-éducation** pour l'inclusion de collègues en situation de handicap au sein de l'équipe de travail.
- **Assistance sociale** : service d'orientation et de conseil en personne, actif sur la plupart des sites d'Eni en Italie.
- **Bureau d'information oncologique** : en collaboration avec l'AIMaC (Association italienne des patients atteints de cancer, de leurs proches et de leurs amis), l'entreprise met à disposition une ligne d'assistance téléphonique qui garantit une assistance ciblée, personnalisée et interdisciplinaire (les experts comprennent : des avocats, des oncologues cliniciens, des psychologues/psychothérapeutes, etc.) aux employés d'Eni qui sont confrontés, en tant que patients ou parents, à un problème oncologique.



## Entretien avec Vincenzo di Lazzaro

### Professeur, pourquoi est-il important, aujourd'hui plus que jamais, de parler de la protection de la santé cérébrale ?

Il est de plus en plus important de parler de ces sujets parce que nous vivons plus longtemps et que le nombre de personnes souffrant de maladies neurodégénératives ne cesse d'augmenter. Par exemple, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), environ 55 millions de personnes dans le monde sont touchées par la démence aujourd'hui, et ce chiffre pourrait même tripler d'ici 2030. Cependant, environ la moitié des cas de démence pourraient être évités en agissant sur certains facteurs de risque. Il s'agit, entre autres, des facteurs de risque cardio-cérébro-vasculaires classiques tels que l'hypertension artérielle, le tabagisme, l'obésité et la sédentarité, mais aussi d'éléments qui n'étaient pas considérés auparavant comme des facteurs de risque tout aussi pertinents, tels que l'isolement social, la perte de la vue et de l'ouïe ou la dépression.

### Quel est le lien entre la santé cérébrale et le bien-être personnel, mental et physique ?

Le cerveau est l'organe central de notre bien-être. Toutes les fonctions que nous accomplissons au quotidien passent directement ou indirectement par le cerveau. Il ne s'agit pas seulement des capacités cognitives (mémoire, langage, attention), mais aussi de l'équilibre émotionnel, du bien-être psychologique et même de la santé physique. Un cerveau en bonne santé est synonyme de meilleures performances dans la vie quotidienne, d'une meilleure concentration, d'une stabilité émotionnelle et d'une capacité à s'adapter aux changements de la vie quotidienne.

### Dans quelle mesure l'optimisation de la santé cérébrale entraîne-t-elle également des avantages économiques et sociétaux ?

Revenons à l'exemple de la démence. Prévenir ou retarder la démence présente d'énormes avantages, non seulement pour l'individu, mais aussi sur le plan économique et social. En fait, si nous parvenions à réduire de moitié le nombre de cas de démence, nous aurions un impact significatif sur les coûts sanitaires et sociaux engendrés par ces maladies, par exemple en termes de besoins de soins de longue durée. Une population en bonne santé cérébrale est plus

autonome, plus active socialement, ce qui entraîne des avantages en cascade pour l'ensemble de la société, depuis les familles jusqu'aux systèmes de santé nationaux.

### Professeur, lors de votre intervention dans le webinaire Eni sur la santé cérébrale, vous avez parlé des facteurs de risque modifiables sur lesquels nous pouvons agir pour préserver la santé cognitive. Pouvez-vous nous dire quels sont ceux sur lesquels nous pouvons intervenir en changeant nos habitudes de vie ?

Les facteurs de risque modifiables sont principalement liés à notre mode de vie. Une étude récente publiée dans une prestigieuse revue internationale a confirmé les facteurs de risque traditionnels et identifié de nouveaux facteurs de risque de démence. Quatorze facteurs de risque modifiables ont été identifiés, parmi lesquels le faible niveau d'éducation, l'hypertension artérielle, l'obésité, le tabagisme, le diabète, la sédentarité, mais aussi l'abus d'alcool, la perte de vision ou d'audition, l'isolement social et la dépression non traitée. En modifiant nos habitudes de vie, en pratiquant une activité physique régulière, en adoptant une alimentation saine, en effectuant des contrôles médicaux réguliers et en stimulant les activités sociales et cognitives, nous pouvons agir efficacement sur plusieurs de ces facteurs, réduisant ainsi de manière significative le risque de développer une maladie neurodégénérative.

### Quel rôle les entreprises peuvent-elles jouer dans la protection de la santé cérébrale et la prévention des maladies neurodégénératives ?

Les entreprises jouent un rôle clé car elles peuvent créer des environnements de travail qui favorisent et soutiennent des modes de vie sains. Par exemple, cela est possible grâce à des programmes d'éducation à la santé visant à informer les employés sur les facteurs de risque modifiables, ou en facilitant le diagnostic et le traitement précoces de certaines maladies cardio et cérébro-vasculaires grâce à des bilans de santé appropriés. Les entreprises ont également pour mission de favoriser une plus grande interaction sociale et de promouvoir le bien-être psychologique. Ces interventions ont non seulement un effet positif sur le bien-être cérébral, mais aussi sur la satisfaction des employés et donc sur leur productivité.

Entretien



**VINCENZO DI LAZZARO**  
PROFESSEUR TITULAIRE DE NEUROLOGIE, DOYEN DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE DE L'UNIVERSITÉ CAMPUS BIO-MEDICO DE ROME, DIRECTEUR DE L'UNITÉ CHIRURGICALE COMPLEXE DE NEUROLOGIE DE LA POLYCLINIQUE UNIVERSITAIRE CAMPUS BIO-MEDICO DE ROME, ANCIEN PRÉSIDENT DE LA SINC - SOCIÉTÉ ITALIENNE DE NEUROPHYSIOLOGIE CLINIQUE.



# Partenariats pour le développement

Eni en tant qu'acteur du développement local . . . . .	98
Projets de développement local dans le monde . . . . .	110



## CONTEXTE DE RÉFÉRENCE

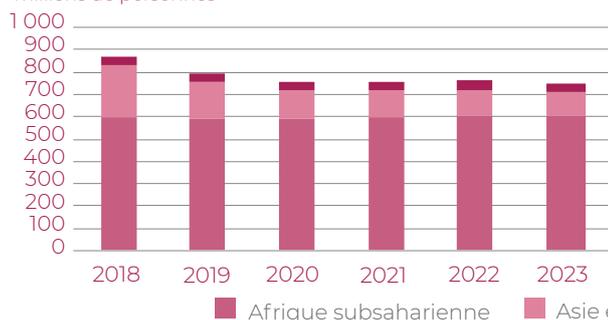
### POPULATION SANS ACCÈS AU CLEAN COOKING ET À L'ÉLECTRICITÉ

En 2023, environ 750 millions de personnes, soit environ 10 % de la population mondiale, n'avaient pas accès à l'électricité, principalement en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est. Si des améliorations significatives ont été réalisées au cours des 20 dernières années, la pandémie et la crise énergétique qui a suivi ont ralenti les progrès. Plus de 2 milliards de personnes n'ont toujours pas accès au clean cooking et continuent de dépendre de sources polluantes qui causent la mort prématurée d'environ 3,7 millions de personnes.

Source : International Energy Agency (2023) - (2024), IEA, Paris

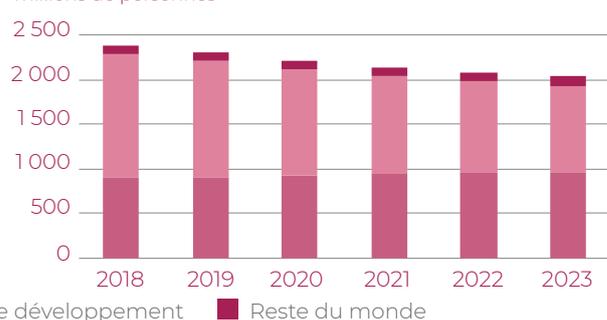
#### POPULATION SANS ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ

millions de personnes



#### POPULATION SANS ACCÈS AU CLEAN COOKING

millions de personnes

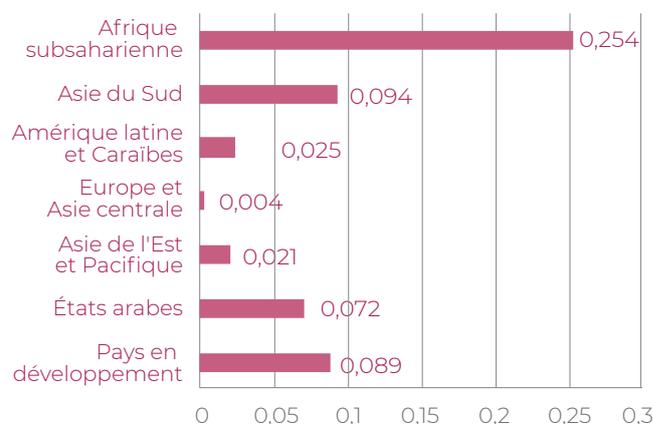


### PAUVRETÉ MULTIDIMENSIONNELLE

En tant que mesure composite de la pauvreté aiguë, l'indice de pauvreté multidimensionnelle considère simultanément le nombre de personnes dans une zone donnée et à un moment donné qui peuvent être définies comme pauvres et la gravité des privations qu'elles subissent, en tenant compte de trois dimensions : la santé, l'éducation et le niveau de vie. En 2024, plus de 1,1 milliard de personnes, dont plus de la moitié sont des enfants, peuvent être définies comme étant en situation de pauvreté multidimensionnelle. 83,7 % vivent dans des zones rurales, tandis que 83,2 % résident en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Ces personnes manquent généralement de logements adéquats, d'installations sanitaires, d'électricité, de combustible pour la cuisine, de nourriture et d'éducation. La pauvreté se traduit souvent par des taux de mortalité infantile élevés.

Source : © 2024 Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Initiative Oxford sur la pauvreté et le développement humain (OPHI), Indice mondial de pauvreté multidimensionnelle 2024. La pauvreté en temps de conflit, New York, 2024.

#### INDICE DE PAUVRETÉ MULTIDIMENSIONNELLE (IPM) 2024

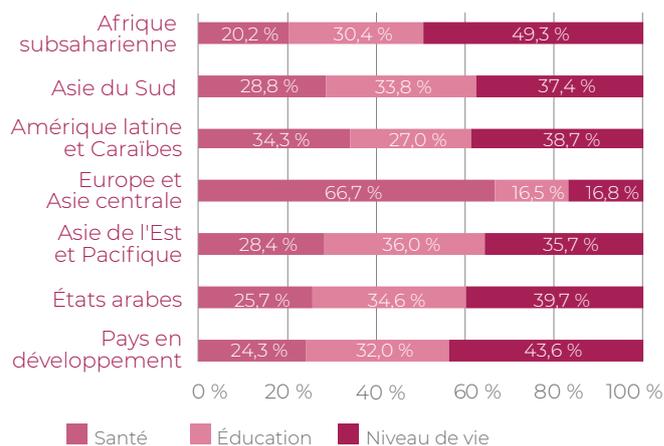


### CONTRIBUTION À LA PAUVRETÉ MULTIDIMENSIONNELLE

L'indice de pauvreté multidimensionnelle utilise dix indicateurs regroupés en trois dimensions : la santé, l'éducation et le niveau de vie. Le niveau de vie prend en compte l'absence d'électricité, d'eau potable, de logement adéquat, d'ustensiles de cuisine propres, de véhicules ou d'appareils électroménagers. La santé et l'éducation représentent ensemble plus de la moitié de la contribution à la pauvreté multidimensionnelle dans toutes les régions. La contribution du niveau de vie atteint presque la moitié en Afrique subsaharienne, où cette dimension enregistre la valeur la plus élevée de toutes les régions. La santé, quant à elle, représente de loin la contribution la plus importante en Europe et en Asie centrale.

Source © 2024, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Oxford Poverty & Human Development Initiative (OPHI), Global Multidimensional Poverty Index 2024. Poverty amid conflict, New York, 2024.

#### CONTRIBUTION DE LA PRIVATION DANS LA DIMENSION À LA PAUVRETÉ MULTIDIMENSIONNELLE GLOBALE



# Eni en tant qu'acteur du développement local



## *Pourquoi c'est important pour Eni ?*

Pour Eni, les partenariats pour le développement constituent un pilier essentiel d'une transition socialement juste, visant à promouvoir le développement humain à l'échelle mondiale. Nous souhaitons contribuer à la réduction de la pauvreté énergétique dans les pays où nous sommes présents, non seulement par le développement d'infrastructures et de services liés aux activités traditionnelles, mais aussi par le développement de nouvelles activités telles que les activités de production de matières premières agricoles et par la promotion d'initiatives visant à soutenir les communautés locales dans différents domaines d'intervention. Nous menons cette action en partenariat avec des acteurs nationaux et internationaux dans le but de générer une valeur à long terme en transférant le savoir-faire et les compétences au niveau local. Ainsi, Eni, évoluant dans le sillage des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies et dans le respect des conventions internationales, favorise la croissance des territoires.

**BARBARA MINEO** DIRECTRICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DES PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT LOCAL ET DE L'INTÉGRATION DES ENTREPRISES CHEZ ENI

Pour Eni, la durabilité fait partie intégrante de toutes les activités d'entreprise : depuis l'entrée dans un nouveau Pays aux activités de démantèlement. Cela est également essentiel dans les efforts déployés en faveur d'une Transition Juste, par la mise en oeuvre de différentes solutions en fonction des spécificités et des contraintes de chaque Pays, avec des approches différenciées entre les Pays à économie avancée et les Pays à économie émergente. En effet, en abordant la transition, Eni se concentre sur un modèle de business basé sur la diversification des sources d'énergie et de leur approvisionnement, dans le but de contribuer à l'accès à l'énergie dans les Pays où elle opère, par le biais de projets industriels et de développement local, également en partenariat. Pour les projets de développement local, Eni a développé au fil du temps une approche systémique pour définir les domaines d'intervention prioritaires, en mettant en oeuvre des projets « sur mesure » en fonction des besoins des populations locales, tout en contribuant aux ODD et à la réalisation des objectifs de durabilité inclus dans le plan stratégique quadriennal.

## PROJETS D'ENTREPRISES ET DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

### L'approche d'Eni sur le territoire

Les communautés cibles sont identifiées avant le début des activités commerciales dans lesquelles Eni joue le rôle d'opérateur (mais aussi dans certaines coentreprises où Eni joue un rôle important dans la gestion des parties prenantes locales) en tenant compte des accords conclus avec le pays hôte et sur la base des priorités identifiées dans les Plans de Développement Nationaux, des analyses socio-économiques et politiques et des résultats des études ESHIA (Évaluation d'impact environnemental, social et sanitaire) et HRIA (Évaluation de l'impact sur les Droits de l'Homme) menées lors des phases commerciales préliminaires. Ces communautés peuvent également être identifiées en dehors de la zone d'influence (c'est-à-dire le périmètre d'étude défini par l'ESHIA).

Les activités dans lesquelles Eni investit créent des opportunités pour les travailleurs, les économies et les communautés locales, grâce à :



LA RÉALISATION DE PROJETS D'ENTREPRISE TRADITIONNELS ET INNOVANTS



DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL DANS 6 DOMAINES D'INTERVENTION :



En partenariat avec des acteurs reconnus au niveau national et international

La présence d'Eni dans les territoires suit une approche en cinq étapes

- 1 Connaissance des contextes socio-économiques, environnementaux et culturels du pays
- 2 Implication des parties prenantes locales par l'analyse de leurs demandes (et/ou griefs éventuels)
- 3 Analyse et atténuation des impacts potentiels des activités sur l'environnement, la santé et les personnes, y compris les Droits de l'Homme
- 4 Définition et mise en oeuvre de programmes de développement local structurés autour de 5 lignes d'action : Droits de l'Homme dans les communautés, Gestion du territoire, Contenu Local, engagement des parties prenantes et Projets de développement local
- 5 Évaluation et mesure du développement local généré par l'utilisation d'outils et de méthodologies (ELCE-ACL)

Eni a défini une approche en cinq étapes :

#### 1 - CONNAISSANCE DU CONTEXTE AFIN DE :

Accompagner les différentes phases de projet de l'entreprise en assurant une plus grande efficacité et systématisme dans l'approche décisionnelle. Mettre en évidence et comprendre les besoins des communautés locales, en relation avec le niveau de maturité de la présence dans le Pays, en approfondissant divers thèmes, notamment au moyen d'indices spécifiques tels que l'IPM, afin d'analyser le niveau de pauvreté. Planifier la stratégie de mise en oeuvre des projets de développement en fonction des besoins des populations locales à long terme. Comprendre et analyser les groupes les plus vulnérables (femmes, enfants, migrants, etc.).

#### 2 - DÉVELOPPEMENT DES RELATIONS AVEC LES PARTIES PRENANTES LOCALES POUR :

Favoriser la compréhension du contexte en impliquant les peuples autochtones, les groupes vulnérables et les parties prenantes dans l'examen des préoccupations, des besoins et des attentes (activités d'engagement des parties prenantes). Assurer les relations avec les parties prenantes par des consultations périodiques et la gestion et le suivi des réclamations. Définir des canaux d'accès et des modalités de dialogue adéquats, gérer les conflits éventuels et mener des consultations spécifiques des communautés locales, en particulier dans des contextes critiques (par exemple, avec un grand nombre

de réclamations ou en cas de délocalisation économique ou physique des communautés). Vérifier et fournir des solutions en cas d'impact négatif sur les Droits de l'Homme, par le biais d'un processus continu de Due Diligence pour l'ensemble des activités (Droits de l'homme).

### 3 - ANALYSE D'IMPACT POUR :

Prévenir les impacts négatifs possibles dus à la présence des activités grâce à des études d'impact intégrées sur l'environnement, la santé et les personnes, y compris celles liées aux Droits de l'Homme (par le biais d'ESHIA intégrées ou d'études spécifiques, telles que les Évaluations de l'impact sur les Droits de l'Homme). Garantir la conformité des activités aux normes internationales et impliquer les principales parties prenantes dans les évaluations pour protéger leurs intérêts. Comprendre les impacts sur les territoires et les communautés en identifiant les thèmes critiques, en évaluant les impacts directs et indirects potentiels et en mettant en oeuvre d'éventuelles mesures d'atténuation. Réduire les risques et exploiter les opportunités, en réorientant éventuellement les stratégies d'investissement. Soutenir la définition des interventions sur le territoire.

### 4 - PROGRAMMES DE DÉVELOPPEMENT LOCAL :

Visant à maximiser les impacts positifs pour le territoire et les parties prenantes et à promouvoir le développement durable, ils mettent en oeuvre des activités définies en cohérence avec l'analyse des besoins locaux, les objectifs de durabilité des entreprises, les Plans de Développement Nationaux, l'Agenda 2030 et le Nationally Determined Contribution (Contributions déterminées au niveau national). Développée selon 5 lignes d'action : Droits de l'homme dans les communautés, Gestion Foncière, Contenu Local, engagement des parties prenantes et Projets de développement local dans 6 domaines d'intervention. En collaboration avec les acteurs locaux, nationaux et internationaux pour mettre en commun les ressources et le capital humain (Partenariat).

### 5 - ÉVALUATION ET MESURE DU DÉVELOPPEMENT LOCAL :

Assurer l'évaluation et la mesure du développement local généré (« apprendre et s'adapter ») à travers des méthodologies et des instruments de gestion du cycle de projet, et de mesure de la contribution au développement, également en coopération avec des institutions académiques. Évaluation des projets avec une Évaluation du Contenu Local (ELCE- Eni Local Content Evaluation) pour quantifier la valeur ajoutée apportée. Surveiller l'état d'avancement et les résultats obtenus grâce à l'approche du cadre logique (ACL) et l'approche de la gestion axée sur les résultats.

## LES DROITS DE L'HOMME DANS LES COMMUNAUTÉS LOCALES

À partir de 2018, Eni a adopté un modèle basé sur le risque qui classe les projets de business en fonction du risque potentiel pour les Droits de l'Homme. Les projets à haut risque font l'objet d'études spécifiques, telles que l'évaluation de l'impact sur les Droits de l'Homme (HRIA, Human Rights Impact Assessment) ou l'analyse des risques en matière de Droits de l'Homme (HRRRA, Human Rights Risk Analysis), qui visent à identifier et à évaluer, notamment par l'engagement des détenteurs de droits, les impacts potentiels et à définir des recommandations à traduire en mesures de prévention et de gestion dans le cadre des Plans d'Action. Au cours de l'année 2024, les Plans d'Action des études sur les Droits de l'Homme menées précédemment ont été mis en oeuvre : au Kenya et au Congo, en ce qui concerne les activités liées aux matières premières agricoles ; au Mozambique, en ce qui concerne la zone 4 ; et au Mexique, où une nouvelle série d'actions a été adoptée sur la base du suivi effectué à la fin du Plan d'Action triennal précédent (2020-2022). Les rapports des principales études HRIA et les Plans d'Action connexes adoptés, y compris les rapports périodiques sur l'état d'avancement des plans, sont accessibles au public sur le site d'Eni. Dans certains pays, comme l'Australie, le Kenya, le Mozambique et l'Alaska, Eni opère dans des zones où vivent des peuples autochtones ou des groupes tribaux. L'entreprise a adopté des Politiques ou des procédures spécifiques pour protéger leurs droits, leur culture et leurs traditions, et pour promouvoir une consultation préalable, libre et éclairée. Dans ce domaine, Eni s'efforce d'intégrer des analyses, par exemple, du patrimoine culturel (matériel et immatériel) tout au long du processus de développement des projets d'entreprise, dès la phase d'évaluation. Enfin, en ce qui concerne les initiatives de développement local, Eni applique la méthodologie de l'approche fondée sur les Droits de l'Homme (HRBA, Human Rights Based Approach), qui reconnaît et vise à responsabiliser tous les bénéficiaires en tant que détenteurs de droits et, dans le même temps, à renforcer la capacité des États et des autres responsables à respecter, protéger et promouvoir les Droits de l'Homme.

*Focus on*

## Un cadre pour le respect des Droits de l'Homme dans les activités agricoles

Dans le cadre des initiatives en matière de matières premières agricoles (agri-feedstock), afin de gérer efficacement les facteurs de risque liés à la mise en œuvre de chaînes d'approvisionnement agricoles ou à la collecte et au traitement des déchets/résidus agro-industriels et forestiers, un ensemble de mesures visant à prévenir les violations des Droits de l'Homme spécifiques au modèle économique décrit est en cours d'élaboration. Le cadre se caractérise par un certain nombre de mesures transversales, telles que la réalisation d'évaluations d'impact spécifiques à l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement activée, la formation et la sensibilisation des contreparties d'Eni et de celles opérant le long de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que le renforcement des critères de sélection des partenaires d'affaire. Ces mesures s'accompagnent de partenariats et d'accords avec des institutions internationales, par exemple avec l'OIT, ou d'investissements de la Société financière internationale (SFI) au Kenya, ainsi que de programmes conjoints, par exemple avec l'IRENA (Agence internationale pour les énergies renouvelables) afin de faciliter le dialogue et le partage d'expériences sur l'accélération de la transition énergétique et le développement des énergies renouvelables dans les pays exportateurs de combustibles fossiles.

Pour plus d'informations sur les pays concernés par les activités d'Eni dans le domaine des matières premières agricoles en 2024, voir le chapitre **La neutralité carbone à l'horizon 2050**.



## Entretien



**LAETITIA DUMAS**  
 OIT – CHEF D'ÉQUIPE,  
 PARTENARIATS,  
 PROGRAMME ET  
 OPÉRATIONS -  
 DÉPARTEMENT DE  
 LA GOUVERNANCE  
 - SERVICE DE LA  
 SÉCURITÉ, DE  
 LA SANTÉ ET DE  
 L'ENVIRONNEMENT DE  
 TRAVAIL



## Entretien avec Laetitia Dumas

**Quels sont les principaux défis auxquels l'Organisation internationale du travail (OIT) est confrontée pour promouvoir la sécurité et la santé au travail (SST) dans les pays en développement ?**

Selon les estimations de l'OIT et de l'OMS, environ 1,9 million de travailleurs meurent chaque année en raison de facteurs de risque sur le lieu de travail. Malgré les progrès réalisés ces dernières années, d'importants défis subsistent pour garantir la santé et sécurité du travail (SST) dans l'économie informelle et aux niveaux inférieurs des chaînes d'approvisionnement, en particulier dans les pays en développement. Dans nombre de ces pays, les travailleurs ne sont pas suffisamment protégés en raison de cadres réglementaires inadéquats ou de déficits dans leur mise en œuvre. En outre, les travailleurs et les employeurs sont généralement peu conscients des risques liés à la SST. Enfin, de nombreux travailleurs et leurs familles ne sont couverts par aucun mécanisme de protection sociale.

**Comment le partenariat avec Eni contribue-t-il à relever ces défis ? Quelles opportunités offre-t-il ?**

Le partenariat avec Eni offre de nombreuses opportunités. Il favorise la coordination entre les acteurs du marché du travail afin d'améliorer la sécurité et la santé des travailleurs dans les chaînes d'approvisionnement en matières premières agricoles (agri-feedstock) dans plusieurs pays africains, en particulier aux niveaux inférieurs. En outre, il soutient une protection du travail plus inclusive en intégrant des conditions de travail plus sûres à une couverture élargie en matière de santé et de sécurité sociale. Enfin, au niveau national, cette initiative peut contribuer à placer la SST au premier plan des agendas des institutions et des partenaires

sociaux, favorisant ainsi des améliorations sectorielles plus larges.

**Quels sont, selon vous, les principaux résultats et avantages attendus de cette collaboration ?**

Sur la base d'évaluations rigoureuses des facteurs influençant la SST et l'accès à la protection sociale de la santé dans les chaînes d'approvisionnement, les parties prenantes pourront concevoir et mettre en œuvre des interventions sur mesure. Ces évaluations permettent d'identifier les dangers et les risques professionnels à différents stades des opérations et d'évaluer la coordination et la capacité des institutions responsables de la SST et de la sécurité sociale. Au niveau local et sur les lieux de travail, des mécanismes plus efficaces de prévention et de protection des travailleurs seront mis en place. Le personnel de différents ministères (travail, agriculture et santé), les représentants des organisations de travailleurs et d'employeurs, les agrégateurs et les travailleurs eux-mêmes recevront une formation ciblée. En conséquence, les agriculteurs, les travailleurs agricoles et les communautés rurales seront mieux équipés pour identifier les risques sur le lieu de travail, adopter des solutions simples et accessibles, prévenir les accidents et les blessures – en particulier dans la gestion des risques chimiques au niveau de l'exploitation – et améliorer la productivité. Dans l'ensemble, les acteurs du marché seront mieux placés pour offrir des services de soutien coordonnés aux agriculteurs et aux travailleurs agricoles, qui bénéficieront à leur tour d'un meilleur accès à la protection sociale et sanitaire. En prenant des mesures fortes et innovantes, Eni peut impulser des changements positifs et durables dans ses chaînes d'approvisionnement et inciter d'autres grandes entreprises agroalimentaires à adopter des initiatives similaires.



## DROITS DE L'HOMME ET SÉCURITÉ

Les incidents liés à la sécurité peuvent affecter un large éventail de Droits de l'homme, y compris les droits économiques, sociaux et culturels, et peuvent avoir un impact considérable, à la fois négatif et positif, sur la liberté d'expression et la possibilité de participer aux processus politiques. Eni gère ses opérations de sécurité conformément aux principes internationaux énoncés dans les Principes volontaires sur la sécurité et les Droits de l'Homme promus par l'Initiative des Principes Volontaires<sup>29</sup> (VPI, Voluntary Principles Initiative), et attend de ses partenaires commerciaux qu'ils gèrent ces activités, en coopération avec Eni et/ou dans son intérêt, dans le plein respect des Droits de l'Homme et des libertés individuelles fondamentales. Eni est un « membre à part entière » de l'initiative PV depuis 2022 et a mené en 2024 une série d'actions visant à confirmer son engagement et à sensibiliser davantage aux impacts potentiels sur les communautés au sein desquelles

<sup>29</sup> Initiative multipartite réunissant les principales entreprises du secteur de l'énergie dans le domaine de la protection et de la promotion des Droits de l'Homme.

elle opère. Ces initiatives comprennent l'application de l'Outil d'analyse des conflits (un outil développé par l'initiative PV pour analyser les causes des conflits dans une zone/un pays donné) au Mozambique, par le biais d'entretiens locaux et de l'élaboration d'un Plan d'Action pour les mesures d'atténuation.

## Focus on

### Les ateliers sur la sécurité et les Droits de l'Homme

Depuis 2009, Eni promeut un programme de formation pour le personnel de sécurité public et privé dans les Pays où elle est présente, afin de promouvoir les meilleures pratiques de l'entreprise en accord avec les principes internationaux. Les pays cibles sont sélectionnés selon un principe de rotation et en tenant compte du niveau de risque du contexte opérationnel. En 2024, l'atelier « Sécurité et Droits de l'Homme » s'est tenu au Mozambique, à Maputo, avec la participation de hauts fonctionnaires civils et militaires du Mozambique, ainsi que de représentants d'un certain nombre d'organisations et d'entreprises internationales, et à Pemba, avec des sessions de formation spécifiques pour les opérateurs de sécurité privée travaillant sur les sites d'Eni. L'objectif principal était de promouvoir les Droits de l'Homme dans les activités de sécurité, en partageant les principes de base sur l'utilisation de la force et des armes pour prévenir la violence, en mettant l'accent sur la protection des femmes. Au total, l'atelier a réuni plus de 200 participants, dont 153 issus des forces de sécurité publiques et privées.

### ENGAGEMENT COMMUNAUTAIRE

Opérant dans différents contextes socio-économiques, Eni considère qu'il est essentiel de comprendre les attentes des parties prenantes et de partager leurs choix afin d'établir des relations basées sur la confiance mutuelle, d'évaluer les impacts réels, potentiels ou perçus, et d'identifier les moyens les plus efficaces de s'engager. La compréhension du contexte, y compris culturel, permet de développer et de promouvoir des voies d'accès appropriées et d'adopter les modes de dialogue, d'information et de gestion des conflits éventuels les plus pertinents. L'engagement des communautés locales se fait par le biais de consultations préalables, libres et informées. La responsabilité de ces activités incombe au niveau local au directeur général, soutenu par l'unité de durabilité au niveau central. Dans certains contextes, des personnalités spécifiques sont identifiées pour développer une relation continue, notamment par le biais de consultations périodiques à différents stades des activités de l'entreprise. Eni et ses filiales mènent donc des consultations spécifiques avec les communautés locales, y compris les peuples autochtones et les groupes vulnérables. En particulier, en cas de délocalisation économique ou physique des communautés, des réunions sont organisées afin d'informer de manière transparente et complète les communautés affectées, avec une attention particulière aux plus vulnérables. Pour chaque nouvelle initiative de développement commercial, la mobilisation se fait par le biais d'auditions publiques ouvertes aux communautés locales (si cela n'est pas contraire à la réglementation du pays) et en assurant la participation active des autorités (y compris les populations autochtones) et des représentants locaux afin de garantir une information correcte sur les développements commerciaux et de permettre l'inclusion de tout retour d'information tout au long du cycle du projet. Ces consultations ont lieu dans le cadre de séances d'information, de groupes de discussion, de partage d'informations et de rapports tout au long du cycle du projet, avec des communications régulières sur l'avancement des projets d'entreprise et des campagnes de sensibilisation sur les questions de santé. Eni identifie également, le cas échéant, les associations de femmes actives dans les territoires où elle opère, afin de les impliquer dans des consultations ou de leur proposer de collaborer aux projets.

### MÉCANISME DE RÉCLAMATION

Eni a défini des principes directeurs pour la gestion des « mécanismes de réclamation », en confiant la responsabilité opérationnelle aux filiales et aux districts, qui analysent et conviennent de la solution avec les plaignants (individus ou communautés). Toute demande ou plainte reçue est traitée et suivie jusqu'à sa résolution par le biais d'accords avec les parties concernées, en apportant une réponse même si elle n'est pas liée aux activités d'Eni. Les réclamations peuvent être soumises par le biais de canaux en ligne, notamment une adresse mail dédiée et le site web institutionnel des entreprises locales, ou physiquement sur le site administratif/opérationnel ou par le biais de boîtes de collecte situées dans les zones de projet. Eni interdit et s'engage à prévenir toute représaille à l'encontre des travailleurs et des autres parties prenantes ayant signalé des problèmes critiques et, comme le souligne la [Politique de respect des Droits de l'Homme](#), ne tolère ni n'encourage les menaces, l'intimidation, les mesures de rétorsion et les attaques (physiques ou juridiques) à l'encontre des Défenseurs des Droits de l'Homme et des autres parties prenantes dans le cadre de ses activités. Toutes les réclamations reçues, analysées et gérées par les filiales sont suivies dans le Système de Gestion des Parties Prenantes (SMS), l'outil de gestion des relations avec les parties prenantes,

et sont classés par thème et par pertinence, en vérifiant le pourcentage de réclamations résolues. Le délai de traitement et l'objet de la plainte sont également suivis afin d'évaluer toute récurrence et/ou progression vers un litige, ainsi que toute question critique liée à la partie prenante, dans le but d'adapter éventuellement la stratégie d'engagement. La confidentialité du contenu de la réclamation est préservée de manière à protéger l'anonymat du plaignant. Afin de garantir l'efficacité et la solidité de ce mécanisme, les modalités d'accès aux réclamations, y compris les implications linguistiques et le besoin éventuel d'une assistance pour remplir le formulaire, la manière dont le mécanisme est rendu public et les informations adéquates sur son fonctionnement sont évaluées dans chaque contexte.

De plus, une fois la validité de la réclamation évaluée et le processus d'analyse terminé, une fois la résolution proposée approuvée, Eni engage la communication et la discussion avec le plaignant, recueillant également les commentaires ou les solutions alternatives, en veillant à leur suivi et à leur archivage permanents. En cas d'insatisfaction, Eni examine les raisons et active, si nécessaire, le processus d'examen et de réponse, y compris avec l'implication de tiers. Dans les pays concernés, Eni procède à des examens trimestriels sur l'état des réclamations en contrôlant des indicateurs spécifiques. En outre, afin d'accroître la confiance dans le mécanisme et en vue d'une amélioration continue, les éléments suivants sont évalués : la manière dont les communautés peuvent accéder aux résultats de ces indicateurs ; les formes de communication sur l'accès au mécanisme de réclamation et son fonctionnement ; le niveau de sensibilisation et l'aide apportée à la compilation des plaintes par le biais de discussions périodiques avec les communautés. En 2024, 61 réclamations ont été reçues. Au cours de l'année, 43 réclamations ont été résolues (dont 34 reçues en 2024), qui concernaient principalement : la gestion des relations avec les communautés (catégorie la plus récurrente), la gestion des aspects environnementaux, la gestion foncière et la gestion des fournisseurs.

## Étude de cas

### Rapport locaux comme outil de dialogue au niveau local - l'exemple de la Côte d'Ivoire

Les rapports locaux font partie du système plus large d'information et de communication d'Eni en matière de durabilité et constituent un outil stratégique pour la divulgation interne et externe et l'engagement avec les parties prenantes au niveau local, y compris les institutions, les communautés locales, les ONG et les universités. Ils renforcent la communication et le partage de la valeur créée dans les territoires et permettent à Eni d'exprimer de manière claire et transparente son engagement en faveur d'une Transition Juste. Ces rapports présentent les activités développées au niveau local et relatent les résultats obtenus dans les territoires. Au cours de l'année 2024, Eni a publié cinq rapports locaux : Côte d'Ivoire, Mozambique, Gela, Ravenne et Basilicate. En Côte d'Ivoire, **le premier Rapport local sur la durabilité** a été publié le 24 octobre 2024 pour illustrer les réalisations et les objectifs futurs au profit des parties prenantes locales. Un événement a été organisé pour présenter le rapport, auquel ont participé des représentants d'institutions, d'organisations non gouvernementales, de fournisseurs et de partenaires impliqués dans les projets d'Eni dans le pays. Ce premier Rapport Local a présenté les résultats obtenus par Eni ainsi que son engagement partagé et sa solide collaboration avec la Côte d'Ivoire, conformément aux objectifs de développement et de croissance du pays. La présentation du rapport local en Côte d'Ivoire a été une occasion importante de discuter de la contribution d'Eni au développement durable du pays. La journée a été ponctuée de discours de représentants d'Eni et de représentants institutionnels ainsi que par une série de panels thématiques consacrés à la transition énergétique et à la neutralité carbone, aux partenariats pour le développement et à la chaîne d'approvisionnement durable, avec des discussions approfondies sur des projets spécifiques tels que les initiatives « Clean Cooking ».

## ACCÈS À L'ÉNERGIE

### Le rôle du gaz naturel dans le développement local

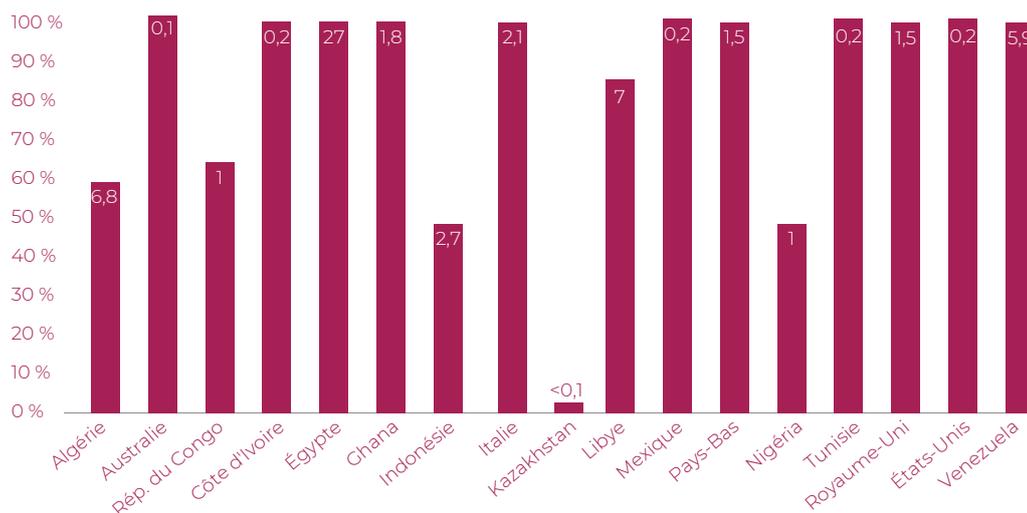
L'engagement d'Eni à soutenir la transition énergétique vise à assurer, dans les pays où elle opère, « l'accès à des systèmes énergétiques abordables, fiables, durables et modernes » (ODD 7). L'utilisation locale du gaz naturel produit par Eni est un élément clé de cette stratégie. Dans les économies émergentes, cette ressource contribue à améliorer l'accès à l'électricité, ce qui favorise la croissance économique et a des effets indirects positifs sur le développement local. Eni approvisionne également les marchés locaux en GPL (gaz de pétrole liquéfié), encourage la construction d'installations de production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelables (SER) et met en œuvre des initiatives de clean cooking, telles que la distribution de cuisinières améliorées et perfectionnées.

### Production et distribution de gaz naturel

Conformément à son engagement en faveur de la transition énergétique, Eni a fourni 59,3 milliards de m<sup>3</sup> aux marchés locaux à partir des champs exploités, soit 71 % du volume produit par les champs exploités par

Eni. En Afrique, elle a fourni 45 milliards de m<sup>3</sup> aux marchés locaux, soit environ 80 % de la production totale d'Eni sur le continent. Dans les pays où Eni fournit du gaz aux marchés locaux, cette ressource représente une opportunité significative de produire de l'électricité pour des usages industriels et résidentiels, ainsi que pour la consommation directe.

#### VOLUMES DE GAZ SUR LE MARCHÉ LOCAL\* (milliards de Sm<sup>3</sup>)



(\*) Volumes bruts de gaz exploité par Eni. Le pourcentage se réfère à la quantité vendue dans le Pays par rapport au total produit.

#### La valeur du gaz de pétrole liquéfié dans la transition énergétique des pays producteurs

Conformément à l'ODD 7, qui vise à accroître l'utilisation de combustibles propres et modernes, Eni distribue localement du gaz de pétrole liquéfié (GPL) à usage résidentiel. En 2024, 66 % du GPL produit dans les pays (Algérie, Égypte, Libye et Tunisie) a été fourni aux marchés locaux, soit environ 11,7 millions de barils par an.



#### Étude de cas

### Exemple d'engagement d'Eni en faveur de l'accès à l'énergie

#### CÔTE D'IVOIRE

La Côte d'Ivoire a connu une forte croissance ces dernières années, tant au niveau de la consommation d'électricité (qui a plus que doublé depuis 2010) que du pourcentage d'accès à l'électricité (de 59 % en 2010 à 83 % de la population totale en 2023). Pour répondre à la consommation croissante du pays, le système électrique ivoirien a fortement augmenté l'utilisation du gaz naturel ces dernières années, amenant cette ressource à couvrir environ 73 % de l'électricité produite en Côte d'Ivoire en 2022 (données AIE). L'électricité consommée en Côte d'Ivoire alimente à la fois le secteur résidentiel (53 % de la consommation) et les secteurs économiques, notamment l'industrie (28 %) et le commerce (15 %). En 2024, Eni Côte d'Ivoire a fourni 180 millions de m<sup>3</sup> au marché ivoirien grâce au démarrage fin 2023 de la phase 1 du projet Baleine. Compte tenu des bilans énergétiques nationaux (Sources : AIE, Banque mondiale), ce volume équivaut à la fourniture de 466 GWh d'électricité (5,6 % de la consommation totale du pays). Le démarrage de la phase 2 de Baleine à la fin de 2024 permettra de plus que doubler les volumes de gaz du pays, assurant ainsi plus de 500 millions de m<sup>3</sup> disponibles pour la production d'électricité et la consommation directe du secteur industriel ivoirien. Pour garantir un meilleur accès à des formes de cuisson plus propres (43 % de la population avait accès à la clean cooking en 2022 selon les données de la Banque mondiale) et renforcer la complémentarité avec le gaz, Eni a distribué 60 000 cuisinières en 2024, atteignant 300 000 personnes dans les zones dépourvues de gaz et d'électricité.

## PRINCIPAUX RÉSULTATS 2024 PAR VECTEUR ÉNERGÉTIQUE

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ  
À PARTIR DE GAZ

Eni est active dans l'exploitation de centrales thermoélectriques, dans le but d'accroître la qualité et la fiabilité de l'approvisionnement.

## CONGO

Centrale CEC : **2 390 GWh** (2024), soit environ **50 %** de l'électricité produite au Congo

PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ  
À PARTIR DE SOURCES  
RENOUVELABLES

Outre les initiatives de Plenitude, Eni a construit des usines alimentées par des énergies renouvelables dans le but de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> des projets upstream.

- ▶ Installations photovoltaïques pour réduire la consommation de gaz naturel des installations en amont (par exemple : Adam PV en Tunisie et BRN PV en Algérie) ;
- ▶ Installations photovoltaïques pour réduire les prélèvements d'électricité sur le réseau national (par exemple, l'installation photovoltaïque d'Abu Rudeis en Égypte).

Les deux types d'installations contribuent à la réduction des émissions des champs d'application 1 et 2 des usines upstream.

## CLEAN COOKING

Eni favorise également l'accès à des solutions de cuisson modernes, en remplaçant les cuisinières traditionnelles par des modèles améliorés, ce qui contribue à réduire la pollution domestique et l'exploitation des ressources forestières et à améliorer la qualité de vie des communautés concernées.

En 2024 **230 000** cuisinières améliorées ont été distribuées en Angola, en Côte d'Ivoire, au Mozambique, au Rwanda, au Congo et en Tanzanie.

Personnes bénéficiaires : environ **1 150 000**

Eni contribue à l'accès à l'énergie conformément à l'**Objectif de Développement Durable 7 (ODD7)**, y compris dans ses projets de développement local.

## PROGRAMME DE CLEAN COOKING

En 2018, Eni a lancé le programme Clean Cooking, un vaste projet visant à promouvoir le remplacement des systèmes de cuisson traditionnels par des modèles plus efficaces qui réduisent les émissions associées à la combustion. Le programme a été lancé en Côte d'Ivoire, au Congo, au Mozambique, en Angola, au Rwanda et en Tanzanie, et il est envisagé de l'étendre à d'autres pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie. Environ 1,2 million de personnes en Afrique subsaharienne auront été touchées en 2024, soit un total de 1,5 million de personnes depuis le lancement du programme. La même année, lors du « Sommet sur la cuisson propre en Afrique » organisé par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), Eni a signé la « Clean Cooking Declaration: Making 2024 the pivotal year for Clean Cooking » afin d'accélérer l'accès universel à des systèmes de cuisson plus modernes, qui sont essentiels pour garantir l'accès à des systèmes énergétiques abordables, fiables et durables pour tous, comme le stipule l'ODD 7. La déclaration a été signée par les gouvernements, le secteur privé, les organisations internationales et les participants de la société civile lors du Sommet de Paris. Eni s'est fixé comme objectif, rendu public lors du sommet, de permettre à 10 millions de personnes en Afrique subsaharienne d'accéder à des systèmes de clean cooking d'ici à 2027. En outre, Eni s'engage à encourager la transition des cuiseurs améliorés vers des solutions plus avancées qui peuvent éliminer complètement l'utilisation non durable de la biomasse. Suite à ce développement, l'objectif est d'atteindre 20 millions de personnes d'ici 2030. L'utilisation de systèmes de cuisson améliorés permet également aux familles de gagner du temps dans la recherche de biomasse et la préparation des repas, et de réduire les dépenses liées à l'achat de combustible. Les avantages pour la santé des familles sont également importants, car la réduction des émissions de fumée favorise la diminution des maladies respiratoires et des troubles oculaires.

Les activités d'Eni en matière de clean cooking s'accompagnent donc d'interventions visant à surveiller et à promouvoir la santé des familles qui reçoivent les cuisinières améliorées. Plus précisément, en 2024, des activités ont été mises en œuvre en Angola, au Mozambique, en Côte d'Ivoire, au Rwanda et au Congo, visant à évaluer à la fois l'état de santé des familles et les changements dans la pollution domestique à la suite de l'introduction de cuisinières améliorées, ainsi que des interventions de promotion de la santé axées sur une bonne nutrition et des pratiques d'hygiène saines. L'Organisation mondiale de la santé estime que près de 3,2 millions de décès prématurés sont imputables chaque année à la pollution domestique, et il est internationalement reconnu que les projets de clean cooking constituent également un moteur essentiel pour atteindre l'ODD 3 - Santé et bien-être pour tous.

L'une des caractéristiques du modèle Eni est la distribution gratuite de cuisinières, qui permet de surmonter les obstacles financiers et d'assurer l'accessibilité même dans les zones très vulnérables. Le programme clean cooking est également l'occasion de promouvoir l'entrepreneuriat et le développement économique au sein des communautés. Eni soutient la production locale de systèmes de cuisson, en évaluant le potentiel des producteurs et en les aidant à renforcer leurs compétences techniques et entrepreneuriales, en facilitant l'accès à la technologie, au capital et au marché. En outre, la distribution des cuisinières se fait par l'intermédiaire d'organisations locales et internationales déjà présentes et implantées dans la région, qui garantissent une interaction prudente et appropriée avec les communautés et les familles et veillent à ce qu'elles soient conscientes des avantages des nouveaux systèmes. En fait, l'adoption des cuisinières améliorées par les ménages qui choisissent de participer au projet a un impact sur leurs économies, en réduisant la quantité de combustible qu'ils doivent collecter ou à acheter, ainsi que le temps nécessaire à l'approvisionnement et à la cuisson des aliments. En plus d'être plus efficaces et plus propres, les cuisinières améliorées sont également plus sûres et réduisent le risque de brûlures, d'incendies ou d'autres accidents domestiques. Enfin, il convient de souligner la dimension de genre de l'ensemble du programme : la charge des tâches ménagères, comme la collecte du combustible et la préparation des repas, est traditionnellement confiée aux femmes et aux filles, ce qui compromet souvent la scolarisation ou les possibilités d'emploi et accentue les inégalités liées au genre au sein de la famille. L'adoption de systèmes de clean cooking permet de réduire considérablement les tâches fastidieuses et chronophages, libérant ainsi du temps et de l'énergie pour des activités plus gratifiantes ou éducatives, contribuant ainsi à l'autonomisation des femmes.

## Étude de cas

### Programme de clean cooking en Angola

En 2024, Eni, par l'intermédiaire de sa filiale Eni Natural Energies Sucursal en Angola, a lancé le programme Clean Cooking. L'initiative, qui fait suite à l'accord signé avec le gouvernement angolais en juillet 2022, vise à aider les ménages vivant dans les zones rurales et suburbaines de sept provinces du pays en favorisant l'accès à des solutions de cuisson plus économes en énergie, fiables et durables. Le programme a touché 250 000 personnes en 2024, l'objectif étant d'atteindre plus de 2 millions de personnes d'ici 2030. Les bénéficiaires comprennent la réduction des émissions associées aux activités de cuisson, la prévention des risques sanitaires pour les utilisateurs de cuisinières et la promotion de la santé des familles et des groupes vulnérables, avec une attention particulière portée à la réduction de la malnutrition. La distribution gratuite des cuisinières dans les communautés est organisée en synergie par deux partenaires : Don Bosco et Médecins d'Afrique CUAMM, qui mènent également des activités de promotion et de sensibilisation sur les questions de santé et de nutrition. Le programme a soutenu la mise en place d'ateliers dédiés à la production de cuisinières améliorées dans les centres de formation professionnelle de Luanda et de Benguela del Dom Bosco, contribuant ainsi au développement de l'entrepreneuriat et des compétences techniques et créant des opportunités d'emplois spécialisés. En outre, le programme prévoit l'octroi de bourses de démarrage dans le domaine de l'environnement et des énergies renouvelables, ainsi que des campagnes de sensibilisation à la nutrition et à l'hygiène de base, afin de renforcer les services de santé locaux et le système éducatif. Le programme dans son ensemble a créé des possibilités d'emploi pour plus de 150 personnes en 2024 et en créera plus de 400 dans les années à venir.

## Focus on

### Joule au Rwanda

Le Rwanda est le troisième pays africain où Joule, à partir de 2024, contribuera à soutenir l'écosystème entrepreneurial par le biais d'initiatives et de programmes de formation et d'accélération, favorisant ainsi les synergies entre les entreprises locales et les activités d'Eni. Dans le cadre du « Eni Clean Cooking Programme », en collaboration avec l'université d'entreprise d'Eni et les services HSE et achats d'Eni, l'école a offert à trois entreprises locales (Sun Alliance, Multiservices, Stellar Engineering) un cours de formation visant à améliorer les compétences en gestion d'entreprise et à renforcer les connaissances en matière de santé, de sécurité, d'environnement et de protection des Droits de l'Homme. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la stratégie de la Transition Juste d'Eni, qui vise à contribuer à la décarbonisation progressive des pays africains.

## MATIÈRES PREMIÈRES AGRICOLES (AGRI-FEEDSTOCK)

Dans le cadre du modèle distinctif d'intégration verticale caractéristique de la production d'huile végétale (Matières premières agricoles / agri-feedstock) destinée à la production de biocarburants, la production de la matière première dans la chaîne d'approvisionnement agricole est déléguée aux agriculteurs, qui cultivent leurs propres terres ou collectent des résidus forestiers. Pour la production d'huile végétale, les graines et les résidus agricoles et forestiers sont ensuite pressés dans des usines de transformation, appelées Agri Hubs, soit en interne, soit par des tiers, en fonction de la maturité industrielle du pays de production. Les sous-produits de la transformation des huiles végétales peuvent à leur tour être récupérés et valorisés dans les chaînes d'alimentation animale et d'engrais, avec des avantages significatifs pour la sécurité alimentaire des territoires concernés. En 2024, Joule a lancé le projet « Kenya Agribusiness Entrepreneurship Program 2024 » avec le double objectif de générer du contenu local pour la région et d'identifier des solutions innovantes à intégrer dans la chaîne de valeur des Agri Hubs d'Eni. Le programme réalisé avec le soutien d'E4Impact a aidé 10 start-ups locales à développer des projets innovants dans le domaine de l'agritech à travers deux parcours : un programme d'incubation et un programme d'accélération, d'une durée de cinq mois. À l'issue du programme, qui comprenait environ 1 600 heures de formation, deux startups ont été recrutées comme agrégateurs agricoles par la filiale d'Eni au Kenya. Eni a signé un accord de partenariat avec l'Organisation internationale du travail (OIT) au Kenya et en Côte d'Ivoire afin d'améliorer la sécurité et la santé au travail (SST) et de garantir un accès adéquat à la protection sociale pour les petits exploitants agricoles. Au Kenya, où le projet est à un stade plus avancé qu'en Côte d'Ivoire, l'OIT a récemment procédé à une évaluation afin d'identifier les axes d'amélioration tout au long de la chaîne de valeur, en mettant l'accent sur les producteurs de ricin. Cette collaboration permet aux travailleurs agricoles de bénéficier d'activités de sensibilisation, de formation et de mesures préventives pour réduire les risques sur le lieu de travail. Le projet ne se limite pas au Kenya et à la Côte d'Ivoire, mais devrait s'étendre à d'autres pays africains. Parallèlement, Eni collabore également au Kenya avec la Société financière internationale (SFI) et le Fonds italien pour le climat, qui ont mis à disposition une ligne de crédit de 210 millions USD pour la chaîne d'approvisionnement kenyane dans le but de renforcer la chaîne de valeur dans le secteur agro-industriel et de promouvoir des pratiques agricoles durables. Grâce à ce partenariat, Eni soutient le développement des communautés locales, favorise la création d'opportunités économiques et améliore la résilience du secteur agricole.

## CONTENU LOCAL

Le contenu local désigne la valeur ajoutée apportée par les activités d'Eni au tissu socio-économique local dans les contextes où l'entreprise opère. Il englobe la création d'emplois, le développement industriel et technologique, les retombées économiques, le transfert de compétences et le développement du capital humain. Le contenu local est un pilier de l'action d'Eni en tant qu'acteur industriel et de développement, et définit l'impact concret que l'entreprise génère sur les territoires où elle opère. Compte tenu de la pertinence transversale du sujet dans toutes les zones géographiques où Eni opère, le contenu local est un outil efficace de dialogue avec les parties prenantes, qui favorise l'établissement de relations à long terme. La contribution d'Eni au contenu local est structurée de la manière suivante :

- l'activation des chaînes d'approvisionnement pour augmenter le niveau de compétitivité des entreprises locales et l'impact économique sur les secteurs industriels et manufacturiers locaux ;
- l'intégration du personnel local dans les opérations d'Eni, à la fois par l'implication et le recrutement direct de la main-d'œuvre et par la stimulation de l'emploi tout au long de la chaîne d'approvisionnement ;
- le partage et le transfert de compétences et de connaissances professionnelles dans le domaine de l'énergie et de la technologie, grâce à une formation spécifique dédiée au personnel local et à la mise en place de cours et de programmes de formation en coopération avec des institutions universitaires ;
- des interventions de soutien aux communautés visant à favoriser la croissance et la diversification économique, en impliquant les entreprises locales et les petites entreprises, notamment en vue d'améliorer leurs niveaux de production et leur efficacité. Le développement du capital humain, des chaînes d'approvisionnement et de l'écosystème entrepreneurial qui gravite autour des activités industrielles fait partie intégrante du modèle d'entreprise d'Eni appliqué à chaque territoire.

L'importance accordée par Eni au contenu local se traduit par la définition de plans intégrés entre les différentes fonctions de l'entreprise afin de maximiser la création de valeur dans les territoires, dans le respect des réglementations en vigueur et en fixant souvent des objectifs plus ambitieux que ceux requis par le cadre législatif.

## Focus on

## Le modèle ELCE

- Depuis 2016, Eni utilise le modèle ELCE (Eni Local Content Evaluation), validé par le Politecnico di Milano, pour mesurer l'impact de ses activités sur les pays où elle opère. Cette approche fournit une estimation quantitative de l'impact des activités d'Eni, en analysant les **effets socio-économiques** générés au niveau national grâce à des paramètres qui mesurent les bénéfices en termes de **production économique et d'emploi**.
- Le modèle estime les **effets « directs »** générés par les activités d'Eni, les **effets « indirects »** liés à l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement et les **effets « induits »** liés à l'augmentation de la production économique résultant de l'augmentation des salaires tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

L'impact est quantifié selon deux aspects : la mesure de la **production de biens et de services générée** par l'investissement et l'**emploi supplémentaire créé** par l'activation de la chaîne d'approvisionnement en termes d'équivalent temps plein (ETP) employés.

## Études de cas

## Application du modèle ELCE au plan stratégique 2025-2028 en Italie

Ce modèle<sup>30</sup> a été utilisé pour évaluer les effets des investissements en Italie envisagés dans le plan stratégique d'Eni pour la période 2025-2028. Ce modèle fournit une estimation des retombées que les investissements d'Eni génèrent en termes de contribution positive à l'économie et à l'emploi dans le pays à un niveau direct, indirect et induit. En analysant les résultats du modèle, on constate que **chaque million d'euros investi** génère une **augmentation** de la production économique nationale de **2 millions d'euros**. Cette valeur démontre que les investissements d'Eni impliquent un **pourcentage élevé de fournisseurs italiens** et touchent des secteurs industriels à forte **activation de la chaîne d'approvisionnement**. En termes d'emploi, chaque million d'euros investi génère **13 équivalents temps plein (ETP)**. Cette valeur est liée à l'activité de l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement aux différents niveaux et à la main-d'œuvre requise par l'augmentation de la consommation liée aux salaires injectés dans le système macroéconomique.

## ÉCONOMIE

Impact de 2,0 millions d'euros pour 1 million d'euros investis

## EMPLOI

13 équivalents temps plein pour 1 million d'euros investi

Une analyse spécifique des modèles d'entreprise innovants d'Eni montre que ces activités génèrent des effets positifs sur l'économie et l'emploi comparables à ceux des secteurs traditionnels. Le CSC (captage et stockage du carbone) est un secteur d'activité clé du processus actuel de transition des entreprises. En particulier, le projet Ravenna CSC de capture et de stockage du CO<sub>2</sub>, outre les avantages environnementaux de la décarbonisation, génère un impact économique national de 2,7 millions d'euros pour chaque million d'euros investi, ce qui confirme la présence historique du secteur Upstream dans la région. Le **plan de transformation de Versalis**, qui accompagne le processus de transition, constitue une autre opportunité de création de nouvelles chaînes de valeur économiques. Ce plan vise à maintenir un **niveau d'intensité industrielle similaire** par la mise en œuvre de nouvelles initiatives sur les mêmes sites industriels dans les domaines de la chimie durable, du bioraffinage et du stockage de l'énergie.

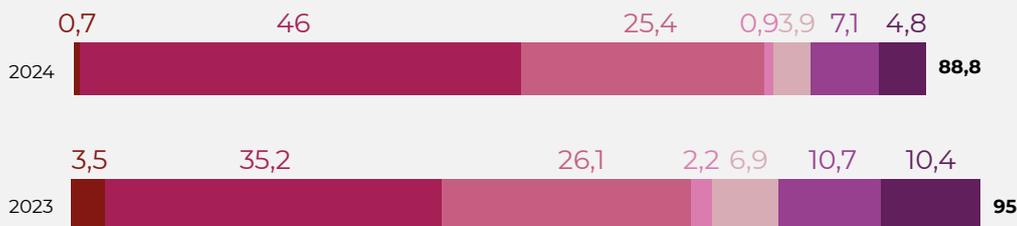
30 Pour calculer les effets indirects et induits, la méthodologie input/output a été utilisée, qui décrit les interdépendances entre les secteurs économiques et permet d'estimer l'impact sur l'économie nationale en termes de production de biens et de services à partir d'un investissement donné.

# Projets de développement local dans le monde

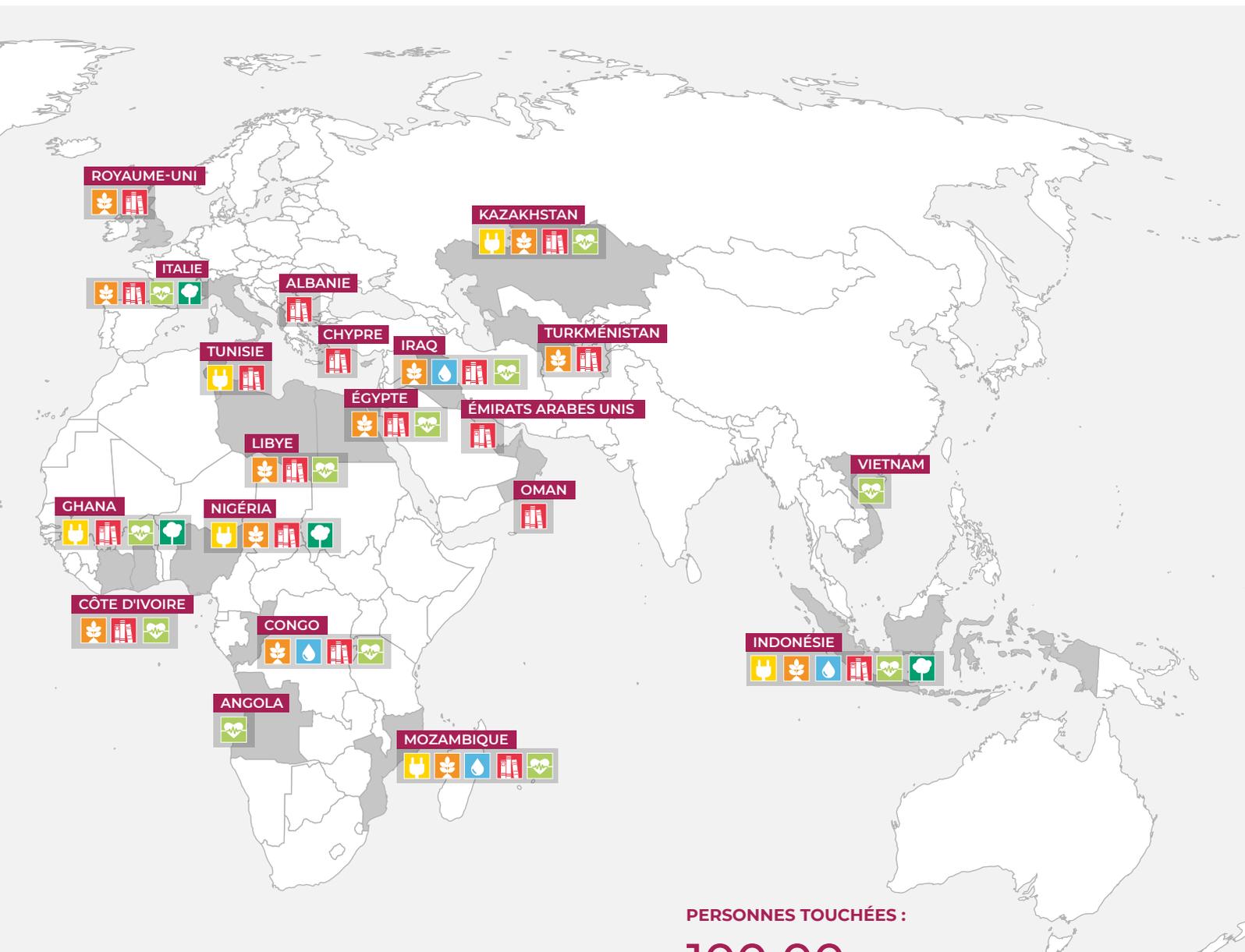


Projets actifs dans **21** Pays

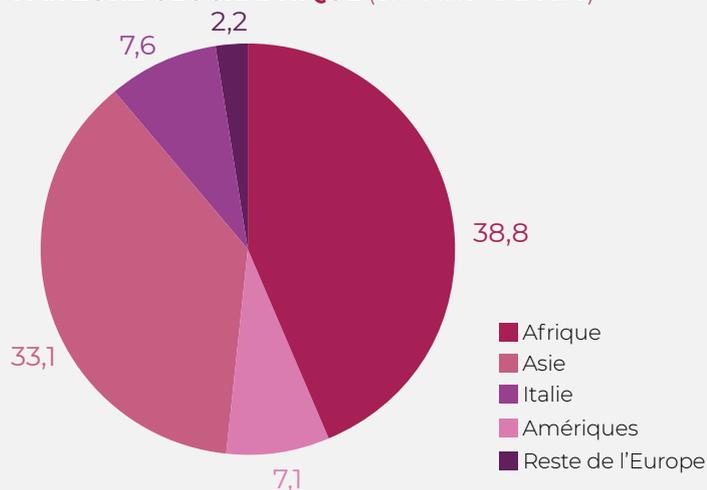
## INVESTISSEMENTS POUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL (en millions d'euro)



■ Accès à l'énergie ■ Diversification économique ■ Éducation et formation professionnelle ■ Protection du territoire  
 ■ Accès à l'eau et aux services d'assainissement ■ Santé des communautés ■ Compensation et réinstallation ■ Totaux



**INVESTISSEMENTS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE** (en millions d'euro)



**PERSONNES TOUCHÉES :**

**100 000** nouveaux étudiants soutenus dans l'accès à l'éducation (y compris les adultes bénéficiant d'activités éducatives informelles)

**4 800** agriculteurs et entrepreneurs soutenus pour l'accès au développement économique

**113 000** personnes soutenus dans l'accès à l'eau potable (y compris les campagnes de sensibilisation)

**820 000** personnes soutenus dans l'accès aux services de santé

**7 000** personnes soutenus dans l'accès à l'énergie durable (électricité)

**6 100** personnes impliquées dans des activités de protection de l'environnement et de la biodiversité

## PROJETS DANS LE MONDE

Eni définit et met en oeuvre des interventions en faveur des populations locales, visant à promouvoir le développement humain global, en favorisant l'accès aux droits tels que l'énergie, l'eau, l'alimentation, l'éducation et la santé. Eni développe également des initiatives visant à la diversification économique (par exemple, des projets agricoles, l'accès au microcrédit, la promotion d'activités entrepreneuriales et d'infrastructures), à la protection des terres et à la formation professionnelle afin de créer de nouvelles opportunités d'emploi. Pour Eni, les alliances avec tous les acteurs opérant sur le territoire (Partenariats), la mise en commun des ressources et du capital humain constituent un élément essentiel pour la réalisation des objectifs et la croissance inclusive. En 2024, 89 accords de coopération étaient actifs, dont 17 accords socio-économiques et 4 accords de santé ont été signés au cours de l'année. Dans la définition et l'exécution des projets, Eni adopte une approche participative et intègre des thèmes transversaux pertinents (tels que le genre) et adopte des instruments et des méthodologies conformes aux principales normes internationales, telles que l'approche du cadre logique pour structurer les interventions sur le terrain et l'instrument de gestion Suivi, évaluation et apprentissage pour suivre, évaluer et éventuellement réorienter les projets afin de maximiser les avantages pour les communautés. Les projets de développement local visent à atteindre des résultats et des objectifs qui contribuent au développement socio-économique des communautés où Eni est présente. Ils visent à générer des changements positifs et durables pour les personnes, car ils impliquent les communautés elles-mêmes au cours des différentes phases du projet. Depuis 2020, Eni a adopté une approche visant à intégrer la dimension de genre dans ses projets de business et de développement local afin de s'assurer que les impacts sur les femmes dans les communautés locales soient correctement identifiés, maximisant ainsi les impacts positifs et prévenant les conséquences négatives potentielles. Cette approche comprend des actions et des outils spécifiques pour les différents domaines d'intervention et l'intégration d'une perspective de genre dans les différentes phases du projet.

## SANTÉ DES COMMUNAUTÉS

Pour protéger et promouvoir la santé des communautés dans les pays où elle opère, Eni met en oeuvre des programmes de développement et de promotion de la santé qui peuvent être intégrés à ses activités (voir les sections sur le **Clean cooking programme** et les Matières premières agricoles **Agri-feedstock**) ou des initiatives visant à soutenir les gouvernements locaux dans la réalisation des priorités du pays en matière de santé. Dans les régions où elle opère, Eni adopte les outils et méthodologies pour identifier les impacts potentiels, négatifs et positifs, directs et indirects, dès les premières étapes du projet, en vue de les supprimer et/ou de les atténuer, grâce à des plans et des projets de développement de la santé. À cette fin, Eni réalise des évaluations de l'impact sur la santé (HIA, Health Impact Assessment), qui peuvent être des documents autonomes ou intégrés dans des évaluations de l'impact environnemental, social et sanitaire (ESHIA, Environmental Social and Health Impact Assessment). Celles-ci garantissent le respect des normes internationales reconnues et assurent la participation des parties prenantes afin de protéger leurs intérêts, d'identifier les problèmes critiques, d'évaluer les impacts potentiels et de mettre en place des mesures d'atténuation, qui sont dûment contrôlées. En 2024, Eni a réalisé 6 études de santé, dont une évaluation de l'impact sur la santé pour la bioraffinerie de Livourne et 5 ESHIA intégrées aux Émirats arabes unis, à Chypre, à Oman, au Mozambique et au Viêt Nam, afin d'évaluer les impacts potentiels sur les communautés touchées. Les initiatives de santé communautaire consistent en la mise en oeuvre de projets spécifiques visant à améliorer les conditions de santé et à promouvoir le bien-être des communautés locales dans les pays où Eni opère et constituent un outil important pour contribuer au développement local. En effet, les projets sont mis en oeuvre conformément aux politiques de santé locales et aux meilleures pratiques internationales et visent à protéger le droit à la santé, à renforcer les systèmes de santé des Pays d'accueil pour améliorer les conditions sanitaires et à contribuer au développement social et sanitaire. Les principaux domaines d'intervention en 2024 ont concerné : l'assistance sanitaire de base, les maladies infectieuses et non transmissibles, la nutrition, la santé maternelle et infantile, et l'hygiène et l'assainissement des établissements de santé et de la population. Ces activités prennent la forme d'actions de formation du personnel de santé (compétences médicales, sanitaires et managériales), d'interventions sur les infrastructures sanitaires (équipement en matériel, rénovation et construction de nouvelles installations), d'actions de sensibilisation de la population et d'activités de soutien exceptionnel aux autorités sanitaires locales en cas d'urgences, de catastrophes ou

33

projets actifs mis en oeuvre dans

13 Pays

de pandémies. Les projets sont mis en œuvre en coopération avec les autorités sanitaires locales et avec la participation d'organisations de la société civile, d'instituts hospitaliers et de ses parties prenantes à tous les niveaux. En outre, pour la mise en œuvre des projets, Eni noue des partenariats avec des acteurs internationaux de premier plan dans les domaines de la médecine et de la santé, des instituts hospitaliers et des partenaires scientifiques d'excellence. En 2024, 30 accords étaient en vigueur, dont quatre nouveaux ont été signés au cours de l'année, avec :

- des institutions locales, telles que le gouvernement du comté de Makueni au Kenya pour l'amélioration des services de santé de base, et en Italie l'Azienda USL Toscana Nord Ovest, pour l'expérimentation de nouvelles technologies visant à numériser les parcours diagnostic-thérapeutique-assistance dans une logique de durabilité environnementale pour la protection de la santé des citoyens ;
- des organisations de la société civile, comme en Côte d'Ivoire avec Médecins avec l'Africa Cuamm et l'International Rescue Committee pour le renforcement des services d'assistance sanitaire de base et au Mozambique avec AISPO pour le renforcement des établissements de santé, et avec Sant'Egidio et Helpcode pour la prévention en matière de santé des femmes et de santé maternelle ;
- des institutions hospitalières, telles que l'IRCCS Policlinico San Donato pour la construction du centre de formation médicale de Port Saïd, en Égypte.

Dans le domaine des projets de développement de la santé, en 2024, Eni a mené 33 initiatives dans 13 pays pour une dépense totale de 7,1 millions d'euros afin d'améliorer l'état de santé des populations en renforçant les compétences du personnel de santé, comme en Angola, Côte d'Ivoire, Égypte, Mozambique, la construction et la réhabilitation de structures de santé et leurs équipements, comme en Angola, Côte d'Ivoire, Égypte, Mozambique, l'information, l'éducation et la sensibilisation aux questions de santé des populations concernées, comme en Côte d'Ivoire, Égypte, Mozambique. En outre, toujours en 2024, Eni a procédé à des interventions de réaménagement du système de santé en Italie, dans le but de contribuer au renforcement et à la résilience des installations locales à Gela, Milan et Pavie.

## Étude de cas

### Quelques exemples de projets de santé communautaire

#### **MANATINERO, juridiction sanitaire de Cardenas et IMSS-Bienestar, État de Tabasco, Mexique (2022-2025)**

**OBJECTIF** : renforcer les soins de santé primaires dans le système de santé de Cardenas.

**ACTIONS** : la construction, l'équipement et l'aménagement d'un centre de santé à Manatinero offrant des soins de santé primaires 24h/24 à la communauté, finalisé en décembre 2024. En 2025, conformément aux normes du ministère de la santé de l'État de Tabasco, le personnel de santé sera formé et l'installation d'un système électrique photovoltaïque d'urgence sera finalisée.

**BÉNÉFICIAIRES 2024** : on estime qu'en 2025, 1500 personnes bénéficieront des services du centre.

#### **PEMBA, MOZAMBIQUE (2023-2025)**

**OBJECTIF** : renforcer l'hôpital provincial de Pemba (province de Cabo Delgado).

**ACTIONS** : expansion des services de radiologie avec l'installation d'un service de tomographie axiale informatisée (TDM) et expansion de l'unité de soins intensifs avec 4 lits supplémentaires entièrement équipés de la technologie moderne, construction d'un nouveau bloc de pharmacie et d'une salle d'attente pour les patients. Le service de tomodensitométrie est le seul actuellement disponible dans la province de Cabo Delgado, ce qui permet aux patients d'accéder rapidement à des examens médicaux et à des diagnostics qui étaient auparavant effectués en dehors de la province. Le projet a été mis en œuvre avec le soutien de l' AISPO (Association italienne pour la solidarité entre les peuples) et en collaboration avec le ministère de la Santé du Mozambique.

**BÉNÉFICIAIRES** : plus de 500 000 personnes bénéficieront de cette intervention.

#### **LUANDA, ANGOLA (2019-2025)**

**OBJECTIF** : améliorer l'accès aux services de santé tertiaires à Luanda.

**ACTIONS** : en 2024, le projet a formé 303 personnels de santé et de gestion à l'hôpital pédiatrique David Bernardino et à l'hôpital Divina Providencia de Luanda, conformément à l'accord d'intention signé avec le ministère de la Santé en 2019. Les cours ont porté sur la néphrologie pédiatrique et la dialyse, la neurologie, l'hémo-oncologie, les maladies transmissibles, la nutrition, les soins aux enfants, la santé des femmes et la surveillance épidémiologique.

**BÉNÉFICIAIRES 2024** : plus de 61 000 personnes.

En 2024, Eni a soutenu l'accès à l'enseignement primaire, secondaire et supérieur ainsi qu'à des activités d'éducation non formelles pour environ **100 000** étudiants et étudiantes

## ÉDUCATION

L'objectif de ces projets est de contribuer à assurer l'accès à une éducation de qualité, efficace et inclusive à long terme pour les personnes des communautés de présence. Voici quelques exemples d'activités mises en œuvre : rénovation ou construction de bâtiments scolaires, distribution de matériel et de kits scolaires pour les élèves, formation des enseignants, campagnes de sensibilisation pour promouvoir la participation scolaire ; soutien à des programmes éducatifs pour les jeunes étudiants, tels que des ateliers, des bourses, des cours et des programmes de formation professionnelle, et des initiatives visant à développer les compétences et les connaissances dans le secteur de l'énergie et des ressources naturelles. En 2024, Eni a construit et/ou rénové 16 établissements scolaires et d'éducation, soutenant la formation d'environ 470 membres du personnel scolaire national (enseignants, personnel scolaire et directeurs d'école) afin d'améliorer les compétences professionnelles et générales, y compris les pratiques de protection de l'enfance et les méthodologies d'enseignement. Afin de promouvoir un sentiment d'« appartenance » à l'école et de renforcer la responsabilité parentale, plus de 700 parents ont participé à des activités de sensibilisation sur divers thèmes tels que la protection de l'enfance, l'éducation, le sport, l'environnement, la nutrition, la santé, l'hygiène, l'égalité des chances, etc. Par ailleurs, plus de 24 000 personnes ont participé à des activités éducatives non formelles (ateliers, cours de formation professionnelle, séances de sensibilisation aux Droits de l'Homme), principalement en Indonésie, au Ghana, au Mozambique et au Royaume-Uni. Tout au long de l'année, grâce aux programmes et bourses offerts par l'Eni Corporate University, Eni a soutenu le développement académique et professionnel d'environ 1 300 étudiants dont les projets sont mis en œuvre en coopération avec les autorités locales, les organisations internationales et avec la participation des organisations de la société civile. En Italie, Eniscuola a impliqué plus de 6 000 jeunes étudiants et plus de 80 enseignants d'écoles primaires et secondaires dans des initiatives de formation sur des sujets tels que les nouvelles technologies, la transition énergétique, les questions de cybersécurité et les nouvelles formes de communication ; en outre, plus de 1 000 enseignants ont pu bénéficier de cours de formation en ligne sur les compétences numériques et l'innovation dans les écoles. En 2024, six accords étaient actifs dans le domaine de l'éducation, dont deux nouveaux signés avec l'UNESCO en Irak et l'Université nationale eurasiatique (ENU) au Kazakhstan.

### Étude de cas

#### Quelques exemples de projets éducatifs

##### **PRO-JEUNES : PROJET DE RENFORCEMENT DES OPPORTUNITÉS POUR LES JEUNES (2023-2025) - CÔTE D'IVOIRE**

**OBJECTIF** : assurer l'autonomie et la stabilité économique des jeunes à long terme grâce au développement professionnel et à l'accès à l'emploi.

**ACTIONS** : le projet implique et forme 300 jeunes issus de communautés vulnérables du nord et du sud du pays, soumises à des mouvements migratoires, en leur fournissant des compétences pratiques et axées sur la demande afin de leur permettre d'entrer avec succès sur le marché du travail dans les secteurs de l'énergie et de l'automobile. Le programme, mis en œuvre en coopération avec le groupe Iveco et l'ONG IRC, combine une formation théorique et pratique avec une expérience sur le terrain dans des entreprises privées et publiques de premier plan.

**RÉSULTATS** : 300 jeunes issus de communautés vulnérables ont été formés.

##### **PLUS JE SUIS INFORMÉ(E), MOINS JE CONSOMME (2024-2027) - ITALIE**

**OBJECTIF** : diffusion et promotion d'une culture de l'utilisation durable de l'énergie, grâce à l'innovation numérique et à l'éducation à l'utilisation des outils numériques.

**ACTIONS** : formation du personnel enseignant (directeurs d'école et enseignants), des élèves et des étudiants des écoles primaires sur les thèmes de l'innovation numérique et de la durabilité énergétique avec une approche pédagogique de la science, de la technologie, de l'ingénierie, de l'art et des mathématiques, de la pensée computationnelle, du codage et de la robotique de base.

**RÉSULTATS** : le projet a impliqué environ 2 000 personnes.

##### **AL-MARBAD HIGH SCHOOL FOR GIRLS (2022-2024) - IRAQ**

**OBJECTIF** : assurer l'accès à des environnements éducatifs de qualité pour les étudiantes de la municipalité de Zubair, dans le gouvernorat de Bassorah.

**ACTIONS** : construction, équipement et mise en service d'une école secondaire pour filles dans la municipalité de Zubair, à Bassorah.

**RÉSULTATS** : l'école secondaire accueille 758 étudiantes.

##### **FORMATION TERTIAIRE EN TECHNOLOGIE DU GÉNIE ÉNERGÉTIQUE (2024-2027) - ÉGYPTE**

**OBJECTIF** : contribuer à la transition énergétique du pays en formant un capital humain spécialisé dans l'efficacité énergétique dans des secteurs industriels clés.

**ACTIONS** : le projet concernera 900 étudiants grâce à la création et au lancement d'une licence spécialisée en ingénierie énergétique (2+2 ans) en partenariat avec l'université technologique de Sewedy, le Politecnico di Milano et l'ECU ; l'octroi de bourses aux étudiants méritants, en particulier à Port Saïd ; l'organisation de semaines de l'énergie avec un enseignement en face à face par des conférenciers de PoliMi ; la création d'un réseau d'entreprises privées qui veillera à ce qu'un certain nombre d'étudiants soient embauchés comme apprentis chaque année.

**RÉSULTATS** : 54 étudiants impliqués dans les premiers mois de la mise en œuvre.

## ACCÈS À L'EAU ET AUX SERVICES D'ASSAINISSEMENT

L'objectif de ces initiatives est d'aider les communautés locales à accéder à de l'eau propre et sûre et à des services d'assainissement afin d'améliorer les conditions de vie et la santé des populations, en particulier dans les régions où l'accès à l'eau propre est limité ou inexistant. Les actions peuvent comprendre la construction de puits, de systèmes de traitement de l'eau, la modernisation des réseaux d'eau et l'amélioration de la distribution, la fourniture d'installations sanitaires, des programmes d'éducation à l'hygiène, des initiatives dans le domaine scolaire et communautaire, et des formations à la gestion communautaire des systèmes de purification de l'eau. En 2024, 35 installations sanitaires et 27 points d'accès à l'eau potable ont été construits ou rénovés, et des activités de sensibilisation à l'hygiène ont été menées auprès de plus de 67 000 personnes.

En 2024, plus de **113 000** personnes ont amélioré leur accès à l'eau potable (y compris les campagnes de sensibilisation)

### Étude de cas

## Exemple de projet d'accès à l'eau

### ACCÈS À L'EAU DANS LA PROVINCE DE CABO DELGADO, DANS LES DISTRICTS DE METUGE ET DE PEMBA (2023-2025) - MOZAMBIQUE

**OBJECTIF** : améliorer l'accès à l'eau potable pour les communautés locales.

**ACTIONS** : le projet est mis en oeuvre en collaboration avec OIKOS et comprend la construction de 8 puits et réservoirs pour assurer l'accès à l'eau potable des communautés locales, ainsi que la formation de techniciens locaux à la maintenance et à la gestion des infrastructures d'eau et des activités de sensibilisation aux pratiques d'hygiène.

**RÉSULTATS** : en 2024, plus de 60 000 personnes ont participé à des campagnes de sensibilisation axées sur les pratiques d'hygiène et de santé liées à la gestion et à la consommation de l'eau.

## PROTECTION DU TERRITOIRE

Grâce à ces projets, Eni entend valoriser et protéger le patrimoine naturel local, restaurer les écosystèmes et contribuer à la conservation et la réhabilitation des écosystèmes aquatiques. Les initiatives comprennent également des activités de soutien à la gestion des déchets pour les communautés, la réhabilitation des sites d'élimination, des activités d'assainissement pour la récupération de la végétation autochtone, la replantation d'arbres, la conservation de la biodiversité, des campagnes de sensibilisation sur les risques de pollution par les hydrocarbures DÉVERSEMENT DE PÉTROLE et l'importance de la protection de la biodiversité. Dans ce contexte, en 2024, Eni a poursuivi la collaboration entamée avec l'UNESCO au Mexique en 2023 en signant un deuxième accord pour la mise en oeuvre d'un plan global de sécurité de l'eau pour le sous-bassin de Mezcalapa-Samaria dans l'État de Tabasco afin de faire face aux inondations fréquentes.

Plus de **6 000** personnes impliquées dans des activités de protection de l'environnement et de la biodiversité en 2024

## DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

L'objectif de ces projets est de favoriser la sécurité alimentaire, le développement d'activités entrepreneuriales, agricoles, de pêche et d'infrastructures, la création de nouvelles opportunités d'emploi, l'autonomisation des femmes et des jeunes et la promotion de la croissance économique. Voici quelques exemples de ces initiatives : projets de micro-entreprenariat et de placement ; projets d'emploi et d'autosuffisance (agriculture durable, tourisme responsable, artisanat local, production de biens et de services, par exemple) ; formation entrepreneuriale, mentorat et programmes de conseil pour les petites entreprises et les jeunes pousses ; gestion de l'environnement, etc. Eni a soutenu la formation d'environ 4 400 agriculteurs et producteurs, soutenu 95 coopératives et associations du secteur agroalimentaire en Côte d'Ivoire et au Nigéria, et formé 435 personnes à l'entreprenariat, à l'éducation financière et à la gestion d'entreprise. Enfin, dans le cadre des projets des matières premières agricoles agri-feedstock, Eni a contribué à des activités de formation auxquelles ont participé plus de 34 000 agriculteurs et producteurs. 8 partenariats étaient actifs en 2024, dont un nouveau avec l'UNESCO au Mexique pour soutenir les communautés côtières de la municipalité de Cárdenas en renforçant leur capacité à protéger le patrimoine culturel et naturel, tout en promouvant le tourisme durable.

En 2024, plus de **4 800** farmers/agriculteurs/entrepreneurs ont bénéficié d'un soutien pour accéder au développement économique grâce à des initiatives de diversification économique

## Étude de cas

### Quelques exemples de projets de protection du territoire

#### RÉSILIENCE PRO (PRORES) : RENFORCER LA RÉSILIENCE DE LA COMMUNAUTÉ AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE DANS LA PROVINCE DE CABO DELGADO - District de Mecufi (2021-2024) - MOZAMBIQUE

**OBJECTIF** : renforcer la résilience des communautés locales face aux effets du changement climatique.

**ACTIONS** : un élément clé du projet consiste à renforcer la protection de l'environnement en promouvant des pratiques socio-économiques de plus en plus durables ayant moins d'impact sur l'environnement. Ces pratiques comprennent la restauration des cultures de mangroves dans les zones lagunaires dégradées, assurant la croissance et la régénération des mangroves avec des effets positifs concrets sur la protection côtière, la prévention des inondations et la conservation de l'écosystème.

**RÉSULTATS** : en 2024, plus de 1 000 personnes ont participé à des activités de formation, de sensibilisation et de protection de la biodiversité, en mettant l'accent sur la protection des mangroves.

#### PROJET DE REBOISEMENT (2024) - GHANA

**OBJECTIF** : contribuer à la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> en plantant des arbres dans le quartier d'Ellembelle.

**ACTIONS** : sensibilisation des enseignants et des élèves à l'importance de la protection des forêts et des espaces verts ; distribution et plantation de plants greffés (*Khaya senegalensis*, *Tectona grandis*, *Tetrapleura tetraptera*, *Terminalia superba* et *Mansonia altissima*) sélectionnés pour leur capacité d'absorption du CO<sub>2</sub> ; développement d'un outil numérique permettant de suivre les plants greffés et de surveiller leur croissance ; distribution de matériel pédagogique dans les écoles participant au projet.

**RÉSULTATS** : 210 élèves sensibilisés ; 1 000 plants greffés.

#### SENSIBILISATION À LA BIODIVERSITÉ - PORTO TORRES (Italie)

**OBJECTIF** : l'objectif du projet était double : d'une part, réaliser une évaluation approfondie de Sunpower, un produit fabriqué à Porto Torres par Matrica (une co-entreprise entre Versalis et Novamont) à base d'acide pélagonique dérivé de matières premières renouvelables et biodégradable dans le sol et l'eau ; d'autre part, sensibiliser les élèves des écoles primaires à l'importance des abeilles et à leur rôle dans la préservation de la biodiversité.

**ACTIONS** : l'activité est menée en coopération avec deux acteurs majeurs : Apicoltura Urbana, chargée de la gestion du rucher et de son suivi, et Tenute Delogu, qui apporte son expertise du secteur viticole et de la zone où sont installées les ruches. L'expérimentation scientifique a porté sur l'application de Sunpower comme produit agropharmaceutique dans un environnement viticole, en analysant ses effets sur la santé des abeilles et la qualité du miel produit.

**RÉSULTATS** : l'initiative de sensibilisation a impliqué 22 classes de l'Institut polyvalent de Porto Torres avec des rencontres de présentation et des ateliers pratiques animés par Apicoltura Urbana, organisés les 22-23-24 octobre pour un total de 372 enfants. Les tests effectués ont montré que les abeilles avaient accès à des ressources naturelles de haute qualité dans le contexte agricole, essentielles à la production d'un miel de haute qualité.

En 2024, environ  
**7 000** personnes  
ont amélioré leur  
accès à l'électricité  
(grâce à l'installation  
de panneaux  
photovoltaïques)

### ACCÈS À L'ÉNERGIE

L'objectif de ces activités est de fournir un accès à l'énergie aux communautés et aux régions où la disponibilité est limitée ou inexistante. Certains projets visent à réduire l'utilisation de sources d'énergie non renouvelables et à atténuer les effets du changement climatique, à fournir de l'énergie à l'agriculture, à la production de biens et de services locaux et au développement de petites entreprises. Parmi les activités mises en oeuvre : le développement de micro-réseaux énergétiques dans les zones rurales, l'approvisionnement, la fourniture et l'installation de composants électriques, la construction de lignes de transmission et la connexion au réseau national ; le soutien à l'accès à des systèmes de cuisson améliorés, certifiés et de qualité, des activités de sensibilisation dans les communautés locales sur l'efficacité énergétique, les économies d'énergie et les sources d'énergie renouvelables, l'installation de panneaux photovoltaïques, et l'installation de systèmes énergétiques plus efficaces.

*Étude de cas*

## Quelques exemples de projets de diversification économique

### INITIATIVE DE MODE ÉTHIQUE - (2023-2025) - CÔTE D'IVOIRE

**OBJECTIF** : accroître la compétitivité et la participation au marché des artisans et des petits entrepreneurs actifs dans le secteur de la production textile en stimulant le développement d'une chaîne de valeur locale de la mode durable.

**ACTIONS** : création à Abidjan d'un centre de production et de formation pour les artisans du textile, capable de fournir une assistance technique, des matériaux de qualité et un accès au marché. Le centre formera et emploiera 50 travailleurs locaux et activera un réseau de plus de 100 artisans du textile en connectant la production locale traditionnelle au marché international des marques de mode sous la gouvernance d'un système de Due Diligence des ODD.

**RÉSULTATS** : 260 artisans (dont 66 % de femmes) et petits entrepreneurs formés d'ici 2024, dont 150 seront directement intégrés dans la chaîne d'approvisionnement du nouveau pôle.

### OPPORTUNITÉS DE DÉVELOPPEMENT RURAL GRÂCE À UNE APPROCHE INTÉGRÉE, RESPONSABLE ET DURABLE DE LA PRODUCTION ET DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT COMMERCIALE DU COCOTIER - (2023-2026) - Mexique

**OBJECTIF** : promouvoir le développement rural et économique dans la région côtière de Cardenas, au Mexique, grâce à une approche durable de la production et de la chaîne d'approvisionnement du cocotier.

**ACTIONS** : le projet introduit des pratiques régénératives et durables pour améliorer la productivité des cultures de cocotiers. Des stratégies de vente sont élaborées et renforcées afin d'augmenter le prix des noix de coco et les revenus des petits producteurs et des entreprises locales. En outre, la collaboration entre les acteurs du secteur est encouragée afin d'améliorer la cohésion, d'optimiser les conditions de travail et de renforcer les activités de culture et de transformation du cocotier.

**RÉSULTATS** : en 2024, 103 producteurs ont bénéficié de l'intervention et 113 hectares de terres ont été cultivés selon des pratiques agricoles durables.

### PROJET MANICA. RENFORCER LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DÉVELOPPER LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT AGRICOLE DANS LA PROVINCE DE MANICA - (2022-2026) - MOZAMBIQUE

**OBJECTIF** : favoriser la sécurité alimentaire et les revenus des agriculteurs grâce à l'adoption de pratiques et de technologies agricoles résilientes (agriculture intelligente face au climat - AIC).

**ACTIONS** : le projet introduit des pratiques d'agriculture de conservation visant à renforcer la résilience et la durabilité des agriculteurs en promouvant des techniques telles que le recouvrement du sol avec des résidus végétaux, l'utilisation de poquets permanents avec une perturbation minimale du sol et la concentration de nutriments, ainsi que des pratiques de rotation des cultures régénératrices et durables pour améliorer la productivité agricole.

**RÉSULTATS** : en 2024, 2 521 agriculteurs au total ont été formés aux pratiques de l'AIC et les ont appliquées sur 194 hectares de terres cultivées. Les stratégies appliquées ont permis de protéger les sols, de préserver les ressources naturelles et d'optimiser les rendements, ce qui s'est traduit par une augmentation significative de la productivité, de 30 % pour le maïs et de 13 % pour le soja.

## Quelques exemples de projets d'accès à l'énergie

### GOVERNORAT DE NABEUL (2024) - TUNISIE

**OBJECTIF** : améliorer la fourniture d'électricité et assurer le bon déroulement des activités scolaires dans 7 écoles primaires publiques du gouvernorat de Nabeul.

**ACTIONS** : installation de panneaux photovoltaïques d'une capacité totale de 102 Kw.

**BENEFICIARIES** : 7 000 élèves scolarisés dans sept écoles primaires publiques ont accès à l'électricité dans leurs locaux.

### CENTRE D'EXCELLENCE OYO (2023-2027) - CONGO

**OBJECTIF** : le Centre de recherche d'Oyo est légalement établi et conçu comme une institution nationale avec une perspective régionale, dans le but ultime de contribuer au développement d'un marché de l'énergie durable, intégré et inclusif, à la fois dans le pays et dans la région au sens large.

**ACTIONS** : le Centre de recherche d'Oyo a acquis des équipements importants, tels qu'un GC-MS et des systèmes de biogaz à petite échelle (installation de biodigesteurs), afin de soutenir la recherche dans des domaines tels que la qualité des engrais et les solutions de clean cooking.

**RÉSULTATS** : des protocoles d'accord et des partenariats stratégiques ont été signés avec des acteurs locaux, des universités et le Centre d'Oyo. Neuf chercheurs ont bénéficié de bourses et d'une formation pour mener des recherches. De plus, quatre événements/ateliers (autonomisation des femmes dans le domaine des sciences, efficacité énergétique et technologie solaire photovoltaïque) ont été organisés, touchant 134 personnes.

## Étude de cas

### Stratégie d'Investissement Communautaire (CIS) au Ghana

Le projet intégré visait à améliorer la qualité de vie de dix communautés côtières dans le district d'Ellembelle, au Ghana, touchant environ 12 500 personnes (soit environ 2 500 familles). La stratégie se concentre sur l'amélioration de l'accès à l'éducation, à l'eau et à l'énergie et sur la promotion d'une croissance économique inclusive grâce à la diversification des moyens de subsistance et l'entrepreneuriat.

– La Stratégie d'Investissement Communautaire (CIS) est le fruit d'une collaboration entre Eni Ghana Exploration and Production Limited, Vitol Upstream Ghana Limited et la Ghana National Petroleum Corporation. L'initiative a été mise en œuvre et gérée par Eni Ghana et exécutée dans le cadre d'accords de coopération et de contrats d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction avec huit partenaires externes. Le projet intégré, depuis sa phase de conception et de planification en 2018 jusqu'à son achèvement en décembre 2023, a permis de réaliser des progrès substantiels dans l'amélioration de la qualité de vie des communautés concernées. En 2024, une évaluation externe et indépendante a été menée sur le CIS, impliquant les communautés et les principales parties prenantes, afin de vérifier la réalisation des résultats escomptés et de mesurer les impacts du projet. Les principaux résultats du projet dans les différents domaines d'intervention sont présentés ci-dessous.

#### COMPOSANTES STRATÉGIQUES

**ACCÈS À L'EAU ET AUX SERVICES D'ASSAINISSEMENT** : une station de traitement des eaux et six points d'eau ont été construits. Une fois opérationnels, les points d'approvisionnement en eau ont considérablement amélioré la santé de la communauté et ont permis de réduire les maladies liées à l'eau. Le projet a permis d'offrir de l'eau à un prix abordable à environ 5 000 membres de la communauté.

**Perspectives d'avenir** : Eni Ghana envisage d'augmenter la capacité de la station de traitement des eaux et de renforcer les compétences entrepreneuriales du comité de gestion afin de mieux répondre aux nouveaux besoins du marché.

**ÉDUCATION** : 8 écoles primaires et secondaires ont été réhabilitées ou construites ex nihilo, ce qui a permis d'améliorer les conditions d'apprentissage de plus de 2 000 élèves et de créer un environnement éducatif plus favorable. Cela a permis d'améliorer les résultats des élèves dans les matières clés et d'augmenter les taux de réussite à l'examen final d'éducation de base (100 % de réussite dans les écoles de Sanzule/Krisan DC et dans l'école secondaire d'Eikwe RC). Pour améliorer les normes d'hygiène menstruelle au sein des communautés locales, des activités de sensibilisation ont été menées dans les écoles de la zone cible pour lutter contre la stigmatisation associée aux menstruations, et environ 1 000 serviettes hygiéniques réutilisables ont été distribuées aux étudiantes. En outre, 10 élèves d'écoles professionnelles ont participé à un cours de couture avancé pour la production de serviettes hygiéniques réutilisables, afin de mettre en place un système de production autonome et autosuffisant. Des cours de formation complets ont été proposés à 167 enseignants et 989 bourses ont été accordées à des étudiants, ce qui a permis d'améliorer l'inclusion, l'égalité des sexes et l'accessibilité.

**Perspectives d'avenir** : Eni Ghana envisage d'améliorer l'organisation de la maintenance des écoles afin de garantir que les problèmes d'infrastructure de petite et moyenne taille soient résolus rapidement par des professionnels locaux.

**ACCÈS À L'ÉNERGIE** : plus de 3 000 cuisinières améliorées ont été produites et distribuées localement à environ 2 500 ménages. Les données indiquent que 88 % des ménages ont continué à utiliser les cuisinières livrées après la fin du projet. Le projet a démontré des avantages significatifs pour la santé grâce à la réduction de la pollution émanant de la cuisinière et à la grande satisfaction des utilisateurs. L'inclusion sociale et l'égalité des genres sont considérées comme des éléments clés du projet et comme une bonne pratique.

**Perspectives d'avenir** : Eni Ghana encourage l'utilisation de technologies de cuisson « propres » dans les communautés cibles en introduisant des cuisines commerciales améliorées pour soutenir les entrepreneurs locaux dans la production alimentaire. L'introduction de cuisines commerciales renforcera l'intégration des domaines de la diversification économique et de l'accès à l'énergie.

**DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE** : neuf coopératives, comptant plus de 200 membres, ont été créées pour améliorer l'accès des petits agriculteurs et entrepreneurs au marché, et un soutien technique a été fourni. La participation active des femmes a renforcé leur indépendance économique et leur pouvoir de décision. 228 potagers familiaux ont été créés et 335 producteurs ont été soutenus, ce qui a permis d'améliorer la sécurité alimentaire et les capacités de production locales. Des kits de démarrage essentiels ont été distribués aux agriculteurs, comprenant du bétail, des semences et des aliments pour animaux, et des services vétérinaires leur ont été proposés afin qu'ils puissent développer leurs activités. 14 nouvelles entreprises et 72 nouveaux emplois ont été créés. Le projet a réussi à promouvoir l'inclusion sociale et l'égalité des genres : 1 226 personnes ont été formées, dont 67 % de femmes, ce qui a permis d'améliorer la sécurité alimentaire des ménages, l'indépendance économique et le statut social. Des groupes marginalisés, comme les 58 agriculteurs commerciaux du camp de réfugiés de Krisan, ont également été inclus dans le projet.

**Perspectives d'avenir** : Eni Ghana prévoit de renforcer l'accès au crédit pour les agriculteurs locaux et les coopératives de producteurs, en les intégrant pleinement dans des chaînes d'approvisionnement plus larges.

## PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT

Dans le cadre des initiatives visant à favoriser une croissance socio-économique durable dans les pays qui accueillent ses activités, Eni a recours à des partenariats public-privé avec divers acteurs de la coopération au développement : des organisations internationales aux agences nationales de coopération, du secteur privé à la société civile (universités, ONG, ...). Ces collaborations sont conformes à l'Agenda 2030 des Nations unies, aux Plans de Développement Nationaux et aux lignes directrices relatives aux entreprises et aux Droits de l'Homme (PDNU). Elles permettent l'expansion de projets soutenant l'impact sur les populations locales en partageant non seulement des ressources financières et humaines, mais aussi des actifs, des compétences et de l'expertise.



### Entretien avec Nina Taka

#### Quel est le point de départ pour établir une relation de confiance et de coopération avec les institutions et les communautés locales ?

Un dialogue ouvert et honnête est la pierre angulaire de la construction d'une relation de confiance. Il est essentiel d'écouter et de comprendre pleinement les priorités, les défis et les forces des institutions et des communautés avec lesquelles nous travaillons. Nous devons d'abord faire preuve de respect et tracer la voie de la collaboration. Un élément important de ce processus consiste à s'assurer que tout le monde est impliqué dès le début. Dès la phase de conception d'un projet, nous réunissons toutes les parties prenantes pour identifier les besoins et les priorités et créer ensemble des solutions fonctionnelles et réalisables. La transparence est également essentielle, nous veillons toujours à communiquer clairement la stratégie et les objectifs du projet avec tout le monde : les institutions locales, les dirigeants et les membres de la communauté. Cette ouverture crée la confiance et garantit que tous se concentrent sur les mêmes objectifs. Un exemple de cette synergie en Côte d'Ivoire est la collaboration de l'IRC avec Eni sur un programme appelé Pro-Jeunes, une initiative qui vise à former les jeunes Ivoiriens aux compétences des industries du futur, telles que le marketing numérique, l'entrepreneuriat et la mécanique automobile. En proposant des formations professionnelles ciblées, le programme a donné à des dizaines de jeunes les outils nécessaires pour réussir leur insertion professionnelle.

#### Quels sont les impacts positifs des projets que vous avez menés avec Eni ?

Les projets que nous avons mis en œuvre avec Eni ont produit des résultats concrets et positifs dans la vie quotidienne des communautés concernées. Par exemple, nous avons amélioré la gestion des établissements de santé en coopération avec des partenaires locaux et avons constaté une amélioration significative de l'accès aux soins de

santé. Les taux d'accès aux centres de santé ont augmenté de plus de 30 %, grâce à la rénovation des installations et à l'amélioration de la qualité des services. Ces résultats reflètent l'impact direct de nos efforts conjoints sur le bien-être des communautés.

#### Pourquoi l'accès aux services de santé est-il si important pour améliorer les communautés locales d'un pays ?

L'accès aux soins de santé est essentiel à l'amélioration des communautés locales, car il a une incidence directe sur la productivité, la stabilité économique et le bien-être social. Un personnel en bonne santé est capable de travailler efficacement, ce qui stimule la croissance économique locale et contribue à réduire la pauvreté. Le renforcement des systèmes de santé pour rendre les soins accessibles aux plus vulnérables permet de prévenir et de traiter les maladies, de réduire la charge financière que représentent les soins de santé pour les familles et de briser les cycles de vulnérabilité et de pauvreté persistante. Les économies réalisées peuvent ensuite être réaffectées à d'autres besoins essentiels, améliorant ainsi le bien-être général des familles. L'accès à des soins de santé de qualité pour les enfants leur garantit une meilleure santé, une meilleure assiduité scolaire et de meilleures chances de terminer leurs études : cela constituera une base solide pour leur réussite à l'âge adulte. En outre, dans de nombreux contextes africains où les femmes sont les principales pourvoyeuses de soins, le fait d'avoir une famille en meilleure santé signifie que les femmes ont plus de temps à consacrer à la recherche d'opportunités économiques et professionnelles, contribuant ainsi au bien-être de la famille et de la communauté. L'accès aux soins de santé joue également un rôle clé dans la promotion de la stabilité sociale en réduisant les inégalités. Lorsque tous les membres d'une communauté peuvent accéder aux soins, un sentiment d'équité, de justice et de cohésion sociale est généré, renforçant ainsi le tissu social.

### Entretien



**NINA TAKA**  
DIRECTRICE NATIONALE  
DE L'INTERNATIONAL  
RESCUE COMMITTEE  
(IRC) EN CÔTE D'IVOIRE



# La durabilité dans la chaîne de valeur

Clients et consommateurs. ....	122
Fournisseurs. ....	128



## CONTEXTE DE RÉFÉRENCE

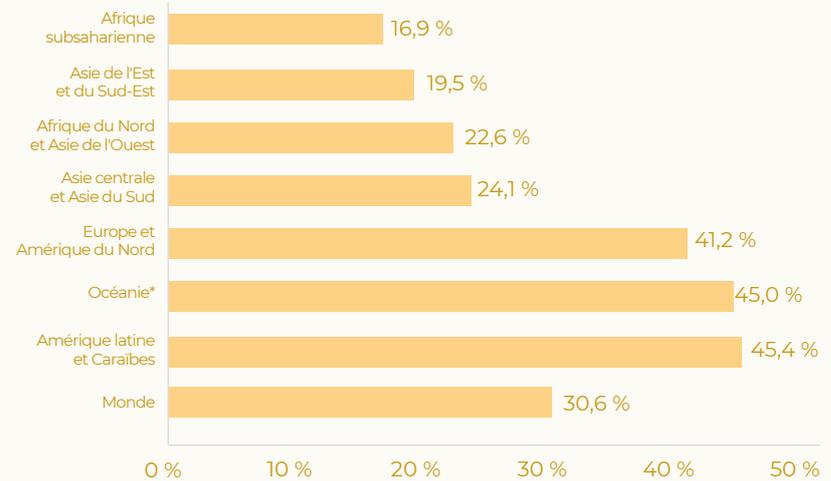
### ACCÈS AU CRÉDIT POUR LES PETITES ENTREPRISES

Les petites entreprises sont les piliers des économies, elles offrent des possibilités d'emploi et soutiennent les moyens de subsistance des communautés. Elles sont toutefois plus vulnérables aux chocs que les grandes entreprises, en particulier dans les pays à faibles revenus. Un facteur clé de leur survie et, idéalement, de leur prospérité est l'accès au crédit, qui reste difficile dans de nombreux pays. Selon les données d'une enquête menée entre 2006 et 2023, seules 16,9 % des petites industries manufacturières d'Afrique subsaharienne ont reçu des prêts ou des lignes de crédit, ce qui est bien inférieur à la moyenne mondiale de 31 %. Il est essentiel de faciliter l'accès au crédit pour promouvoir la croissance, la compétitivité et la résilience des petites entreprises.

(\*) Excluding Australia and New Zealand.

Source : © 2024 Nations unies, Rapport 2024 sur les Objectifs de développement durable, New York.

### PROPORTION DES PETITES INDUSTRIES AYANT UN PRÊT OU UNE LIGNE DE CRÉDIT 2006-2023

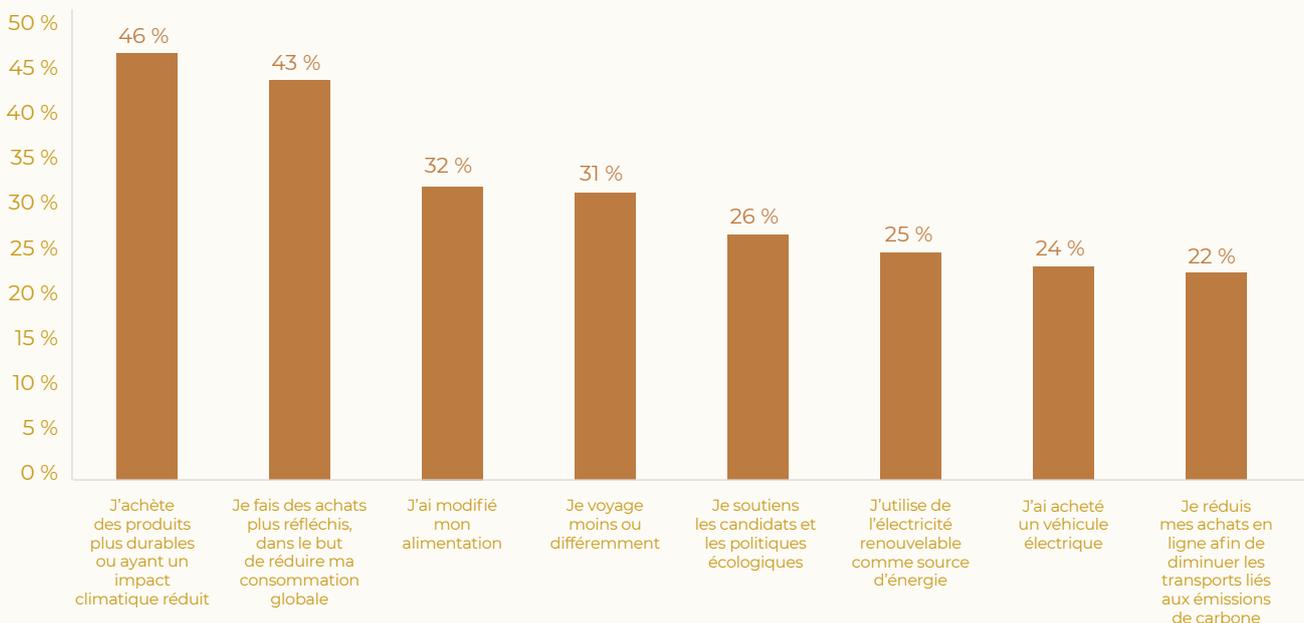


### DÉCISIONS D'ACHAT ET ENVIRONNEMENT

Selon des études récentes, les consommateurs accordent une grande importance aux questions environnementales. Étonnamment, 85 % des personnes interrogées déclarent avoir subi directement les effets perturbateurs du changement climatique. Sans surprise, la réduction de l'impact sur le climat est de loin la caractéristique la plus importante d'un produit qui influence les décisions d'achat. Cependant, de nombreux consommateurs ont développé une mentalité générale de réduction de leur consommation globale, ce qui impacte profondément leur mode de vie. Par conséquent, toutes leurs décisions d'achat risquent d'en être influencées.

Source : PwC, Enquête « Voix du Consommateur 2024 », mai 2024.

### QUELLES ACTIONS OU QUELS COMPORTEMENTS, LE CAS ÉCHÉANT, AVEZ-VOUS ADOPTÉS POUR RÉDUIRE VOTRE IMPACT SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ?



# Clients et consommateurs



## *Pourquoi c'est important pour Eni ?*

Avec Plenitude et Enilive, Eni conçoit des solutions innovantes et durables pour répondre aux besoins d'aujourd'hui et anticiper ceux de demain, en plaçant le client au centre d'un écosystème intégré.

**ANDREA MERCANTE** RESPONSABLE CT&FO DE L'INTÉGRATION DES ACTIVITÉS CHEZ ENI

### **PRIORITÉ AUX CLIENTS : UNE OFFRE INTÉGRÉE POUR UN MONDE EN MUTATION**

Dans un environnement en constante évolution, où la mobilité devient de plus en plus flexible et où l'énergie doit être de plus en plus durable, Eni a adopté une approche innovante et intégrée. Grâce à Plenitude et Enilive, les clients disposent de solutions pour répondre à leurs besoins en énergie et en mobilité. Plenitude accompagne les ménages et les entreprises dans la transition énergétique en proposant de l'électricité d'origine renouvelable, des installations photovoltaïques, des solutions d'efficacité énergétique et des services de mobilité électrique. Grâce à la recherche et à la technologie, Enilive élargit son offre de produits et services de plus en plus décarbonés, facilitant les transports avec des émissions de CO<sub>2</sub> réduites. Plenitude et Enilive renforceront de plus en plus leur synergie pour offrir des solutions intégrées. Cette voie passe par une compréhension toujours plus approfondie des besoins de sa clientèle et par la volonté de construire une relation durable basée sur la confiance et la valeur mutuelle.

## PLENITUDE - L'ORIENTATION CLIENT ET LA DIFFUSION D'UNE CULTURE DE L'UTILISATION DURABLE DE L'ÉNERGIE

Plenitude adopte un modèle d'affaires intégrant la production d'électricité à partir de sources renouvelables, la vente d'énergie et de solutions énergétiques, ainsi qu'un vaste réseau de bornes de recharge propriétaires pour véhicules électriques. En 2024, l'entreprise a proposé ses services à plus de 10 millions de clients, principalement en Italie (80 %), mais aussi en France, en Grèce, dans la péninsule ibérique et en Slovénie. Plenitude adopte la méthodologie Design Thinking, dans le but de développer des solutions sur mesure pour ses clients, en se concentrant sur la centralité des besoins des utilisateurs pour créer de la valeur à travers des solutions omnicanales. Depuis 2022, Plenitude offre à tous les clients B2C une électricité 100 % renouvelable et en 2024, la part de l'électricité certifiée par des garanties d'origine a augmenté par rapport au total de l'énergie vendue en Europe, passant de 69 % l'année précédente à 74 %.

Environ  
**13,6** TWh  
d'électricité certifiée  
par des garanties  
d'origine ont été  
vendus en Europe  
en 2024

### Solutions d'efficacité énergétique

Plenitude, à travers sa filiale Plenitude Energy Services (PES) (ESCO – Energy Service Company – of Plenitude), née de la fusion de SEA et d'Evolvere<sup>31</sup>, propose à ses clients une large gamme de solutions d'efficacité énergétique pour les bâtiments.

#### Requalification énergétique des bâtiments

Plenitude propose des solutions de requalification énergétique et de consolidation antisismique dans le cadre du projet « CappottoMio ». Les interventions prévues comprennent l'isolation thermique, l'amélioration ou le remplacement des systèmes thermiques, la consolidation antisismique et l'installation de systèmes photovoltaïques, de systèmes de stockage et de systèmes de recharge électrique des véhicules. **Environ 3 330 bâtiments** étaient concernés par l'initiative en 2024. Plenitude a également réalisé des interventions de réaménagement énergétique et des mesures d'efficacité énergétique pour de grandes entreprises et des PME, en signant des **contrats de performance énergétique (CPE)**. Les services proposés dans le cadre des contrats EPC comprennent l'étude et l'analyse énergétique des installations de production et l'identification de solutions innovantes pour l'efficacité des installations, l'installation de systèmes de surveillance et d'optimisation à distance des installations, et le remplacement de l'éclairage (relamping). En 2024, près de 115 interventions ont été réalisées ou sont en cours dans le cadre de contrats EPC.

#### Vente, installation et exploitation de installations photovoltaïques

Plenitude propose des services d'installation, de gestion et de suivi des installations photovoltaïques pour des clients domestiques et industriels. À la fin de 2024, la capacité installée a atteint 150,36 MW entre les centrales détenues et gérées dans toute l'Italie, soit une augmentation de 63 % par rapport à 92 MW à la fin de 2023. En 2024, Plenitude, afin de se conformer aux nouvelles dispositions réglementaires<sup>32</sup> et d'encourager le déploiement des communautés énergétiques, a adapté ses processus de conception, de mise en œuvre et de gestion de la configuration pour s'aligner sur les trois types requis par la réglementation, simplifiant ainsi les activités pour les promoteurs et les participants des communautés.

31 Au 1er janvier 2024, Evolvere S.p.A. Società Benefit a fusionné avec SEA S.p.A., et a changé sa raison sociale pour devenir Plenitude Energy Services S.p.A.

32 En 2024, le cadre réglementaire pour le développement des Communautés d'Énergie en Italie a été finalisé, introduisant définitivement trois types de configurations pouvant bénéficier d'incitations : les Communautés d'Énergie Renouvelable (CER), la Consommation Individuelle à Distance (AID) et la Consommation Collective à Distance (AUC), regroupées sous l'appellation CACER (Configurations de Consommation à Distance pour le Partage de l'Énergie Renouvelable).

### Autres solutions d'efficacité énergétique

**Produits d'efficacité énergétique pour la maison intelligente** : Plenitude a présenté Eugenio, un écosystème énergétique intelligent conçu pour encourager une utilisation plus efficace de l'énergie domestique. Grâce à la connexion internet de la maison, les données sont envoyées vers le cloud et rendues accessibles via une application mobile, donnant aux utilisateurs des outils pour optimiser la consommation et améliorer la gestion de l'énergie.

**Produits et services pour le chauffage et la climatisation** : Plenitude propose à ses clients italiens des produits de chauffage et de climatisation (chaudières, chauffe-eau à haut rendement, climatiseurs et systèmes de chauffage hybrides), pour un usage résidentiel ou domestique similaire, grâce à des partenariats avec Riello, Ariston et Haier.

**Installation de bornes de recharge murales** : Plenitude fournit à ses clients finaux et aux entreprises un service d'installation de bornes de recharge (wallboxes), avec la gestion et le suivi associés, également en combinaison avec d'autres services, tels que la fourniture d'électricité à partir de sources renouvelables ou l'installation d'un système photovoltaïque.

## Focus on

### Engagement auprès des clients Plenitude en Italie

Au cours de l'année, l'engagement de Plenitude à impliquer ses clients dans le processus de transition énergétique s'est poursuivi, avec les « Actions conscientes » du programme de fidélité « Plenitude Insieme (Ensemble) », qui fournit aux clients des instruments utiles pour accroître la sensibilisation et la connaissance de l'efficacité énergétique. En 2024, la section a été enrichie pour récompenser les clients qui ont surveillé leur comportement de consommation chaque mois afin d'encourager une prise de conscience totale. Fin 2024, 1 055 000 clients étaient inscrits au programme, avec un taux de participation élevé : 87 % des membres ont interagi avec le programme au moins une fois et plus de 200 000 clients ont réalisé les actions conscientes proposées au moins une fois. Concernant les initiatives destinées aux clients vulnérables, Plenitude est devenue en 2022 l'une des 50 premières entreprises partenaires de la Carte Nationale de la Jeunesse, une initiative du Département des Politiques de la Jeunesse et du Service Civil Universel destinée aux jeunes Européens résidant en Italie âgés de 18 à 35 ans. La carte donne accès à des réductions sur la fourniture de gaz et d'électricité d'origine renouvelable couverte par la Garantie d'Origine, à une réduction sur une charge de consommation via l'application Plenitude On the Road, et à une promotion dédiée sur les chaudières et les climatiseurs. En outre, après la fin du marché protégé du gaz en décembre 2023, Plenitude a défini une offre similaire pour les clients non vulnérables, garantissant des conditions égales pour ceux qui n'ont pas rejoint le marché libre. L'application Plenitude a été mise à jour afin de rendre toutes ses fonctionnalités accessibles aux personnes aveugles et malvoyantes. Pour les clients sourds, en plus du chat, TELLIS, un service client permettant de communiquer en langue des signes italienne, avec des interprètes qualifiés connectés à distance, est actif depuis 2022.

### Mobilité électrique

En 2024, Plenitude poursuit la croissance de son modèle d'affaires, devenant de plus en plus une référence en matière d'innovation sur le marché de la mobilité électrique. L'objectif est de contribuer à la transition énergétique par le biais d'un modèle de mobilité moins polluant, en soutenant l'installation de bornes de recharge pour les véhicules électriques alimentés par de l'énergie certifiée par des garanties d'origine, injectée dans le réseau et produite à partir de sources renouvelables dans toute l'Italie et à l'étranger. En 2024, Plenitude avait installé et activé environ 2 300 bornes de recharge « On the Road » en Italie et en Europe. Avec plus de 21 000 bornes de recharge installées au 31 décembre 2024 (+ 12 % par rapport à 2023), Plenitude s'est imposé comme un fournisseur leader de services de recharge pour véhicules électriques en Italie et en Europe. Au cours de l'année, les sessions de recharge et l'énergie délivrée ont augmenté de 20 % par rapport à 2023. Au cours des prochaines années, Plenitude a pour objectif de construire l'une des plus grandes et des plus vastes infrastructures publiques de recharge pour les véhicules électriques en Italie et en Europe, avec plus de 24 000 bornes de recharge installés d'ici fin de 2025 et 40 000 d'ici 2030.

*Étude de cas*

## « On the Road », la nouvelle identité des services de mobilité électrique

En 2024, Plenitude a lancé « On the Road », qui unifie toutes les solutions de recharge, à la fois à la maison et sur la route, sous une seule identité, consolidant ainsi le processus d'intégration de Be Charge au sein de l'entreprise. En effet, à partir d'octobre 2024, Be Charge, la société de Plenitude dédiée aux solutions de mobilité électrique, rebaptise son appli en « Plenitude On the Road », avec un design optimisé et une expérience de charge qui ne cessera d'évoluer grâce à des services toujours plus innovants. Parallèlement, le réseau de plus de 20 000 bornes de recharge en Italie et en Europe a été unifié sous la marque Plenitude, tandis que le site web Be Charge a été intégré au portail corporate et commercial de Plenitude. Cette évolution vise à accélérer le développement de la mobilité électrique de Plenitude en Italie et à l'international, notamment dans les pays où l'entreprise est déjà présente sur le marché avec ses solutions énergétiques pour les particuliers et les entreprises.

### Protection de la clientèle Plenitude

Plenitude protège ses clients contre les pratiques commerciales déloyales, en prenant en charge, dans la mesure du possible, les frais qui en découlent. Le protocole sur les activations non sollicitées a été signé avec les associations membres du Conseil national des consommateurs et des usagers. En outre, un système de règlement extrajudiciaire des litiges entre pairs a été mis en place pour permettre une résolution rapide et facile des litiges à l'amiable. En matière de protection des données, Plenitude gère les données personnelles et les informations confidentielles selon une approche interdisciplinaire afin d'identifier les meilleures méthodes, dans le respect des principes et exigences énoncés dans le Règlement européen 2016/679. L'entreprise surveille également en permanence la qualité de ses services, en accordant une attention particulière aux activations et aux non-activations de contrats. Pour lutter contre les tentatives de fraude et soutenir les clients victimes d'escroqueries potentielles, Plenitude a mis en place plusieurs initiatives, notamment un numéro vert dédié, un service de vérification de l'identité des opérateurs et des signalements d'information sur les tentatives d'escroquerie. Le service de vérification, actif depuis 2020, a reçu plus de 1 887 signalements au cours de l'année 2024, dont plus de 99 % concernaient des numéros non enregistrés dans le registre unique des opérateurs de centres d'appels et qui étaient donc en violation de la loi et potentiellement frauduleux.

### ENILIVE - VERS UNE MOBILITÉ PLUS DURABLE

Enilive est la société d'Eni dédiée à la transformation de la mobilité. Elle englobe l'ensemble des activités de mobilité d'Eni, notamment le bioraffinage et les actifs de biométhane, les solutions de mobilité intelligente comme le partage de véhicules Enjoy, la production et la commercialisation de tous les vecteurs énergétiques via un réseau de plus de 5 000 stations Enilive en Europe, ainsi que les services d'accompagnement des personnes en déplacement, avec une attention particulière portée au secteur alimentaire.

### Solutions de mobilité

Enilive est un partenaire stratégique pour ses clients, offrant des solutions concrètes qui favorisent la décarbonisation du secteur de la mobilité privée et du transport et contribuent ainsi à la transition énergétique. Enilive développe et fournit des produits innovants qui visent une durabilité toujours plus grande, répondant aux besoins d'un marché en constante évolution. L'offre dans les points de vente se concentre sur les vecteurs énergétiques alternatifs, tels que le biocarburant pur HVOlution, produit à partir de déchets de matières premières, de résidus végétaux et d'une partie résiduelle des huiles de culture, déjà disponible dans plus de 1 200 stations Enilive en Italie. Enilive est également impliquée dans le développement de carburants durables pour le secteur de l'aviation, comme le biojet (Sustainable Aviation Fuel - SAF), produit à la bioraffinerie de Gela en utilisant la technologie Ecofining™ (voir l'encadré dédié à la page 54 dans la section ■ Neutralité carbone à l'horizon 2050).

## Focus on

## Partenariats pour la mobilité durable (Itabus, Poste Italiane, Ryanair, easyJet)

Enilive accompagne ses clients et ses partenaires commerciaux dans la transition énergétique, non seulement par la distribution de biocarburants, mais aussi par des partenariats stratégiques qui favorisent l'adoption de carburants à faibles émissions dans le secteur des transports.

**Itabus** : Enilive a consolidé sa coopération avec Itabus, la société de transport routier longue distance du groupe Italo. L'accord prévoit l'utilisation du biocarburant HVOlution, le diesel 100 % renouvelable d'Enilive, pour les 100 véhicules d'Itabus utilisés pour le transport routier de passagers en Italie.

**Poste Italiane** : Enilive a signé un accord avec Poste Italiane pour fournir des biocarburants pour ses véhicules terrestres et ses avions. Pour le transport routier, Enilive fournira du diesel HVOlution. Pour le transport aérien, l'accord prévoit la fourniture de Sustainable Aviation Fuel (SAF).

**easyJet et Ryanair** : Enilive a signé des accords avec les deux compagnies aériennes pour la fourniture de SAF, contribuant ainsi à la décarbonisation du secteur aérien :

- **easyJet** utilisera le SAF fourni par Enilive sur certaines liaisons au départ de Milan Malpensa, bénéficiant ainsi du Programme de soutien SAF 2024 promu par SEA (la société gestionnaire de l'aéroport). En outre, une lettre d'intention a été signée pour la fourniture potentielle d'environ 30 000 tonnes de SAF pur à d'autres aéroports italiens où easyJet opère.
- **Ryanair** et Enilive ont signé une lettre d'intention pour la fourniture à long terme de SAF (jusqu'à 100 000 tonnes entre 2025 et 2030) dans certains aéroports italiens où Ryanair opère.

La mobilité intelligente est un pilier de la stratégie d'Enilive, avec des solutions innovantes alliant durabilité, efficacité et commodité. Grâce à des partenariats stratégiques et des services intégrés tels que Enjoy et l'infrastructure de recharge électrique, Enilive accompagne ses clients vers une mobilité plus responsable et connectée. L'autopartage (car sharing) est une solution alternative à l'utilisation de véhicules privés, permettant aux clients de louer un véhicule en fonction de leurs besoins de mobilité. En activité depuis 11 ans, Enjoy est présent dans cinq villes italiennes (Milan, Rome, Turin, Bologne et Florence) grâce à son modèle de location en libre-service, permettant de commencer et de terminer les locations à n'importe quel point de la zone de couverture. En outre, Enjoy est présente dans plus de 50 villes avec Enjoy Point, le service disponible dans les stations Enilive, qui permet de réserver un véhicule en ligne jusqu'à 24 heures à l'avance. Avec une flotte de 2 600 véhicules, Enjoy a servi 1 800 000 clients et réalisé plus de 35 millions de locations. Son évolution continue vise à promouvoir un modèle de mobilité de plus en plus circulaire et accessible. L'engagement d'Enilive en faveur de la durabilité se traduit par l'hybridation progressive de sa flotte et l'introduction, grâce à son accord avec XEV, de solutions de mobilité électrique, ainsi que de son service « Battery swapping », qui permet de remplacer rapidement la batterie déchargée d'un véhicule électrique par une batterie déjà chargée, sans attendre le temps de recharge nécessaire. En outre, Enilive a développé Parking, dans le but d'intégrer le réseau de mobilité en valorisant et en améliorant les actifs immobiliers désaffectés. **Parking** propose des solutions de stationnement intelligentes dans les gares équipées d'Enilive et les sites Enilive modernisés, accessibles 24h/24 et 7j/7. Le service vise également à répondre aux besoins intermodaux, grâce à des échanges avec les services d'autopartage (car sharing), lorsqu'ils sont disponibles, afin de faciliter l'accès aux zones à trafic limité (ZTL) des villes.

## Hubs de mobilité

Le réseau de stations-service d'Enilive s'est engagé sur la voie de l'évolution pour devenir un hub multiservice, élargissant sa portée avec une offre physique et numérique intégrée pour garantir des solutions cohérentes avec les besoins du client en déplacement. Les hubs de mobilité Enilive offrent une gamme variée de services visant à simplifier la mobilité et à améliorer l'expérience du client :

- **Télépéage** grâce au partenariat entre Enilive et Telepass ;
- **Livraison de colis**, avec des solutions d'enlèvement, de retour et de livraison de colis en libre-service ;
- **Services bancaires et postaux** en partenariat avec Poste Italiane et Postepay ;
- **Centres pour camions** situés sur les jonctions d'autoroutes, conçus pour les poids lourds, avec des zones sécurisées équipées de toilettes, de laveries, de WiFi, de ravitaillement en carburant et de recharge électrique ;
- **Wash**, le service de lavage utilisant une technologie avancée ;
- **Multicard**, le système de paiement professionnel d'Enilive.

## Étude de cas

### Self per Tutti, Libre-service pour tous - pour un ravitaillement autonome

Enilive s'engage à promouvoir une mobilité de plus en plus **inclusive et accessible**, en veillant à ce que tous les clients puissent se ravitailler de manière autonome et en toute sécurité. Self per Tutti est un programme lancé en 2019 en collaboration avec la **Federazione Associazioni Italiane Paratetraplegici (FAIP)** et les opérateurs de stations **UNEM**, dans le but d'offrir une assistance dédiée aux clients handicapés dans les **stations Enilive** agréées. Grâce à cette initiative, les automobilistes handicapés peuvent profiter du service de ravitaillement, y compris dans les bornes en **libre-service**, en bénéficiant du prix le plus bas sans avoir à se passer de l'assistance d'un opérateur.

## Focus on

### La transformation numérique

La transformation numérique est un pilier de l'évolution d'Enilive, avec une application particulière dans les stations Enilive. Ce processus est soutenu par l'intégration de technologies avancées qui améliorent l'expérience client. Les principales initiatives développées sont les suivantes :

- **L'application Eni Live** permet le paiement numérique, l'accès aux programmes de fidélité et la gestion de la Multicard dématérialisée ;
- la plateforme brevetée **Eni Virtual Station (EVS)**, qui permet une gestion basée sur le cloud des stations-service Enilive, des services personnalisés, des paiements améliorés et une meilleure accessibilité ;
- le système de libre-service **SONIA**, qui automatise les commandes et les paiements grâce à des bornes numériques intérieures et extérieures ;
- l'intégration numérique pour la dématérialisation complète des contrats, éliminant ainsi les formalités administratives et simplifiant les processus.

### Restauration

L'accent mis par Enilive sur le segment de l'alimentation répond aux exigences des clients en déplacement. L'offre alimentaire d'Enilive se décline en deux formats principaux, reflétant des critères plus stricts de durabilité et de style italien, garantissant une gamme de produits et de services pour accompagner les clients en déplacement tout au long de la journée : Enilive Café et ALT-Stazione del Gusto. Enilive Café est le format qui, avec environ 1 200 points de vente en Europe, offre un service de petit-déjeuner et de déjeuner léger. Outre Enilive Café, le projet Emporium propose des magasins de proximité conçus pour répondre aux besoins des clients en déplacement, proposant des produits alimentaires et de première nécessité. ALT-Stazione del Gusto, née d'une collaboration entre Enilive et l'Académie Niko Romito, promeut des matières premières sélectionnées et des techniques de préparation innovantes, réduisant le gaspillage alimentaire et promouvant une gastronomie consciente.

## Focus on

### Green Claims : l'engagement pour une communication transparente

Conformément au Code Éthique, Eni s'engage à gérer ses relations avec les clients et les consommateurs de manière transparente, en protégeant leur droit à recevoir des informations de qualité. Afin de consolider ces engagements, Eni a adopté en 2023 une **Policy de protection des consommateurs et de déclarations environnementales (ECG)**. Cette Policy vise à garantir le respect des règles et principes de protection des consommateurs, tout en garantissant une communication environnementale et de durabilité précise et en gérant les impacts potentiels des activités de l'entreprise sur les clients et les utilisateurs finaux. C'est dans ce contexte que s'inscrit la décision du Conseil d'État qui, en 2024, qui a rejeté l'argument de l'Autorité antitrust italienne (AGCM) selon lequel Eni s'était livrée à des pratiques commerciales déloyales au détriment des consommateurs dans le cadre de sa campagne publicitaire pour le carburant Eni Diesel+, confirmant ainsi la conformité et la légitimité de l'action de l'entreprise.

# Fournisseurs



## *Pourquoi sont-ils importants pour Eni ?*

La compétitivité de la chaîne d'approvisionnement énergétique est la clé d'une transition durable. Pour relever les défis de demain, nous avons besoin d'entreprises sûres, responsables, innovantes et internationales. Eni continuera à soutenir la chaîne d'approvisionnement avec des outils concrets, en encourageant le développement et la collaboration. Ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous pourrions créer de la valeur pour les entreprises, les communautés et les individus.

**PAOLA ROMANO** RESPONSABLE GESTION DES FOURNISSEURS ET DÉVELOPPEMENT D'ENI

### **DROITS DE L'HOMME DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT**

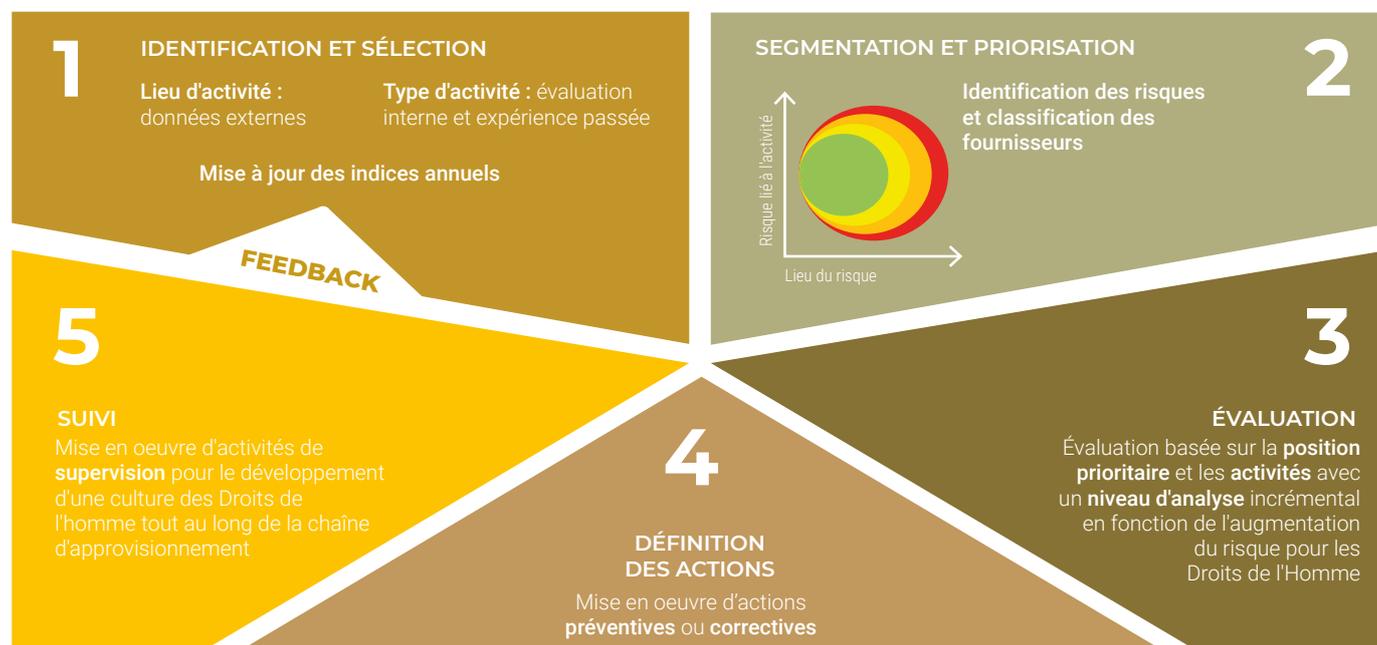
Le respect des Droits de l'Homme dans la chaîne d'approvisionnement est une exigence essentielle pour Eni dans ses relations avec ses fournisseurs. Le processus d'approvisionnement comprend l'adoption d'un modèle d'évaluation basé sur le risque qui permet d'analyser et de classer les fournisseurs en fonction de leur niveau de risque potentiel basé sur le contexte national et des activités réalisées. Le modèle d'évaluation est appliqué à toutes les étapes du processus de passation de marchés et implique toutes les unités qui interagissent avec les fournisseurs, telles que les unités de qualification, les unités d'approvisionnement et les unités de gestion des contrats. Le modèle permet de soumettre les fournisseurs à un processus de contrôle continu, visant à vérifier périodiquement l'efficacité des mesures de contrôle prises par le fournisseur et à mettre à jour les évaluations de son statut de qualification dans le registre des fournisseurs d'Eni. Le

modèle est basé sur deux aspects principaux du risque : le risque pays, qui coïncide avec la localisation du fournisseur (qui est identifié à l'aide d'informations fournies par le fournisseur de données Maplecroft), et le risque lié à l'activité du fournisseur, qui prend en compte des facteurs tels que l'intensité de la main-d'œuvre, les compétences requises et les risques en matière de santé, de sécurité et d'environnement. Sur la base de l'évaluation des risques, Eni applique des mesures de contrôle différenciées, inspirées de références internationales telles que la norme SA8000. Plus le risque de violation des Droits de l'Homme est élevé (en ce qui concerne l'esclavage moderne, le travail forcé, le travail des enfants, la santé et la sécurité, la discrimination, les irrégularités en matière de contributions et de salaires, la gestion de la chaîne d'approvisionnement et tout autre impact négatif sur les travailleurs), plus les évaluations et les mesures correctives sont approfondies. Par conséquent, lors de la phase de qualification, des contrôles préalables de Due Diligence sont effectués à l'aide des informations collectées auprès du fournisseur. Pour les activités les plus risquées (par exemple, celles à forte intensité de main-d'œuvre), des audits spécifiques sont réalisés dans les locaux du fournisseur ou directement sur ses sites d'exploitation. Au cours de la phase d'appel d'offres, les exigences minimales de protection contre le risque de violation des Droits de l'Homme sont demandées et évaluées. Enfin, au cours de l'exécution du contrat, Eni contrôle les fournisseurs et les sous-traitants par le biais d'un retour d'information spécifique sur les performances et de questionnaires envoyés par les gestionnaires de contrats. Eni organise des ateliers et des sessions de formation pour sensibiliser les fournisseurs aux enjeux ESG, y compris les Droits de l'Homme dans la chaîne d'approvisionnement. L'entreprise promeut également la sensibilisation de ses employés aux Droits de l'Homme par le biais de programmes de formation et de formations spécifiques destinées aux responsables des fournisseurs des filiales étrangères.

En 2024, la formation « IPIECA : Formation en ligne sur les droits du travail » a été mise à disposition des employés d'entreprises étrangères et de leurs fournisseurs. En outre, dans le cadre de l'initiative Openes, un espace de mesure du respect des Droits de l'Homme a été mis à la disposition des fournisseurs d'Eni et des entreprises de la communauté. Grâce à cette évaluation, les entreprises reçoivent un retour d'information sur leur positionnement et des suggestions d'amélioration. Toutes ces actions aident les fournisseurs à répondre aux exigences d'Eni, en leur fournissant des outils pour le développement durable et la compétitivité de leur entreprise. Eni adopte des mesures pour lutter contre l'esclavage moderne, la traite des êtres humains et l'exploitation des minerais liée aux violations des Droits de l'Homme dans la chaîne d'approvisionnement. Ces questions sont abordées dans la déclaration sur l'esclavage et la traite des êtres humains et dans la [position sur les minerais de conflit](#). Ce dernier décrit les politiques d'approvisionnement en minerais tels que le tantale, l'étain, le tungstène et l'or, dans le but de réduire le risque que ces minerais financent des violations des Droits de l'Homme, en particulier dans les zones de conflit d'Afrique centrale, où opèrent des groupes armés illégaux.

Au cours de l'année 2024, plus de **1 000** audits des Droits de l'Homme ont été réalisés, tant sur le plan documentaire que sur le terrain, et plus de **1 000** plans d'amélioration et de suivi ont été assignés aux fournisseurs

## L'APPROCHE D'ENI POUR ÉVALUER ET GÉRER LES RISQUES DANS LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT



## GESTION DURABLE DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

Eni a développé une stratégie de gestion durable de la chaîne d'approvisionnement, basée sur la collaboration et les valeurs partagées avec ses fournisseurs. La **stratégie repose sur trois piliers principaux** : l'approche systémique et inclusive, le développement et l'exploitation des meilleures pratiques, et l'intégration des principes ESG à chaque étape du processus de passation des marchés.

### Approche systémique et inclusive

Le premier pilier vise à impliquer toutes les entreprises de la chaîne d'approvisionnement dans une démarche d'amélioration et de développement durable en partageant des objectifs communs et en adoptant des solutions différenciées en fonction de la maturité ESG de chaque entreprise. Eni vise à renforcer la gestion durable de la chaîne d'approvisionnement en fournissant des outils permettant aux fournisseurs d'adopter et de reproduire le modèle Eni. Un exemple de cet engagement est l'initiative Open-es, mentionnée ci-dessus, qui rassemble plus de 30 partenaires, dont de grandes entreprises industrielles, des institutions financières et des associations. Cette initiative vise à aider les entreprises à mesurer et à améliorer leurs performances ESG. Plus de 28 000 entreprises y ont adhéré, dont environ 7 000 sont liées à la chaîne d'approvisionnement d'Eni.

### Développement et l'exploitation des meilleures pratiques

Le deuxième pilier consiste à soutenir les entreprises en leur fournissant des outils pour améliorer leurs performances ESG. Eni aide les fournisseurs à mesurer leur niveau de maturité ESG en proposant des solutions personnalisées et des programmes de formation gratuites. Une initiative majeure dans ce domaine est le programme de financement de la chaîne d'approvisionnement durable, qui permet aux fournisseurs d'obtenir des paiements anticipés de factures sans impact sur le crédit, encourageant ainsi l'amélioration de leur profil ESG. En 2024, des avances d'un montant total d'environ 90 millions d'euros ont été accordées. Eni récompense également les entreprises qui se distinguent dans le domaine ESG avec le prix HSE & prix de la chaîne d'approvisionnement durable, qui encourage l'adoption des meilleures pratiques. En outre, en 2024, le programme de diversité des fournisseurs, ID Partnership, a été poursuivi dans le but de rendre la chaîne d'approvisionnement plus inclusive en donnant une place aux entreprises issues de groupes sous-représentés.

### Intégration des principes ESG dans le processus de passation des marchés

Enfin, le troisième pilier porte sur l'intégration des principes ESG dans le processus de passation des marchés. Eni a adopté le cadre de Gestion Durable de la chaîne d'approvisionnement, un mécanisme de gouvernance qui combine les objectifs de l'entreprise, les exigences législatives, les cibles et les Plans d'Action spécifiques qui affectent le processus d'approvisionnement et la chaîne d'approvisionnement de manière plus générale. Ce cadre englobe une supervision transversale des différentes dimensions de la durabilité et se concentre sur les enjeux ESG prioritaires identifiés périodiquement en fonction du plan stratégique de l'entreprise et de l'évolution du cadre réglementaire. Plus précisément, la supervision transversale comprend : (i) la signature par les fournisseurs du [Code de conduite des fournisseurs](#) en tant qu'engagement mutuel à reconnaître les valeurs d'Eni et l'évaluation de tous les nouveaux fournisseurs selon des critères sociaux ; (ii) des mises à jour périodiques des qualifications et une Due Diligence afin de minimiser les risques tout au long de la chaîne d'approvisionnement par la vérification du positionnement ESG des fournisseurs, de leur éthique/réputation, de leur fiabilité économique/financière, technique/opérationnelle et de l'application de garanties en matière de santé, de sécurité, d'environnement, de gouvernance, de cybersécurité et de Droits de l'Homme ; (iii) des logiques d'attribution des contrats également basées sur les caractéristiques ESG pertinentes pour l'objet du contrat ; (iv) un contrôle périodique du respect des engagements pris et du comportement du fournisseur via la gestion du retour d'information sur les performances ; (v) le partage des actions d'amélioration avec le fournisseur, lorsque des points critiques sont identifiés à n'importe quel stade de la relation, et la limitation/l'exclusion de la participation aux appels d'offres, si le fournisseur ne répond pas aux normes minimales d'acceptabilité établies. En plus de cette supervision transversale, en 2024, des contrôles et analyses dédiés ont continué à être menés sur certains aspects ESG prioritaires pour Eni (tels que le changement climatique, la gouvernance de la chaîne d'approvisionnement, les Droits de l'Homme, la dignité et l'égalité, la cybersécurité et la sécurité), et des critères minimaux spécifiques ont été utilisés pour évaluer les offres, en complément de clauses standard dédiées dans les contrats.

## Focus on

## La durabilité dans la chaîne d'approvisionnement de la biomasse

Pour assurer une gestion durable de la chaîne d'approvisionnement en biomasses, Eni a défini des principes généraux et des critères qui répondent aux normes de durabilité dans la sélection des fournisseurs, en définissant des clauses spécifiques dans les contrats d'approvisionnement. Le 100 % des biomasses utilisées dans les bioraffineries en Italie est certifiée conformément aux systèmes de certification volontaires de l'UE ou de l'Italie. Ces certifications garantissent que les matières premières ne proviennent pas de zones cultivées issues de la conversion de zones à haute biodiversité et à fort stock de carbone, telles que les forêts. En 2024, plus de 96,5 % des matières premières qui ont alimenté les bioraffineries de Venise et de Gela ont été classées comme déchets et résidus, notamment les huiles alimentaires usagées UCO (Used Cooking Oils ou huiles de cuisine usagées), les pâtes savonneuses, les graisses animales et d'autres déchets de transformation tels que les POME (Palm Oil Mill Effluent) et les PFAD (Palm fatty acid distillate - certifiés comme résidus de transformation car ils ne constituent pas l'objectif premier du processus de production et ne contribuent pas à la demande d'huile de palme). Pour plus de détails, voir le [tableau de la page 143](#).

### SURVEILLANCE ESG DANS LE PROCESSUS D'APPROVISIONNEMENT

Les principes de protection de l'environnement, de croissance sociale et de développement économique, ainsi que les aspects techniques, opérationnels, éthiques et de réputation, sont fondamentaux à toutes les étapes du processus d'achat, de la qualification des fournisseurs aux procédures d'appel d'offres, en passant par la gestion des contrats et la collecte des retours d'expérience.

#### Qualification fournisseur

Eni soumet tous ses fournisseurs à des processus de qualification et de Due Diligence afin de vérifier leur fiabilité en matière d'ESG. Elle partage avec ses fournisseurs un engagement mutuel envers les principes ESG en signant le code de conduite des fournisseurs, un pacte qui guide et caractérise les relations avec les fournisseurs à tous les stades de la collaboration avec Eni.

#### Procédures d'achat

Eni considère des critères d'évaluation objectifs et transparents dans les logiques d'affectation des contrats qui incluent des éléments de durabilité pertinents pour l'objet spécifique de l'appel d'offres. Elle adopte des critères ESG dans l'évaluation des offres et les garanties contractuelles afin de renforcer l'engagement et la contribution des fournisseurs à la réalisation des objectifs de durabilité par la mise en œuvre d'actions concrètes.

#### Gestion des contrats et feedback

Eni contrôle le respect par ses fournisseurs de leurs engagements en matière de développement durable à différents stades du processus d'Approvisionnement par le biais d'un feedback et soutient les fournisseurs dans l'identification des actions prioritaires à mettre en œuvre pour améliorer leur positionnement ESG.

## Étude de cas

### Partager les valeurs, les engagements et les objectifs avec la chaîne d'approvisionnement : rencontres avec les communautés locales et Journée de la chaîne d'approvisionnement

En 2024, Eni a poursuivi son dialogue avec les entreprises locales grâce à un programme de rencontres sur ses principaux sites d'exploitation, du nord au sud de l'Italie. L'objectif de ces réunions était de renforcer le dialogue avec le tissu entrepreneurial local et de promouvoir une vision commune des objectifs de transformation, de compétitivité et de responsabilité au sein de la chaîne d'approvisionnement. La journée s'est concentrée sur la compétitivité de la chaîne d'approvisionnement en tant que levier pour accélérer le parcours de transformation. Pour Eni, être compétitif et donc affronter avec succès un marché en constante évolution signifie investir dans cinq priorités : la sécurité, la responsabilité, l'innovation, l'internationalisation et les compétences. La sécurité est une priorité absolue pour Eni, et cette priorité s'étend à nos partenaires. Toutes les entités et tous les agents sous contrat qui travaillent à nos côtés doivent garantir des normes de sécurité adéquates et nous accompagner dans une démarche d'amélioration continue. Nous nous efforçons de réduire le nombre d'accidents à zéro et de protéger les personnes, l'environnement et les biens, notamment en promouvant l'Autorité de Cessation du Travail (Stop Work Authority). Pour ce faire, nous avons lancé des initiatives de communication et de sensibilisation, en commençant par nos Règles et Principes d'Or et Principes fondamentaux de la Sécurité des Processus, et nous avons développé des projets et des programmes de formation impliquant nos fournisseurs.

*« Chez Eni, la sécurité des opérations et le respect de l'environnement sont des priorités absolues. Avec nos partenaires, nous voulons créer un environnement propice au respect de nos normes HSE par tous, en nous soutenant mutuellement : la sécurité au travail est une responsabilité partagée et un engagement quotidien. C'est pourquoi nous sélectionnons également nos partenaires sur la base de leurs performances en matière de HSE : un indicateur fondamental de solidité, de compétence, de capacité à générer de la valeur et de la compétitivité sur le long terme ».*

**Giovanni Milani**, RESPONSABLE DE LA SANTÉ, DE LA SÉCURITÉ, DE L'ENVIRONNEMENT & DE LA QUALITÉ CHEZ ENI

La journée de la chaîne d'approvisionnement a également été l'occasion de partager des stratégies et des objectifs et de discuter d'expériences et de meilleures pratiques avec des entreprises de la chaîne d'approvisionnement.

*« Nous sommes une entreprise humaine et nous avons décidé d'investir dans nos collaborateurs pour transformer notre organisation. Lorsque l'écoute, la confiance et les valeurs humaines sont au cœur de nos préoccupations, les résultats sont au rendez-vous : bien-être, qualité et compétitivité font partie intégrante de l'équation ».*

**Diego Pisa**, PDG DE TELEPERFORMANCE ITALIA

Des exemples de technologies développées en coopération avec Eni pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, augmenter l'efficacité et créer de nouvelles opportunités de production dans les secteurs agricole et industriel ont également été partagés. La technologie et l'innovation sont des moteurs de la compétitivité de l'ensemble du système industriel et un levier d'optimisation des processus, des produits et des services.

*« L'objectif ultime de notre conception et de notre fonctionnement est toujours la durabilité des solutions, synonyme de durabilité. Il existe un lien étroit entre l'innovation et la durabilité, les nouvelles technologies permettant d'améliorer les performances ESG d'une entreprise et entraînant également des avantages économiques ».*

**Raffaele Perrone**, DIRECTEUR TECHNIQUE CHEZ SEA

La journée s'est clôturée sur l'internationalisation, entendue comme la croissance des entreprises et des territoires dans lesquels elles opèrent, qui a donné lieu à une réflexion sur la nécessité de travailler en réseau pour faire face ensemble à des marchés de plus en plus complexes et être compétitifs à l'échelle mondiale.

*« L'internationalisation est un levier important de la compétitivité ; en étendant nos activités à un plus grand nombre de marchés, nous pouvons réduire notre exposition aux risques locaux, tels que les crises économiques et politiques ou les catastrophes naturelles. Pour accélérer le processus d'internationalisation d'une entreprise comme la nôtre, la collaboration avec de grandes entreprises actives au niveau international est cruciale ».*

**Waleed Lotfy**, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE PETROJET

Pour relever les défis de la transition énergétique, il est essentiel de mettre en place un système industriel capable d'évoluer de manière cohérente et de générer de la valeur économique, sociale et environnementale.

*« Il ne fait aucun doute que la collaboration entre les différents niveaux de la chaîne d'approvisionnement est cruciale. Pour pouvoir se transformer, il est essentiel que les acteurs s'alignent les uns sur les autres ».*

**Lana Jezrawi**, VICE-PRÉSIDENTE DE L'INTÉGRITÉ DES OPÉRATIONS DE SLB

## Étude de cas

## Gouvernance de la chaîne d'approvisionnement - Impliquer les fournisseurs pour une chaîne d'approvisionnement responsable

En 2024, le thème de la gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement a été abordé dans le cadre du pilier « Approche systémique et inclusive » de la stratégie de la chaîne d'approvisionnement durable d'Eni (voir la section sur la **gestion de la chaîne d'approvisionnement durable**). Cette question était centrale non seulement pour Eni, mais aussi pour ses fournisseurs, comme l'a révélé le processus d'analyse de matérialité, qui a pris en compte les impacts sociaux, environnementaux et de gouvernance de sa chaîne d'approvisionnement.

C'est pourquoi une activité spécifique a été menée avec certains fournisseurs concernés dans le but de renforcer l'implication de tous les niveaux de la chaîne d'approvisionnement dans les objectifs et les exigences ESG, dans une optique de collaboration et de transparence.

Plus précisément, **es fournisseurs les plus exposés aux risques sociaux et environnementaux ont été sélectionnés, compte tenu de la complexité de leurs chaînes d'approvisionnement et de l'importance économique de leurs relations avec Eni.**

L'analyse a permis de vérifier les stratégies mises en place pour une gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement, de mettre en évidence les lacunes et de définir des plans d'amélioration ciblés.

Training initiatives were also organized and practical tools for improvement provided, such as the workshop dedicated to the « **kit de gouvernance de la chaîne d'approvisionnement** », qui a permis de transmettre des lignes directrices et des solutions technologiques pour aider les entreprises à impliquer et à contrôler leurs fournisseurs. L'atelier n'était pas seulement une opportunité de formation mais aussi une occasion pour les fournisseurs de partager leur expérience, en termes d'objectifs, de méthodes et de difficultés rencontrées et de solutions adoptées.

*« Fidèle à ses valeurs, partagées lors de divers séminaires dédiés, et à l'engagement d'Eni, Italfluid promeut le respect des Droits de l'Homme et l'amélioration des performances en matière de sécurité tout au long de sa chaîne d'approvisionnement, en promouvant une formation continue sur ces questions. Depuis 2023, Italfluid s'est engagé dans une voie, soutenue par l'initiative Open-es promue par Eni, visant à renforcer les critères d'attribution dans le processus de qualification, en mettant l'accent sur la performance ESG de ses fournisseurs. Pour l'avenir, nous avons l'intention de diffuser de plus en plus une culture de la durabilité parmi nos partenaires et fournisseurs, convaincus que seule l'utilisation responsable des ressources peut permettre une croissance durable, au bénéfice de nos clients et des communautés au sein desquelles nous opérons. L'invitation que nous adressons à la chaîne d'approvisionnement est claire : embarquez sur la voie de la responsabilité partagée ».*

**Elsa di Paolo**, DIRECTRICE FINANCIÈRE ET RESPONSABLE ESG, ITALFLUID GROUP



# Annexe - Tableaux des indicateurs

## Approche responsable et durable

### GOVERNANCE ET PRINCIPES DE DURABILITÉ

Indicateur	Référence
Membres du CdA d'Eni SpA	Rapport sur la Gouvernance Sociétaire et la Structure de l'actionariat 2024, p. 49 ; Rapport financier annuel 2024 - Rapport de gestion, p. 28-30
Réunions annuelles du CdA d'Eni SpA	Rapport sur la Gouvernance Sociétaire et la Structure de l'actionariat 2024, p. 158
Participation moyenne aux réunions du CdA d'Eni SpA	Rapport sur la Gouvernance Sociétaire et la Structure de l'actionariat 2024, p. 158
Sessions annuelles d'initiation et de formation continue du CdA d'Eni SpA	Rapport sur la Gouvernance Sociétaire et les Structures de l'actionariat, p. 79, 90
Ratio de rémunération du PDG	Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (personnel d'Eni), p. 190

### DROITS DE L'HOMME

Indicateur	Référence
Dossiers de signalements sur les Droits de l'Homme - clôturés au cours de l'année	Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (Droits de l'Homme pour Eni - Accès aux voies de recours et mécanismes de signalement et de réclamation), p. 183

### TRANSPARENCE, LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET STRATÉGIE FISCALE

Indicateur	Référence
Pays dans lesquels Eni soutient les groupes multipartites locaux de l'ITIE (nombre)	Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (conduite des affaires), p. 215
Interventions d'audit avec des audits anti-corruption	
Pays où des audits comprenant des contrôles anti-corruption ont été réalisés	Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (conduite des affaires), p. 212-213
Interventions de surveillance sur les modèles de conformité 231 des filiales italiennes/étrangères	
Cas de corruption avérés	Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (conduite des affaires), p. 213
Dossiers de signalements clos au cours de l'année	Rapport financier annuel 2024 - Rapport du Collège des Commissaires aux Comptes à l'assemblée générale des actionnaires conformément à l'article 153 du décret législatif 58/1998 et à l'article 2429 du Code civil italien, p. 578

	2023	2024
<b>Interventions d'audit<sup>(a)</sup></b>	(nombre)	
Audits programmés	64	65
Audits ponctuels	48	46
Suivi	2	2
Examen consultatif	12	10
Examen consultatif	2	7
Participants aux ateliers généraux	1 574	1 503
Participants aux formations spécifiques au poste	687	937
Participants au Programme de Conformité Anti-corruption	6 742	9 332

(a) Au cours de la période triennale 2022-2024, les interventions d'audit prévues ont assuré la couverture de tous les processus commerciaux de base.

	2023	2024
<b>Dossiers de signalements ouverts au cours de l'année, ventilés par processus objet du signalement</b>	(nombre) 77	71
Achats	19	23
Ressources humaines	42	21
Maintenance	2	-
Commercial	6	16
Logistique des matières premières et des produits	-	1
HSE	6	6
Autre (sécurité, opérations, gestion de portefeuille et trading)	2	4

## RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Indicateur	Référence
Premier dépôt de Demande de brevet	Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (changement climatique), p. 156

	2023	2024
<b>Brevets existants<sup>(a)</sup></b>	(nombre) 9 893	10 244

(a) Le chiffre se réfère au périmètre des sociétés entièrement consolidées.

## Neutralité Carbone d'ici 2050

Indicateurs	Références
Émissions de GES Scope 1	Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (changement climatique), p. 158
Émissions de GES Scope 1 - par secteur : Exploration et Production Portefeuille mondial gaz et GNL et électricité Enlève et Plénitude Raffinage et Chimie	Rapport financier annuel 2024 pages 43; 63; 73; 79
Pourcentage des émissions de GES du scope 1 couvertes par des systèmes d'échange réglementés	
Émissions de GES du scope 2 (basé sur la localisation et axé sur le marché)	
Émissions de GES du scope 3 pertinentes	
Émissions totales des GES (basées sur la localisation et axées sur le marché)	
Empreinte carbone nette Upstream (Scope 1+2) - quote-part	
Empreinte carbone nette Eni (Scope 1+2) - quote-part	
Émissions nettes de GES sur le cycle de vie (Scope 1+2+3) - quote-part	Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (changement climatique), p. 158
Intensité en carbone nette (Scope 1+2+3) - quote-part	
Émissions directes de GES du scope 1 - Opéré à 100 %	
Émissions directes de GES du scope 2 en fonction de la localisation - Opéré à 100 %	
Émissions directes de méthane d'Eni (Scope 1) - Opéré à 100 %	
Intensité des émissions de méthane Upstream - Opéré à 100 %	
Volumes d'hydrocarbures envoyées au torchage	
Mix de consommation énergétique	Rapport financier annuel 2024 - Rapports sur la durabilité (changement climatique), p. 160
Production d'énergie	

## Protection de l'environnement

		2023	2024
Certifications ISO 45001	(nombre)	99	101
Certifications ISO 14001		90	92
Taux de couverture des certifications ISO 14001	(%)	83	84
Taux de couverture des certifications ISO 45001		84	86
Pourcentage de consommation d'énergie des sites Eni couverts par la certification ISO 50001		81	86

## PRÉVENTION ET RÉDUCTION DE LA POLLUTION

Indicateurs	Références
Émissions de NOx (oxydes d'azote)	Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (pollution), p. 165
Émissions de SOx (oxydes de soufre)	
Émissions de COVNM (Composés Organiques Volatils non Méthaniques)	
Émissions de PM (Particulate Matter, en français particules fines)	
Dépenses et investissements en matière de protection de l'air	
Dépenses et investissements en matière de prévention des déversements	Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (pollution), p. 166
Déversements opérationnels d'hydrocarbures	
Déversement de pétrole par sabotage (y compris le vol)	Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (pollution), p. 165
Hydrocarbures dans les eaux usées	
Émissions de polluants dans l'atmosphère	Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (pollution), p. 167
Polluants dans les eaux usées	
Polluants dans les eaux usées Eni Rewind	Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (pollution), p. 168

		2023	2024
Émissions de NOx / Production brute d'hydrocarbures opérée à 100 % (upstream)	(tonnes d'équivalent NO <sub>2</sub> /kbep)	0,039	0,045
Émissions de SOx / Production brute d'hydrocarbures opérée à 100 % (upstream)	(tonnes d'équivalent SO <sub>2</sub> /kbep)	0,003	0,004
Émissions de SOx / traitement du pétrole brut et des produits semi-finis (raffineries)	(tonnes d'équivalent SO <sub>2</sub> /millier de tonnes)	0,138	0,096

## LA GESTION DES RESSOURCES EN EAU CHEZ ENI

Indicateurs	Références
Dépenses totales consacrées aux ressources en eau et aux rejets	Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (Gestion des ressources en eau), p. 170
Réutilisation de l'eau douce	
Eau de production réinjectée	Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (Gestion des ressources en eau), p. 171
Consommation d'eau	

		2023	2024
<b>Prélèvements totaux d'eau<sup>(a)</sup></b>	(millions de mètres cubes)	1 150	1 162
dont : eau de mer		1 038	1 032
dont : eau douce		109	127
dont : prélevés sur les eaux de surface		85	91
dont : prélevés du sous-sol		12	13
Autre		12	23
prélèvements d'eau douce provenant de zones soumises à un stress hydrique		20,9	20,9
<b>Prélèvements d'eau douce par secteur</b>			
Exploration et production		4	2
Portefeuille mondial gaz et GNL et électricité		10	13
Enlève et Plenitude		4	4
Raffinage et Chimie		86	103
<b>Rejets totaux d'eau</b>	(millions de mètres cubes)	1 126	1 135
dont : en mer		1 042	1 034
dont : dans les eaux de surface		72	79
dont : dans le réseau d'assainissement		9	16
dont : transférés à des tiers		3	6

(a) Le prélèvement total d'eau comprend également une part d'eau saumâtre.

## BIODIVERSITÉ

Indicateurs	Références
Les sites prioritaires chevauchant des zones à haute valeur pour la biodiversité	Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (biodiversité), p. 174

## DÉCHETS

Indicateurs	Références
Dépenses et investissements liés à la gestion des déchets	
Total des déchets produits	
Total des déchets dangereux	
Déchets dangereux non destinés à être éliminés (récupérés/recyclés)	
Déchets dangereux à éliminer	Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (utilisation des ressources et économie circulaire), p. 177
Déchets non dangereux non destinés à l'élimination (récupérés/recyclés)	
Déchets non dangereux à éliminer	
Quantité totale de déchets non recyclés	
Déchets provenant des activités d'assainissement	

## Valeur de nos personnes

### DÉFIS LIÉS À L'EMPLOI

Indicateurs	Références
Employés (effectif)	Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (personnel d'Eni), pp. 188-189
Employés par zone géographique	
Travailleurs à durée déterminée	
Travailleurs temporaires atypiques (intérimaires, contractuels, etc.)	
Travailleurs à temps plein	
Travailleurs à temps partiel	
Employés locaux à l'étranger	
Employés non-Italiens occupant des postes de direction	
Embauches en CDI	
Licenciements en CDI	
Taux de rotation	
Non-salariés	
Employés par tranche d'âge	
Employés à des postes de responsabilité (Managers) Hommes et femmes	
Salariés couverts par les outils d'évaluation des performances (cadres, cadres moyens, jeunes diplômés)	
Salariés concernés par l'entretien annuel (cadres, cadres moyens, jeunes diplômés)	

		2023	2024
Ancienneté au travail	(années)	15,24	15,07
Femmes n'occupant pas de poste de direction	(%)	26,5	27,5

### RELATIONS INDUSTRIELLES

Indicateurs	Références
Salariés couverts par des négociations collectives (%)	Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (personnel d'Eni), pp. 189-190
Consultations et négociations avec les syndicats sur les changements organisationnels	
Salariés syndiqués (%)	

		2023	2024
Salariés couverts par une négociation collective	(nombre)	28 391	26 631
Consultations et négociations avec les syndicats sur les changements organisationnels	(nombre)	107	102
Salariés syndiqués		10 443	9 775

## DIVERSITÉ ET INCLUSION : LA VALEUR DE LA SINGULARITÉ

Indicateurs	Références	2023	2024
<i>Femmes occupant des postes à responsabilité (cadres et cadres intermédiaires)</i>	Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (personnel d'Eni), p. 189		
Femmes en service	(%)	27,38	28,34
Femmes embauchées		39,15	43,62
Femmes occupant des postes à responsabilité (cadres et cadres intermédiaires)		29,22	30,06
Femmes dirigeantes		18,17	18,68
Femmes cadres		30,34	31,20
Salariées		30,77	31,06
Ouvrières		15,10	17,12
<b>Promotions d'employé à cadre et de cadre à dirigeant par genre</b>	(%)		
Femmes		36,07	32,62
Hommes		63,93	67,38

## BIEN-ÊTRE

Indicateurs	Références	2023	2024
<i>Salariés ayant droit à un congé parental (%)</i>	Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (personnel d'Eni), p.189		
<i>Salariés ayant pris un congé parental (%)</i>			
<b>Salariés ayant pris un congé parental</b>	(nombre)	945	1 010
Dont : hommes		619	655
Dont : femmes		326	355
<b>Taux de retour au travail après un congé parental<sup>(a)</sup></b>	(%)	92,91	105,15
Dont : hommes		97,58	103,21
Dont : femmes		84,05	108,73
<b>Smart Working<sup>(b)</sup></b>	(nombre)	11 544	12 465
Dont : hommes		6 924	7 429
Dont : femmes		4 620	5 036
<b>Salariés ayant bénéficié de prestations de soins<sup>(c)</sup></b>	(nombre)	1 938	1 967
<b>Taux d'absentéisme<sup>(d)</sup></b>	(%)		
Femmes		2,75	2,66
Hommes		2,95	2,77

(a) Salariés ayant repris leur poste après un congé. Ce chiffre peut dépasser 100 %, car il inclut à la fois les salariés ayant utilisé ces congés fin 2023 et ceux ayant utilisé ces congés en 2024.

(b) Personnel italien participant au Smart Working, enregistré dans le système RH au 31.12.2024.

(c) Nombre de ressources ayant utilisé des congés conformément à la loi 104/1992 pour des membres de leur famille.

(d) Donnée relative au personnel italien. Pour le calcul du taux d'absentéisme, seules les absences pour cause d'accident et de maladie ont été comptabilisées, à l'exclusion des congés payés, des congés autorisés et des RTT.

## FORMATION

Indicateurs		Références	
<i>Nombre total et moyen d'heures de formation par employé</i>		Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (personnel d'Eni), p. 189	
		<b>2023</b>	<b>2024</b>
Heures de formation HSE et qualité	(heures)	398 803	405 799
Heures de formation à la sécurité		306 895	329 660
Employés formés aux questions de diversité, d'équité et d'inclusion		51 060	16 990

## SANTÉ ET SÉCURITÉ

Indicateurs		Références	
<i>Quasi -accident</i>		Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (santé et sécurité), p. 194	
<i>Heures travaillées</i>		Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (santé et sécurité), p. 194	
<i>Événements liés à la sécurité des procédés Niveau 1</i>		Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (santé et sécurité), p. 195	
<i>Événements liés à la sécurité des procédés Niveau 2</i>			
<i>Nombre de déclarations de maladies professionnelles déposées par les héritiers</i>			
<i>Nombre de déclarations de maladies professionnelles déposées</i>			
		<b>2023</b>	<b>2024</b>
Total des accidents enregistrables (employés et agents sous contrat)	(nombre)	93	106
TRIR (index de fréquence des accidents totaux enregistrables) (nombre total d'accidents enregistrables/heures travaillées) x 1 000 000		0,57	0,67
Italie		0,80	1,09
Étranger		0,41	0,36
Indice de fréquence des accidents (LTIF) (Accidents avec jours d'absence/heures travaillées) x 1 000 000		0,41	0,53
Employés		0,54	0,62
Agents sous contrat		0,33	0,49
Indice de mortalité (employés et agents sous contrat) (décès/heures travaillées) x 100 000 000		0,61	3,17
Nombre de décès dus à des accidents du travail (employés et agents sous contrat)	(nombre)	1	5

## Partenariats pour le développement

### Indicateurs

### Références

<i>Investissements de développement local par domaine d'intervention</i>	Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (collectivités locales), p. 204
<i>Indemnisation et réinstallation</i>	

	2023	2024
<b>Investissements de développement local par zone géographique</b>	(en millions d'euros)	
Afrique	51,6	38,8
Amériques	4,2	7,1
Asie	26,5	33,1
Italie	10,7	7,6
Reste de l'Europe	2,0	2,2
Océanie	0,03	0,0
<b>Investissements en infrastructures<sup>(a)</sup></b>	32,6	41,8
Investissements dans le développement local dans le secteur upstream	(%)	96
<b>Investissements dans les activités de développement des infrastructures, détaillés par zone géographique</b>	(en millions d'euros)	
<b>Total</b>	32,6	41,8
Afrique	12,6	11,4
Amériques	1	1,6
Asie	17,7	27,6
Italie	1,3	0,9
Reste de l'Europe	-	0,3

(a) Les investissements en infrastructures comprennent toutes les infrastructures des domaines d'intervention (écoles (éducation), hôpitaux (santé), stations d'épuration (eau), éventuelles infrastructures énergétiques, etc.).

	2023	2024
<b>Répartition des réclamations reçues par thème<sup>(a)</sup></b>	140	61
Accès à l'énergie	(nombre)	5
Aménagement du territoire	10	8
Éducation	10	2
Emploi	16	3
Infrastructures	2	0
Relations avec des communautés	66	23
Gestion des fournisseurs/Accords	7	9
Partenariats	0	0
Impacts sociaux et économiques	0	0
Diversification économique	9	2
Gestion environnementale	15	13
Autre	0	1

(a) Les réclamations reçues par les filiales d'Eni sont classées selon plus de 200 thèmes de durabilité dans le Système de Gestion des Parties Prenantes (SMS) de l'entreprise. La constance des différents thèmes de réclamation peut varier d'une année à l'autre, tant en nature qu'en nombre.

## La durabilité dans la chaîne de valeur

### GESTION DURABLE DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT

Indicateurs	Références
<p>Nombre de fournisseurs impliqués dans des initiatives de sensibilisation, de mesure et de collaboration en matière d'ESG et % de contrats actifs avec des fournisseurs impliqués dans des initiatives de sensibilisation, de mesure et de collaboration sur les questions ESG</p> <p>% de la valeur des contrats actifs avec des fournisseurs participant à des initiatives de sensibilisation, de mesure et de collaboration sur les questions ESG</p>	Rapport financier annuel 2024 - Rapport sur la durabilité (conduite des affaires), p. 217

### MATIÈRES PREMIÈRES BIOLOGIQUES UTILISÉES DANS LES BIORAFFINERIES ENI EN ITALIE EN 2024

Pays	Type	FEEDSTOCK VENISE+GELA (KTON) <sup>(a)</sup>
Italie		1 475
Afrique <sup>(b)</sup>	Huiles végétales <sup>(d)</sup>	7 458
Autres <sup>(c)</sup>		14 713
Indonésie		417 988
Malaisie		206 005
Italie	Déchets et résidus (huiles végétales usagées, résidus huileux provenant de la transformation des huiles végétales et d'autres procédés industriels)	19 786
Afrique		4 667
Autre		21 069
TOTAL		

(a) Matières premières liées aux produits vendus en 2024, certifiées durables avec une preuve de durabilité (POS, selon les systèmes de certification) délivrée au cours de l'année 2024.

(b) Kenya, Tanzanie.

(c) Argentine, Australie, Inde, Kazakhstan.

(d) Huiles végétales : caméline, canola, colza, coton, croton, tournesol, ricin, soja.

Dans le cadre de son approche responsable en matière de biomasse, Eni s'engage à faire preuve de transparence et à divulguer des informations sur la biomasse utilisée et le pays d'origine, et publie ces informations chaque année. Depuis 2023, Eni produit également des biocarburants aux États-Unis, dans la bioraffinerie St. Bernard Renewable (une coentreprise à parts égales avec PBF). La bioraffinerie a commencé à produire en juin 2023 et traite des matières premières telles que des huiles végétales (soja et maïs), des huiles végétales usagées et des graisses animales, provenant principalement des États-Unis. En outre, Versalis a utilisé en 2024 sur le site de Crescentino environ 136k tonnes de copeaux de bois pour alimenter la chaudière à biomasse et environ 0,2k tonnes de copeaux de bois et environ 0,2k tonnes de paille, 0,3k tonnes de placage de bois ainsi qu'environ 3,4k tonnes de germes de blé déshuilés, tous d'origine italienne, pour produire du bioéthanol. Par ailleurs, sur le site de Versalis à Mantoue, environ 105 tonnes d'huile de tournesol ont été utilisées à des fins de formulation à partir de graines d'origine italienne et/ou européenne, transformées en Italie, ou obtenues à partir de pétrole brut d'origine européenne ou non européenne, raffiné en Italie. S'agissant de Novamont, plus de 70 % des matières premières agricoles utilisées dans la production sont d'origine européenne. Les principales matières premières agricoles sont le maïs, le blé et les graines de tournesol.





## **Eni SpA**

### Siège social

Piazzale Enrico Mattei, 1 - Rome - Italie

Capital social au 31 décembre 2024: 4 005 358 876,00 € entièrement libérés

Registre des Entreprises de Rome, code fiscal 00484960588

Numéro de TVA 00905811006

### Siège local

Via Emilia, 1 - San Donato Milanese (MI) - Italie

Piazza Ezio Vanoni, 1 - San Donato Milanese (MI) - Italie

### Contacts

eni.com

+39-0659821

800940924

segreteria.societaria.azionisti@eni.com

### Bureau des relations avec les investisseurs

Piazza Ezio Vanoni, 1 - 20097 San Donato Milanese (MI)

Tel. +39-0252051651 - Fax +39-0252031929

e-mail: investor.relations@eni.com

### Présentation, mise en page et supervision

K-Change - Roma

